

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DE LA COMPENSATION

DROIT FRANÇAIS

CHAMBRES DE COMPENSATION

CLEARING-HOUSES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le vendredi 18 mai 1894, à une heure

PAR

Albert TESSIER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

PRÉSIDENT : M. LYON-CAEN, PROFESSEUR.

SUFFRAGANTS : { MM. CHAVEGRIN, PROFESSEUR.
THALLER, PROFESSEUR.
PLANIOL, PROFESSEUR-ADJOINT.

PARIS

LIBRAIRIE

DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS

ET DU JOURNAL DU PALAIS

L. LAROSE ÉDITEUR

22, RUE SOUFFLOT, 22

1894





Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

TOURS, IMPRIMERIE E. SOUDÉE

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DE LA COMPENSATION

DROIT FRANÇAIS

CHAMBRES DE COMPENSATION

CLEARING-HOUSES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le mercredi 23 mai 1894, à une heure

PAR

Albert TESSIER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

PRÉSIDENT : M. LYON-CAEN, PROFESSEUR.

SUFFRAGANTS : { MM. CHAVEGRIN, PROFESSEUR.
THALLER, PROFESSEUR.
PLANIOL, PROFESSEUR.

PARIS

LIBRAIRIE

DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS

ET DU JOURNAL DU PALAIS

L. LAROSE ÉDITEUR

22, RUE SOUFFLOT, 22

1894



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A LA MÉMOIRE DE MA GRAND'MÈRE

A MES PARENTS

THÈSE DE DROIT ROMAIN

DE LA COMPENSATION

NOTIONS GÉNÉRALES

Lorsque deux personnes se trouvent réciproquement obligées l'une envers l'autre, c'est-à-dire qu'elles sont à la fois créancière et débitrice l'une de l'autre, on conçoit fort bien, et aucun principe ne s'y oppose, que les deux dettes, eussent-elles pour objet des choses de même nature, et fussent-elles toutes deux actuellement exigibles, subsistent en face l'une de l'autre, obligeant chacune des parties à accomplir sa prestation comme si elle n'avait pas droit elle-même à une prestation semblable.

Mais alors des raisons d'équité et d'utilité vont intervenir et au lieu d'obliger chacune des parties à payer sa dette, sauf à agir plus tard en paiement de ce qui lui est dû, au lieu de faire des paiements multiples et inutiles où chaque partie reprend ce qu'elle vient de donner, il est plus simple d'opérer une balance entre les deux dettes et de n'obliger qu'au paiement du reliquat seul la partie qui devait la somme la plus forte et qui reste définitivement débitrice.

Ce droit se fonde donc bien sur l'utilité publique et privée, puisqu'il évite un déplacement d'argent qui n'irait pas sans préjudice et sans complications ; il arrête deux prétentions à la fois et tend ainsi à diminuer les procès ; il évite aux parties des frais et des déplacements de numéraire et s'oppose à ce qu'une des parties paie sans obtenir immédiatement satisfaction pour sa propre créance, car il vaut toujours mieux ne pas payer que de payer sauf à reprendre, en restant exposé à souffrir de l'insolvabilité de l'autre partie.

Cette balance entre deux dettes, cette imputation de deux dettes réciproques l'une sur l'autre, jusqu'à concurrence de la plus faible, est la compensation.

Toute d'équité, la compensation, ainsi définie par les Romains : *Debiti et crediti inter se contributio*, repose en effet sur ce qu'elle a d'utile et d'équitable. Lorsque Pierre doit 100 à Paul et que Paul vient à devoir également 100 à Pierre, rien ne s'oppose à l'existence indépendante des deux créances. Mais si vous obligez Pierre et Paul à exercer leurs droits respectifs par des actions distinctes, aboutissant à des condamnations séparées et à des paiements réels et réciproques, vous les lancez alors dans des frais et des retards qui peuvent être considérables, et vous permettrez ainsi bien souvent à un insolvable de recouvrer sa créance sans acquitter sa dette, votre rigueur devient ainsi un encouragement à la fraude et une sauvegarde pour la mauvaise foi. Et alors vous voyez apparaître la nécessité, la légitimité de la compensation.

Il semble qu'un mode de règlement aussi simple aurait dû être admis partout comme un droit au profit de chacune des parties et cela dès les temps les plus reculés du droit privé, mais les idées les plus simples ne sont pas toujours celles qui sont accueillies et appliquées le plus vite et le plus facilement. La compensation fut sans doute admise volontairement d'abord, mais ce ne fut qu'à titre de simple exception, et il est naturel que l'on eût permis de tout temps aux débiteurs de deux dettes réciproques de s'entendre pour se libérer l'un l'autre, en évitant tout déplacement de numéraire, sauf à recourir, pour la réalisation de ce but, à l'un des procédés organisés par le formalisme du droit primitif pour éteindre une obligation. Mais la compensation forcée, c'est-à-dire le droit qu'on pouvait invoquer, malgré la résistance de son adversaire, par le débiteur poursuivi en justice, rencontra longtemps bien des entraves et eut beaucoup de restrictions à subir.

Il ne semble pas que la compensation ait été connue à Athènes. Les tribunaux grecs, qui votaient par boules sur la question du procès, qui devaient absoudre ou condamner pour le tout, ne pouvaient connaître des questions étrangères et par conséquent n'avaient aucun pouvoir pour faire varier l'étendue de la condamnation.

A Rome, sous le système de la procédure primitive, celui des actions de la loi, le débiteur poursuivi par son créancier ne pouvait opposer à ce dernier la créance qu'il avait contre lui ; ce droit lui était refusé, car le législateur, pour accélérer la marche des procès et fa-

ciliter la tâche du juge, simple citoyen appelé incidemment à remplir ces fonctions, avait décidé que ce juge ne serait saisi que d'une question unique : la demande du créancier. Le débiteur, défendeur, ne pouvait sortir de la question ainsi limitée, et pour agir à son tour contre son créancier, il devait engager une instance séparée.

Vint ensuite un second système, celui de la procédure formulaire, qui s'éleva vers la fin de la République et sous lequel l'exception permit au défendeur d'élargir le terrain de sa défense, sans toutefois lui permettre tout d'abord d'opposer à la créance invoquée contre lui une contre-créance, et cela dans la crainte de voir le défendeur faire traîner son procès en longueur par pure chicane. Si cette règle n'était pas absolue, bien peu nombreuses étaient les dérogations qu'elle comportaient. Dans les actions, dites de bonne foi, bonæ fidei, le juge était autorisé, en considération du caractère même de l'action, à compenser, lorsque le défendeur en faisait la demande, et dans ce cas seulement, les obligations réciproques ; mais cette compensation ainsi faite par le juge était soumise à une condition : il fallait qu'il y eût entre les deux demandes identité de cause juridique ; (*ex eadem causâ*).

Quant aux actions de droit strict, *stricti juris*, la compensation n'y était admise que dans deux cas spéciaux, lorsqu'il s'agissait, soit d'un banquier, soit d'un acheteur de biens d'un débiteur insolvable, vendus en masse.

Le banquier romain (*argentarius*), voulant agir en

réglement de comptes par une *condictio* contre un client avec lequel il était en relation d'affaires, c'est-à-dire pour lequel il avait fait des paiements en même temps que des recouvrements, devait faire lui-même la balance des créances réciproques, lorsqu'elles avaient pour objet des choses du même genre et lorsqu'elles étaient également exigibles; il ne devait réclamer, dans l'intentio de la formule que la différence restant au débit de son client. Et s'il ne tenait pas compte de cette obligation? Alors l'*argentarius* perdait son procès, étant repoussé pour cause de plus *petitio* et sa créance était éteinte pour le tout.

Nous rencontrons encore la compensation dans les actions de droit strict, sous le nom de *deductio* lorsque nous nous trouvons en présence d'un *bonarum emptor*, acheteur des biens d'un débiteur insolvable vendus en masse, et poursuivant une personne qui se trouvait être en même temps débitrice et créancière de l'insolvable, débiteur en déconfiture. Alors, sans tenir compte des objets des deux dettes et des échéances différentes, le juge pouvait, grâce à la rédaction particulière de la *condemnatio* de la formule, tenir compte au débiteur poursuivi du dividende qui devait lui revenir comme créancier de l'insolvable.

Mais ce caractère exceptionnel de la compensation ne lui fut enlevé que par un décret de Marc-Aurèle lequel consacra la jurisprudence qui avait déjà fait prévaloir, dans le cours du II^e siècle, cette idée que la bonne foi ne permet pas à un créancier de réclamer ce qui lui est dû sans tenir compte de ce qu'il doit lui-

même à son débiteur, et qui permettait au défendeur, même dans une action de droit strict, d'user de l'exception de dol pour faire valoir sa propre créance, quelle qu'en fût l'origine, car *dolo facit qui petit quod redditurus est* (1).

A partir de Marc-Aurèle, la règle nouvelle conduisit à étendre la compensation aux dettes nées ex dispari causa dans les actions de bonne foi où l'exceptio doli était sous entendue comme étant basée sur l'équité. La compensation se trouva ainsi généralisée ; elle peut être proposée dans toutes les actions *in personam*, dans les actions de bonne foi, quand la cause était la même, conformément alors en Droit Ancien, et, un moyen de l'exception de dol, dans les actions de Droit strict, où l'origine des deux dettes étaient nécessairement distincte, et dans les actions de bonne foi, quand les deux créances n'avaient pas non plus une origine commune.

En effet, il n'était pas nécessaire que les deux dettes eussent même objet ou qu'elles fussent liquides, c'est-à-dire d'existence et de quotité dès à présent certaines, puisque la compensation n'avait lieu que par l'office du juge ; sous le système formulaire, le juge avait toujours le droit et le pouvoir de ramener à une estimation pécuniaire les prétentions portées devant lui, les condamnations devant toujours être prononcées nécessairement en argent.

Le juge, après avoir reconnu l'existence de deux

(1) Loi 173, § 3, *De regulis Juris*.

dettes réciproques, n'avait que deux parties à prendre : ou bien les deux créances étaient égales, alors le juge devait absoudre le défendeur ; ou bien le défendeur devait une somme supérieure à celle qui lui était dûe par le demandeur ; dans ce cas, le juge le condamnait à payer la différence, lorsque la compensation était invoquée dans une action de bonne foi. Mais lorsqu'il était dû au défendeur plus qu'il ne devait lui-même au demandeur, alors le juge ne pouvait jamais condamner le demandeur à payer le reliquat restant à sa charge ; la formule ne lui donnait pas ce droit ; il ne pouvait que prononcer l'absolution du défendeur.

La compensation, permettant au juge de ne condamner le défendeur qu'à la différence existant entre sa dette et sa propre créance, était admise dans toute espèce d'action à l'époque de la procédure extraordinaire. Mais on discute aujourd'hui pour savoir s'il en était ainsi à l'époque classique, dans le cas d'une action *stricti Juris*, et si le défendeur était absous dès que l'exception *dol* se trouvait admise. Alors le demandeur aurait dû limiter sa demande à la différence existant entre sa créance et sa propre dette vis à vis du défendeur, afin de ne pas tout perdre dans le cas où le défendeur pouvait lui opposer l'exception de compensation et la faire triompher.

La constitution 14 C. De compens. IV, 31, de Justinien, qui fut l'objet de vives controverses, rendit la compensation générale. Mais la créance opposée par le défendeur devait être liquide ou d'une liquidation facile, afin d'éviter des lenteurs, et dans l'intérêt du

demandeur. Cette constitution porte en outre que la compensation avait lieu *ipso jure*, et c'est ici que le sens devient obscur. Justinien a peut-être voulu dire que la compensation n'est pas une pure exception de procédure et qu'elle ne diffère pas en la forme d'une défense proprement dite. En tout cas sa proposition (d'éminents interprètes s'y sont trompés autrefois et leur méprise a contribué à la formation de la théorie de la compensation légale du Code civil) ne doit pas s'entendre en ce sens que la compensation aurait cessé d'être l'œuvre du juge, d'être judiciaire, pour devenir légale et s'opérer par la seule vertu de la loi. La compensation doit toujours être opposée par les parties et prononcée par le juge après examen ; elle est donc restée judiciaire, et dans aucun des recueils de Justinien on ne la trouve comme *solutio*.

La compensation légale n'a été reconnue à Rome que dans le cas d'impenses, dites nécessaires, accomplies sur un bien dotal : la créance en reprise de la femme était diminuée d'autant par ces impenses, et cela de plein droit. On peut ajouter à ce cas celui de l'*argentarius* dont il n'est plus question à l'époque de Justinien.

Mais en toute autre circonstance, la compensation ne pouvait s'opérer qu'en vertu d'une décision du juge.

CHAPITRE I^{er}

DE LA COMPENSATION DANS LES ACTIONS DE LA LOI

Nous ne connaissons qu'imparfaitement le système de la procédure des actions de la Loi, et c'est pour cette raison que l'on a pu se demander si la compensation avait existé sous l'empire des actions de la Loi.

Bien entendu, il ne saurait être question ici que de la compensation judiciaire et nous allons passer en revue les trois actions de la Loi connues sous les noms de :

Actio sacramenti.

Judicio postulatio.

Actio per conductionem.

car les deux autres procédures, appelées : *pignoris capio et manus injectio* n'étaient que des voies d'exécution et la compensation ne pouvait des lors intervenir.

1^o *Actio sacramenti*. — Dans l'antique *actio sacramenti*, quel était le rôle du juge ? Il ne pouvait que

prononcer sur la question même à lui posée : Est-il vrai que Paul doit 100 à Titius ? Est-il vrai que tel esclave soit à Pierre ? Le juge doit seulement déclarer que le *sacramentum* des parties est *justum* ou *injustum* ; son rôle se borne là et, n'ayant aucune appréciation à faire, ne pouvant tenir aucun compte des obligations réciproques, il ne peut être question de compensation.

2° *Judicis Postulatio*. — La procédure du *sacramentum* étant trop rigoureuse, on vit de bonne heure apparaître la *Judicio postulatio*, bien antérieure à Caton l'Ancien, antérieure à la Loi des XII Tables elle-même. La *Judicio postulatio* devait s'appliquer aux affaires dans lesquelles le juge pouvait prononcer *salva fide, ex æquo et bono*, et qui, plus tard, sous la procédure formulaire, devinrent les actions de bonne foi. C'est ce qui résulte de deux textes de Cicéron (1) : « *Præclarum a majoribus accepimus morem rogandi judicis, si ea rogaemus quæ salva fide facere possit.* » La *Judicio postulatio* était la procédure usitée chez les *majores*, les anciens. D'après Cicéron (2), nous voyons qu'il s'agissait des affaires qui donnèrent lieu aux actions de bonne foi sous le système formulaire, dans lesquelles apparaissent des obligations réciproques, comme dans la tutelle, la vente, le louage, le mandat, la société, le contrat de *fiducie*. Ces affaires engendrant des obligations réciproques, donnaient

(1) Cicéron, de Officiis, lib. III, 10 et 17.

(2) Cicéron, de Officiis, liv. III 17.

lieu à des actions contraires, *præsertim cum in plerisque essent judicia contraria* (3).

Le juge, statuait *salva fide* ; il avait donc le pouvoir, et même le devoir de prendre en considération tout ce qui découlait du fait juridique que lui soumettaient les parties. Dès lors la compensation devait être admise pour permettre au juge de terminer le litige *ex fide bona* en tenant compte de la créance du défendeur, soit pour l'absoudre, soit pour restreindre la condamnation qu'il devait prononcer contre ce défendeur qui parvenait à prouver contre le demandeur un droit de créance né du contrat même faisant l'objet du procès.

Mais la compensation avait alors la même limite que le pouvoir du juge ; ce dernier ne pouvait sortir de l'affaire pour laquelle les parties l'avaient choisi : Les deux créances opposées, celle du demandeur et celle du défendeur devaient avoir la même cause ; le juge a, il est vrai, une *libera potestas* pour apprécier *ex æquo et bono* les obligations réciproques des parties en présence, mais c'est en vertu du principe même qui a fait admettre, dans les actions de bonne foi comme la *judicis postulatio* (1), la nécessité de respecter avant tout la bonne foi et l'équité, *sed quia id bonæ fidei judicio conveniens videtur* (2).

Le juge ne peut donc, ni dans la *judicis postulatio*, ni plus tard dans les actions de bonne foi, dont il faut rechercher l'origine dans la *judicis postulatio*, s'écarter

(3) Cicéron, de *Officiis*, liv. III, 17.

(1) Cicéron : de *officiis*, lib. III. 10.

(2) Gaius, liv. IV, 63. Voyez en ce sens M. Pilette : *Revue historique*, tom. VII, 1861.

du rôle qu'il a reçu des parties pour apprécier des éléments étrangers, non plus à l'objet, mais à la cause de la demande.

Pour M. Lair, il existe une restriction de plus lorsqu'il dit (1) : « Comme on l'a judicieusement remarqué (2), ce principe que toute condamnation est pécuniaire n'existant pas encore sous les actions de la loi, et la partie qui triomphait obtenant l'objet même du litige, *ipsam rem*, la compensation n'y était sans doute possible qu'autant que les parties se devaient réciproquement des choses de même nature. »

Ceci résultait du rôle restreint du juge ; mais n'y avait-il pas des cas dans lesquels le juge était forcé par la bonne foi et l'équité de prononcer la compensation entre les parties, alors même que les objets dûs étaient de nature différente ? et c'est ce qui devait se présenter le plus souvent.

Dans la *Judicis postulatio* chaque partie ne jouait pas le rôle de demandeur et de défendeur ; le *judicium* n'était pas *duplex* comme dans les actions en partage et les interdits. S'il en eût été de même dans la *judicis postulatio*, le juge aurait pu condamner le demandeur lui-même qui se serait trouvé devoir au défendeur une valeur supérieure à celle qu'il réclamait lui-même. Or rien, dans les textes romains, ne nous permet de le croire ; au contraire le rôle du juge était strictement limité à l'examen de la demande : il devait condamner le défendeur à payer, mais en tenant compte de la

(1) Page 5. M. Lair. De la compensation. Paris. 1862.

(2) M. P. Rigaud. Thèse sur la compensation Anix. 1861. .

créance due par le demandeur au défendeur. Et si le demandeur devait plus que le défendeur, le juge ne pouvait condamner le demandeur, même lorsque les deux dettes provenaient de la même cause. Il en était de même lorsque les objets étaient de nature différente. Jamais le juge n'aurait pu prononcer deux condamnations : il ne pouvait que *statuere quid quemque cuique præstare oporteret* (1) « absoudre le défendeur ou prononcer une condamnation inférieure à la demande.

La compensation devait être le mode d'exercice du pouvoir du juge, même lorsque les objets dûs étaient de nature différente, car l'identité de nature des objets se présente rarement ; et s'il en avait été autrement, le rôle du juge eût été bien restreint.

M. Desjardins, (1), pour repousser la restriction de M. Lair, explique qu'il faut se reporter à l'origine de la *Judicis postulatio*, au-delà de la loi des XII Tables. A cette époque, on ne connaissait que l'échange, la monnaie étant d'un usage restreint. Or, dans l'échange, on considère, avant toute chose, la valeur même de l'objet ; les choses ainsi devenaient fongibles entre elles, soit par leur nature, soit par la volonté des parties ; on ne devait donc pas tenir grand compte de l'intérêt d'affection. Sous le système formulaire, la condamnation était devenue pécuniaire, et cela, grâce aux habitudes des Romains qui ne considéraient que la valeur des choses. S'il en était ainsi encore à la fin de

1) *Cic. de Officiis*. III, 17.

(1) Page 29.

la République, à plus forte raison, les Romains avaient dû penser de même à l'époque où la *Judicis postulatio* était en vigueur.

Cependant, sous le système formulaire, on ne peut expliquer la compensation entre choses différentes par la seule règle de la condamnation pécuniaire. Même sous ce régime, le juge ne peut condamner le demandeur : absoudre le défendeur ou prononcer contre ce dernier une condamnation inférieure à la demande ; son rôle se borne là, même lorsqu'il estime l'objet et condamne le défendeur à payer cette valeur. Et pourtant la compensation fut admise, malgré la différence des objets dûs. Le juge devait donc estimer l'objet dû par le demandeur aussi bien que celui dû par le défendeur.

Ainsi, malgré la différence des objets dûs, la compensation était admise sous le système formulaire, pourquoi n'aurait-elle pas été admise, dans la *Judicis postulatio*, malgré cette différence dans les objets dûs ?

3° *Actio per condictionem*. — Quant à l'*actio per condictionem*, établie par la loi Silia pour les obligations *certæ pecuniæ* étendue par la loi Calpurnia aux obligations de *omni certa re* (1), participant de l'*actio sacramenti*, elle ne pouvait accepter la compensation, malgré la suppression du *sacramentum*, car le rôle du juge était toujours restreint. Ce dernier ne pouvait tenir compte d'éléments étrangers à l'objet de la demande.

(1) Gaius Comm. IV, 19.

CHAPITRE II

DE LA COMPENSATION DANS LE SYSTÈME FORMULAIRE

Qu'est devenue la compensation sous le système formulaire? Quelle est sa nature ?

Comment y était-elle appliquée ?

A quelles conditions était-elle appliquée ?

Dans quelles actions pouvait-on l'invoquer et quels étaient ses effets ?

Telles sont les différentes questions que nous allons étudier sous le système formulaire. Mais avant d'entrer dans la discussion, il convient de rappeler brièvement les principes fondamentaux de cette procédure.

Les actions de la loi longtemps attaquées par le système formulaire, disparurent devant la loi *Æbutia* et les deux lois *Juliaë*. Alors apparaît le système formulaire dont le trait caractéristique est la rédaction, par le magistrat, d'une formule traçant la mission du juge et délimitant ses pouvoirs, plus ou moins larges d'après la nature des actions.

De la formule. — Le demandeur, s'il y avait lieu,

obtenait du magistrat une *formule*, en tête de laquelle se trouvait le nom du juge, puis une instruction déterminant ses pouvoirs, et que, dans un sens étroit, on appelait plus spécialement formule (1).

Cette formule contient, ou peut contenir, deux sortes de parties, les unes essentielles, les autres accessoires.

Les parties essentielles sont la *demonstratio*, l'*intentio*, l'*adjudicatio* et la *condemnatio*; elles portaient le nom de *partes*, mais ne figuraient pas nécessairement dans chaque formule. Seule, l'*intentio* se rencontrait dans chaque formule.

Les parties accessoires se composaient des exceptions (répliques, dupliques, tripliques) et des *præscriptiones*. Mais ici encore, il ne faut pas croire que chaque formule renfermait des parties accessoires; car lorsque le magistrat insère dans la formule une exception ou une *præscriptio*, il ne cherche qu'à conserver les droits de l'un des plaideurs, cette insertion est toujours commandée par des circonstances accidentelles et non par la nature de l'action.

Voyons maintenant l'analyse des parties essentielles de la formule, dans l'ordre indiqué par Gaius.

La première partie, appelée *Demonstratio*, indiquait au Juge de quoi il s'agissait : Quod Aulus Agerius Numerio Negidio hominem vendidit.

Dans la deuxième partie, l'*Intentio*, le Magistrat faisait connaître au Juge la prétention du demandeur, ce que nous appelons aujourd'hui les conclusions :

(1) Gaius, IV, 39.

desiderium, dit Gaïus : Quidquid paret Numerium Negidium Aulo Agerio dare facere oportere.

Enfin, par la troisième partie de la formule, la Condemnatio, le Magistrat donnait au Juge le pouvoir de condamner ou d'absoudre le défendeur : Judex Numerium Negidium Aulo Agerio sestertium X millia condemna ; si non paret, absolve.

La formule se composait parfois de quatre parties : c'était l'adjudicatio, placée avant la condemnatio, qui donnait au Juge le pouvoir d'adjuger, c'est-à-dire d'attribuer la propriété : Quantum adjudicari oportet, Judex, Titio condemnato. Mais cette quatrième partie ne se rencontrait que dans trois actions :

Dans le système formulaire, le Juge tire tout son pouvoir de la formule dont il ne peut s'écarter. Le Juge n'est qu'un simple citoyen qui a été choisi, désigné en tête de la formule, par le Magistrat, pour connaître d'une seule affaire, celle exposée dans la demonstratio et donnant lieu à l'intentio. Le Juge peut tenir compte de toutes les obligations résultant du contrat, directement ; mais s'il tenait compte d'obligations provenant d'une cause étrangère, alors il sortirait de son rôle, il excéderait les pouvoirs qu'il a reçus de la formule ; pouvoirs limités strictement à l'examen de la demande.

Car le Juge n'a reçu de la formule que le pouvoir d'absoudre ou de condamner le défendeur ; jamais il ne pourra condamner le demandeur ; et, lorsque l'intentio de la formule est certa, c'est-à-dire lorsque l'objet de la demande est certain, déterminé, le Juge

ne pourra qu'accorder ou refuser le tout. Le défendeur sera condamné à la prétention exacte du demandeur ou absous. Il en résulte que la plus petite erreur commise par le demandeur a pour effet de provoquer l'absolution complète du défendeur, et cela pour le tout.

Il faut, en outre, remarquer que dans le système formulaire, toute demande, reconnue fondée, aboutit à une condamnation purement pécuniaire.

SECTION I

De la nature de la compensation.

Dans le système formulaire, la compensation était-elle légale ou judiciaire ?

La compensation n'est pas un mode d'extinction des obligations : nulle part elle n'est mentionnée comme telle. Elle n'est imposée qu'à l'*argenterius* ; qui doit, de plein droit, dans certaines conditions, restreindre son *intentio*.

Cette compensation imposée au banquier et plus tard à tout demandeur placé dans les mêmes conditions, ressemble, il est vrai, à une compensation légale, et il est permis de dire qu'elle s'opère *ipso jure*. Mais cela veut dire que le défendeur y a un droit acquis, que le demandeur doit l'admettre *in jure* et réduire son *intentio* pour éviter une *plus-petitio*. Mais les deux dettes ne s'éteignent pas par le seul fait de leur coexistence.

Il faut toujours que le juge intervienne pour opérer la compensation et en régler les effets.

La compensation est donc toujours restée judiciaire, soumise par conséquent aux règles de la procédure.

Dans les actions de droit strict, pour faire admettre la compensation, il fallait opposer une exception de dol, avant la *litiscontestatio*, les exceptions ne pouvant être soulevées devant le juge.

Il en était de même dans les actions de bonne foi, quand les deux créances provenaient de causes différentes et que l'exception de dol était nécessaire dans le cas.

Mais si les deux créances provenaient de la même cause, le défendeur pouvait opposer la sienne jusqu'à la sentence.

Le défendeur condamné pouvait invoquer la compensation contre l'*actio judicati* (1). Mais n'était-il pas trop tard, pour faire valoir une défense ou une exception, puisque la condamnation était prononcée?

Non, car l'*actio judicati* est une action comme une autre et peut, par conséquent, être paralysée par une exception (2).

Néanmoins, l'opinion, qui prétend que la compensation légale existait sous le système formulaire, compte un grand nombre d'auteurs avec des arguments spécieux (3).

1° Un texte dit (4): Lorsque deux personnes ont des

(1) L. 2. C. de Comp.

(2) Voet, *ad. tit. de Comp.*

(3) M. Labbé, à son cours.

(4) 11. Dig. 16. 2.

dettes avec intérêts pour les deux ou même pour une seule, ces intérêts cessent de courir du jour où la dette devient exigible.

Pourquoi, dit-on ? Parce que la dette cesse d'exister ; la compensation est donc légale.

2° Lorsqu'une personne qui, étant tenue d'une dette, aurait pu ne pas la payer pour attendre la compensation, la paie, on lui accorde la *condictio indebiti*, (1).

Pourquoi, disent nos adversaires ? Parce que la dette est éteinte dès qu'elle est compensable ; la compensation est donc légale.

Malgré cela, cette opinion n'a pas beaucoup de crédit aujourd'hui. Les Romains n'ont pas connu la compensation légale sous ce système formulaire.

Supposons un débat porté devant le juge (2) : le défendeur invoque une cause de compensation que refuse d'admettre le juge. Peu nous importe sa raison. La créance invoquée en compensation par le défendeur subsiste sans subir aucune atteinte de ce qu'elle a été invoquée en compensation : *salva manet petitio*.

A quel moment est donc éteinte une dette compensable ?

Par le fait d'avoir été admise par le juge. Il n'y a donc pas de compensation légale, mais bien une compensation judiciaire.

Voyons maintenant les arguments de nos adversaires.

(1) 10, 1, Dig. 16, 2.

(2) 7, 1. Dig. 16, 2.

1^o L'argument le plus spécieux est celui des intérêts. Que répondre?

Le cours des intérêts, surtout celui des intérêts moratoires, se règle par l'équité. La dette étant échue, le débiteur n'est plus en retard ; il attend, et les intérêts moratoires cessent.

S'il est vrai que les intérêts cessent d'être dûs à partir du moment où les deux dettes coexistent, c'est que, en admettant la compensation pour obéir à l'équité, on en a déterminé les effets de la manière la plus équitable. Encore a-t-il fallu une constitution impériale pour consacrer celui-là, ce qui montre qu'il n'était pas essentiel à la nature de la compensation. Cette constitution est de Septime Sévère (1) : elle est antérieure, par conséquent, à la réforme attribuée à Paul et à l'Empereur Alexandre Sévère.

2^o Le second argument de nos adversaires est beaucoup moins fort.

Celui qui a payé, alors qu'il pouvait opposer la compensation, n'a pas cessé d'être créancier ; il a la *condictio indebiti*, laquelle n'est pas seulement donnée à celui qui n'était pas débiteur, mais aussi à celui qui acquitte une dette, alors qu'il avait le droit d'opposer une exception perpétuelle (2). Or la compensation rentre dans cette classe d'exceptions.

Le fidéjusseur n'est pas libéré dès que le débiteur

(1) Et non d'Alexandre, comme l'a cru Cujas. Ulpien, dans la loi 11, dit : « a *divo Severo*. » L'épithète *divus* n'est donnée qu'aux empereurs morts, et Alexandre a survécu à Ulpien.

(2) L. 40, §§, *de Comp. indeb.*, Vat. fr. § 266.

principal devient créancier du créancier commun : il pourra, ce fidéjusseur, opposer, à son choix, la compensation, du chef du débiteur principal, ou de son propre chef. (1) Ce choix exclut l'idée d'un paiement effectué par la volonté de la Loi.

Pourquoi donc avoir accordé cette *condictio indebiti* ? cela suppose toujours que la compensation légale n'existait pas, car cette compensation pouvait résulter d'une créance naturelle. Telle est l'utilité de cette *condictio indebiti*.

Si les textes cités par le système que nous combattons sont peu concluants, nous pouvons en citer d'autres qui sont décisifs en sens contraire. (2)

La compensation, sous le système formulaire, est donc bien judiciaire, et non pas légale.

SECTION II

Des conditions relatives aux actions dans lesquelles la compensation pouvait être invoquée

§ 1^{er}. 1^o *Actions de bonne foi*. — Au temps de Gaius, à l'origine du système formulaire, la compensation

(1) Loi 5, §§. *de Comp.*

(2) L. 2, *ff. de Comp.* Julien.

L. 7, § 1, *ff de Comp.*

L. 6, *Cod. de Comp.*

L. 13, *Cod. de Comp.* Dioclétien et Maximien.

L. 1, § 4, *de Contraria tut. act.*

L. 10, *ff. de Duobus reis.* Papinien.

n'était admise que dans les actions de bonne foi que Gaius nous a nommées (1) : « *Ex empto vendito, locato conducto, negotiorum gestorum, mandati, depositi, fiduciæ, pro socio, tutelæ, rei uxoriæ, commodati* », et qui avaient leur source dans des contrats synallagmatiques. La créance opposée en compensation par le défendeur devait provenir de la même cause que la demande principale. A cette condition, le juge pouvait tenir compte des obligations réciproques des parties, car, dans ces actions, il avait une certaine liberté d'appréciation, devant tout régler sur l'équité.

Gaius dit en effet (2) : « Dans les actions de bonne foi, le juge paraît avoir un entier pouvoir pour estimer *ex æquo et bono* ce qui doit être restitué au demandeur ; ce pouvoir (3) contient celui de tenir compte de ce que le demandeur doit fournir en vertu de la même cause, et de condamner le défendeur à ce qui reste dû après ce compte. » — « Dans ces actions, ce ne sont pas les termes de la formule qui ordonnent au juge de tenir compte de la compensation ; mais cela, paraissant être de la nature d'une action de bonne foi, est censé contenu dans le pouvoir du juge (3). »

Lorsque la demande était reconnue fondée, le juge prononçait alors la condamnation, qui était toujours pécuniaire (4) ; il avait à apprécier en argent chaque

(1) Gaius, liv. IV, 62.

(2) Gaius. Com. IV, 61 et 63.

(3) Les premiers mots sont restitués (Note p. 38. M. Albert Desjardins. *De la compensation*).

(3) Gaius, liv. IV, 63.

(4) Gaius, liv. IV, 48.

obligation des parties, mais il ne devait admettre en compensation que les obligations provenant de la même cause, du même fait juridique :

Le compensation ne pouvait donc être admise que sous deux conditions :

I^o L'action devait être de bonne foi ;

II^o La créance invoquée en compensation par le défendeur à l'encontre de la poursuite du demandeur, devait avoir été engendrée par la même cause.

Dans la Loi 18, § 4, *commodati vel contra* au Digeste (1) nous voyons quelle créance pouvait être invoquée en compensation, ainsi que le développement des mots *ex eadem causa* du § 61, du commentaire IV : « Ce que chacun peut obtenir par l'action contraire, dans l'action directe, intentée contre lui, il peut le conserver par la compensation, *salvum habere jure pensationis*. »

A la suite des faits qui donnent lieu aux actions de bonne foi, le demandeur lui-même peut se trouver obligé envers le défendeur. Ainsi le mandataire se voit poursuivi par l'action *mandati directa* ; il pourra à son tour opposer en compensation les créances nées à son profit de l'exécution du mandat. Ainsi le commodataire aura l'action *commodati contraria* pour recouvrer les dépenses faites sur la chose prêtée. Mais, ni le mandataire, ni le commodataire n'aurait pu opposer en compensation, dans l'action directe, des obligations provenant de tout autre fait, engen-

(1) XIII, 6.

drées par une autre cause, un prêt, une vente, un louage..... etc.

Pourquoi en était-il ainsi ? Pourquoi le juge ne pourrait-il connaître que des obligations connexes ou procédant *ex eadem causa* ? Cette restriction provenait du rôle limité que le juge avait reçu de la formule. Il avait été nommé par le Magistrat pour une seule affaire : son pouvoir était limité à l'examen de la question et il n'en pouvait sortir.

Mais alors, si le juge n'avait pas tenu compte de la compensation invoquée, sans toutefois trancher la question de savoir s'il était dû quelque chose au défendeur, que devenait cette créance ? « Il peut arriver qu'on ait à réclamer plus qu'on n'obtiendrait par la compensation, que le juge n'ait pas tenu compte de la compensation (1) que l'autre partie n'agisse pas pour la restitution de la chose, soit parce qu'elle a été détruite par cas fortuit, soit parcequ'elle a été restituée de bon gré. »

L'action primitive subsistait pour obtenir cette créance ; tel était le rôle du *judicium contrarium*, car l'exercice de l'action contraire n'était pas subordonné à celui de l'action principale (2). La compensation, en effet, n'était pas un mode d'extinction des obligations ; elle n'était qu'une pure simplification de procédure. Ce principe, que nous ne trouvons qu'au

(1) Si le juge avait refusé la compensation, *quasi non existente debito*, l'action contraire serait paralysée par l'exception *rei judicatee*. L. 7. § 1. ff. de comp. (Note page 40 de la compensation. M. Albert Desjardins).

(2) L. 17. § 1 ff. Commodati.

Dijeste (1) était certainement vrai déjà du temps de Gaius, dit M. Lair (2).

2° *Actions de Droit strict.* — La Compensation pouvait-elle être invoquée dans les actions de droit strict ?

Les commentaires de Gaius sont muets sur cette question et ne nous donnent de renseignements que sur le cas de l'*argentarius* et celui de l'*emptor bonorum*.

1° De la *Compensatio* de l'*argentarius*.

A Rome, l'*argentarius* était un banquier, un commissionnaire, un courtier, mais « un usurier avant tout » Les *argentarii* avaient formé une corporation puissante mais malhonnête, contre laquelle la loi avait dû prendre de bonne heure des mesures sévères pour réprimer une mauvaise foi effrontée et des fraudes hardies.

Les *argentarii* avaient été mis hors du droit commun par deux exceptions remarquables :

1° Lorsqu'ils vendaient à l'encan des meubles, ils étaient obligés de livrer les objets vendus même avant tout paiement du prix qui leur en était dû ; et s'ils avaient essayé d'obtenir leur paiement avant de s'être dessaisis des objets vendus, ils se voyaient repoussés par l'*exceptio rei emptæ non traditæ* (3).

2° Lorsqu'ils poursuivaient un prétendu débiteur qui n'avait pas reçu d'eux la somme promise, en vertu d'une *stipulatio* ou d'une *expensilatio* surprises à cet emprunteur trompé, ils se voyaient repoussés par l'ex-

(1) Loi 1, § 4, de *contraria Tutelæ*.

(2) M. Lair, page 9. de la compensation.

(3) Gaius, liv. IV, 126.

ceptio non numeratæ pecuniæ. Est-ce tout? Non; car les *argentarii* étaient si mal vus, qu'on avait retourné contre eux les règles du droit commun. La preuve incombe généralement à celui qui affirme. Le défendeur affirmant qu'il n'avait rien reçu aurait dû prouver son dire. Eh bien, c'était ici à l'*argentarius* à prouver qu'il avait réellement compté les espèces.

Avec la compensation s'introduit pour l'*argentarius* une nouvelle rigueur. Lorsqu'un *argentarius* agissait contre un débiteur qui lui-même était à son tour son créancier, il devait faire le compte de ce qu'il devait et de ce qui lui était dû, pour ne demander que le reliquat. Cela lui était d'autant plus facile, lorsqu'il agissait contre un client avec qui il était en compte courant, qu'il avait ses livres sur lesquels chaque opération devait être mentionnée : L'*argentarius* était ainsi astreint à une grande régularité dans ses écritures et à une comptabilité parfaitement exacte.

L'*argentarius* qui n'opérait pas lui-même la compensation, qui ne restreignait pas sa demande à l'excédent de ce que lui devait son débiteur sur ce qu'il devait lui-même à ce même débiteur, tombait sous le coup d'une plus-pétition et perdait entièrement son droit de créance. Pour le défendeur, il n'était nullement besoin d'opposer une exception, car ce calcul était, pour l'*argentarius*, une obligation légale.

Gaius nous apprend que l'*argentarius* devait agir *cum compensatione*, et que la formule elle-même devait indiquer la compensation : « *cogitur cum compensatione agere, ita ut compensatio verbis formu-*

læ comprehendatur. » Si le débiteur Titius doit 20.000 sesterces à l'*argentarius*, alors que ce dernier doit également 10.000 sesterces à Titius, l'*argentarius* ne pourra demander que la différence, 10, et dans l'*intentio* conclure à cette différence : *ita intendit, si paret Titium sibi decem dare oportere amplius quam ipse Titio debet.* (1).

II°. De la *Deductio* du *Bonorum Emptor*.

On procède à la vente en masse de tous les biens d'un débiteur insolvable. Un spéculateur se rend adjudicataire, moyennant un certain dividende à payer à la masse des créanciers. Lorsqu'il intentera des poursuites contre l'un des débiteurs du failli, créancier lui-même de la masse (2), il ne pourra agir que déduction faite de la créance de ce débiteur. La *condemnatio* est ainsi restreinte par une *deductio*.

M. Ortolan (3) pense que la formule était ainsi conçue : *Condemna quod superest deducto eo quod invicem sibi defraudatoris nomine debetur.*

Pour lui, les créances devaient être indiquées dans la *demonstratio* ; et sans cette indication, le juge n'aurait pas eu le droit de les apprécier (4).

Gaius nous donne l'exemple suivant pour la *deductio* qui devait être opérée par le *bonorum emptor* :

(1) Gaius, liv. IV, 64.

(2) Gaius, com. IV, 65.

(3) M. Ortolan. Explication historique, etc., n° 2177.

(4) M. Ortolan croit qu'il y avait d'autres cas de *deductio* que celui où l'acheteur de biens agissait contre un débiteur de la masse : il en retrouve la trace dans les lois 2, § 7 ff. de *Doli mali except.* (XLIV, 4), 8 ff. de *Comp.*, et dans les *Sentences* de Paul (II, V, 3).

Titius, débiteur, ne paie pas. Les biens sont vendus et un de ses créanciers devient adjudicataire de son patrimoine. Ce créancier trouve dans le patrimoine une créance de Titius contre Sempronius ; mais, en même temps, il trouve également une créance de Sempronius contre Titius. Lorsque ce créancier adjudicataire, ce *bonorum emptor*, exercera utilement contre le débiteur du failli, contre Sempronius, l'action de Titius, il devra déduire, dans sa demande, ce que ce même Titius doit à Sempronius, et cela sous peine de *plus-petitio* (1).

Gaius nous indique, entre la *compensatio* imposée à l'*argentarius* et la *deductio* du *bonorum emptor*, trois grandes différences, dont la première explique les deux autres.

L'*argentarius* doit exprimer sa *compensatio* dans l'*intentio* de la formule. Il opère donc lui-même la compensation et s'il se trompe en plus, même d'un écu, *si facta compensatione plus uno nummo intendat* il commet une *plus-petitio* et il perd tout son droit : *causa cadat et ob id rem perdat*.

Pour le *bonorum emptor*, sa *deductio* doit être insérée dans la *condemnatio*. Il ne peut donc être question ici de *plus-petitio* ; et cela est certain, car, bien que, dans l'*intentio*, il s'agisse d'une *certa pecunia*, le *bonorum emptor* aura soin de faire insérer, dans la formule, une *condemnatio incerti* (2). Il n'y a donc

(1) Gaius, liv. IV, 65.

(2) En effet, la mention de la *deductio* dans la *condemnatio* rend celle-ci *incerta*.

plus de péril de *plus-petitio* (2) et le juge fixera lui-même le montant de la condamnation en opérant la *deductio*.

2° Dans la *compensatio*, on ne peut faire entrer que des obligations dont les objets sont de même genre et de même nature. Ainsi l'argent se compense avec l'argent, le blé avec le blé, le vin avec le vin. L'*argentarius* devait opérer lui-même la compensation, et il fallait donc bien faciliter sa tâche et la réduire à la simple comparaison de chiffres. Mais pour quelques jurisconsultes, les objets devaient encore être de la même qualité : *ita si ejusdem naturæ qualitatisque sit*. Pour eux, on ne pouvait compenser une dette de vin *in genere* avec une dette de vin de Falerne. Quoique Gaius ne l'admette pas, cette opinion était cependant raisonnable pour une compensation en quelque sorte légale et c'est avec raison qu'elle a passé dans notre droit (2).

Pour la *deductio*, il n'en était pas de même, et cela se conçoit, car elle était l'œuvre du juge. L'identité de genre n'est plus exigée. Le *bonorum emptor* demande de l'argent ; le failli devait du vin, du blé ; qu'importe ? Le *bonorum emptor* verra sa réclamation diminuée et il n'obtiendra qu'une condamnation à la différence entre sa créance et la créance de son débiteur : *deductio eo quanti erit* (3).

3° Dans la *compensatio*, l'*argentarius* ne peut tenir

(1) Gaius, liv. IV, 68.

(2) Code civil. art. 1291 : « Choses fongibles de la même espèce ».

(3) Gaius, liv. IV, 66.

compte que de dettes qui soient actuellement exigibles.

Dans la *deductio*, on tient compte, même des dettes qui ne sont pas encore échues.

M. Lair (1) fait remarquer qu'on trouve déjà dans le droit romain, au cas d'*emptio bonorum*, le principe important de notre droit, que la faillite rend exigibles les dettes non échues (2).

Remarquons, dit-il, que si, dans la *deductio*, le juge avait à prendre en considération la dette du *de fraudator*, alors même qu'elle n'était pas exigible, il devait sans doute tenir compte de sa non-exigibilité (3). Ce serait même là l'explication de la différence entre la *compensatio* et la *deductio*.

La *deductio* ne devait s'opérer, semble-t-il, que dans la proportion du dividende que le *bonorum emptor* s'était engagé à payer aux créanciers (4). S'il n'en avait pas été ainsi, le débiteur, qui se serait trouvé en même temps créancier, eut acquis par là un véritable privilège sur les autres (5). »

M. Ortolan avait énoncé, dans les premières éditions de son ouvrage sur les Institutes, que la compensation s'opérait *ipso jure*. Le fait seul de la coexistence des deux dettes suffisait et dès lors s'expliquait très bien pour lui, la plus-pétition commise par le ban-

(1) *De la compens.* Page 13 et note 3^e, même page.

(2) *Code civil*, art. 1188. — *Code de commerce*; art. 444.

(3) Il tenait compte ainsi de l'*interusurium*.

(4) La *venditio bonorum* était en effet une sorte de faillite. — Demangeat à son cours. — Pilette.

(5) Nous n'avons aucun texte sur ces points.

quier poursuivant son débiteur sans tenir compte de ce qu'il devait lui-même. Mais il revint sur cette opinion.

M. Frédéric Duranton (1) fait observer que les deux dettes ne peuvent pas être éteintes *ipso jure*, puisque le défendeur dans l'action intentée par l'*argentarius*, pouvait toujours poursuivre ce dernier pour le tout.

Pour M. Pilette (2) « l'argentier avait à prouver non seulement que son adversaire lui devait quelque chose, mais, de plus, qu'il ne devait rien à son adversaire, tandis que, si l'*exceptio* eût été requise pour faire tomber l'argentier en plus-pétition, le défendeur aurait été forcé d'établir que cet argentier demandeur lui devait quelque chose. »

M. Alb. Desjardins (3) repousse cette opinion comme ne reposant sur aucun fondement : la position du banquier était suffisamment délicate sans chercher à la rendre pire encore. Le défendeur était déjà assez heureux, n'ayant nulle besoin d'une exception, de se voir complètement libérer, s'il prouvait qu'il avait la plus faible créance contre l'*argentarius* demandeur.

L'*argentarius* qui n'opérait pas lui-même la *compensation*, perdait son droit par la *plus petitio*. Cette sanction rigoureuse dût disparaître avec la plus-petition et c'est pour cela qu'on n'en parle plus au Digeste (4).

(1) Revue du Droit français et étranger, t. III. 1846, p. 787 et sqq.

(2) M. Pilette : *Lettre sur la compensation*. (Revue historique, t. VII).

(3) *De la comp.* p. 45.

(4) M. Frédéric Duranton. Revue du droit français et étranger, III, 1846, p. 787 et suiv.

Les actions de droit strict ne peuvent engendrer d'obligations réciproques comme celles qui dérivent de contrats synallagmatiques, car elles naissent de contrats unilatéraux.

Nous avons vu que, pour les actions de bonne foi, l'équité seule devait dicter la conduite du Juge. En est-il de même dans les actions de droit strict ? Non, car le Juge se trouve en face d'une question de droit pur. La compensation n'avait pas été reconnue par le Droit Civil comme un mode d'extinction des obligations ; le Juge ne pouvait donc en tenir compte. Son pouvoir était limité par la formule. Après avoir examiné la prétention du demandeur, et l'avoir reconnue bien fondée, il devait condamner le défendeur à payer ce qui était réclamé. Nulle considération d'équité.

Mais si le défendeur était, lui aussi, créancier du demandeur ? Il devait, à son tour, le poursuivre en justice et cette action ainsi intentée n'avait aucun lien avec celle du premier demandeur, et chacun devait payer ce à quoi il avait été condamné.

Ce système était bien rigoureux et souvent même inique. C'était le droit pur, mais grâce à lui, un débiteur insolvable obtenait son paiement sans payer lui-même ce qu'il devait. C'est alors que la compensation eût été utile pour éviter les paiements multiples et pour permettre au plus fort débiteur de ne payer sa dette que déduction de ce qui lui était dû par son propre créancier.

Mais si la compensation n'était pas admise dans les

actions de droit strict, n'avait-on pas trouvé un remède à ce droit si inique ? Oui, en considérant comme un dol le fait de réclamer ce qu'on vous doit sans déduire soi-même ce qu'on doit à son débiteur : « *Doli facit qui petit quod redditurus est* (1). Il com-met un dol celui qui réclame ce qu'il devra restituer. »

Pour Justinien, c'est un rescrit de Marc-Aurèle qui introduisit la compensation dans les actions de droit strict : « *Sed et in strictis judiciis, ex rescripto divi Marci, opposita doli mali exceptione, compensatio inducebatur.* (2) Dans les actions de droit strict, en vertu d'un rescrit de Marc-Aurèle, on faisait admettre la compensation en opposant l'exception de dol. »

C'est le seul texte qui, avec le commentaire de Théophile, fasse mention de cette institution. Gaius, qui était cependant contemporain de Marc-Aurèle, n'en parle pas, et son silence peut sembler bizarre. Pour M. Lair, il faudrait voir, dans ce silence, une lacune du manuscrit, laquelle serait parfaitement explicable « car le § 61 qui traite de la compensation dans les actions de bonne foi est précisément précédé d'une lacune où il devait être question de la compensation dans les actions de droit strict. » (3)

Ce paragraphe de Justinien (4) a soulevé deux graves questions qu'il nous faut étudier :

1^{re} Question. — Marc-Aurèle a-t-il, le premier,

(1) Dig., loi 8, *De Doli mali except.* — Loi 171, *de Regulis juris.*

(2) Inst. Justinien. Liv. IV, tit. VI, § 30.

(3) M. Lair. De la Comp. note 1^o, page 15.

(4) Inst. liv. IV, tit VI, § 30.

donné au Juge le droit de tenir compte de la créance du défendeur, dans une action de droit strict ? L'empereur n'a-t-il pas plutôt conservé un usage déjà établi depuis longtemps par la Jurisprudence ? En un mot, a-t-il introduit la compensation dans les actions de droit strict ou n'a-t-il fait que reconnaître un usage établi ?

Nos anciens auteurs s'en rapportaient à Justinien et pour Cujas (1), « la compensation n'avait lieu dans les actions de droit strict, ni *ipso jure*, ni par exception : ensuite elle y fut admise, en vertu d'une constitution de Marc-Aurèle, par la voie de l'exception de dol, qui rend de bonnefoi l'action de droit strict, *quæ strictum judicium bonæ fidei facit*. »

On enseigne le contraire aujourd'hui (2) en disant que longtemps avant Marc-Aurèle, les Préteurs avaient déjà accordé l'exception de dol au défendeur qui se prétendait créancier du demandeur, son propre créancier, et cela, dans les actions de droit strict (3).

M. Desjardins embrasse l'opinion de Cujas, parce qu'elle a pour elle le texte parfaitement clair des Institutes, confirmé par le témoignage non moins exprès de Théophile (4) !

M. Labbé enseigne (5) : Pour Marc-Aurèle, le créan-

(1) Cujas, *Obs.* liv. VIII, cap. XVI. — Cf. *Recit. sol. ad tit. Cod., ad tit. de comp.* — Et *Instit. ad tit. de actionibus*, not. 49.

(2) Ortolan, *Explication historique*, etc., n° 2179. M. Deman-
gest, *à son cours*.

(3) M. Lair, *De la Compens.* p. 15. — G. Noodt, *ad tit. de Comp.*
était de la même opinion.

(4) Alb. Desjardins, *De la compensation*, page 47 et s.

(5) A son cours.

cier qui agit contre son débiteur dont il est lui-même débiteur, sans laisser le juge faire la compensation, commet un dol. Le défendeur pourra alors exciper du dol du demandeur. Telle est l'innovation dont parlent les Institutes (1); si Gaius n'en parle pas, c'est que cette compensation a été créée après lui.

Pour M. Acarias (2), Marc-Aurèle innovait. C'est ce que nous prouvent le langage des Institutes : *compensatio inducebatur*, la paraphrase de Théophile et le silence de Gaius. Ce jurisconsulte a pu ignorer le rescrit de Marc-Aurèle, or ce rescrit n'a été rendu qu'après sa mort, tout au moins après l'achèvement de ses commentaires.

Marc-Aurèle, en élargissant la sphère de la compensation, se proposait d'obvier aux rigueurs du droit strict. Il n'avait aucune raison de se montrer aussi sévère pour les particuliers qu'on l'avait été pour les *argentarii*. Les textes semblent démontrer que l'insertion de l'exception de dol, dans une formule d'action, a pour conséquence de communiquer, dans une certaine mesure, à cette action, les caractères d'un *judicium bonæ fidei*. Il est du reste naturel de penser que la compensation, étendue des actions de bonne foi aux actions de droit strict, a dû y passer avec le même caractère et les mêmes conséquences. Enfin Justinien se contente de signaler le rescrit de Marc-Aurèle, sans faire aucune allusion à l'innovation radicale que lui prête la doctrine contraire. Le témoignage de Théo-

(1) P. 30, 6, 4, Inst.

(2) *Précis* de D. R. p. 1250.

phile est encore plus décisif, car il déclare expressément que, si l'on actionne pour 10 le débiteur à qui l'on doit soi-même 5, le juge ne peut le condamner qu'à 5 (1).

L'opinion contraire allègue que l'équité est invariable, que ce qui est un dol à une époque est un dol à toute époque. Mais à l'époque de Gaïus (2), la compensation *ex diversa causa* échappait à l'examen du juge dans les actions de bonne foi, et cela suffit à prouver que, pendant longtemps, les Romains n'estimèrent pas que cette compensation fut commandée par l'équité.

Le meilleur argument du système que nous combattons est tiré du titre de *compensationibus* où se trouvent des décisions de jurisconsultes dont les uns, certainement, et les autres probablement, n'ont pas connu le rescrit de Marc-Aurèle. Mais ces décisions ne s'appliquaient pas à notre matière.

Dans la loi 4, Paul rapporte l'opinion de jurisconsultes, Nératius et Pomponnius, antérieurs à Marc-Aurèle. Mais on y trouve les expressions habituellement employées pour une plus-petition : « *quum totum peto a reo, male peto* », et la plus-petition était la sanction spécialement portée contre l'*argentarius*.

Nous pouvons croire aussi que c'est la *compensatio* de l'*argentarius* ou la *deductio* du *bonorum emptor* qui formaient l'objet des lois 3, 5, 8, 13, 14 et 15.

Le texte des sentences de Paul (3) est plus embarrassant. Mais on peut répondre que ce texte ne nous

(1) L. 42, pr. D. *De mortis causa don.*, 39 — 6. — *Inst.* L. 4, tit. VI, *de Actionibus*, § 30. — Théophile, § 30, *de Action.*

(2) IV, § 61.

(3) L. 2. I V, § 3.

est probablement pas parvenu sans altération; d'ailleurs il est à peu près certain que Paul ne voulait parler dans ce texte que de la *compensatio argentarii*.

Ce sont ces textes que Justinien a pu détourner de leur sens originaire, soit en y ajoutant, soit en y retranchant quelque chose.

2^e Question. — D'après les Institutes, le rescrit de Marc-Aurèle ne visait textuellement que les actions *stricti juris*; mais ne visait-il pas aussi toutes les actions personnelles?

Pour M. Accarias, l'affirmation ne saurait être douteuse, car l'existence du dol est indépendante de la nature de l'action et de plus les Institutes nous font voir que même avant Justinien, la compensation pouvait être opposée *ex diversa causa* dans les actions de bonne foi et Ulpien nous la montre reçue dans les actions pénales (1).

3^e Actions arbitraires et actions *in rem*.

Presque tous les auteurs admettent que la compensation ne s'appliquait pas avant Justinien aux actions *in rem*.

En effet, Justinien ordonne que la compensation (2) ait lieu à l'avenir dans les actions *in rem* aussi bien que dans les actions *in personam*; et dans les Institutes (3), il présente comme une innovation l'ad-

(1) L. 10, § 2, *de comp.*

(2) Loi 14 pr., C. *de comp.*

(3) § 30, *de litionibus*.

mission de la compensation dans toutes les actions, soit *in rem* soit *in personam*, soit autres. « *Compensationes ex omnibus actionibus ipso jure fieri sancimus, nulla differentia in rem vel personalibus actionibus inter se observanda* » (1).

Les jurisconsultes du système formulaire disent de même. Pour Modestin, la compensation est : *debiti et crediti inter se contributio* (2).

Pour Julien, toute personne peut repousser par la compensation la demande de celui qui est en même temps son créancier et son débiteur (3).

Les jurisconsultes supposent la coexistence de deux créances : or, un droit réel n'est pas une créance et ne donne pas un droit de créancier (4).

M. Lair (5) admet la compensation, sous le système formulaire même dans les actions réelles, parce que dans le système formulaire toute condamnation était pécuniaire.

Zimmern (6) hésite pour repousser la compensation dans les actions réelles : « *on est bien embarrassé de découvrir des cas où elle n'ait pas lieu : les seuls cas sont l'action de dépôt et l'action in rem. Mais, comme dans ses actions la condamnation était*

(1) L. 14 pr. code de comp.

(2) L. 1, ff. de comp.

(3) L. 2, de comp.

(4) Cl. Donneau, ad l. 31, § *Servum tuum*, ff. de Rebus creditis (XII, 1), n° 4. — Mais voir le même, *De jure civili*, lib. XVI, cap. 15, n° 3.

(5) *De la compens.* p. 43.

(6) Trad. Saint-Etienne, p. 307.

« toujours pécuniaire, on ne sait pas trop le motif
« de cette exception. »

Aussi M. Lair (1) admet la compensation, même dans les actions *in rem*, au moins quand le défendeur avait pris soin d'y faire insérer l'exception de dol (2).

Mais M. Desjardins (3) repousse avec raison cette opinion, car dans l'action *in rem*, comment le défendeur pourrait-il solliciter la compensation ? Dans l'action *in rem*, les pouvoirs du juge ne permettent pas d'y introduire la compensation. Le défendeur peut-il invoquer la compensation au moyen de l'exception de dol ? Non, car cette exception manquerait de base. Le demandeur ne commet aucun dol, même aux termes du rescrit de Marc-Aurèle, et malgré l'extension donnée par les jurisconsultes à la notion du dol. Il demande un droit réel ; il ne réclame pas ce qu'il devra rendre immédiatement.

Mais, dit-on, la compensation, a lieu dans les actions arbitraires *in personam*. Les textes que l'on invoque (4) ne sont pas concluants. La loi 15 suppose la compensation opposée du chef d'une action arbitraire, et non à une action arbitraire.

Lorsqu'un droit réel est converti en argent, il faut attendre la condamnation pour faire du possesseur un débiteur : on ne peut donc parler de balance.

Le défendeur devenait bien en quelque sorte débi-

(1) *De la Comp.* p. 43.

(2) Arg. l. 3, § 13 Dig. *Ad. exhibendum*.

(3) *De la Comp.* p. 86.

(4) Loi 15 ff. *de Comp.*

teur par l'effet d'un quasi-contrat judiciaire, mais c'était le résultat de la *litiscontestatio*. Or, après la *litiscontestatio*, nulle exception ne pouvait être admise.

Enfin, même parmi les textes invoqués (1), il n'en est pas un qui traite vraiment de notre sujet.

Mais la compensation était admise, dit M. Lair (2), dans des actions ayant pour objet des corps certains (3), dans les actions noxales (4), et dans les actions arbitraires, telles que l'action *de eo quod certo loco* (5).

Nous avons vu plus haut pourquoi la compensation ne doit pas être admise dans l'action in rem.

Mais elle était admise dans l'action *in personam judicati* par laquelle le demandeur victorieux poursuit l'exécution du jugement qu'il a obtenu contre le défendeur (6).

Dans certains cas, même sous le système formulaire, le Magistrat ne renvoyait pas les parties devant le juge qu'il désignait lui-même ordinairement. Il retenait l'affaire pour la juger *extra-ordinem*.

(1) Papinien, L. 95, § 8, ff. *de Solutioibus* (XLVI, 3).

Paul, L. 21, § 2, ff. *de Inofficioso testamento* (V. 2).

Ulpien, L. 21, § 1 et 2, ff. *de Heredit. pet.*

Adrien, L. 25, § 11, *eod.*

L. 31, pr. *eod.*

Lois 38 et 58 ff. *de Hered. pet.*

Loi 48, ff., *de Rei vind.*

(2) M. Lair, *de la Comp.* p. 44.

(3) L. 22, l. 10, § 2 au Dig. 3, 6, au Code *de comp.* l. 18, § 4, au Dig. *Commod.*

(4) L. 10, § 2, D. *de Comp.*

(5) Javolenus, l. 15, D. *De Comp.*

(6) L. 2, C., *de Comp.*

L'action prenait le nom de *persecutio*, et la *persecutio* était, elle-même comme l'action, tantôt *in rem*, et tantôt *in personam*.

Quand la *persecutio* était *in personam*, la compensation y était admise (1).

Mais la compensation était impossible, lorsque la *persecutio* était *in rem* (2).

§ 2. — *Entre quelles créances la compensation a lieu.*

Depuis le rescrit de Marc-Aurèle, la compensation peut être opposée par tout débiteur à toute action ; elle est admise dans les actions prétoriennes qui sont : *instar actionis* (3) ; de même dans les actions pécuniaires qui naissent d'un délit et où le débiteur ne mérite aucune faveur : ainsi, dans l'*actio furti*, la *conditio furtiva*, les *actiones noxales* (4). En un mot on peut dire, avec Pothier, que toute dette en principe est compensable *ex quacumque causa procedat*. Il faudrait toutefois faire exception, sous le système formulaire, pour l'action de dépôt (5).

1°. — Pour Cujas (6), tout défendeur peut opposer toute créance qui serait susceptible d'être demandée en justice (7).

Certaines créances, quoique munies d'une action,

(1) L. 28, ff. *de Oblig et Act.* (XLIV, 7).

(2) M. Fréd. Duranton.

(3) D. l. 10 § 3, *de comp.*

(4) D. l. 10 § 2, *de comp.*

(5) Paul, Sentenus, II, 12, 12.

(6) Quæst. Pap. ad l. 26, *de Probat.*

(7) L. 18, § 4 ff, *comodati*.

ne peuvent être opposées en compensation, lorsqu'elles sont rendues inefficaces par une exception péremptoire. Javolenus nous dit : (1) « Quæcumque per exceptionem perimi possunt in compensationem non veniunt. »

Une obligation prétorienne peut être opposée en compensation; ainsi une créance de *peculio* (2).

Une obligation naturelle elle-même, quoique dépourvue d'action, sera utilement invoquée en compensation, nous dit Ulpien : « Etiam quod natura debetur venit in compensationem » (3).

Ce texte est précis : il a cependant soulevé de vives controverses (4). Vinnius pour défendre ce texte partait d'une erreur : il admet la compensation légale en droit romain. M. de Savigny (5) est mieux inspiré en disant que la compensation a été introduite en vue de l'équité, dans les obligations naturelles elles-mêmes.

Mais la compensation est-elle admise dans toutes les obligations naturelles? Ulpien ne distingue pas; cependant Vinnius n'admet pas la compensation lorsque le paiement, fait par erreur, peut être répété. Pour M. Machelard (6), l'équité ne peut supporter qu'elle soit admise, ou rejetée, dans tous les cas.

Voyons les différents cas d'obligation naturelle.

(1) L. 14, ff. *de comp.*

(2) L. 19 *de comp.*

(3) L. 6, *de comp.*

(4) Voir sur ce point : Vinnius, *Selectæ juris questiones*, lib. I, C. 49. Loi, 64, ff. *de cond. indeb.* (XII, 6).

(5) *Traité des obligations*, trad. de MM. Gérardin et Jozon, T. 1, p. 62, § 8.

(6) *Des obligations naturelles en droit romain*, p. 90.

Le droit d'action est refusé aux *pactes* par les Jurisconsultes ; mais la compensation sera admise lorsqu'une exception est permise. M. Machelard nous indique un cas (1) : il s'agit du pacte conclu *ex intervallo* entre un mari divorcé et sa femme pour la restitution immédiate de la dot, sans attendre les délais légaux. Le mari devenu créancier de sa femme, et agissant contre elle, se verrait repoussé par la compensation.

Lorsqu'un *filis de famille* s'est engagé envers un tiers à la suite d'un prêt d'argent, la compensation ne pourra lui être opposée par le créancier. Car ce serait tourner le sénatus-consulte Macédonien en contraignant ainsi indirectement en paiement un fils de famille (2).

Lorsqu'un *filis de famille* agira contre son père, la compensation pourra lui être opposée par ce dernier auquel le droit civil refuse cependant une action ; mais ce sera équitable (3).

Pour les *dettes contractées par un esclave, in servitute*, il ne peut y avoir qu'une obligation naturelle et il n'y a aucune raison pour refuser la compensation à son adversaire.

M. de Savigny (4) admettait cette compensation en s'appuyant sur un texte (5) que repousse M. Desjardins,

(1) Id. p. 90 et suiv.

(2) M. Machelard, *Des obligations naturelles en droit romain*, p. 131. Loi 14 *de comp.*

(3) Id. p. 148.

(4) *Le Droit des obligations*, p. 1, § 10, p. 75 de la traduct. de MM. Girardin et Jozon.

(5) Loi 20, § 2, *de Statuliberis*.

parce qu'il faut supposer l'esclave affranchi, la compensation ne pouvant être opposée que contre l'esclave agissant, et l'esclave ne pouvant agir qu'après son affranchissement.

M. Machelard (1) repousse ici la compensation, en argumentant des lois 18 et 19 pp. et § 1 ff, *de Negotiis gestis* (2).

Lorsqu'il s'agit des *créances de l'esclave contre son maître*, il faut encore qu'il y ait affranchissement et de plus que l'esclave ait gardé son pécule. M. Machelard repousse encore ici la compensation, parce que « le maître ayant fait une libéralité à l'esclave, en lui laissant le pécule, qu'il pouvait lui retirer, il serait peu convenable de retourner contre lui cette libéralité, en lui imposant un paiement malgré lui (3). »

C'est avec raison que M. Desjardins (4) admet ici encore la compensation contre le maître, car : « C'est le maître qui a voulu engager le débat, comme c'est lui qui a consenti à ce que l'obligation fût maintenue ; il n'est pas possible qu'il rende cette obligation illusoire, en privant l'affranchi d'un moyen de défense fondé sur l'équité. »

La compensation était-elle admise dans les *obligations naturelles contractées par les pupilles, les mineurs de vingt-cinq ans et les prodigues* ?

Ulpien (5) dit formellement que le pupille qui a géré

(5) *Des oblig. natur. en D. R.* p. 184.

(6) III, 5.

(7) M. Machelard, *des oblig. nat. en D. R.*, p. 190.

(1) *De la Compensat.* p. 106.

(2) Loi 3, §, 4, ff *de Negotiis gestis*.

les affaires d'autrui : *agendo compensationem ejus quod gessit patitur* (1).

Lorsqu'un défendeur a été absous injustement ; lorsqu'une action peut être écartée par la prescription, M. Machelard (2) repousse la compensation, car la prétendue obligation serait rendue inefficace par l'effet d'une exception (3).

M. de Savigny admet la compensation contre le défendeur injustement absous, à la condition que la demande de ce dernier ne soit pas repoussée par l'exception de dol, parce que cette exception serait paralysée par la *replicatio rei judicatæ* (4).

Lorsqu'une personne, injustement condamnée, a payé, *ex causa judicati*, elle ne pourra ni répéter, ni opposer en compensation ce qu'elle a payé. Le créancier est seulement obligé naturellement, à restituer la somme payée, et lorsqu'il aura restitué, il ne pourra répéter (5).

La compensation n'est donc pas admise, dans l'obligation naturelle, quand le débiteur peut invoquer : soit l'exception du sénatus-consulte Macédonien, soit l'exception *rei judicatæ*, soit la *præscriptio longi temporis*.

(1) Voir sur les difficultés relevées par la première partie de ce texte : M. Machelard. *Des Oblig. nat. du D. R.*, p. 224.

(2) *Des Oblig. nat. du D. R.*, p. 416 et 488.

(3) L. 14, *de Comp.* Javolenus.

(4) *Le Droit des Obligations* de M. de Savigny, traduct. de MM. Gérardin et Jozon, p. 107 du tome 1^{er}, § 10.

(5) Loi 2. *de Comp.*

2° Les deux créances peuvent avoir, soit la même cause, dans les actions de bonne foi, et alors la compensation a lieu, sans avoir besoin de recourir à une exception, soit des causes différentes, dans toutes les actions, et alors la compensation peut être opposée *exceptionis ope*.

3° La compensation ne peut être soumise à un terme. « *Quod in diem debetur*, dit Ulpien (2), *non compensabitur, antequam dies veniat, quanquam dari oporteat*. » Le paiement effectué, le débiteur n'a plus la *condictio indebiti*. (3) La compensation est donc assimilée au paiement, autant que possible ; si la compensation était autorisée, alors que la dette n'est pas échue, ce serait payer *ante diem*. Puisque la *condictio indebiti* est refusée au débiteur qui a payé, avant l'échéance, c'est que la dette existe. Il faut donc que le débiteur renonce de lui-même au bénéfice de la convention, qu'on ne peut lui ôter malgré lui (4). Mais le droit du créancier existe déjà ; le *dies cedit* l'a fixé ; le (5) débiteur est astreint à *dare*, bien qu'on ne puisse le forcer à payer.

Le terme de grâce n'a pas le même effet que le terme conventionnel ; il est accordé au débiteur pour lui permettre de satisfaire son créancier et s'il peut le satisfaire avant le terme fixé par la Loi ou le Juge, il

(1) L. 7, pp. ff. *de Comp.*

(2) L. 213 ff, *de Verb. Signif.* (L. 16).

(3) Doneau, *de Jure Civili*, lib. XVI, C. 15, n° 10.

(4) G. Noodt, *ad. tit. de Comp.*

cesse de bénéficier de cette faveur (1).

4. La compensation ne doit pas être soumise à une condition. (2) Jusqu'à l'arrivée de la condition, le débiteur ne doit rien, et s'il a payé, il peut répéter (3).

5. Le débiteur, qui a le choix dans une créance alternative, qu'il oppose en compensation, doit dire quel objet il réclame : « Si vous devez dix mille ou un « esclave, au choix de votre adversaire, cette dette est « admise en compensation, à condition que votre « adversaire ait dit ce qu'il choisissait. » (4)

6. Gaïus dit (5) : « On déduit en compensation « même la créance pour laquelle la litiscontestation a « eu lieu avec le demandeur, de peur que le plus dilig-
« gent ne soit traité plus mal, si la compensation lui « est déniée. »

7. La créance invoquée en compensation doit-elle être liquide ? La créance est liquide, lorsqu'il est constant, *an, quale, quantum debeatur*.

C'est une question qui a partagé les auteurs : ainsi Cujas pense que la liquidité était exigée (6) tandis que Doneau (7) admet la compensation entre la créance du

(1) Sur la discussion des termes *conventionnel* et de *grâce*, Voir : L. 16, § 1, ff. *de comp.*

L. 31, ff *de Re judicata*, (XLII, 1).

Aulu-Gelle *N. Att.* lib. XV, ch. 13, et lib. XX, c. 1.

Doneau. *de Jure civili*, lib. XVI, C. 15, n° 10.

(2) L. 22, *De comp.*

(3) L. 18, *De condictione indebiti*.

(4) L. 22. ff. *de comp.*

(5) L. 8. *De comp.*

(6) *Obs.*, lib. VIII, C. 16, et lib. XV. C. 12.

(7) Ad § *Bonnæ fidei*, *Inst.*, n° 7 et ad. l. 6, C. *de comp.*

demandeur et toute créance du défendeur, liquide ou non : la créance est-elle liquide, la compensation opère *ipso jure* ; elle est admise à tout moment de l'instance, étant assimilée au paiement.

La *créance* n'est pas liquide ; alors elle ne peut-être opposée en compensation que jusqu'à la litiscontestation.

Pour certains auteurs, Justinien, le premier, exigea que la créance fût liquide (1).

Pour Cujas et pour Zimmern, ce n'était qu'une confirmation des anciens principes, et la liquidité était déjà exigée sous le système formulaire.

L'*argentarius* n'était tenu de compenser que des dettes liquides, et ces dernières seules étaient compensables *in jure*.

Dans les actions *bonæ fidei*, M. Lair (2), attribue au Juge, chargé de terminer le litige *ex æquo et bono*, un pouvoir discrétionnaire pour apprécier la liquidité de la créance invoquée en compensation.

M. Desjardins (3) repousse cette opinion qu'il ne trouve appuyée par aucun texte alors que la condition de liquidité est si importante.

Cujas (4), sur lequel s'appuie M. Lair, invoque la loi 22 *de Comp.* qui oblige le défendeur, créancier sous une alternative, à faire connaître l'objet qu'il choisit, et la loi 3 *de Tutela et rationibus distrah* (5). Cette

(1) Loi 14, Code *de Comp.*

(2) *De la Comp.* p. 51.

(3) *De la Comp.* p. 111.

(4) Cujas, ad l. 22 *de Comp.*

(5) XXVII, 3.

dernière suppose une action de tutelle ou de gestion d'affaires dirigée contre un tuteur ou un procureur, créancier lui-même de ses adversaires pour une somme indéterminée, et astreint ceux-ci à *cavere quod eo nomine eis absit*.

Dans les actions du droit strict, M. Pillette ne peut admettre que le demandeur commette un dol en ne déduisant pas d'une créance certaine une dette douteuse ou indéterminée.

M. Lair admet cette observation lorsque la compensation s'opère *in jure*, mais il pense que l'appréciation du juge est souveraine, dans les actions de droit strict, aussi bien que dans les autres, toutes les fois que la compensation est soumise à son appréciation (1).

Pour M. Lair, le Juge devait presque toujours exiger la liquidité; il s'appuie sur Zimmern qui dit : « Si l'équité est le fondement de la compensation, l'équité « aussi devait poser des limites aux répétitions du défendeur : aller jusqu'à admettre ses prétentions quand « par leurs complications elles devaient tendre à retarder par trop l'exercice d'un droit liquide, c'eût été « mettre le pied sur le terrain de l'iniquité (2). »

M. Desjardins repousse cette opinion et nous nous rangeons à son avis. La liquidité n'était pas toujours exigée. Le Juge doit suivre l'équité. Dans le sys-

(1) La loi 7, § 1, au *Dig. de comp.* par ces mots : *si reprobabit pensionem*, montre clairement que c'était au juge à statuer sur les difficultés que faisait naître la créance invoquée en compensation : cette loi s'exprime en termes généraux et paraît s'appliquer à toute espèce d'action. (Note de M. Lair).

(2) Zimmern, traduct. d'Etienne, p. 305.

tème formulaire, lorsqu'il ne s'agit pas de procès de sommes d'argent, il manque un des éléments de la liquidité. Le Juge doit apprécier en argent les objets dûs ; il doit tenir compte des deux créances ; il ne doit pas admettre que le défendeur souffre, si le demandeur veut écarter la compensation pour toucher immédiatement ce qui lui est dû, sauf à être insolvable quand il sera condamné à son tour.

§. 3^o — *Quelles sont les personnes qui peuvent invoquer la compensation.* — Nous devons, tout d'abord, poser les deux principes suivants :

1^{er} Le défendeur ne peut opposer en compensation que sa créance personnelle.

2^e La dette opposée en compensation doit être personnelle au demandeur.

1^{er} *Principe* : Le défendeur ne peut opposer en compensation que sa créance personnelle.

Le défendeur ne peut opposer en compensation la créance d'une autre personne, même avec le consentement de celle-ci.

Ce principe a été posé par Papinien (1) et confirmé par Gordien (2).

On peut payer la dette d'autrui, mais on ne peut autoriser un tiers à opposer en compensation, sa propre créance. « La compensation, dit Doneau (3), ne

(1) L. 18, § 1. ff, *de comp.*

(2) L. 9, c. *de comp.*

(3) *De jure civili*, lib. XVI, c. XV. n^o 11.

saurait être à ce point assimilée au paiement qu'elle devint un paiement véritable : aussi ne doit-elle pas être tenue pour paiement s'il y a la moindre chose qui fasse que le débiteur semble ne pas payer ; c'est ce qui arrive quand il offre ce qui ne lui est pas dû. »

Le *Procurator in rem suam*, après la *litiocontestatio*, dit Papinien (1), s'il est poursuivi à son tour, usera de l'équité de la compensation. »

Papinien semble dire que le défendeur ne pourra opposer en compensation la créance qu'il a contre le demandeur, à titre de *procurator in rem suam*, qu'après avoir fait pour cette créance la *litiscontestatio* ; mais Cujas pense (2) qu'il peut l'opposer avant la *liti-contestatio*, car il a, ainsi que le décide Ulpien (3), une action utile avant d'avoir engagé le procès. La *procuratio* ne pourrait être révoquée, car le procès lui est propre (4).

Même après la *litiscontestatio*, le *procurator in rem alienam*, devenu alors *dominus litis*, ne pourra opposer en compensation la créance qu'il est chargé de recouvrer.

Lorsqu'un militaire laisse plusieurs hérédités distinctes, formées l'une de son pécule *castrense*, l'autre

(1) L. 18, pp. ff, *de comp.*

(2) *Obs.*, liv. XXIV, ch. 37.

(3) L. 55, ff, *de Procuratoribus* (III, 3).

(4) L. 25, ff. *eodem*. Voir sur cette question : Doneau, ad l. 9, C. *de compensationibus*. Voir aussi Cujas qui, sur la loi 9, C. *de comp*, soutient que si le *procurator* n'a réclamé qu'une partie de la dette, n'a fait *liticontestatio* que pour une partie de la dette, cette partie seule pourra entrer en compensation.

du reste de ses biens, elles forment des personnes complètement séparées. Papinien nous dit formellement (1) que ce qui est dû à la première ne saurait être opposé à la seconde.

Toutefois, il ne faut pas confondre la division du patrimoine avec celle de l'administration. C'est ce que Papinien nous expose à propos de la division de l'administration de la fortune d'un pupille entre ses tuteurs (2).

Si les *correi debendi* ne sont pas associés entre eux, la créance de l'un d'eux contre leur créancier commun ne profite pas aux autres (3).

Exceptions à ce 1^{er} principe :

1^o Lorsqu'un fidéjusseur est poursuivi par le créancier, il profite de tous les avantages accordés au débiteur principal qui se trouve être créancier du demandeur. Il en est ainsi, parce qu'après avoir payé il a un recours entre le débiteur principal.

Lorsque le demandeur est un *argentarius* (4), ce dernier doit, dans l'*intentio* de la formule, délivrée contre le fidéjusseur, déduire tout ce qui lui est dû par le débiteur principal, et ce, sous peine de *plus petitio* : « *quod ex compensatione reus retinere potest.* »

Dans le droit commun (5), le fidéjusseur pourra opposer, en compensation, à son choix, soit la créance

(1) L. 16, pp. ff. *de comp.*

(2) L. 36, ff. *de Adm. et per. tut.* (XXVI, 7). Voir Cujas. *Quæst. Pap.* ad h. l.

(3) L. 10, ff. *de Duobus reis* (XLV, 2).

(4) Loi 4, *de comp.* Paul.

(5) L. 5. ff. *de comp.*

du débiteur principal, soit la sienne propre, soit même les deux réunies : « Si quid a fidejussore petetur, æquissimum est eligere fidejussorem, quod ipsi an quod reo debetur compensare malit; sed, et si utrumque velit compenrare, audiendus est. »

2° Il y a encore exception au principe en cas de société entre les deux *rei promittendi*, lorsque l'un devient créancier de celui qui poursuit l'autre débiteur associé.

C'est ce que nous dit M. Demangeat (1) : « En cas
« de société entre deux *rei*, le résultat de l'action du
« créancier commun doit être le même, soit qu'il la
« dirige contre celui dont il devenu le débiteur, soit
« qu'il la dirige contre l'autre : celui-ci, comme celui-
« là, pourra donc invoquer la compensation. Suivant
« l'expression de Pothier (2), *societas facit ut quodam-*
« *modo videantur una persona*. On évitera ainsi un
« recours du *reus* poursuivi contre son *correus* et une
« action de celui-ci contre le créancier commun. Seu-
« lement Secundus, dont la créance a été sacrifiée
« dans un intérêt commun, recourra pour moitié con-
« tre Primus, par l'action *pro socio*. »

Mais lorsqu'il n'y avait pas société, pouvait-on invoquer la compensation du chef de ses co-obligés ? Non, répond ce texte : *si duo rei promittendi socii non sint, non proderit alteri quod stipulator alteri reo pecuniam debet* (3).

(1) *Des obligations solidaires en droit Romain*, p. 277.

(2) N° 17, *de comp.*

(3) D. L. 10, *De Duobus reis*.

M. Demangeat ne reconnaît cette loi comme vraie que si on la restreint à la corréalité proprement dite ; s'il n'y a pas société, le débiteur, forcé de payer toute la dette, peut recourir contre ses codébiteurs soit par une *actio negotiorum gestorum* utile, qui devait avoir le même effet que l'*actio pro socio*, soit par l'action du créancier que l'on suppose avoir été cédée.

Cujas (1) nous indique un cas où l'un des *rei promittendi* peut invoquer la compensation du chef de son *correus*, quoiqu'il n'y ait pas de société entre eux, lorsqu'ils sont fidéjusseurs l'un de l'autre aux termes de la loi 11 (2). La compensation, est alors opposée, non plus en vertu de la corréalité, mais à cause du titre de fidéjusseur.

Le fils de famille peut-il opposer en compensation ce qui est dû à son père ? Paul décide ainsi (3) : « Si « cum filio familias agatur, an quæ patri debeantur « filius compensare possit quæritur ? Quod magis est « admittendum, quia unus est contractus ; sed cum « conditione ut caveat patrem suum ratum habiturum, « id est, non exacturum quod is compensaverit. »

Pour Cujas (4) et Pothier (5) le fils de famille poursuivi ne pourrait opposer en compensation que ce qui est dû au père *ex eadem causa*.

Pour Doneau (6), le fils de famille peut toujours op-

(1) Ad. l. 9, C. *de comp.*

(2) Principium. *De Duobus reis.*

(3) L. 9, § 1, ff. *de comp.*

(4) Ad. l. 9 C., *de comp.*

(5) *Ad. tit. de comp.*, n° 58.

(6) Ad. l. 9, C. *de comp.*

poser en compensation ce qui est dû à son père dont il représente la personne.

Arrivons maintenant au deuxième principe.

2^{me} *Principe* : La dette opposée en compensation doit être personnelle au demandeur.

La dette invoquée en compensation doit être due personnellement par celui à qui on l'oppose parce que la compensation tient lieu de paiement et qu'on ne paie valablement qu'au créancier.

Lorsqu'un tuteur poursuit le débiteur de son pupille, ce débiteur ne pourra opposer en compensation ce que lui doit personnellement le tuteur, car ici le demandeur est le pupille et non le tuteur (1).

Le débiteur d'une succession, poursuivi par le cohéritier auquel la créance est échue, ne peut opposer en compensation ce que lui doit personnellement un autre cohéritier (2).

Au point de vue de la compensation, les Jurisconsultes considèrent comme ne faisant qu'une seule et même personne le *dominus* et le *servus*, le *pater-familias* et le *filius-familias*. Le père et le maître peuvent, lorsqu'on poursuit leur fils ou leur esclave, opposer en compensation ce qui leur est dû personnellement. Lorsque le père ou le maître agissent, le débiteur poursuivi peut leur opposer en compensation ce que lui doit le fils ou l'esclave. Il obtiendra ainsi, par la compensation, la totalité de sa créance, tandis qu'en agissant lui-même, il n'obtiendrait une condam-

(1) D. l. 23, ff, *de comp.*

(2) D. l. 16, *de comp.* et l. 10, *ibidem*.

nation que jusqu'à concurrence du pécule : *Si agat dominus, vel pater, solidum per compensationem servamus, quamvis si ageremus, duntaxat de peculio præstaretur* (1).

Le pacte *de non petendo*, fait par le créancier commun avec l'un des *rei promittendi socii* peut être invoqué par tous les codébiteurs, mais le pacte fait par le débiteur commun avec l'un des *rei stipulandi* n'est pas opposable aux autres (2).

Pour le *procurator in rem suam*, quand il est constitué à titre onéreux, il n'est pas tenu de défendre le cédant (3) ; il semble donc que la compensation ne doive être invoquée contre lui que s'il a une dette personnelle envers le défendeur.

SECTION III.

Des effets de la compensation

La compensation une fois admise par le Juge, nous allons voir quels étaient ses effets : opérait-elle *ipso facto* ? quelle influence avait-elle sur les intérêts ? et enfin qu'arrivait-il en cas de répétition de l'indu ?

(1) L. 9, pr. *de comp.* — L. 19, ff. *de comp.* Doneau, *de jure civili*, lib. XVI, C. 15, n° 9.

(2) M. Demangeat : *Des obligations solidaires en droit Romain*. — Cf. M. de Vangerow, t. III, § 578, p. 98.

(3) L. 34 ff. *De procuratoribus*.

§ 1°. — *La compensation éteint-elle les créances ipso facto ?*

La compensation ne résulte point de la simple coexistence des deux dettes ; alors même qu'elle se produit *in jure*, devant le Magistrat, comme pour l'*argentarius* qui doit faire lui-même la balance, jusqu'au moment où la compensation est rendue effective par la rédaction de l'*intentio*, les créances subsistent entières de part et d'autre. Car la compensation n'est pas légale ; elle est judiciaire ; elle est l'œuvre du Juge, le résultat de la sentence qu'il prononcera.

Lorsque le Juge reconnaitra que les deux créances sont exactement égales, il prononcera l'absolution du défendeur. Si la créance du défendeur est plus forte que celle du demandeur, le Juge absoudra encore le défendeur et ce dernier conservera intacte son action pour tout ce qui lui est dû. Enfin si la créance du défendeur était la plus faible, le Juge le condamnerait à payer la différence entre ce qu'il devait et ce qui lui était dû.

Nous avons supposé que la compensation était admise par le Juge, mais le cas contraire peut se présenter.

Supposons d'abord que la créance invoquée par le défendeur n'a pas été admise par le Juge ; parce qu'elle n'existe pas, parce qu'elle n'est pas valable ; en un mot, il n'est rien dû au défendeur. Alors cette prétendue créance est perdue ; l'action intentée pour la faire

reconnaître tombera devant l'exception *rei judicatæ*; parce qu'il y a chose jugée : *aliud, si reprobavit pensionem quasi non existente debito, tunc enim rei judicatæ nocebit exceptio* (1).

Le Juge pouvait avoir négligé, plutôt que rejeté, la compensation ; Il pouvait l'avoir écartée pour éviter de trop longs débats. Alors le droit du défendeur demeurerait intact et pouvait faire l'objet d'une action, car ce droit n'avait pas été déduit *in judicium* (2).

§ 2^e. — *Influence de la compensation sur les intérêts*

Les deux dettes, à compter du jour de leur coexistence et dans la mesure même où elles se compensent, sont réputées avoir cessé de produire des intérêts (3). Lorsque la compensation s'est opérée *in jure*, tout doit se passer comme si le paiement avait été réellement effectué au moment de la coexistence des deux créances, et une fois opérée, elle rétroagit en quelque sorte à ce moment. Cette décision était fort utile lorsque les intérêts n'étaient pas au même taux ou ne couraient que d'un seul côté. C'est ce qu'avait décidé Alexandre Sévère, et c'est ce qui sera souvent répété par les Empereurs et les Jurisconsultes (2). On peut se demander si cette décision était bien équitable (inter-

(1) L. 7. *De comp.* L. 8, *de Negot. Gest.*

(2) L. 7, § 1. *De comp.* L. 1^{re}, § 4. *Commodati.* L. § 2. *De Neg. gestis.*

(3) Accarias. *Precis de droit Romain.* Tome 2. Page 1252.

(4) L. L. 11 et 12 ff. *de comp.* — L. L. 4 et 5 c., *C de comp.* — L. 7. *C., de sol.*

ruption du cours des intérêts), lorsque l'une des deux dettes ne portait pas d'intérêts. Mais c'est la décision de Septime Sévère, rapportée par Ulpien (1).

A partir de cette époque, les textes disent que la compensation est *pro soluto*. Il ne faut pas croire que la compensation est dès lors assimilée au paiement ; car il y a d'abord entre la compensation et le paiement une différence très importante ; on ne peut payer pour partie ; mais la compensation a presque toujours lieu *pro parte*. Les textes ne veulent dire qu'une chose : la compensation a un effet rétroactif jusqu'au jour où les deux dettes ont coexisté ; tout doit se passer comme si les deux dettes s'étaient éteintes, à ce moment, jusqu'à concurrence de la plus faible.

Tous les interprètes pensent qu'il faut traiter de même la peine encourue par suite d'une mise en demeure, et affranchir rétroactivement le débiteur qui l'avait encourue. On tire argument de deux lois : Dans la première Paul (2) dit que les intérêts sont établis, non pour l'avantage des créanciers, mais à cause de la demeure, du retard des débiteurs, ce qui implique une communauté d'origine, et par suite de principes entre les intérêts et la peine encourue par suite d'une mise en demeure. Le second argument repose sur la déclai-

(1) Pothier remarque avec raison qu'Ulpien, mort en 228 ne peut faire allusion dans ce texte à la constitution d'Alexandre Sévère qui est de 230. C'est donc de Septime Sévère qu'il parle, comme l'indique d'ailleurs l'épithète de *Divus*. (Note de M. Lair. page 55. *De la compensation*).

(2) Loi 17, § 3 ff, de Usuris, XXII. 1.

ration qu'il n'y a pas *mora*, quand la demande peut être paralysée par une exception (1).

Quant aux accessoires de la créance, ils ne peuvent survivre à la créance elle-même et disparaissent avec elle. Il en est ainsi des droits de gage et d'hypothèque. Mais celui qui a donné un gage, ne pourra, malgré la compensation prononcée, intenter l'action *pigneratitia* pour recouvrer son gage, s'il reste encore tenu d'un reliquat envers son créancier gagiste ; car le gage a été affecté d'une manière indivisible au paiement intégral de la dette, au paiement de l'une des parties comme au paiement total (2).

§ 3. — *Du paiement de l'indu*. — Nous avons vu que la compensation n'était pas un mode d'extinction des obligations ; elle devait être prononcée par le Juge qui en tenait compte ou la repoussait, lorsque le défendeur l'opposait ; mais jamais le Juge ne pouvait la proposer de lui-même. Mais alors quelle était la situation du défendeur qui avait payé ce qu'il ne devait pas ? S'il pouvait compenser, il avait alors une *condictio indebiti* (3), se trouvant dans la situation d'une personne qui aurait acquitté par erreur une obligation contre laquelle elle avait une exception perpétuelle (4).

Deux voies lui étaient alors ouvertes ; il pouvait : ou

(1) Loi 40 ff, de *Rebus creditis*.

(2) Loi 12. C. de *comp.*

(3) D. L. 10, § 1, de *comp.* L. 5, § 2, de *Imp. in rem dol factis*

(4) L. 40, pr. l. 26, § 3 de *cond. indebiti*.

intenter cette *condictio indebiti* ou intenter l'action qui était propre à la créance qu'il n'avait pas invoquée en compensation.

SECTION IV

De la compensation opposée au fisc

Il était permis d'opposer la compensation, au peuple romain, à l'empereur. aux cités, comme aux simples particuliers (1).

Lorsqu'on était défendeur contre un esclave public dans une action du fisc, on pouvait opposer la compensation jusqu'à concurrence du pécule de cet esclave public (2).

La Constitution de Sévère (3), relative à la cessation du cours des intérêts s'appliquait aux créances fiscales parce que la compensation produisait, entre le fisc et les particuliers, les mêmes effets qu'entre les particuliers.

Mais l'intérêt public et les nécessités de l'administration avaient fait admettre, à l'égard de la compensation, certaines règles spéciales et de nombreuses exceptions, dérogations importantes au droit commun.

Lorsqu'un patrimoine est entre les mains de plusieurs administrateurs, il est permis au débiteur, pour-

(1) L. 24 ff *de Comp.* — L. 3, c. eod. — L. 46, §5, ff *de Jure Fisci* (XLIX, 14).

(2) L. 19 ff *de Comp.*

(3) L. 12, *de Comp.*

suivi par l'un d'eux, d'opposer en compensation la créance qui devrait être payée par l'un des administrateurs (1). Cette règle n'est pas admise à l'égard du fisc.

Le débiteur d'une station ne peut opposer au fisc que ce qui lui est dû par cette même station (2). Doneau (3) nous donne la définition suivante :

« On appelle *Station*, le lieu où l'on se tient pour administrer les choses du fisc ; on donne aussi ce nom aux fonctions mêmes qu'il faut remplir : enfin on s'en sert pour désigner les personnes qui les remplissent ».

« Chaque pays, dit Cujas (4), avait sa station et son *procurator* ou *rationalis* ; il y avait ainsi plusieurs fises, revenant tous au même prince. »

Quand les employés étaient préposés à une certaine étendue de territoire et non à une certaine espèce de biens, on les appelait *καθηλικοί* (5).

« Malgré ces explications, dit M. Alb. Desjardins (6), il est difficile de déterminer si par *Stations* la loi entend les administrations différentes ou les bureaux d'une même administration. Il fallait sans doute, et que la dette opposée fût à la charge de l'administration créancière, cette condition pouvant seule prévenir la confusion des divers offices, et que ce fût le même bureau, qui fût créancier et débiteur, à cause de l'immense étendue de l'Empire. »

(1) L. 36, ff, *de Adm. tut*

(2) L. 1, *C. de Comp.*

(3) Sur cette Loi.

(4) Ad. l. 16 ff *de Comp.*

(5) Cujas, *Recit Sol. in Cod.*, ad tit. *de Comp.*

(6) *De la compensation.*

On ne pouvait invoquer en compensation (1) :

1° L'argent dû au fisc pour les impositions publiques, *ex causa vectigalium, stipendiorum tributorum* (2); et cela, dans l'intérêt de l'Etat qui ne peut supporter aucun retard dans la perception de ses impôts. Doneau (3) fait, entre les *vectigalia* et les *tributa*, la distinction suivante : « Le *vectigal* est ce qui est payé pour les marchandises importées ou exportées, le mot *vectigalis* vient de *vehere*..... Le *tributum* est la faible somme d'argent que les citoyens donnent à l'Etat selon la fortune de chacun, selon la définition de Varron ».

2° L'argent dû *ex causa annonaria* (4).

Suivant Doneau (5), il s'agit d'une mauvaise administration de l'*annona*, d'un administrateur, chargé de l'*annona*, et qui est débiteur de l'Etat, à la suite de prévarication ou de mauvaise gestion. L'*annona* est tout ce qui rentre dans la nourriture : blé, vin, huile.

Papinien dit aussi (6) : « Il a été décidé que le curateur condamné *ob negotium copiarum*, qui lui avait été confié pendant une expédition, ne retiendrait pas l'argent en vertu de la compensation, parce que cet argent ne se compense pas. »

(1) Voir Doneau, *de Jure Civili*, lib. XVI, C. XV, nos 4 et 5.

(2) D. L. 46, § 3, *de Jure Fisci*.

(3) Sur la loi 3, C. *de Comp*.

(4) L. 46, § 5, ff *de Jure fisci*. — L. 3, C. *de Comp*.

(5) D. L. 46, § 3, *de Jure fisci*.

(6) L. 20 ff *de Comp*.

Cujas (1) entend ici par *copia* tout ce qu'on emporte pour la nourriture des troupes.

M. Desjardins ajoute (2) : « Les officiers qui ont reçu de l'argent pour approvisionner l'armée ne peuvent, en invoquant la compensation, se dispenser de rendre la somme à laquelle ils sont condamnés, car, comme dit Ulpien (3) : « il est nécessaire que dans toutes les choses publiques, l'argent des subsistances ne doive pas souffrir de retard de paiement. » La compensation est refusée au préposé, non-seulement contre la première action, sur laquelle il doit être condamné, mais même sur l'action *judicati* : La loi 20 (4) le suppose déjà condamné, quand il songe à compenser ».

« Papinien (5) donne une décision différente :

« *Ideo condemnatus, quod arctiorem annonam ædilitatio tempore præbuit, frumentariæ pecuniæ debitor non videbitur : et ideo compensationem habebit.* » Le texte de cette Loi, dit M. Desjardins (6), a donné lieu à de vives controverses : nous avons reproduit la leçon adoptée par Cujas (7), *ædilitatis tempore*. Un grand nombre d'interprètes, parmi lesquels Accurse, Duaren et Doneau (8), lisent : « *edulitatis tempore* » ; d'autres préfèrent : « *edilitatis tempore* ». Ces deux

(1) Sur la L. 20 ff *de Comp.*

(2) *De la compensation.*

(3) L. 2, § 3, ff *de Adm. rer. ad. civ. pert.*

(4) L. 20 *de Comp.*

(5) Loi 17, ff *de Comp.*

(6) *De la compensation.*

(7) *Obs.*, lib II, c. 23.

(8) V. Doneau, *de Jure civili*, lib. XVI, c. XV, n^{os} 4 et 5.

dernières leçons ont le même sens : *edulitas* ou *edilitas* signifierait *edilia et opsonia*. Cette discussion de textes a une certaine importance. Cujas dit qu'il s'agit d'un édile, magistrat parfaitement distinct du *curator annonæ*. Le *curator* réunit l'*annona* et l'Edile la fournit au public. Si celui-ci en détourne une partie et qu'il soit condamné, il peut invoquer la compensation *quia datæ arctioris annonæ, non acceptæ pecuniæ frumentariæ debitor est.* »

Ceux qui lisent *edulitas* supposent qu'il est question des largesses faites au peuple par le prince, à cause de la cherté des vivres (1). Ses largesses n'ont pas le caractère de *res annonaria* car elles sont faites au profit des particuliers, sans utilité publique.»

3° L'argent dû au fisc agissant ex *Kalendario* (2). Cujas entendait par là l'argent destiné à un usage public ; mais il faut entendre l'argent prêté sous sa responsabilité par le *curator calendarii* et de la perte duquel il répond (3) « C'était un prêt à intérêt, les créances de cette nature étaient assimilées aux contributions publiques », dit M. Alb. Desjardins (4).

4° L'argent dû par un débiteur d'*aliments* (5) *ex causa*

(1) Lampride rapporte qu'Alexandre ayant fait demander au peuple par un héraut ce qu'il voulait pour *edulitas*, le peuple répondit : *carnem bubulam atque porcinam* (Doneau, *de Jure Civili*, lib. XVI, C. XV, n° 4 et 5). Cujas, (ad L. 20 *de Comp*) attaque le texte de Lampride, en disant, avec raison, ce semble que le mot *edulitas* est un barbarisme.

(2) L. 3, c. *de Comp.*

(3) M. Lair. *de la Comp.*

(4) *De la Compensation.*

(5) L. 3 c. *de Comp.*

alimentorum. D'après Doneau, il s'agissait des aliments distribués par l'Etat aux pauvres d'une ville, aux établissements charitables comme les hopitaux (1).

5° L'argent dû aux fonctionnaires. Il s'agit de la créance affectée *statutis sumptibus* (2) : *si quis debitor sit ejus pecuniæ quæ statutis sumptibus servit* ; argent destiné à payer les fonctionnaires de l'Etat : généraux, professeurs, soldats...

6° La dette d'un *fideicommiss*, peut être ordinairement invoquée en compensation ; mais il n'en était pas de même lorsque le *fideicommiss* était fait à l'Etat ou à une ville (3).

7° Enfin on ne peut opposer en compensation le prix des choses achetées au fisc (4).

Doneau observe qu'en combinant les lois 46 § 5, au Digeste, *de Jure Fisci*, et 3 au Code, *de Compensationibus*, on doit conclure que ces exceptions s'appliquent à la fois à l'état et au fisc proprement dit : du reste la distinction entre l'*ærarium* et le *fiscus* disparut de bonne heure pour ne laisser que le *Fiscus*.

La première de ces lois (5) s'applique expressément au fisc et ne pose que quatre exceptions : *tributorum*, *stipendiorum*, *pretii rei a fisco emptæ*, *annonæ* ; la seconde (6) parle de *respublica*, *civitates* et *municipes*.

(1) V. le livre I, titre III, au Code.

(2) L. 3, c. *de Comp.*

(3) L. 3, c. *de Comp.*

(4) L. 46, § 5, ff 10, *de Jure Fisci*. — L. 7, Code, *de Comp.*

(5) L. 46, § 5, au Digeste *de Jure Fisci*.

(6) L. 3, au code, *de Compensationibus*.

Cujas (1) prétendait que l'empereur Alexandre s'était occupé des villes dans cette loi ; il faudrait donc l'appliquer à l'Etat, dont l'intérêt est encore plus grand que celui des villes.

Il faut enfin noter en faveur du fisc une dernière exception qui provient, non plus *ex re*, mais *ex persona petentis*. Pour être admis à opposer au fisc la compensation, il faut être à la fois créancier et débiteur *de la même Régie* : *et senatus censuit et sæpe rescriptum est in causa fiscali ita demum compensationem locum esse, si eadem statio quid debeat quæ petit*. C'était une règle rigoureusement observée à Rome pour éviter des confusions et en même temps simplifier l'administration : *atque hoc propter confusionem officiorum tenaciter servandum est*.

De plus, celui qui opposait la compensation au fisc, devait prouver, dans les deux mois, l'existence de sa créance (2).

§ 2. — *De la compensation conventionnelle.* — Aucun principe ne s'opposant à l'accord intervenu entre deux personnes, créancières et débitrices l'une de l'autre, pour se libérer réciproquement, quel était en Droit Romain, l'effet de la convention de compenser ?

Nous avons déjà vu que la compensation n'était pas légale, mais judiciaire, devait être prononcée par le

(1) Cujas : *Récit. Sol.* ad. cod., ad. lit., *de Comp.*

(2) D. 46, § 4 ff *de Jure Fisc.*

Juge qui avait reconnu valable la créance opposée en compensation par le défendeur. Et nulle part nous ne voyons la compensation conventionnelle citée comme un des modes d'extinction des obligations.

Quel sera donc cet effet?

Si les parties se sont engagées par stipulation, elles auront chacune une action contre l'autre pour obtenir la libération de l'engagement.

Si les parties s'étaient engagées par un simple pacte, elles n'auraient alors à leur disposition qu'une simple exception, soit l'*exceptio pacti conventi*, soit l'*exceptio doli mali*, pour repousser la demande que l'une d'elle intenterait en violation du pacte intervenu.

Pomponius (1) assimile cependant au paiement la compensation volontaire : « Si un débiteur, avant de libérer une chose engagée à un premier créancier, l'a donnée en gage à un autre pour une nouvelle dette, et, avant de s'acquitter envers ses deux créanciers a vendu une autre chose au premier et compensé sa dette avec le prix de la chose vendue, il faut dire qu'il doit être regardé comme ayant payé l'argent au premier créancier ; *car il n'y a pas de différence entre payer et compenser*. Par conséquent, le droit du second créancier est préférable ».

M. Desjardins (2) ne croit pas nécessaire, pour expliquer ce texte, de supposer qu'une extinction immédiate résulte de la convention de compenser. Que faut-il, en effet, pour satisfaire le créancier? Pour libérer

(1) L. 4, ff. Qui potiores in pignore (XX, 4).

(2) *De la Compensation*, p. 32.

le gage, le paiement est-il absolument nécessaire ? Non, il suffit que le créancier soit satisfait (1).

Du reste, cette compensation, venant plus tard s'ajouter à une vente, n'est-ce pas une dation en paiement ?

Les jurisconsultes romains étaient d'avis différent, suivant qu'ils étaient Sabinien ou Proculien, sur l'effet de la dation en paiement.

Pour l'école des Sabinien, la dation en paiement libérait le débiteur, comme le paiement, *ipso jure*.

Pour les Proculien, la dation en paiement ne pouvait être assimilée au paiement, elle ne produisait qu'une exception (2).

Il est probable que Pomponius avait adopté l'opinion des Sabinien : la dation en paiement produisit l'effet d'un paiement, le débiteur était libéré *ipso jure* : « *il n'y a pas de différence entre payer et compenser* (3) ».

Les parties sont libres de faire la convention qui leur convient : la compensation peut être actuelle, *in præsens* ; elle peut aussi être reportée *in futurum*, lorsque les deux créances seront enfin arrivées à échéance.

Ulpien (4), dans le texte suivant, suppose que les parties ont convenu de reporter dans l'avenir la com-

(1) L. 13, § 4, ff., *de Pignori* (XX, 1), l. 3. C. *de Luitione pignoris* (VIII, 31), l. 19 C. *de Usuris* (IV, 32).

(2) Gaius, *Com.* III, 168.

(3) D. 4, ff. *Qui potiores in pignore* (XX, 4).

(4) L. 52, § 1, ff., *de Pactis* (II, 14).

pensation : « S'il a été convenu entre le débiteur et celui qui a acheté du créancier le fonds engagé, comme si celui-ci gérât l'affaire du débiteur, que le fonds fût restitué au débiteur, *habita compensatione fructuum*, les fruits étant compensés, et ce qui restait dû étant payé... » Et c'est sur une idée semblable que repose le pacte d'antichrèse.

La convention des parties peut limiter le rôle * de la compensation en décidant qu'elle ne pourra être invoquée que contre telle créance, à l'exclusion de toute autre. C'est ce que décide le texte suivant (1) « Quod Labeo ait, non est sine ratione : ut si cui petitioni specialiter destinata est compensatio, in ceteris non obijciatur. » « Ce n'est pas sans raison que Labéon décide : que : si la compensation a été spécialement affectée à telle demande, elle ne pourra être opposée dans les autres.

« M. Pilette, auteur d'une *Lettre sur la compensation* (2), applique cette loi à l'*argentarius*, et l'entend comme signifiant que celui-ci n'encourait pas la plus pétition si, dans une demande, il avait réclamé le chiffre du compte arrêté, sans faire entrer en compensation, la dette plus récente, destinée à un règlement ultérieur. Il n'y a aucune raison pour donner ce sens à la loi : rien, dans les expressions, n'indique qu'il s'agisse ici de l'*argentarius*. On sait que la compensation spéciale de l'*argentarius* n'existait plus du temps de Justinien, qu'il n'en est pas question dans ses recueils. En admettant que la décision de Labéon s'y

(1) Loi 13, *de Comp.*

(2) *Revue Historique*, t. VII.

fut rapportée à l'origine, elle n'a pu être insérée au Digeste qu'avec un autre sens (1) ».

La *Paratio*, sorte de compte courant entre deux personnes, a été rapprochée de la compensation par Voet (2). Les parties tenaient des registres sur lesquels étaient inscrits l'actif et le passif ; le reliquat était constitué par la balance de l'actif et du passif.

Le *pariator* était celui dont l'actif était égal au passif ; son compte se balançait ; tandis que celui qui devait un reliquat, s'appelait : *reliquator*.

Un texte de Scœvola (3) nous apprend qu'on insérait dans les *pariatones* un pacte ainsi conçu : « Ex hoc contractu nullam interse controversiam amplius esse. »

Nous voyons la *pariatio* intervenir entre maîtres et esclaves, et principalement lorsqu'un esclave s'est fait acheter *suis nummis*. Dans ce cas, cet esclave devait être affranchi, après avoir remboursé le prix d'acquisition. Il en était de même lorsqu'il était déjà *statuliber* et que son affranchissement dépendait du compte ouvert entre son maître et lui (4).

(1) Note de M. Alb. Desjardins *de la Comp.*, p. 33.

(2) Ad tit. *de Comp.*, in principio.

(3) L. 67, § 3, ff *de Conditione indebiti* (XII, 6).

(4) L. 81, ff., *de Conditionibus et demonstrationibus* (XXXV, 1). — L. 4, § 5, ff., *de Manumissionibus* (XL, 1). — L. 40, § 8, ff., *de Statuliberis* (X L, 7).

CHAPITRE III

DE LA COMPENSATION SOUS JUSTINIEN PROCÉDURE EXTRAORDINAIRE

SECTION I

De la nature de la compensation dans la procédure extraordinaire sous Justinien

A la fin du troisième siècle après Jésus-Christ, le système formulaire a disparu pour faire place à la procédure extraordinaire qui n'avait été, jusqu'alors, qu'exceptionnelle et qui devint le droit commun sous Justinien. Le *Jus* et le *Judicium* sont confondus. Les Magistrats ne renvoyèrent plus les parties devant un Juge nommés par eux ; ils jugèrent eux-mêmes : Dès lors, la formule disparaît avec les exceptions et toutes les autres modifications. Les pouvoirs du Juge s'élargissent, car il n'est plus renfermé dans l'examen d'une question déterminée et limitée. La compétence est devenue générale ; en vertu de son *officium*, le Juge doit tenir, compte de lui-même, des intérêts et

des droits que la formule avait autrefois pour but de garantir. L'équité était devenue la règle dominante (1).

La condamnation cesse d'être forcément pécuniaire, et le Juge condamne désormais à restituer l'objet même du litige.

La distinction jusqu'alors respectée entre les actions de bonne foi et les actions de droit strict n'a plus de raison d'être, surtout au point de vue de la compensation. Cela ne veut pas dire que l'exception de dol disparut des actions de droit strict et qu'elle n'était plus nécessaire pour faire admettre la compensation car aucun texte ne dispensait les parties de l'opposer. Nous voyons au contraire que l'exception de dol pouvait toujours être invoquée contre l'action *depositi* pour faire admettre la compensation (2) sans doute lorsque la créance opposée était née *ex dispari causâ*.

L'équité étant devenue le principe suprême, la compensation devait être admise par le Juge, comme autrefois dans les actions *bonæ fidei*, toutes les fois qu'elle était équitable, et cela, sans obliger le défendeur à l'opposer, soit comme *exceptio*, soit comme *mutua petitio*, car l'exception était devenue un moyen de défense ordinaire. Toutes les différentes espèces de compensation avaient disparu : toutes les exceptions pouvaient être invoquées, même après la litiscontestation, jusqu'à la sentence du Juge, et le Juge pouvait, dans tous les cas, condamner la partie restant débitrice, à payer le reliquat.

(1) V. M. Bonjean. *Des Actions*, t. I, p. 530).

(2) Loi 11. C. *Depositum*. IV, 34.

M. Lair (1) se demande s'il y a pas une autre conséquence à tirer des principes de la procédure extraordinaire et si la compensation continua d'être admise *ex specie dispari*. Pour lui, elle aurait cessé d'être admise. « Dès que la sentence du Juge atteignait la chose même, et que la condamnation avait cessé d'être nécessairement pécuniaire, si les objets dus différaient, il semble qu'il n'y avait de compensation possible qu'autant que les obligations des parties se résolvaient en des prestations en argent. » On se préoccupait peu de la diversité des objets dès que la condamnation était pécuniaire et c'est en ce sens qu'il est vrai de dire que la compensation est admise *ex dispari specie*.

Un texte de Dioclétien défendait au commodataire, de retenir la chose prêtée sous prétexte qu'il était créancier du prêteur : *sub prætecte debiti restitutio commodati non probabiliter recusatur* (2). Il semblerait qu'il fût permis d'en conclure que la compensation pouvait être invoquée, même lorsqu'il s'agit de corps certains ou de choses distinctes. Il n'en est rien cependant, car c'est une constitution de l'an 293, c'est-à-dire qu'elle est d'une époque de transition et la nouvelle procédure n'avait pas encore complètement détrôné le système formulaire.

(1) *De la Compensation*, p. 76.

(2) L. 4. Code. *Commodati*.

SECTION II

Innovations de Justinien

§ 1. — *La compensation est-elle enfin admise dans toutes les actions ?*

Le code (1) nous dit que la compensation aura lieu, *ipso jure*, dans toutes les actions, sans différence entre les actions *in rem* et les actions *in personam* : *compensationes ex omnibus actionibus ipso jure fieri sancimus, nulla differentia in rem vel personalibus actionibus inter se observanda.*

Les Institutes (2) nous disent que toutes les actions, tant réelles que personnelles, sont réduites par la compensation : *nostra constitutio eos compensationes quæ jure aperto nituntur latius introduxit, ut actiones ipso jure minuant, sive in rem sive in personam, sive alias quascumque.*

On a beaucoup discuté sur l'étendue de cette innovation. Certains auteurs ont prétendu que Justinien n'avait rien innové, et, parmi eux Cujas : *nil novi induxisse Justinianum* (3).

M. Lair qui avait admis la compensation dans les actions *in rem*, sous le mystère formulaire, ne l'admet plus sous le système extraordinaire. Il ne fait exception que pour les prestations personnelles qui accompa-

(1) Loi 14. C. de Comp.

(2) Institutes, de Act. IV, 6, § 30.

(3) Cujas. *Observ.* VIII, 16.

gnaient ces actions et dans les cas où elles se transformaient en dettes d'argent (1).

M. Desjardins, après avoir reconnu que cette opinion paraît équitable et logique, la repousse néanmoins (2), car il ne peut admettre que la compensation admise pendant plusieurs siècles *ex dispere specie*, aurait été soumise à de nouvelles conditions sans que Justinien en ait fait part dans ses recueils. Il ne faut pas oublier que chez les Romains toutes les condamnations étaient pécuniaires sous le système formulaire, ce n'est qu'insensiblement que le système extraordinaire est venu remplacer le système formulaire ; il n'y a pas eu de brusque changement dans la législation. Le magistrat a pu garder un pouvoir séculaire fondé sur l'équilibre.

De plus, dans le système ancien, certains procès étaient jugés *extra-ordinem* par le Magistrat lui-même et il est très probable que la compensation y était admise. Les textes nous auraient mentionné les différences qui auraient été introduites en dehors de la suppression de la formule. Nous avons vu, au contraire, au début de ce paragraphe, le texte dans lequel Justinien introduit la compensation dans les actions *in rem*, d'une manière générale et non pas seulement dans les cas où le droit réel se convertirait en argent.

Suivant la remarque de M. Desjardins, cette décision serait une étrange anomalie, si la compensation des créances ne pouvait avoir lieu, sous la législation

(1) Lair p. 77, de la *Comp.*

(2) Desjardins, p. 150, de la *Compensation*.

antérieure à Justinien, que dans les cas de fongibilité des objets.

Pourquoi a-t-on discuté sur le point de savoir si Justinien avait réellement introduit la compensation dans les actions *in rem* ?

On a prétendu que Justinien ne pouvait avoir sacrifié un droit réel à un droit personnel. Comment peut-on compenser la revendication d'un fonds avec une demande de 20.000 *solidi* ?

Il faut supposer que le droit réel est converti en un droit personnel, qu'à l'action *in rem* est jointe la demande d'une prestation pécuniaire (1). M. Gide (2) repousse énergiquement « cette monstrueuse anomalie d'une compensation qui aurait pour résultat, non plus une extinction de créance, mais une translation de propriété et une aliénation forcée. »

§ 2. — *La composition ne peut avoir lieu qu'entre créances liquides.*

Justinien exige, d'une manière générale, que toutes les créances opposées en compensation soient liquides (3), ou d'une liquidation facile et prompte. Peu importe que les causes des deux créances soient connexes ou distinctes ; on ne tient compte ni de la nature, ni de la qualité des objets ; il suffit que l'existence et l'étendue de la créance soient faciles à vérifier,

(1) Doneau, ad. l. ult. C. de Comp.. M. Ortolan, n° 2199.

(2) Rapport sur les concours de la Faculté de Droit de Paris, de 1860 et 1861.

(3) L. 14, § 1 C. de Compensationibus.

lorsque la créance invoquée en compensation ne soulève par exemple, qu'une question de droit, *quia jure certo definiatur*, dit Doneau (1).

La compensation peut désormais être invoquée jusqu'au jugement et alors le défendeur qui se voit sur le point de succomber n'y cherchera souvent qu'un prétexte à l'effet de retarder sa condamnation. C'est pour cette raison que Justinien exige que la créance soit liquide lorsque le défendeur l'invoque au cours du procès. Le Juge a le droit de négliger la compensation toutes les fois qu'elle est fondée sur une cause dont l'examen prolongerait outre mesure la durée du procès car le Juge est chargé d'apprécier la liquidité.

Lorsque le défendeur oppose une créance en compensation au cours du procès, le Juge a le droit de le condamner, sans tenir compte de cette exception, et peut réserver pour une autre instance l'examen de ses réclamations. Mais si la compensation est invoquée dès le commencement du procès, on ne peut alors accuser le défendeur de vouloir prolonger le procès et Doneau (2), ainsi que Vinnius (3), pensent que le Juge devra l'écouter sans tenir compte du temps qui lui sera nécessaire pour faire sa preuve.

Cette opinion a été soutenue par Krug, auteur allemand qui voit dans la Loi de Justinien l'innovation suivante : la compensation, opposée après la litiscon-

(1) Sur la Loi 14, § 1. C. *De Compensationibus*.

(2) De jure civili, lib. XVI, C. 15, n° 14.

(3) *Selectæ juris quæstiones*, lib. I, C. L.

testation, ne sera admise que si la preuve du défendeur peut être faite sans craindre des lenteurs calculées.

Cette opinion est critiquée par M. de Vangerow (1), comme restreignant trop la pensée de Justinien. Le Juge a toujours le droit, en effet, de repousser l'exception de compensation, qu'elle soit opposée au début ou au cours du procès.

Ce que Justinien demande au Juge, c'est de bien examiner si la preuve de l'exception ne demanderait pas un temps hors de proportion avec l'importance de l'action intentée.

Accurse, ayant trouvé au Digeste une loi (2), qui donnait deux mois au débiteur du fisc pour prouver sa créance, voulait accorder le même délai à tout défendeur pour lui permettre de rendre sa créance liquide. Cette loi avait une utilité, alors que la liquidité n'était pas exigée et elle n'eût plus d'utilité lorsque Justinien eût accordé aux demandeurs un droit commun encore plus favorable (3).

Justinien n'avait interdit que l'opposition d'une créance non liquide *post longa certamina*. Le défendeur, quoique n'ayant pas reconnu sa dette, pouvait toujours faire son opposition, lorsque le Juge avait reconnu le bien fondé de la demande, car toutes les exceptions peuvent toujours être invoquées subsidiairement pour le cas où le demandeur fait sa preuve (4).

(1) P. 388.

(2) L. 46, § 5, ff. *de Jure Fisci*.

(3) Doneau, ad. l. ult. C. *de comp.*

(4) Doneau, id. — Vinnius, *selectæ juris questiones*, lib. I, C. L.

Lorsque le défendeur voit la créance, qu'il invoque contre son demandeur, repoussée comme n'étant pas liquide, tout n'est pas perdu pour lui, car le Juge peut réserver la compensation : « las (compensationes) qui-dem alii judicio reservent (1). » Ceci est très important pour le défendeur ; il conserve son droit de compensation, car seule la condition de liquidité était en jeu ; et non la compensation elle-même. Le Juge examinait seulement si l'exception invoquée pouvait être admise dans le procès pendant, et cela, sans trancher la question de compensation (2).

§ 3. — *Quelles personnes ne peuvent invoquer la compensation ?*

Nous trouvons, sous Justinien, trois exceptions au principe de la compensation : deux cas existaient déjà sous la législation antérieure.

1° *En cas de dépôt* : « *Excepta sola actione depositi secundum nostram sanctionem, in qua nec compensationi locum esse disposuimus* (3) ». Aux Institutes, nous trouvons le motif de cette innovation : « *Ne, sub prætextu compensationis, depositarum rerum quis exactione defraudetur* » (4).

Le dépositaire qui voudrait retenir l'objet en dépôt, en invoquant la compensation, commettrait un acte contraire à la bonne foi, et la bonne foi est tout dans

(1) L. 14, § 1.

(2) M. de Vangerow, p. 389.

(3) L. 14, § 1, in F. c. *de compensat.* — L. 14, c. *Depositum*, (IV, 34).

(4) Tit. *de Action*, § 30, 2°.

un contrat de dépôt (1). Cujas nous dit, avec raison : *abundare debet ; — ne contractus qui ex bona fide oritur ad perfidiam retrahatur* (2).

Noodt (3) ne voulant pas que l'on puisse croire que Justinien n'avait pas admis d'autres exceptions, à cause des mots : *excepta sola depositi actione*, dit que le mot *sola* est pris ici dans le sens de *præcipue* et il cite plusieurs textes où le mot *solus* a ce sens.

2. *En cas de commodat.* Justinien a inséré dans un code, une constitution de Dioclétien et de Maximilien, défendant au commodataire, celui qui a reçu un prêt à usage, de retenir cet objet en invoquant la compensation : « *Prætextu debiti restitutio commodati non probaliter recusatur.* » (4)

Cette loi a divisé les commentateurs. La compensation est interdite au commodataire parce que sa créance n'est pas liquide, prétendait Accurse. Cujas refuse de donner ce sens aux mots *prætextu debiti*, car Justinien exigea, le premier, la liquidité. Pour Cujas (5), les compilateurs ont mis *commodati* au lieu de *commendati*, prêt pour dépôt.

M. Desjardins n'admet pas cette explication et dit : (6) : « les empereurs ont traité de la rétention dans la Loi 4 au Code (7) ; ils ont refusé au commodataire le

(1) Cujas. Récit. sol. ad, Cod. ad, tit. *de Commodato*.

(2) Loi 2, Code, *Depositum*.

(3) *Ad, tit. de Compens.*

(4) Loi 4, c., *Commodati*, IV, 23.

(5) *Ad tit. de Commodato*.

(6) *De la comp.* p. 161.

(7) *Commodati*, IV, 23.

droit de retenir la chose jusqu'au paiement de sa créance... »

De plus, nous avons au Digeste un texte qui nous indique que la compensation était admise contre l'action *commodati* (1).

3. Enfin, lorsqu'un propriétaire a été dépouillé par violence, on ne peut invoquer la compensation pour repousser sa demande : « Possessionem autem alienam perperam (2) occupantibus compensatio non datur. » (3) La compensation n'est pas possible ; il faut nécessairement restituer au demandeur ce dont il a été injustement dépouillé.

SECTION III

Des effets de la compensation.

Justinien nous dit que la compensation s'opère *ipso jure* (4). Toute la difficulté réside dans l'explication de ces deux mots. Ils peuvent être traduits : *sans le fait de l'homme, par la seule vertu de la Loi*. C'est ainsi qu'ils sont entendus lorsqu'il s'agit de l'héritier nécessaire qui est dit acquérir *ipso jure* (5) ; ils ont la même

(1) L. 18, § 4, ff., *commodati*.

(2) *Perperam* a ici le sens de *male*, *prave*, par opposition à *recte*.

(3) Loi 14, § 2, *de comp.*

(4) L. 14, C, *de compens.*

(5) Institutes, § 3, *de hered. quæ ab intestato*, III, 4.

signification dans d'autres textes (1). Mais le plus ordinairement les mots *ipso jure* sont opposés à *per exceptionem*.

Mais enfin qu'a voulu dire Justinien ?

Pour les anciens interprètes : Dumoulin, Duaren, Cujas, Domat, Pothier, Justinien avait créé une compensation légale qui devait s'opérer par la seule vertu de la loi ; les parties n'avaient pas besoin de l'opposer ; le Juge ne devait pas la prononcer.

Pour Doneau et Vinnius, la compensation devait toujours être opposée (2) : la seule coexistence des deux dettes ne suffisait donc pas pour éteindre la plus forte jusqu'à concurrence de la plus faible, et la plus faible pour le tout.

Mais tous s'accordaient pour reconnaître que la compensation, une fois opposée et admise par le Juge, rétroagissait jusqu'au jour de la coexistence des deux dettes. Ils ne différaient que dans l'explication des mots *ipso jure*. Pour les uns, ces mots désignaient cet effet rétroactif de la compensation. Pour les autres, ils signifiaient que la compensation avait lieu sans le secours d'une exception.

Si nous interrogeons les textes, que nous disent-ils ? La compensation, sous Justinien, est-elle restée judiciaire ? Est-elle, au contraire, devenue légale ?

Théophile nous dit : « *Si habet quis adversum me*

(1) Digeste, l. 73, § 5, et leg. Falcidiam — et l. 1, § 5, quod legat, — etc...

(2) Doneau. *Comment.* sur la Constit. 4, au code *de comp.*, n° 8.

Vinnius, *Institutes* : sur le paragraphe 30 *de Actionibus*, n° 2.

actionem, sive strictam, sive bonæ fidei, de solidis decem, sed contra mihi debet solidos ter, ipso jure, simul ac aliquid contra debetur, actio adversus me mirmittur solidis tribus, ut hand amplius decem sed septem tantum solidos debeam (1) ». Les deux créances s'éteignent immédiatement, jusqu'à concurrence de la plus faible, dès qu'elles coexistent : *simul ac aliquid contra debetur*. C'est ce qu'affirme également le texte grec : αὐτῷ τῷ νόμῳ ἄμα τῷ...

La compensation est donc devenu légale.

Marc-Aurèle, dans le § 30 des Institutes, nous dit : « qu'il fallait opposer l'exception de dol pour que la compensation fût admise, *opposita doli mali exceptione compensatio inducebatur* ; notre constitution voulant étendre, *latius introduxit*, la compensation, a décidé qu'elle opérerait *ipso jure* dans toutes les actions. »

La compensation agit donc, *ipso jure*, dans toutes les actions, soit *in rem*, soit *in personam*. Les mots *ipso jure* ne sont-ils pas opposés aux mots *opposita doli mali exceptione* et le mot *sed* n'indique-t-il pas l'opposition ?

Pour M. Lair (2) ces mots ne peuvent pas signifier que cela, car, pour lui, l'exception avait disparu depuis longtemps avec la formule, et le pouvoir de compensation rentrait nécessairement dans l'office du Juge.

(1) Trad. d'Otto Reitz.

(2) *De la Compensation*, page 82.

Pour M. Desjardins (1), la disparition de la formule n'a pas eu cette conséquence. En effet, la compensation peut être invoquée, même après la *litiscontestatio* et jusqu'à la sentence du Juge. Une seule chose était nécessaire : la compensation devait être invoquée par le défendeur, car le Juge ne pouvait en tenir compte d'office, sans qu'elle fût opposée par le défendeur.

Qu'a donc fait Justinien ?

Désormais le défendeur n'est pas obligée de l'invoquer. Dans toutes les actions la compensation est devenue un moyen de défense comme le paiement lui-même, et le défendeur pourra l'opposer sans avoir recours à une forme spéciale de procédure.

Ainsi, d'après ces explications, la compensation est devenue légale sous Justinien (2) ?

Il n'en est rien, car les textes du Digeste et du Code démontrent que la compensation est toujours restée judiciaire.

Si l'on admettait que la compensation fût devenue légale, il faudrait en admettre toutes les conséquences, qui sont les suivantes :

1° La compensation légale ne peut avoir lieu qu'entre deux dettes ayant pour objet des choses fongibles. On ne peut compenser des objets différents.

2° Justinien recommande au Juge de n'admettre la compensation qu'avec discrétion ; il lui laisse un certain pouvoir d'appréciation. Si la compensation était

(1) *De la Compensation*, page 153.

(2) Oui, dit M. Varnkœnig, *institutiones juris romani, privati*, 4^e édition Bonn, 1860, p. 288, § 1017.

légale, le Juge n'aurait qu'à la constater et à en déduire toutes les conséquences.

3° Si la compensation est devenue légale, la dette est radicalement éteinte, ipso facto, et cela, à l'égard de tous les co-obligés : débiteur principal, solidaire, fidéjusseur, etc..., dès que l'un d'eux est devenu créancier du créancier.

4° Une dette était éteinte par la compensation légale ; néanmoins le débiteur avait payé ; il n'aura donc plus que la *condictio indebiti*, son ancienne action se trouvant éteinte par l'effet de la loi.

5° Enfin, supposons le débiteur condamné à payer une dette éteinte par la compensation, et supposons qu'il a payé sur l'action *judicati*. Il a subi une condamnation injuste, mais il n'a plus aucun recours : il ne peut intenter la *condictio indebiti* puisqu'elle n'est pas admise lorsqu'on a payé à la suite d'un jugement (1) et en second lieu, il ne peut plus intenter l'action éteinte puisque son droit n'existe plus.

Telles sont toutes les conséquences qu'il faut admettre si la compensation est devenue légale, sous Justinien. Voyons, au contraire, si elle n'est pas toujours restée judiciaire, et cela, dans les textes eux-mêmes.

Ceux qui voient une compensation légale s'appuient sur quatre textes que M. Accarias analyse ainsi (2) :

L'un (3) se réfère à la compensation *ex eadem causa*

(1) L. 74, § 2, *de Judic.*

(2) *Précis de Droit romain*, page 1256.

(3) L. 10, pr., *de comp.*

des actions de bonne foi, donc signifie qu'elle est commandée par la nature même de l'action.

Deux autres textes (1) se rapportent à l'*argentarius*, puisqu'ils parlent de *plus petitio*. Pour les approprier à la législation de son temps, Justinien a introduit les mots *ipso jure*, après avoir supprimé la mention de l'*argentarius*.

Enfin le quatrième est d'Alexandre Sévère (2); et il est très vraisemblable d'y admettre aussi l'interpolation des mots *ipso jure*.

Les textes (3), qui nous apprennent que des corps certains peuvent être compensés, nous fournissent un argument pour démontrer que la compensation n'est pas devenue légale. En effet, l'appréciation du juge est toujours nécessaire, soit que le Juge, obligé de condamner à la chose même, doive convertir en une dette de somme d'argent la dette d'un corps certain, soit que l'on admette que la compensation pouvait avoir lieu dans tous les cas. Or la première condition d'une compensation légale est bien l'identité des choses dûes, car on ne peut contraindre un créancier à recevoir autre chose que ce qui lui est dû.

Dès que deux dettes coexistent, les intérêts cessent de courir. C'est que la compensation est légale disent les uns. Mais cela s'explique fort bien avec la

(1) LL. 4, et 21 *de comp.*

(2) L. 4, C. *de comp.*

(3) D. L. 18, § 4, *commodati*.

L. 10, § 2, *de compens.*

L. 6, au Code, *ibidem*.

compensation judiciaire. Dans le premier cas cette décision résulte forcément de l'extinction des deux dettes. Dans le second cas, elle résulte du principe même de l'équité sur lequel repose la compensation et ce second point de vue est confirmé par les textes (1).

A part le cas de société, le codébiteur solidaire ne peut opposer en compensation la dette de son codébiteur. Il n'en est pas de même pour le fidéjusseur qui peut invoquer en compensation la créance qu'il a personnellement contre le créancier, ou s'il le préfère, la créance qu'a contre lui le débiteur principal. Ce qui ne se comprend pas avec une compensation légale.

Deux dettes coexistent et l'une des parties paie par erreur ce qu'elle pouvait refuser de payer en opposant la compensation. Pour ceux qui voient sous Justinien une compensation légale, il y a paiement de l'indû. Puisque l'ancienne action du débiteur est éteinte *ipso jure* (2) il ne peut avoir que la *condictio indebiti* (3). Et cette *condictio indebiti*, disent les partisans de la compensation légale, lui est donné par Ulpien lui-même (4).

Cet argument est ainsi réfuté par M. Accarias (5) :

On ne peut dire que les deux dettes sont éteintes de plein droit, car l'exception de compensation a dans

(1) L. 5. Code., *de compens.*

(2) V. Pothier.

(3) D. L. 3, § 3, *de comp.*

(4) L. 10, § 1 *de comp.*

(5) *Précis de Droit Romain*, p. 1256.

l'espèce un caractère perpétuel et péremptoire qui suffit pour expliquer la *condictio indebiti*.

La *condictio indebiti* se donne à quiconque a payé par erreur une obligation contre laquelle pourrait être invoquée une exception perpétuelle. Mais il n'est pas vrai que la partie qui paie ainsi l'indu n'ait d'autres ressources que la *conditio indebiti*. Il est inconteste que le débiteur conserve son ancienne action, celle attachée à sa propre créance, et cela, même après avoir payé en connaissance de cause. C'est ce qui résulte de nombreux textes et notamment du texte suivant : « Redditis his quæ venerant in compensationem, non indebiti soluti repetitio, sed ante debiti competit exactio (1). » Avec la compensation légale, ce débiteur n'aurait pu conserver son ancienne action.

On voit donc, par ce qui précède, que les textes eux-mêmes s'opposent à cette admission d'une compensation légale, et si les conséquences nécessaires du principe de la compensation légale, sont démenties par les textes, c'est que le principe lui-même est faux. La compensation s'opère quel que soit l'objet des deux dettes : le Juge est libre dans son pouvoir d'appréciation ; s'il repousse la créance que le défendeur veut opposer en compensation, le droit de ce défendeur n'est pas perdu, car il peut, à son tour, le porter en justice par voie d'action.

Si les deux dettes étaient vraiment éteintes *ipso jure* (2), on ne comprendrait pas que le *correus non*

(1) L. 13 au Code, *de comp.*

(2) L. 10, *de duob. reis*, (XLV, 2).

socius ne pût pas opposer la compensation du chef de son *correus*, dit M. Accarias (1).

C'est en vain qu'on invoque le texte (2) qui dit que le fidéjusseur doit au moins ce qui est dû au débiteur principal et la disposition (3) qui arrête le cours des intérêts à l'instant précis de la coexistence des deux dettes, car ces textes ne disent nulle part qu'il en est ainsi sans que la compensation ait été opposée en justice.

Justinien n'a rien voulu changer; il a voulu dire simplement qu'une exception n'est plus nécessaire pour opposer la compensation; il n'a fait qu'étendre la compensation, *latius introduxit*. La compensation est restée judiciaire pour Justinien, car elle doit toujours être opposée: *compensationes quoque oppositæ, compensationes objici jubemus*. (4) Elle n'est qu'un simple moyen pour empêcher le créancier d'obtenir tout ce qui lui est dû, en retranchant ce qu'il doit lui-même à son propre débiteur: *plerumque officiunt ut minus quisque consequatur quam ei debebatur*.

La compensation n'est pas devenue un véritable mode d'extension des obligations; comme semble le dire Théophile, car les Institutes n'en parlent qu'au Titre *de Actionibus*, et au Titre *Quibus modis tollitur*

(1) *Précis de Droit romain*, p. 1256, note 1, in fine.

(2) L. 4, au Dig.

(3)

(4) Institutes, *de Act.* § 39, loi 14, au Code, *de comp.* Cette loi dit encore plus loin: *opponi compensationem jam certo et indubitato debito*. — On peut remarquer aussi la Loi 2, au Dig: *Si paratus est compensare*.

obligatio. Il en est de même dans les institutes de Gaius (1).

Quel est donc alors le véritable sens des mots *ipso jure*?

Pour M. Accarias, (2) Justinien n'a pas attaché aux mots *ipso jure* qui ont tant tourmenté les interprètes, l'importance que nous y attachons : désormais on ne fera plus de distinction entre les actions réelles et les actions personnelles (3). Dès que les créances ont coexisté, dès que les parties ont été un seul instant réciproquement obligées, simul ac aliquid contra debetur (4), il y a droit acquis pour elles à ce que les deux créances s'imputent l'une sur l'autre. Désormais, c'est un principe constant, « un droit absolu, qui ne dépend, ni des circonstances, ni de la nature du contrat, ni de l'appréciation du Juge (5). » Justinien ne veut plus qu'une chose : il faut que les deux dettes soient liquides ; si elles ne le sont pas, le Juge a le droit de repousser la compensation invoquée. Mais la compensation doit toujours être opposée par les parties ; c'est le Juge qui la prononcera. Elle appartient de droit aux parties, cette compensation, dès que les deux dettes coexistent.

Autrefois, la compensation pouvait être invoquée dès que les deux dettes étaient fongibles entre elles.

(1) Le Digeste et le Code n'en traitent non plus ni l'un ni l'autre aux Livres où ils parlent de l'extinction des obligations.

(2) *Précis de Droit romain*, page 1257.

(3) L. 14, pr. *de comp.*

(4) Théophile.

(5) M. de Vangerow.

Désormais, grâce à Justinien, la compensation agira, *ipso jure*, dans toutes les actions, même dans les actions *in rem*, même lorsque les objets dûs sont différents. — Les textes nous disent en effet: *nulla differentia in rem vel personalibus actionibus inter se observanda*.

Dans le droit de Justinien, le demandeur lui-même peut être condamné: si la créance du défendeur est la plus forte, il n'aura pas besoin d'intenter une action pour obtenir l'excédant. La compensation produit donc ainsi une véritable expropriation; elle n'est plus qu'un moyen pour le Juge de terminer deux procès d'un seul coup, car le Juge appréciera *ex æquo et bono* les prétentions respectives des parties, avant de prononcer la sentence. Et il y aura alors libération jusqu'à concurrence de la plus faible des deux sommes.

CHAPITRE IV

DE LA MUTUA PETITIO

Après avoir terminé l'étude de la compensation en Droit Romain, il nous faut dire quelques mots de la *Mutua Petitio* ou des demandes reconventionnelles sous le Système des Actions de la Loi, sous le Système Formulaire et enfin sous le Système Extraordinaire (1).

C'est une matière très obscure qui ne peut être que difficilement éclairée, car nous n'avons que des documents incomplets.

Pour certains auteurs, notamment Antonius Faber (2) et de nos jours l'illustre M. Thibaut (3) le droit

(1) Les mots *reconvenire*, *reconventio* n'appartiennent pas à la langue classique des jurisconsultes; ils appartiennent au droit canonique. C'est dans le titre de la *Novelle* et dans celui du chapitre II de cette *Novelle* qu'on les rencontre pour la première fois. Il est douteux que ces titres soient authentiques. Dans la loi 5 (VII, 51) au code de *Fructibus et litium expensis*, restituée par Cujas, d'après le texte grec des Basiliques, il n'est que la traduction du mot grec: ἀντεναγωγή.

(2) *Ant. Faber*. L. XX, ch. V, n° 19, ce n'était pas l'opinion de Cujas; V. *Observ.* XII, 1.

(3) Thibaut, *Pandectes*, liv. III.

romain ne connaissait pas la reconvention. Mais c'est là une erreur évidente car les mots *mutua petitio*, *mutua actio*, *mutua vice convenire*, se retrouvent dans plusieurs textes de Marcellus (1) de Papinien (2) d'Ulpien (3) qui ne portent pas trace d'interpolation (4), et Gaïus (5) lui-même montre clairement la nécessité où l'on était de recourir dans certains cas à ces demandes réciproques.

SECTION I

De la mutua petitio sous le système des Actions de la Loi

Nous pensons que, sous le système des actions de la Loi, même dans la *Judicis postulatio*, le défendeur ne pouvait former une demande reconventionnelle devant le Juge de la demande principale.

Les pouvoirs du Juge étaient strictement limités : les actions de la Loi étaient immuables comme les lois elles-mêmes, nous dit Gaïus (6) et il parlait de la *Judicis postulatio*, aussi bien que de l'*actio sacramenti* et de la *condictio*.

(1) L. 38, *Mandati*, l. 18, pr. *de comp.*

(2) L. 1, § 15, *de extr. cogn.*

(3) L. 5, § 1, *de Verb. oblig.*

(4) V. également un passage remarquable de Tertullien (*In Marcionem* II). Tertullien vivait sous Caracalla et Sévère.

(5) L. 18, § 4, en Dig. *commodati*.

(6) Com. IV, 11.

Tout changement était impossible et il aurait fallu changer quelque chose pour permettre au défendeur de se porter demandeur à son tour.

La *Judicis postulatio*, qui laissait au Juge un pouvoir plus étendu que les autres actions, devait s'appliquer aux actions qui furent plus tard considérées comme doubles, aux actions en partage, en règlement de limites. Mais si le demandeur pouvait y être condamné aussi bien que le défendeur, cela ne tenait qu'à la nature même du procès.

SECTION II

De la mutua petitio sous le système formulaire

Nous avons déjà dit que Faber (1) et M. Thibaut (2) soutenaient que les Romains n'avaient pas connu les demandes reconventionnelles. Mais les anciens interprètes du Droit Romain, depuis Bartole jusqu'à Cujas (3), Doneau, Voet... etc., admettent la possibilité des demandes reconventionnelles et nous voyons en effet les mots *mutua petitio* dans les textes écrits sous le système formulaire.

Pour M. de Savigny (4), les mots *mutua petitio*,

(1) *Antonius Faber*, L. XX, ch. V, n° 19.

(2) *Pandectes*, liv. III.

(3) Cujas, *observ.* XII, 1.

(4) *Traité de droit Romain*. Tome VI, p. 326, § 289.

tantôt indiquent la compensation (1), et tantôt signifient que le défendeur se constitue demandeur dans un autre procès (2).

Mais les mots *mutua petitio* montrent bien la réciprocité des demandes, qui fait l'essence de la reconvention.

Certaines actions, indépendamment de la volonté du défendeur, et par leur nature même, avaient en quelque sorte le caractère de la *mutua petitio* : les deux parties étaient à la fois *actores* et *rei* et chacune d'elles pouvait être condamnée. C'étaient les trois actions : *familiæ erciscundæ*, *communi dividundo*, *finium regundorum*, auxquelles on peut joindre les deux interdits *retinendæ possessionis*, *uti possidetis et utrubi*. », (3) interdits doubles dans lesquels chacun étant demandeur et défendeur, *quippe prætor pari sermone cum utroque loquitur* (4).

Dans ces actions, chaque partie était demanderesse et défenderesse, ce qui fait que les textes les appellent *duplicia judicia*; cependant était considéré comme demandeur celui qui avait provoqué l'instance (5), mais une fois l'action intentée, par *omnium causa videtur* (6).

(1) L. 6, c. *de comp.* — L. 1, C. *Rerum amolarum*. (V, 21).

(2) L. 18, pr. *de comp.*

(3) Inst. lib. IV, tit. VI, § 20 et tit. XVI, §§ 4-7.

(4) Gaius, *Com.* IV, 160.

(5) L. 10, *finium regund.* — L. 2, § 1, in f. *communi dividundo*, (X. 3).

(6) L. 13, *de Iuricis* (V, 1). et L. 2, § 1, in fine. *Communi dividundo* (X, 3).

Ces actions diffèrent des mutuelles demandes ; il n'y a qu'un procès et le défendeur n'a pas besoin d'agir contre le demandeur pour le faire condamner.

Pour M. de Savigny (1) dans la formule de ces actions, l'*intentio* devait être rédigée ainsi : « Quidquid ob eam « rem *alterum alteri* dare facere oportet ex fide bona ». L'insertion des mots *alterum alteri* ne dépendait pas des parties mais de la nature même de l'action.

A part ces cas exceptionnels, le demandeur ne pouvait être condamné qu'après avoir été constitué défendeur par une demande de son adversaire, soumise au juge du premier procès.

Sous Domitien et Claude lui-même, les demandes mutuelles étaient d'un usage fréquent si nous en croyons Quintilien (2) parlant de la *mutua accusatio* « cui similis erit petitionum invicem diversarum, « quod accidit vel frequentissime » et Senèque (3). « Debitori suo creditor sæpe damnatur, dubi plus ex « alia causa abstulit, quam ex crediti petit ».

Comment les demandes mutuelles pouvaient-elles être formées ?

Le Magistrat pouvait-il renvoyer plusieurs causes devant le même Juge ?

Non, car il ne choisit pas le Juge à son gré dans chaque affaire (4).

(1) *Traité de droit Romain*. t. VI, p. 329.

(2) *Inst. orat.*, lib. III, c. 10.

(3) *De benef.* lib. VI, 4).

(4) Voir Cicéron. *Pro Cluentio*, 43.

Dans les *arbitria*, l'*arbiter* était désigné par les deux parties ;

Dans les *Judicia stricti juris*, le *Judex* était désigné soit par le prêteur, soit par le sort, mais le principe du libre choix était garanti par le droit de récusation que possédait chacun des adversaires (1).

Pour soumettre à un seul et même Juge deux procès distincts, le magistrat n'avait qu'à délivrer une formule unique avec les mots en tête : *Titius judex esto*, mais il ne pouvait agir ainsi à son gré (2)

Les *mutuæ petitiones*, formées en vertu de causes connexes, étaient-elles admises dans les actions de bonne foi, pouvaient-elles rentrer dans la rédaction d'une formule unique ?

Pour M. de Savigny (3), après la *demonstratio* il devait y avoir une *intentio* ainsi conçue :

« Quidquid ob eam rem alterum alteri dare facere oportet ex fide bona, judex condemna. » Mais nous

(1). M. de Savigny, *Traité de droit Romain*, tome V, p. 107 § 218, notes et p. 593. *Addition au* § 218. Le droit de récusation est confirmé par Pline, dans la dédicace de son histoire naturelle. M. de Savigny fait ressortir le mot *rejectio* qui s'y trouve. Il cite un passage de Simplicius qui indique le tirage au sort des *judices*.

(2) L. 18, *de exceptionibus*. Selon M. de Savigny (p. 326, § 289, note d), cette loi suppose plusieurs procès engagés devant le même juge et où la même personne est demanderesse. Mais Africain, en disant que le magistrat ne permet pas au demandeur *hujusmodi judicii experiri*, indique nettement que le procès sur l'action *communi dividundo* ou sur la *condictio* des fruits n'est pas engagé.

(3) P. 328. *Traité de D. R.* tome V.

n'avons pas de texte précis sur l'emploi de la *mutua petitio* dans les actions de bonne foi. (1)

Si la nature des actions de bonne foi se prêtait à l'admission des *mutuæ petitiones* dans la formule, cette admission est plus difficile à admettre dans les actions de droit strict(2).

M. Lair pense, contrairement à M. Desjardins, que les deux actions ne pouvaient être réunies dans une même formule, mais que le préteur délivrait deux formules distinctes, nommant le même *Judex*, et que la reconvention pouvait aboutir à la compensation, au moins depuis que Marc-Aurèle avait rendu celle-ci admissible *ex dispari causa*. Mais nous repoussons cette opinion, car nous l'avons dit plus haut, le choix du juge n'était pas laissé au préteur.

La reconvention doit-elle être formée avant la litiscontestation du premier procès ?

Pour M. Lair (3), « la réclamation pouvait se produire, même après la *litiscontestatio* (4), sur l'action « du demandeur originaire... — Il semble qu'il devait « y avoir une double *litiscontestatio* ; peut-être le défendeur originaire était-il obligé de formuler sa pré-

(1) Voir M. Lair, *de la comp.* p. 59, qui s'appuie sur la loi 18 § 4, *de commodati de Gaius*, qui traite l'action contraire et non de *mutua petitio*. V. M. de Savigny, M. Tempier, *de la Reconvention*, n° 21. Gaius, L. 1, § 8, *de cont. tut. id. t.* (XXVII, 14). — L. 17, § 1. *commodati*.

Julien, l. 4, *de Cont. tut.*

(2) M. Tempier, *de la Revendication* n° 32. M. de Savigny, p. 332, tome V.

(3) *De la comp.* p. 62.

(4) L. 18, pr. D. *de Comp.*

« tention immédiatement après la *litiscontestatio* sur « la première action. »

M. Tempier (1) admet la reconvention pendant toute la durée du *judicium*.

Ils s'appuient tous deux sur un texte de Papinien (2), qui ne parle pas d'une véritable *mutua petitio*, mais qui suppose qu'un *procurator in rem suam* a fait la *litiscontestatio* pour rendre son droit certain et irrévocable à l'égard du débiteur. Mais il ne pouvait y avoir qu'une *litiscontestatio*, commune aux deux demandes, et non une double *litiscontestatio*.

Si nous devons croire Justinien (3), le défendeur aurait pu, sous le système formulaire, faire admettre la *mutua petitio*, dans les actions de bonne foi, à tout moment de l'instance, et cela, sans avoir besoin de se porter demandeur !

Cette dérogation attribuée à Papinien n'est pas mentionnée par les jurisconsultes postérieurs et seul Justinien en fait mention, ce qui peut paraître extraordinaire, étant donnée l'importance de l'innovation (4). Aussi est-il permis de supposer que Papinien parlait de la *cognitio extraordinaria*, dans laquelle le magistrat jugeant *extra-ordinem*, pouvait prononcer sur les mutuelles demandes ; et sous Justinien, la procédure extraordinaire était devenue le droit commun.

(1) *De la reconv.* n° 24.

(2) L. 18, pr. *de comp.*

(3) 14 c. de *sententiis* VII, 45. Papinien.

(4) V. Savigny. *Traité de droit Romain*. Tome V, p. 335.

Le Magistrat, compétent pour la demande principale, le devenait-il pour la demande reconventionnelle, par cela seul qu'elle se produisait reconventionnellement, alors que, considérée en elle-même et indépendamment de toute autre action, elle n'était pas de sa compétence ?

Question fort controversée et bien délicate.

Pour M. Lair (1), qui défend l'opinion de Zimmern (2), la *mutua petitio* n'est recevable que lorsque le Magistrat est compétent pour délivrer une formule d'action contre le demandeur originaire (3).

M. Desjardins adopte le système contraire de MM. Bonjean (4) et Tempier (5) : le défendeur peut toujours saisir de sa demande mutuelle le Magistrat appelé à donner la première action.

Pour soutenir que la compétence est prorogée, on invoque ordinairement trois textes (6).

La première loi est peu concluante, mais la dernière nous semble irréfutable : « Qui non cogitur in aliquo loco iudicium pati, si ipse ibi agat, cogitur excipere actiones et ad eundem iudicem mitti (7). » Il s'agit bien ici d'une reconvention, car le jurisconsulte décide

(1) *De la comp.* p. 63.

(2) *Traité des Actions*, § 100.

(3) Lois 8 *de comp.* 5 C., *de fructibus*; 14 C., *de sententiis*.

(4) *Traité des Actions*, t. 1. p. 363.

(5) *De la Reconvention*, n° 35. Sic Cujas, *com. ad lib.* II. *Décret Greg IX*, ad tit. IV, *de mutuis petitionibus*.

(6) Loi 1, § 15, *de extraord. Cogn.* — Loi 11, § 1. *de jurisdictione*. II, 1 et Loi 22, *de iudiciis*.

(7) L. 22 *de Iudiciis*.

qu'il faut *excipere actiones* ; il parle du renvoi devant le même Juge.

Zimmern (1) prétend que le demandeur dont s'occupe cette loi est une des personnes qui auraient eu le *jus revocandi domum*, le droit d'être jugées exclusivement par leurs tribunaux d'origine, sans pouvoir être poursuivies devant ceux de Rome : « sed et si
« agant, compelluntur se adversus omnes defen-
« dere (2). »

Mais notre texte est formel et ne parle pas seulement de Rome : « Qui non cogitur *in aliquo loco* judicium pati » (3). Cette loi suppose le renvoi devant le même juge, ce qui est le signe caractéristique de la reconvention.

Pour M. Lair (4), les mots : *qui non cogitur judicium pati*, feraient allusion à un privilège. « Ce texte
« bien entendu nous paraît se référer à une juridic-
« tion qui n'est incompétente qu'à raison d'un privi-
« lège ; on renonce à s'en prévaloir dès qu'on agit soi-
« même devant la juridiction qu'on pouvait décli-
« ner » (5).

Mais c'est une supposition gratuite ; et en quoi consisterait ce privilège ?

(1) *Des Actions*.

(2) L. 2, § 5, *de judiciis*. Udrich, *de foro reconventionis*. Gattigue, 1846.

(3) L. 22 *de judiciis*.

(4) *De la comp.*, p. 68.

(5) C'est l'opinion de Zimmern, p. 309 ; de Teller, (*de reconventione veteri et hiberna*, p. 18), et de l'auteur d'une thèse soutenue à Arnheim en 1777 : *De reconventione G. S. Van der gronben, Arhenia*, 1777.

Le Magistrat, jugeant *extra ordinem*, peut connaître des demandes reconventionnelles et les demandes seront jugées *extra ordinem*, quand elle seront formées reconventionnellement sur une première demande, relevant de la *cognitio extraordinaria*, alors que, formées isolément, elles auraient dû suivre la procédure ordinaire :

« Hæc omnia, si apud præsides petantur, videamus an
« de mutuis petitionibus præsides possint cognoscere,
« et putem debere admitti (1) ».

SECTION III

De la mutua petitio sous la procédure extraordinaire

« L'abolition de la procédure par formules, dit M. de Savigny (2), leva les difficultés de forme qui entravaient la marche de la procédure. » Mais déjà auparavant, la reconvention pouvait avoir lieu *ex omni causa* (3). Le Magistrat, n'étant plus gêné par la nécessité de délivrer une formule, de renvoyer devant un Juge, pouvait accueillir toute demande formée par le défendeur contre le demandeur. Mais il est probable que le défendeur fut astreint, par équité, à présenter sa mutuelle demande dès le commencement du procès.

(1) L. 1, § 15, de *extraord. Cgn.*

(2) *Traité de droit Romain*, tome V, p. 330.

(3) M. Tempier soutient cependant que même à cette époque, la *mutua petitio* ne pouvait avoir lieu que lorsqu'elle procédait *ex eadem causa*.

Les seuls changements rencontrés dans la législation impériale sont relatifs à la compétence (1). On hésite sur la portée à donner à cette constitution (2) ; mais, pour M. Lair (3), elle semble bien supposer que la reconvention a pour effet de proroger la compétence du Juge. Sans la reconvention, le demandeur pourrait récuser le Juge ; dès qu'il y a reconvention, il ne le peut plus.

Cette première innovation de Justinien contenue dans une Constitution de 530, formant la Loi 14, C., de Sententiis, a fait naître plusieurs systèmes :

Bartole (4) pense que la constitution a été rendue pour exclure à l'avenir l'exception d'incompétence, en confirmant l'ancien droit, d'après lequel l'action reconventionnelle était toujours et indistinctement admise.

Pour Cujas (5) et Zimmern (6), il n'est pas question de reconvention dans la loi 14. Le Juge avait le droit de condamner le demandeur, reconnu débiteur du défendeur, mais *in eodem negotio*. Papinien exigeait que le Juge fût compétent contre le demandeur et Justinien aurait supprimé cette condition. Le Juge aurait ainsi prononcé une condamnation d'office.

M. de Savigny (7) professe à peu près la même doctrine, mais il introduit l'idée d'une action reconven-

(1) Zénon, L. 5 de *Fruct. et litt. expensis*.

(2) L. 14, Code, de *Sentent. et interloc.*

(3) *De la comp.*

(4) Ad. l. 14.

(5) Ad. l. 14.

(6) *Traité des Actions* § 100.

(7) *Traité de droit Romain*, §290, p. 334 et suiv.

tionnelle tacite qui proroge désormais la juridiction du Juge comme précédemment la reconvention expresse. Mais elle demeure restreinte aux cas où la prétention des défendeurs dérive *ex eodem negotio* que celle du demandeur, où l'action exercée par ce dernier est de bonne foi.

Pour M. Lair (1) Justinien a décidé que désormais le demandeur primitif ne pourra plus exciper de l'incompétence du Juge : *nulla ei opponenda exceptione quod non competens iudex egentis esse cognoscatur*, et cette décision s'applique à la *mutua petitio* proprement dite. La loi 14 C., *de sententiis* réglait cette matière comme la loi 14 ou C., *de Comp.* rendue un mois plus tôt (2) avait réglé la compensation (3). On ne doit pas restreindre la constitution aux actions de bonne foi, aux cas où les deux demandes ont la même cause. Justinien ne pensait qu'à étendre les pouvoirs du Juge.

Pour M. Tempier (4), Justinien accorde au Juge la faculté de prononcer une condamnation en nature, *aliquid daturum vel facturum*, ce qu'il n'aurait pu faire sous le système formulaire, alors que toute condamnation était pécuniaire. Mais le Juge avait sans doute cette faculté depuis la chute du système formulaire et Justinien n'avait donc pas besoin d'étendre le pouvoir du Juge.

(1) *de la comp.* p. 96 et suiv.

(2) L'une fut promulguée aux calendes de novembre, l'autre aux calendes de décembre, 530.

(3) M. Lair. *De la comp.* p. 98.

(4) *De la reconv.* n° 48.

Papinien pensait à la reconvention tacite ; Justinien ne sort pas de ce sujet : il déclare qu'il confirme et qu'il étend la décision de Papinien. La phrase où est rapportée l'opinion de Papinien est encore dans des termes généraux et les mots *in eodem negotio* signifient, comme dit Bartole (1), que *sunt eadem partes et idem iudex*. La reconvention est tacite en ce sens que le défendeur est censé avoir accompli en temps utile les formalités nécessaires pour intenter une *mutua petitio*. Les conditions de fonds doivent être remplies, car on ne peut admettre la condamnation prononcée d'office par le Juge contre le demandeur.

Il arriva que des plaideurs habiles, actionnés devant leur Juge naturel, traînèrent le demandeur devant son propre Juge, et qu'ainsi se trouvèrent engagés en même temps deux procès d'où les parties sans cesse ramenées de l'un à l'autre ne savaient plus par où sortir et alterutros protrahentes immortaliter permanserunt litigantes(2). A la suite des plaintes d'un plaideur (3) en 540, parut cette constitution de Justinien qui forma la nouvelle 96 (4). « Justinien, dit M. de Savigny (5) considéra l'exercice de l'action reconventionnelle devant « le même tribunal, non plus seulement comme un « droit mais comme une obligation du défendeur. »

(1) Ad. l. 14.

(2) Nouvelle 96.

(3) *Adiit nos quidam docens...* Nouvelle 96.

(4) On en a extrait l'authentique *et consequenter*, qui figure dans le code, à la suite de la loi 14 de *de sententiis*.

(5) *Traite de Droit Romain*, t. VI, n° 289.

Le défendeur qui n'acceptait pas pour Juge, le Juge saisi de la demande principale, avait vingt jours (1), après la remise du *libellus conventionis*, pour le récuser, et demander le renvoi des deux actions devant un autre Juge (2) « *apud quem iterum similiter utramque exerceri competit litem.* » Passé ce délai, il devait engager l'instance, *litem contestari*.

La reconvention doit être formée au début du procès : *mox a principio*. Bartole (3) et Voet (4) admettent qu'il faut intenter sa demande *a principio* pour faire instruire et juger en même temps les deux affaires ; mais ils prétendent que, pour proroger la juridiction, il suffit de la former à un moment quelconque. Cette distinction, longtemps admise par les auteurs, ne repose sur aucun texte, et Justinien dit, comme pour indiquer l'effet réservé à l'action reconventionnelle formée *a principio, et eundem esse judicem in utroque negotio*. Mais il ne faut pas attacher à ces mots une trop grande importance. Justinien n'a pas voulu restreindre sa décision en cas de réclamation connexes à la demande principale. Les termes, empruntés à Papinien, n'ont plus, sous Justinien la précision qu'ils avaient sous la procédure formulaire et Justinien n'avait qu'un but : étendre la compétence du Juge. Du reste la pratique des demandes reconventionnelles

(1) *Ant. libelli transmissionem.*

(2) La loi ne dit pas quel était alors le juge compétent.

(3) *Ad. l. 14 c. de Sent.*

(4) *Ad. tit. de judiciis, n° 80.*

était admise sans restrictions (1) et la Nouvelle 96 suffit, quoiqu'en ait dit Zimmern (2), pour lever les derniers doutes à cet égard. Elle statue en termes généraux et sans distinction, et il est incontestable que cette nouvelle admettait, d'une façon générale, le *forum reconventionis* (3).

(1) C'est l'opinion formelle de M. de Savigny, t. VI, n° 289 et 290, note 1.

(2) *Des Actions*. p. 311.

(3) M. Bonjean, *Des Actions* t. 1, p. 365.

THÈSE DE DROIT FRANÇAIS

DES CHAMBRES DE COMPENSATION

CLEARING - HOUSES

INTRODUCTION

En 1846, le Gouverneur de la Banque de France réclamait le moyen « d'arriver à ce résultat que les « négociants puissent, dans leurs transactions commerciales, s'acquitter les uns envers les autres, au « moyen de leurs obligations réciproques, sans l'intervention actuelle du numéraire, sauf à acquitter ces « obligations plus tard, soit avec leurs produits non encore vendus, soit même avec leurs produits futurs. « Pour que la réalisation de cette idée soit possible, « ajoutait-il, il est nécessaire que les obligations « échangées circulent aisément de main en main. Le « point de perfectionnement du système serait que, « ces obligations venant à se rencontrer, au moment « de l'échéance, sur quelques points où elles se seraient données un rendez-vous commun, elles se compenseraient, pour la plus grande partie, les unes par les autres, de manière que les dettes ainsi contractées « s'éteindraient en quelque sorte d'elles-mêmes, et

« que la masse des échanges se serait accomplie pres-
« que sans l'emploi du numéraire (1) ».

Le moyen cherché, ce résultat désiré, formulé, comme on le voit, il y a une quarantaine d'années, par les économistes français, est identiquement celui du *Clearing-House*, de la Chambre de Compensation, fonctionnant depuis plus d'un siècle en Angleterre.

Seulement ce moyen était encore ignoré par eux à cette date ; et pourtant les savants pressentaient son efficacité, ils réclamaient le remède, et le dépeignaient avec ses contours véritables, comme s'ils l'avaient sous les yeux (2), cette institution née du crédit et de la circulation toujours croissante des valeurs pour laquelle on éprouve un sentiment d'admiration si, prenant une statistique des *Clearing-Houses*, on compare la simplicité de leur organisation avec les résultats obtenus.

C'est au *Clearing-House* que viennent aboutir chaque jour les innombrables traites, chèques et autres effets réunis à la presque totalité des banques de Londres et à une grande partie des banques de province. A l'échéance, ces valeurs, au lieu d'être présentées au tiré par un garçon de recettes chargé d'en encaisser le montant en espèces, sont remises par le banquier porteur au banquier du tiré (ou à son représentant au *Clearing*), et se trouvent acquittées par le seul fait de la prise en charge de celui-ci.

(1) Dictionnaire de l'Economie politique. Article *Banque*, p. 116, publié sous la direction de MM. Coquelin et Guillaumin.

(2) *Le chèque barré*, Ernest Grillon. Paris. 1890, Guillaumin, Bibliothèque Nationale 8° R. 9871.

On voit de suite l'économie de ce système qui évite tout maniement de fonds et réduit à presque rien la circulation des espèces (banknotes ou métal).

Cette institution se développa rapidement en Angleterre où, plus qu'ailleurs, les banquiers sont les intermédiaires auxquels recourent tous les commerçants pour les règlements de comptes de quelque importance. Pour les transactions qui se font par le Clearing-House de Londres et pour toutes celles du Royaume-Uni, le rôle de la monnaie et même des billets de banque (*banknotes*) est des plus restreints. Tout achat y est soldé par un chèque sur un banquier, car chacun estime qu'il est incommode et même dangereux de porter une somme en numéraire, de compter de l'or ou les billets de banque, et de s'exposer, par ce mode de règlement, à des erreurs irréparables, et, dans tous les cas, à des pertes de temps (1).

D'après les évaluations, déjà fort anciennes cependant, de M. Babbage (2), sur une somme de £ 2,500,000 (63 millions de francs), compensée au Clearing-House, on n'avait fait usage, en moyenne, que de £ 25,000 (625,000 fr.) en billets de banque et de £ 500 (12,500 fr.) en numéraire. Ces évaluations que la compétence de leur auteur autorise à considérer comme

(1) *Etude sur la Chambre de compensation ou Clearing-House de Londres*, par M. Charles Berteaux. Paris 1887. Bibl. Nat. 40 V. Pièce 2757.

(2) *Analysis of the Statistics of the Clearing-House during the year 1839*; *Journal of the Statistical Society*. Vol. XIX year 1856, p. 28... London. John Murray. Albermule Street (Charles Babbage). B. Nat. Vp 8395.

dignes de foi, réduisent à moins de 1 0/0 la quantité d'espèces, et à 0.012 0/0 ($\frac{1}{8330}$) la valeur du numéraire employé pour les règlements de comptes.

Pendant l'année 1882-1883, le mouvement du Claring a été de 173 milliards de francs, et en appliquant la proportion précédente nous trouvons que la valeur des banknotes employées n'a pas dépassé 1,600 millions de francs. Il ne se serait pas compté à la Chambre de Compensation pendant toute l'année, plus de 21 millions de francs en or. Ainsi, une somme chaque jour disponible de 5,160,000 fr. en billets de banque et de 67,000 fr. en métal eût suffi pour régler, grâce à la compensation, une masse d'affaires qui comprend la majeure partie des transactions commerciales et financières de l'Angleterre (1).

Et en 1889, par l'emploi du chèque barré, le Claring-House de Londres a réglé pour £ 190,469,150,600 francs soit 190 milliards, d'affaires, sans remuer un seul centime !

L'esprit reste confondu devant ces résultats, qui ne sont cependant que l'expression d'un fait constaté et renouvelé chaque jour, et on comprend l'enthousiasme de ceux qui voient dans ces institutions financières, non seulement une des plus belles applications de la science économique (2) mais encore un instru-

(1) *Etude sur la Chambre de Compensation ou Clearing-House de Londres*, par M. Charles Berteaux, Paris, 1887. Bibl. Nat. 40 V. Pièce 2757.

(2) *Clearing-Houses et Chambres de compensation* par M. Gustave François, Lille, Danel, 1887. Bibl. Nat. 8° V. 9551.

ment « qui procure pour ainsi dire, dans une certaine mesure, à la société humaine cet état idéal où l'échange des marchandises est supposé pouvoir s'opérer sans l'usage du vil métal, comme les philanthropes à l'esprit décrépit appellent souvent la monnaie. N'étaient les questions de fait, toujours arides par eux-mêmes, un poète pourrait s'inspirer de cette organisation pour en chanter les louanges. » (1)

Telle est l'une des plus belles manifestations du Crédit ! monde tout imaginaire, mais vaste comme l'espace, inépuisable comme les ressources de l'esprit (2) et l'histoire du crédit, ce n'est pas seulement l'histoire des développements de l'industrie et de l'opulence ; c'est aussi, puisqu'il repose en entier sur la confiance privée et la sécurité publique, celle de la moralité des peuples et des institutions libérales des Etats. De même que le numéraire accumulé paraît l'un des symboles des travaux et des services passés, dit Macleod (3), de même le crédit semble le symbole des labeurs et des richesses futures. Mais il n'est que la permission d'user du capital d'autrui, il ne crée pas à lui seul la richesse ; il rend uniquement plus facile

(1) Ernest Seyd. *The London Banking and Banker's Clearing-House System*. Bibl. nat. 8° F. 2041.

(2) Gustave du Puynode. *De la Monnaie, du Crédit et de l'Impôt*. Paris, 1861. 2° édition, Guillaumin, 2 vol. Bibl. Nat. R 34,636 et 34,637.

(3) Macleod (Henry-Dunning). *The Theory and Practice of Banking*. T. II. Third édition, London, 1879, 2 vol. in-8°, Ecole de droit : 28, 593. Bibl. Nat. 2° édition, 1866, 2 vol. 42, 449 et 42,450.

d'en obtenir et il fournit le moyen de tirer le meilleur parti de toutes les capacités industrielles dans l'intérêt de la production (1), parce qu'il fait que toute personne intelligente, laborieuse et honnête espère, pour son industrie, les avances qui lui seront nécessaires.

Nous avons en France un stock métallique considérable, plus du double de celui qui existe en Angleterre, où il se fait infiniment plus d'affaires que chez nous ; il n'y a pas de raison pour que les choses restent toujours ainsi. Les métaux précieux sont comme les routes, on les possède à titre onéreux (2) ; il faut avoir tous ceux qui sont nécessaires ; mais il ne faut pas en avoir plus, car, de même que les routes sont des terrains enlevés à l'agriculture, de même les métaux précieux pourraient être échangés utilement contre d'autres marchandises qui viendraient augmenter la richesse du pays.

C'est alors que doit intervenir la science financière, pour chercher, non pas à les supprimer, mais à les économiser par le perfectionnement du crédit.

En Angleterre, en Amérique, dans tous les pays où l'on apprécie l'importance du capital, aussitôt qu'une épargne est formée, elle est déposée en compte courant chez un banquier ou dans un établissement public. Cet

(1) Mill. *Principles of political Economy*. Liv. III, ch. XI, London, 1848, John Parker, 2 vol. Bibl. Nat. 43,903 et 43,909.

(2) Victor Bonnet. *Le Crédit et les Banques d'émission*, Paris, 1875, Guillaumin. Bibl. Nat. R. 39,534.

argent reste à la disposition du déposant, qui peut le retirer du jour au lendemain.

Ce système des dépôts en compte-courant, très répandu dans les pays commerçants, présente de grands avantages :

D'abord, il ne laisse aucun capital improductif : aussitôt qu'une épargne est faite, elle est confiée à un banquier qui se charge de la faire valoir, en servant d'intermédiaire entre ceux qui ont un capital à placer et ceux qui ont à l'emprunter. De cette façon, aucune force productrice n'est perdue, car la société tire de son fonds tout ce qu'elle en peut tirer.

Ensuite, ce système permet d'économiser le numéraire. Celui qui a déposé chez un banquier un capital en compte courant, en conserve la disposition comme s'il l'avait chez lui. Le banquier est devenu son caissier ; il n'a pas besoin de conserver chez lui l'argent improductif. A-t-il un paiement à faire ? Au lieu de tirer directement de sa caisse le numéraire ou le papier de banque nécessaire, pour effectuer son paiement, il se contentera de délivrer sur son banquier un *chèque*. Si son créancier a un compte chez le même banquier, un simple virement suffira pour effectuer le paiement et éteindre la dette. Si ce créancier a son compte chez un autre banquier, c'est alors qu'apparaît le rôle du *Clearing-House*, cet établissement où se rendent chaque jour les banquiers pour échanger les valeurs qu'ils possèdent les uns contre les autres. Les transactions les plus considérables se solderont ainsi avec peu ou point d'espèces métalliques. C'est ce qui explique com-

ment les Anglais font beaucoup plus d'affaires que nous, avec une somme en numéraire si faible.

Enfin, le système des comptes courants, avec l'emploi des banquiers comme intermédiaires et du Clearing-House comme banquier des banquiers présente le grand avantage d'économiser le temps destiné aux recouvrements et de mettre à l'abri des risques qu'entraîne la conservation d'un capital.

C'est une application de la fameuse loi de la division du travail : le fabricant n'a plus qu'à produire et le marchand qu'à vendre, puisqu'un autre, le banquier, se charge pour eux de toutes les opérations qui concernent le règlement des comptes et les recouvrements. Il est leur caissier et le Clearing-House sera le dernier acte de cette comptabilité.

En France, au contraire, nous sommes tous plus ou moins notre propre banquier; nous faisons nous-mêmes nos paiements; nous devons donc garder en caisse l'argent qui nous est nécessaire. Nous faisons de même nos recettes, et nous perdons ainsi à la fois, et l'intérêt de l'argent qui pourrait être employé en attendant que nous en ayons besoin, et le temps que nous mettons à faire nous-mêmes un service qui serait mieux fait, et plus brièvement, par un banquier, caissier commun d'un grand nombre de personnes.

C'est ce qui explique pourquoi nous avons un stock métallique si considérable, dont l'intérêt est perdu, et qui deviendrait un capital productif pour tous avec l'extension du système des dépôts en compte courant et du Clearing-House où les diverses banques viennent

échanger le papier qu'elles ont l'une sur l'autre.

En Angleterre, grâce à ce système, on a pu régler pour 190 milliards d'affaires, sans remuer un seul centime pendant l'année 1889.

Aux Etats-Unis, la même année (1889), les opérations effectuées se sont élevées à la somme de 2806 milliards ! et le Clearing-House de New-York représente à lui seul ; près des deux tiers du mouvement total (1). Fondé en 1853, ce Clearing-House, en 1881 avait liquidé pour 3,000 milliards de francs.

En Ecosse, avec 4 millions de livres sterling en numéraire et autant en *Bank-notes*, on suffit à toutes les transactions d'un pays qui est un des plus avancés de l'Europe au point de vue industriel et commercial.

C'est grâce à ce système qu'aux Etats-Unis on attache si peu d'importance à augmenter la quantité des billets de banque, et pourquoi à Hambourg cette sorte de monnaie est inconnue (2).

Ces pays ont un instrument de crédit, un moyen d'échange beaucoup plus puissant que l'emploi du numéraire ou des *bank-notes* : c'est celui des virements de compte et l'usage du *chèque* qui vient aboutir au *Clearing-House*.

Le dépôt en compte-courant et le chèque avec son clearing-house, voilà le perfectionnement nouveau du

(1) *Journal of the Institute of Bankers de Londres*, 1890.

(2) Victor Bonnet. *Le Crédit et les Banques d'émission*, Paris, 1875, Guillaumin. Bibl. Nat. R. 29, 534..

crédit, la voie où se fera dorénavant le progrès. Car par chèque, ce mandat sur la banque avec lequel on est en compte, qui est votre caissier, on arrive à régler toutes les transactions, en économisant ces deux biens : le temps et l'argent.

Il y a en France une somme considérable de capitaux qui ne sont pas exploités, et qui, comme les mines d'or de la Californie, ont besoin d'être mis au jour pour avoir toute leur valeur ; il s'agit de leur donner cette valeur (1) en augmentant les dépôts en compte courant. L'effet serait immense pour la réduction du capital immobilisé et improductif.

L'augmentation de la richesse publique a été très rapide en France, mais elle n'est pas encore, il s'en faut, ce qu'elle pourrait être, si nous avions un meilleur système de crédit et l'emploi immédiat de toutes nos épargnes grâce à la vulgarisation du chèque et à l'extension des Chambres de Compensation ou *Clearing-Houses*.

(1) Victor Bonnet. *Le crédit et les Banques d'émission*, Paris, 1875, Guillaumin. Bibl. Nat. R. 29,534.

CHAPITRE I^{er}

ORIGINE ET HISTOIRE DU CLEARING-HOUSE OU CHAMBRE DE COMPENSATION

C'est en Angleterre que les Clearing-Houses ont pris leur organisation définitive à la fin du xviii^e siècle, entre 1773 et 1789.

M. Heitton Price a relevé une dépense inscrite à la date de 1773 sur les livres de MM. Martin et C^{ie}, banquiers à Londres pour : « paiement du quatrième terme « du loyer de la Chambre de Compensation (Clearing-Room) ou Clearing-House (1). » Cette dépense était de 19 shillings et 6 d.

Mais c'est en France que prit naissance l'idée première de cette admirable institution, car c'est en France que fut organisée la première *Chambre de Compensa-*

(1) Lawson (*History of Banking*) indique l'année 1755 comme date de la fondation du Clearing-House de Londres.

tion (1). Il est bon de le dire et de faire voir que dans cela, comme en bien d'autres choses, nous avons été les initiateurs.

L'antiquité avait cependant connu le crédit (2), car les premières banques qui furent établies ont été des banques de virements et de dépôts. Les changeurs de Rome et d'Athènes recevaient des dépôts de leurs clients, et portaient les sommes d'un compte à un autre sur l'ordre qu'ils recevaient des déposants (3).

Lorsque l'essor du commerce, rendant les échanges plus nombreux, vint à multiplier les règlements entre négociants, l'inconvénient des paiements en espèces fut bientôt senti et de cette nécessité naquit le plus puissant instrument de crédit : la lettre de change (4).

Il semble évident que le contrat de change s'effectua d'abord au moyen d'une formule voisine de celle du billet à domicile. Un ancien auteur nous l'a conservé en ces termes : « *Reçu de M.., 100 ducats, que je*

(1) Gilbert (James-William) general Manager of the London and Westminster Bank. *A Practical Treatise on Banking*, New-York, chez George P. Putnam, 155 Broadway, 1851, First American, from the fifth London édition. Bibl. Nat. V. 40,234.

(2) *La Grande Encyclopédie*. H. Lamirault et C^{ie}, article de M. Gustave François, p. 259 du Tome V, au mot *Banque*. Bibl. Nat. 194 bis, 5.

(3) Deloume (Ant.) *Les manieures d'argent à Rome..... etc.*, 1 vol. in-8, 2^e édit. Paris 1892, Ecole de droit : 31.910. Chastenet (Guillaume). *Etude sur les Banques romaines*. Paris, 1882, Caillemier, *Antiquités juridiques d'Athènes*.

(4) Gustave François, *Clearing-Houses et Chambres de compensation*. Lille, Danel, 1887. Bibl. Nat. 8° V. 9551.

paierai à Madrid, à son correspondant, en maravedis à 470 par D... » (1).

Il est remarquable que le plus ancien modèle de lettre de change qui nous soit parvenu est exactement conçu de cette manière. C'est Balde qui nous l'a conservé : « *Al nome di Dio amen. Ad di primo de Febr. 1371, pagate per prima questa littera ad usanzo da voi medesimo, libr. 43 de grossi sono per cambio de ducati 440, che questi chi hone ricevuti da Sejo a compagni altramente le pagate.* »

Enfin, les premières dispositions législatives qui aient été prises en France pour le règlement des droits des porteurs des lettres de change, révèlent la même origine. « Comme dans les foires, les marchands ont accoutumé user de change, arrière-change et intérêt, toutes personnes de quelque état, nation ou condition qu'elles soient, peuvent donner, prendre et remettre leur argent par lettre de change, en quelque pays que ce soit, touchant le fait des marchandises.... Si, à l'occasion de quelques lettres touchant les échanges faits es foires de Lyon pour payer ou rendre l'argent autre part, ou des lettres qui seraient faites ailleurs pour payer ou rendre de l'argent aux dites foires, lequel argent ne serait pas payé, que tous ceux qui seront tenus de payer ledit argent y soient contraints. » (2).

Les changeurs ou banquiers se trouvèrent ainsi en possession de fournir la plus grande partie de l'argent

(1) *Essais sur les progrès des Institutions économiques*, 1 vol. in-8°, Paris, 1856, Guillaumin. Bibl. Nat. Inventaire, R. 38,761.

(2) Ordonnance de 1462.

employé dans les grands marchés. Se reconnaissant, par le résultat de leurs opérations débiteurs et créanciers les uns des autres, ils réglaient leurs comptes dans une assemblée générale qui marquait la clôture de la foire. Cela s'appelait abattre le change. « Un mois après *hare de dras*, *abattent li changior*; et quatre jors après les *changes abattus prennent lettres de foire*. (1). »

Ces lettres de foire appelées aussi *litteræ cambii* dans l'ordonnance de 1294, ne sont que les actes connus depuis sous le titre de lettres de change (2).

Les progrès du commerce firent aussi naître les banques de virement, dont le but principal était le transport d'un compte à un autre des sommes qu'on leur avait confiées. Ces sommes se trouvaient transformées, suivant des conditions arrêtées d'avance, en une monnaie idéale, *monnaie de banque*, différente suivant les pays, mais qui avait l'immense avantage de ne subir ni altération, ni transformation.

Nous allons passer en revue les principales banques de dépôts et de virements qui existaient avant 1773, date où nous avons vu apparaître le premier *Clearing House* de Londres.

(1) Division des foires de Champagne.

(2) *Essais sur les progrès des Institutions économiques*, 1 vol. in-8. Guillaumin, 1856. Bibl. Nat. Inventaire R. 38.161.

1^o Banque de Venise

Cette Banque, la première connue, commença ses opérations en 1583. Son premier capital fut formé du montant des sommes dues par l'Etat aux habitants et garanties par un gage. Suivant certains auteurs, elle fut fondée en 1157 ; pour d'autres, sa fondation date ne 1171, mais la date réelle est 1583 (2). Elle était formée de trois établissements qui furent successivement constitués ; le premier appelé Vieux-Mont, Monte-Vecchio, vers 1157 ; le second, Monte-Novo, vers 1580 ; et le troisième, Monte-Novissimo, en 1610.

Clairac, qui écrivait en 1657, nous apprend que l'établissement de chacun de ces Monts avait été un expédient financier du Gouvernement de Venise.

Les opérations de la Banque de Venise consistaient à recevoir en dépôt les fonds des particuliers et à leur ouvrir des crédits transmissibles par voie de transfert sur les livres mêmes de la Banque. Elle était une caisse de comptes-courants et de prêts sur dépôts. C'était, sur une vaste échelle, l'application du système des virements des parties.

(1) *La Grande Encyclopédie*. Article de M. Gustave François. Bibl. Nat. 194 bis 5.

(2) M. Gustave François qui avait, avec tous les auteurs, indiqué le milieu du XII^e siècle comme date de la fondation de la banque de Venise, nous informe obligeamment que l'année 1583 doit être considérée comme la date réelle. « Les dispositions, relatives aux *banquiers*, ayant été prises par les auteurs pour les réglemens d'une banque fondée alors. »

Pour l'usage de la banque de Venise, on avait établi une monnaie conventionnelle fictive, dont la valeur était immuable et supérieure à celle de la monnaie existante et qui s'échangeait contre cette dernière. Les opérations et les comptes étaient ainsi ramenés à une valeur idéale, après leur convertissement, ce qui donnait lieu à la perception d'un *agio* (1) sur les espèces qui lui étaient versées.

L'organisation primitive de la Banque fut modifiée en 1587 ; mais elle ne subsista que jusqu'en 1797; elle cessa d'exister en même temps que la République de Venise qui l'avait fondée, lorsque celle-ci périt par le fait de la conquête.

2^o Banque de Barcelone

Deux siècles après la banque de Venise, fut fondée celle de Barcelone, qui était, comme la première, une banque de dépôts et de comptes courants instituée par la municipalité.

Son crédit était étroitement lié à celui de la municipalité qui affectait ses revenus à la garantie des sommes reçues par la Banque en dépôt.

(1) *Agio* ne provient pas, comme on pourrait le croire du mot italien *agio*, qui signifie aisance, mais du mot *aggio* d'*aggiungere*, verbe italien, qui veut dire *ajouter*. En effet, l'*agio* désigne en général une plus-value, et ce n'est que par extension qu'on l'applique à la différence en plus ou en moins qui existe entre deux monnaies par rapport à leur pair intrinsèque.

3. Banque de Saint-Georges à Gênes

Cette banque fut fondée au début du xv^e siècle en 1407. Son capital primitif fut, comme pour la Banque de Venise, formé des sommes dues par l'Etat à des particuliers, et garanti par un gage consistant en territoires dépendant de l'Etat de Gênes, au nombre desquels était l'île de Corse. Inspirée par la Banque de Venise, c'était une caisse de dépôts et de comptes-courants qui possédait aussi une monnaie spéciale d'une valeur plus élevée que celle de la monnaie en usage. Son taux était le même que celui de la Banque de Venise.

Des guerres fréquentes forcèrent le Gouvernement à avoir souvent recours à la Banque ; son caractère primitif en fut profondément modifié, et au lieu de rester un établissement commercial, elle fut transformée en caisse d'emprunts publics.

Elle périt en 1740, pillée par les Autrichiens. La monnaie fictive qui y était en usage, lui survécut.

4. Banque d'Armsterdam

Deux siècles après la création de la Banque de Gênes, fut fondée la Banque d'Amsterdam, le 31 janvier 1609. Placée comme celle de Barcelone sous la garantie de la ville et administrée par les bourgmestres, elle s'inspira fortement de l'exemple de ses devancières, fut une caisse de comptes-courants et de prêts. Elle se livrait aussi au change des monnaies et

à l'achat des matières d'or et d'argent, et employa une monnaie imaginaire échangeable contre la monnaie en usage.

Au nombre des sources de son revenu, étaient les dépôts de monnaies étrangères et de métaux précieux que le commerce de la Hollande faisait affluer dans la capitale. Les espèces, soit nationales, soit étrangères, dont la Banque délivrait des récépissés, étaient reçues, pesées et mises en sacs en présence du porteur qui apposait son cachet sur les sacs.

Mais le porteur n'était pas crédité sur les livres de la banque de la totalité de son dépôt ; on portait à son avoir environ 5 pour 100 en moins.

— Si, par exemple, il déposait 1,000 florins d'or de Hollande, le récépissé portait bien l'accusé de dépôt de 1,000 florins, mais on ne le créditait en compte courant que de 951,12 1/2 florins, soit de 4.875 p. 100 en moins.

— S'il déposait 1.000 louis d'or neufs de France *au soleil*, qui valaient exactement 11.200 florins, le récépissé qui lui était délivré portait bien la mention des 1.000 louis déposés, mais on le créditait seulement de 10.700 florins jusqu'à concurrence desquels il pouvait fournir sur la banque, des *assignations* qui n'étaient autre chose que ce que nous connaissons actuellement sous le nom de *chèques*.

La plupart des comptes entre commerçants se réglaient ainsi en *argent de banque* par voie de virements sur les livres de la Banque, c'est-à-dire sans circulation de numéraire.

Mais, à côté de l'*argent en banque*, il y avait l'ar-

gent courant, c'est-à-dire le florin réel servant aux transactions usuelles. Or, le récépissé de 1.000 florins qui, en *argent de banque* ou en *compte courant*, n'était compté que 951,12 1/2 florins, en valait 1.000 en réalité par le retrait du dépôt, d'où il s'ensuivait que 100 florins d'*argent de banque* représentaient une valeur de 105,14 florins en argent courant. Cette plus-value ou cette différence entre l'argent de banque et l'argent courant constituait proprement l'*agio*.

L'argent de banque et l'argent courant étaient au pair quand l'*agio* était exactement de 5.14 ; mais, suivant les besoins qui se manifestaient, soit pour les paiements en banque, soit pour les paiements en argent courant, ou pour d'autres circonstances, l'*agio* variait plus ou moins en dessus ou en dessous de 5.14. Le plus ordinairement il était au dessous.

Ainsi, à Amsterdam, par suite des règlements de la Banque, le florin de banque valait environ 5 pour 100 de plus que le florin courant, mais c'est ce dernier qui était la monnaie réelle en laquelle s'évaluait l'autre au moyen d'un *agio* plus ou moins variable.

Les dépôts effectués à la Banque étaient soumis à un droit de garde semestriel variant de 1/3 à 1/2 p. 100. La Banque avait la faculté de disposer à son profit des dépôts qui, à l'époque de l'échéance, n'étaient ni retirés ni renouvelés.

Bien qu'elle eût été fondée longtemps après les banques de Venise et de Gênes, la Banque d'Amsterdam acquit bientôt une situation supérieure ; elle fut sans contredit la plus importante de l'époque. Aucun moyen

ne fut épargné pour développer les opérations de la Banque. Toutes les lettres de change de 600 florins, et au dessus (1), durent être acquittées en *monnaie de banque*, ce qui généralisa l'emploi de cette monnaie dans le pays.

La Banque d'Amsterdam remplit les fonctions de caisse d'épargne, tant pour la ville où elle était établie, que pour les provinces voisines ; cependant elle ne payait pas d'intérêt pour les sommes qui lui étaient confiées, ce qui la différencie des caisses d'épargne ordinaires. De plus, la Banque prélevait, ainsi que nous venons de le voir, un *agio* de 5 p. 100 sur les espèces qui lui étaient versées, ce qui contribuait à donner à sa monnaie une valeur supérieure à celle de la monnaie en usage.

De plus, les effets de commerce payables en *argent banco*, dont le montant excédait 300 florins, ne pouvaient être acquittés que par l'intermédiaire de la Banque, ce qui obligeait les commerçants à avoir un compte ouvert dans cet établissement et donnait lieu à la perception d'un droit de 10 florins. Ce droit était exigible chaque fois que le commerçant, ayant épuisé son compte désirait s'en faire ouvrir un nouveau. Les dépôts étaient garantis par la ville d'Amsterdam. Lors de la première invasion de la Hollande par les Français, sous Louis XIV en 1672, les dépôts ayant été retirés, on put constater avec quelle fidélité la Banque les avait conservés, car on retrouva sur quel-

(1) 300, suivant certains auteurs.

ques-uns de ces dépôts les traces d'un incendie qui avait éclaté peu de temps après la fondation de la Banque. Mais il n'en fut pas de même lors de la seconde invasion, car on découvrit alors qu'une somme de : 24,000,000 de florins avait été prêtée aux Etats de Hollande et de Frise (1).

Il résulte de la plupart des dispositions qui précèdent que l'institution de la Banque d'Amsterdam, en dehors des avantages qu'elle devait procurer au commerce, avait un but fiscal et procura d'importants bénéfices à la municipalité.

La Banque primitive d'Amsterdam cessa ses opérations en 1814, époque à laquelle elle fut alors remplacée par une Banque analogue à celles existant en France et en Angleterre, émettant des billets au porteur et à vue.

5° *Banque de Hambourg*

De toutes les Banques du même genre, la Banque de Hambourg est la plus célèbre et la plus connue, tant par l'importance qu'elle acquit, qu'à cause de l'époque récente de sa disparition, en 1873.

Fondée en 1619, elle avait été instituée sur les mêmes bases que celles de Venise et d'Amsterdam. Son objet était de recevoir des dépôts et d'assurer la fixité de la monnaie. Elle prit rapidement une grande importance.

Un petit Etat, faisant le commerce avec le monde

(1) *La Grande Encyclopédie*. Article de M. Gustave François.
Bibl. Nat. 194 bis. 5.

entier et recevant toutes sortes de monnaies étrangères, devait donner à ces monnaies, qui alors étaient toutes fondées sur l'argent, une sorte de dénominateur commun, ce qui le gardait en même temps contre les falsifications gouvernementales. La Banque de Hambourg fut donc constituée pour recevoir des dépôts d'argent fin ou de monnaies étrangères ramenées au fin et pour ouvrir des comptes sur ces dépôts. On faisait des virements de parties en comptes, et ces comptes étaient tenus en une monnaie qu'on rectifiait par des bonifications ou des retenues, qui cessa d'avoir une existence réelle à partir de 1763, et qui ne fut plus qu'une sorte de monnaie idéale sous le nom de *marc banco*.

Le *marc banco* donnait à celui qui en était crédité le droit d'opérer le retrait d'une certaine quantité d'argent fin ; mais l'usage qu'on en fit ne se borna pas à ces comptes intérieurs ; il fut vite étendu à toutes les relations commerciales. Les rapports des marchands entre eux et avec les pays étrangers, même ceux qui étaient réglés en dehors de la Banque, eurent lieu dans cette monnaie de compte, monnaie non frappée, comme nous l'avons dit, et qui a duré jusqu'au 15 février 1873 !

Après l'établissement du nouvel Empire d'Allemagne, et pour en consacrer l'unité, on prit en 1872 les mesures nécessaires afin de créer une monnaie d'Empire en or.

Le *marc banco* de Hambourg contrariait le système à deux points de vue : d'abord parce que c'était une

monnaie particulière, et que toutes les monnaies particulières devaient disparaître devant la monnaie de l'Empire ; ensuite, parce que c'était une monnaie à base d'argent, tandis que l'étalon monétaire de l'Empire était en or.

Une loi abolit donc le *marc banco* pour le remplacer par le *reichsmarc* impérial.

Le *marc banco* valait un demi-thaler prussien ou 1 fr. 875 de notre monnaie, tandis que le nouveau *reichsmarc* vaut un 1 fr. 25 de notre monnaie.

Il fut décidé d'abord que la Banque de Hambourg liquiderait ses comptes en remboursant les dépôts d'argent fin, et que le *marc banco* cesserait d'être employé dans les comptes au-delà du 15 février 1873.

Toute personne possédant, après le 15 février, des valeurs souscrites à son profit en *marc banco* perdait le droit de recevoir l'argent fin que comptait l'ancien *marc banco* et se trouvait simplement créancière d'un demi-thaler prussien.

Jusqu'en 1873, le *marc banco* fut toujours en usage, aussi bien dans les comptes des négociants sur place, que dans les relations extérieures. Un seul chiffre suffira pour montrer à quelles transactions il servait : lors du paiement de notre indemnité de guerre à l'Allemagne, 280,707,013 *marcs banco* de Hambourg sont entrés dans le portefeuille du Trésor français.

6° Banque de Nurembourg.

La Banque de Nuremberg, instituée en 1621, si elle

n'offre rien de particulier quant aux opérations qui s'y traitaient, montre que l'esprit de fiscalité avait présidé à sa création. Les obligations que cette institution imposait au commerce étaient encore plus nombreuses que celles constatées pour la Banque d'Amsterdam. A Nuremberg, les lettres de change de plus de 50 florins et les marchandises, dont le prix excédait 200 florins, devaient se payer en Banque, et cela sous peine d'une amende de 10 p. 100 de la somme négociée. De plus, il était perçu un impôt de 3 kreutzers par 100 *florins reçus ou payés* par la Banque.

7° Chambre de compensation de Lyon

Le principe de la compensation avait fait établir les Banques de virement, et l'importance acquise par les Banques, que nous venons de citer, suffit pour montrer quel progrès avait été ainsi réalisé, à quelles nécessités répondaient ces Banques, et leur prospérité permet d'apprécier quels services elles durent rendre au commerce et à l'industrie.

Les transports pratiqués entre les comptes des clients, avaient une certaine analogie avec les virements qu'effectue actuellement la Banque de France. Mais cette compensation, ces virements, ne s'exerçaient qu'entre deux ayant-compte d'une même Banque; ce n'était donc encore qu'une compensation à l'état embryonnaire; mais s'il y avait loin encore à la compensation telle que la réalisent les Claring Houses actuels, l'idée n'en était pas moins remarquable.

La France ne possédait aucun établissement de ce genre, car la Banque de Law, fondée en 1716, se rapprochait beaucoup plus des Banques d'émission, telles qu'elles existent aujourd'hui.

Mais dès le xvii^e siècle, un nouveau progrès, décisif, était réalisé par le commerce de Lyon, avec une véritable Chambre de Compensation (1).

Il était d'usage, sur cette place, de payer à quatre époques bien déterminées qu'on appelait les Quatre Paiements de Lyon : 1^{er} mars, 1^{er} juin, 1^{er} septembre et 1^{er} décembre de chaque année.

Les transactions étaient considérables, et lorsque l'une de ces échéances arrivait, afin de simplifier les opérations, les négociants et banquiers qui s'y rendaient y établirent un véritable système de compensation (2).

Les compensations se faisaient par des virements de parties, chacun cherchant à compenser les sommes dont il était créancier avec celles dont il était débiteur envers d'autres, de façon à réduire au minimum ses recettes et ses paiements (3). Cette chambre de compensation excitait l'admiration du monde commerçant de l'époque, et Savary (4) pouvait écrire : « C'est une

(1) Alph. Courtois fils. *Histoire des Banques en France*, 1881. 2^e édition, Paris, Guillaumin. Bibl. Nat. 8° V. 10,325.

(2) Gilbart. (James-William), *The Principles and Practice of Banking*. London 1873.

(3) *La Grande Encyclopédie*, article de M. Gust. François. Bibl. Nat. 294 bis, 11.

(4) *Parfait négociant*. Paris, 1757.

Voir aussi ordonnance de 1673, titre V, art. 7.

chose admirable que de voir la manière avec laquelle les banquiers et les négociants de Lyon font des acceptations et des paiements les uns aux autres, des lettres de change, et remettent de toutes les places de l'Europe, payables dans les Paiements, car il se paiera quelquefois, en deux ou trois heures, un million de livres sans déboursier un sol. »

Les transactions étaient déjà considérables, car Boisguillebert, vers 1700, évaluait à 80 millions de livres par an les affaires qui se faisaient dans ces foires (1).

La Chambre de Compensation de Lyon n'était pas une institution particulière, organisée par quelques banquiers ou négociants. Elle était obligatoire pour tous, suivant un règlement pour la ville de Lyon du 2 juin 1667, enregistré au Parlement le 18 mai 1668.

Savary, dans son *Parfait Négociant* (2), donne sur ce système de compensations des détails suffisants, pour en faire comprendre le mécanisme. Il fut traduit, du vivant même de Savary, en anglais, en hollandais, en allemand et en italien, et eut un grand retentissement. Les banquiers anglais et écossais y trouvèrent donc le principe du Clearing-House. De plus, il est certain que des négociants devaient se rendre à Lyon à l'époque des quatre grandes foires, ou avaient tout au moins avec cette place des relations suivies. Il est donc parfaitement admissible que le Clearing-House de

(1) Voir *les Economistes financiers du XVIII^e siècle*, dans la collection des principaux économistes de Guillaumin, 1843, Paris, p. 398.

(2) Paris, édition de 1675.

Londres a été fondue à l'exemple et sur le modèle de la Chambre de Compensation de Lyon. Du reste l'écossais Gilbert, celui qui a créé en Angleterre la première banque de dépôts avec chèques, en fondant, en 1834, le *London and Wetsminster Bank*, attribue dans son excellent ouvrage (1) l'idée de la fondation, en 1775, du Clearing-House de Londres à l'exemple des *Quatre-Paiements* de Lyon.

A l'époque de la Révolution, le dernier paiement de cette nature fut celui de Pâques 1793. Les événements suspendirent alors cette forme de liquidation. Nous ignorons si les *Quatre-Paiements* avaient repris quand la Banque de France établit un comptoir dans cette ville. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'en mars 1802, ils n'avaient pas encore été rétablis (2). C'est ce que nous apprend un mémoire du Conseil de commerce de la ville de Lyon, daté du 24 ventôse an X (15 mars 1802). Aucun établissement de crédit ne vint donc, avant le comptoir de la Banque de France, seconder les efforts de cette ville laborieuse et loyale.

8° *Clearing-House* d'Édimbourg.

Un établissement de ce genre existait à Édimbourg en 1760 ; mais on ne sait exactement si sa fondation a été antérieure ou non à celle du Clearing-House de

(1) *The Principles and Practice of Banking*. London, 1837.

Bibl. Nat. Inventaire V. 40,230.

(2) Alph. Courtois, fils. *Histoire des Banques en France*. Paris, 1881. 2^e édition. Guillaumin. Bibl. Nat. 8^e V. 10,325.

Londres. Son but était uniquement de compenser entre les différentes banques, faisant partie de cette Chambre de Compensation, ces billets qui se trouvaient dans leurs caisses respectives (1).

Quoiqu'il en soit, les banquiers et négociants écossais devaient connaître les renseignements que possédaient ceux de Londres.

9° *Clearing-House de Londres.*

Nous avons déjà vu que la fondation du Clearing-House de Londres remonte à la fin du XVIII^e siècle, entre 1773 et 1780 (2).

Les fondateurs avaient eu tout d'abord l'intention d'admettre au Clearing-House tous les banquiers de Londres. Mais des jalousies de métier, et le désir de profiter seul des avantages très grands que présentait le système de compensation, firent que pendant longtemps les associés rendirent très difficile aux autres banquiers l'accession au Clearing-House. Le nombre des membres diminuait successivement : ainsi en 1810 46 banquiers faisaient partie du Clearing-House ; en 1836, ils n'étaient plus que 30, les maisons disparues

(1) Gustave François *Clearing-Houses et Chamb. de Compensation*. Lille, 1886. Danel, in-8°. Bibl. nationale, 8° V. 9551.

(2) Lawson (*History of Banking*) indique l'année 1755.

Nous avons vu que M. Heitton Price a relevé une dépense inscrite en 1773 pour « paiement du 4^e terme du loyer de la Chambre de compensation, (*Clearing-Room*). » Cette dépense est de 19 sh., 6 d. Cette dernière date est donnée par M. Auguste Arnauné et plusieurs auteurs anglais.

pour une raison quelconque n'ayant pas été remplacées.

Après des instances réitérées, les *Joint-Stock Banks* furent enfin admises au Clearing-House en 1854, et cela au grand avantage de tous.

Les administrateurs de la *London and Westminster-Bank*, la première banque de dépôts et de chèques fondée par l'écossais Gilbert en 1834 (1), auxquels on avait refusé la faculté de régler leurs comptes au Clearing-House, estimaient que ce refus les obligeait à tenir constamment en caisse une somme de £ 150,000 (3,750,000 f.) en plus de ce qui leur eût été nécessaire s'ils avaient pu y opérer librement l'échange de leurs billets (2).

Seuls les paiements entre les Banques de Londres étaient admises au Clearing-House. Mais sur la proposition de M. William Gillett, et surtout grâce aux efforts de sir John Lubbock (3), le système de la compensation fut étendu et appliqué aux chèques sur les Banques de Province. Ce fut la création du *Country-Clearing-House*, annexe du *Clearing-House* (4).

Enfin le 29 avril 1864, l'adhésion de la banque d'Angleterre au Clearing-House, en donnant de nouvelles

(1) *The Principles and Practice of Banking*. London 1837. Bibl. Nat. V. 40, 230.

(2) Dictionnaire de l'économie politique, article *Clearing-House*.

(3) On the Country Clearing. *Journal of the Statistical Society*. London. Vol. XXVIII, 1865, p. 361 et s.

(4) Ernest Seyd, *The London Banking and Bankers Clearing-House, System* 1872.

facilités pour le règlement des balances journalières, favorisait dans une large mesure le développement des transactions.

10° *Autres Clearing-Houses Anglais*

D'autres Claring-Houses existent en Angleterre, mais ils sont de fondation récente, et sont loin d'avoir l'importance du Clearing-House de Londres. Ce sont ceux de Manchester, fondée en 1872 ; Newcastle-sur-Tyne, fondé en 1872 également ; de Birmingham, de Nottingham (1).

En Ecosse, le système de compensation entre les banques ayant faculté d'émettre des billets au porteur, étendu maintenant à la compensation des chèques, traites, etc., existe toujours à Edimbourg.

Il y a aussi des *Clearing-Houses* à Glasgow, Aberdeen, Dundee, Greenock, Paisley, Invernes, Leith, Perth..., etc.

Un *Clearing-House* a été établi en Irlande, dans la ville de Dublin, en 1845.

11° *Clearing-Houses américains*

Aux Etats-Unis, où le système du Clearing devait prendre tant d'importance, ce n'est cependant qu'en 1853 que fut établi le premier *Clearing-House* à New-

(1) Howart. *Our Clearing System and the Clearing-Houses*. Londres, 1886.

York. Chaque année, pour ainsi dire, ajoutait un établissement nouveau à ceux déjà existants (1).

Au 31 décembre 1885, il y avait aux Etats-Unis 34 *Clearing-Houses*, y compris celui de New-York. A la fin de 1888, on comptait 38 *Clearing-Houses* en activité sur le territoire de l'Union (2) ; et 70 en 1890 !

New-York (1853), dont le chiffre d'affaires dépasse celui du *Clearing-House* de Londres ; Boston (1856) ; Philadelphie (1858) ; Baltimore (1858) ; Cleveland (1858) ; Worcester (1861) ; Chicago (1865) ; Portland (1865) ; Pittsburg (1866) ; Cincinnati (1866) ; Providence (1866) ; New-Haven (1867) ; Saint-Louis (1868) ; Milwaukee (1868) ; Colombus (1868) ; Indianapolis (1871) ; Norfolk (1871) ; Hartford (1872) ; New-Orléans (1872) ; Springfield (1872) ; Kansas-City (1873) ; Saint-Paul (1874) ; Lowell (1876) ; Louisville (1876) ; San-Francisco (1876) ; Syracuse (1877) ; Saint-Joseph (1877) ; Memphis (1879) ; Peoria (1880) ; Minneapolis (1881) ; Détroit (1883) ; Denver (1885) ; Galveston (1885) ; Omaha (1885) ; Duluth, Grand Rapids, Los-Angeles, Wichita, etc. (3).

12°. — *Chambres de Compensation en Allemagne, en Autriche et en Italie*

Les autres pays n'ont suivi que de loin l'exemple de l'Angleterre et des Etats-Unis.

(1) William Camp. *The New-York and London Clearing-House System*, New-York.

(2) *Chronicle*, New-York.

(3) *Banker's Magazine*. New-York.

I. *En Allemagne*, on trouve des *Chambres de Compensation* à Berlin, Hambourg, Francfort-sur-le-Mein, Cologne, Dresde, Brême, Leipzig, Stuttgart et Breslau, toutes de fondation récente, sauf celle de Hambourg, qui n'a fait que continuer d'anciens errements.

II. *En Autriche* (1) il existe une *Chambre de Compensation* à Vienne, et la Hongrie en possède également une à Buda-Pesth depuis 1888.

III. — *En Italie*, un décret royal du 19 mai 1881 avait décrété la fondation de *Chambres de Compensation* dans les villes suivantes, afin de faciliter la suppression du cours forcé et la reprise des paiements en espèces : Rome — Naples — Milan — Turin — Venise — Florence — Gênes — Palerme — Bologne — Messine — Catane — Bari — Cagliari.

Au 31 décembre 1885, les *Chambres de Compensation* de Rome — Milan — Livourne — Florence — Gênes — Catane — Bologne, étaient seules en activité.

Il existait en outre une très ancienne *Chambre de Compensation* à Livourne.

13° *Clearing-House Australien*

Il est à remarquer que dans toutes les colonies anglaises, et malgré le nombre et l'importance des

(1) H. Rauchberg. *Der Clearing und Giro-Verkehr*, Vienne, 1885. Nat. 4° G. 361.

banques locales, il n'y a qu'un seul *Clearing-House* à Melbourne (Australie), car celui qui avait été naguère établi au Canada, à Montréal, n'a existé que quelques années.

14^e *Chambre de Compensation de Paris*

En France, il n'existe que la *Chambre de Compensation de Paris*, fondée le 7 mai 1872 par 17 maisons. Aujourd'hui, ses opérations sont restreintes à 11 membres et n'ont relativement que peu d'importance. Mais nous devons dire que le principe de la compensation n'avait, pour ainsi dire, jamais cessé d'être en usage sous une autre forme.

Voici, en effet, comment s'exprimait M. Darimon, lors de la discussion de la loi sur les chèques (1) :

« Il n'y a pas jusqu'au *Clearing-House* qui n'ait en France son analogue, analogue qu'il suffirait d'étendre et de développer pour lui faire rendre les plus grands services. La Banque de France remplit à l'égard de ses succursales et des maisons de banque avec lesquelles elle est en relations, l'office de *Chambre de liquidation et de compensation*.....

« En 1864, la Banque de France a fait 14 milliards 019,306,700 francs de virements ; elle a opéré l'encaissement de 5,020,753,200 francs d'effets ; elle a donc contribué à liquider pour plus de 19 milliards d'affaires.

(1) Séance du corps législatif, 26 avril 1865.

« Une autre liquidation qui a lieu également par l'intermédiaire de la Banque de France, et qui se rapproche beaucoup plus des procédés du *Clearing-House* anglais, c'est celle qui se fait au profit des agents de change. Un agent de change peut avoir à lever pour 7 à 8 millions, et il ne possède à son compte-courant à la Banque de France qu'un million. Par contre, il a à livrer 9 millions de titres; son solde est en définitif d'un million à son profit. Pour opérer ces levées et ces livraisons, il lui faudrait posséder la somme intégrale des paiements à faire ou bien ne lever les titres qu'au fur et à mesure des encaissements résultant de ses livraisons. Dans ces conditions, une liquidation exigerait un renouvellement considérable de numéraire, un temps fort long, des démarches fort nombreuses et un travail de caisse très compliqué. Pour écarter tous ces embarras, la chambre syndicale se livre à un premier travail de compensation entre les titres à lever et les titres à livrer. Ce travail s'opère au moyen d'un double bordereau que chaque agent de change soumet à la chambre syndicale et qui indique tous les titres qui le concernent. Le solde de compte a lieu alors par des mandats blancs sur la Banque de France. Le soir, chaque agent dépose à la Banque son carnet de compte-courant, sur lequel il a inscrit les sommes émises en mandats; il y joint les mandats qu'il a reçus. La Banque de France fait la compensation des soldes, et la liquidation est accomplie sans qu'on ait eu besoin de faire appel au numéraire. »

Diverses applications du Clearing-House

Le *Clearing-House* a reçu d'autres applications que celles qui résultent des opérations des banques.

En 1842, il a été établi à Londres, sur le même principe que le *Clearing-House*, mais avec un fonctionnement et un résultat différents, un *Railway-Clearing-House* où les compagnies anglaises de chemins de fer viennent régler leurs comptes entre elles (1).

En 1874, il a été institué à Londres, à l'imitation du *Clearing-House* des banquiers, un *Stock-Exchange-Clearing-House*, institué, comme son nom l'indique, pour la liquidation des titres entre les agents et courtiers de Londres. Presque tous les membres du *Stock-Exchange* en font partie, à l'exception d'une centaine de *Brokings firms*. Ce Clearing liquide actuellement une centaine de fonds (2). Mais les affaires traitées au *Stock-Exchange* n'en aboutissent pas moins au *Clearing-House* des banquiers, parce qu'elles se règlent en chèques. Aussi les sommes compensées au *Clearing-House* sont particulièrement importantes les jours de liquidation (*settling days*).

(1) Voir, au sujet des diverses applications du principe du Clearing, un intéressant mémoire de M. Arthur Ellis. *The Clearing system applied to trade and distribution*. (*Journal of the Institute of Bankers*, avril 1881).

(2) *Economist*. London, 6 oct. 1883.

Nous avons vu plus haut (1) que les agents de change de Paris, comme ceux de Londres (membres du *Stock-Exchange*), compensent, à chaque liquidation, sommes et titres.

Enfin, le même principe est également employé à Liverpool, à Anvers, au Havre, etc..., etc... au règlement des opérations à terme sur marchandises.

(1) Discours de M. Darimon. Séance du Corps législatif, 26 avril 1865.

CHAPITE II

BANQUES ET CHÈQUES

SECTION I

Le système de Banque de Londres

A l'effet de faire clairement comprendre le fonctionnement du comptoir de liquidation des banquiers de Londres, il faut connaître d'abord le système de banque de Londres dans son ensemble, car il en est le fondement.

En France, en Allemagne et ailleurs, tous les capitalistes ou banquiers qui sont en compte avec des clients, ou emploient leurs capitaux de tout autre manière, en prêts ou en titres d'emprunts publics, en actions, en escomptes, changes étrangers, négociations de valeurs mobilières, arbitrages, opérations sur métaux précieux, et qui ont de nombreuses relations sur place ou correspondent avec toutes les parties du monde, s'appellent *Banquiers*.

Il n'en est pas de même à Londres, où il y a deux classes de *Banquiers* :

1° Les Banquiers locaux, dont l'occupation principale est d'opérer comme caissiers, d'ouvrir des comptes à des clients, et de recevoir des capitaux en dépôt. Ces capitaux sont employés par eux en placements de valeurs qui leur semblent convenir, ou en prêts sur les mêmes valeurs, de la façon requise par la nature des opérations (1). Ce sont là les *Banquiers* dans l'acception anglaise du mot.

« Ils reçoivent pour leurs clients leurs chèques, encaissent leurs coupons et font tous leurs paiements par chèque ou autrement. C'est chez eux que les banques de province, publiques ou privées, que les *Foreign Bankers* versent leurs fonds de réserve ou leurs capitaux en quête d'emploi. La grande occupation de ces banquiers est le placement et l'emploi productif des immenses capitaux qui leur sont confiés, en écartant avec soin tout ce qui leur semble présenter un caractère aléatoire (2). »

« La besogne du banquier anglais est d'une nature en quelque sorte mécanique ; il fait fonction d'une offre-fort avec des garçons de recette ; au lieu d'être un capitaliste prêtant ses propres fonds, et devenant le créancier de ceux avec lesquels il traite, il reste, au contraire, et toujours, le débiteur de ses clients, même de ceux dont il escompte les effets et auxquels il accorde des avances sur titres.

(1) Ernest Seyd. *The London Banking and Banker's Clearing-House System*. London, 1872.

(2) Gustave François. *Clearing-Houses et Chambres de Compensation*. Lille, 1886, Danel, Bibl. Nat. 8° V. 9551.

« L'expérience des crises a créé, relativement aux placements que le banquier anglais fait des dépôts de ses clients, un système de précautions dont il se départit rarement... Ces banques sont hermétiquement fermées à toute spéculation, à toute invention, à tout progrès. La confiance que le public leur accorde étant en raison directe de l'excès de prudence timorée qu'elles apportent dans leur administration, elles jugent, avec raison, que moins elles feront d'affaires, et plus elles recevront d'argent (1) ».

Gilbart donne du banquier anglais la même définition (2) : « Un banquier est un homme qui a boutique ouverte, avec les comptoirs, employés et livres nécessaires, pour recevoir l'argent des autres, dans le but de le conserver et de le remettre sur demande. »

2° La seconde classe des banquiers connue en Angleterre est celle des banquiers étrangers qui traitent les affaires relatives aux emprunts étrangers, aux lettres de change étrangères, aux arbitrages, qui achètent et vendent des métaux précieux, qui s'occupent des matières financières internationales, en général, et ont de grandes relations au dehors ; ils s'appellent *Banquiers étrangers* (*Foreign Bankers*), et lorsque, outre cet emploi de leurs capitaux dans les affaires de banque proprement dites, ils importent ou exportent des marchandises (par crédits ouverts ou autrement),

(1) Lefèvre. *Le Change et la Banque*, Delagrave, Paris. 1880, 1 vol. in-8°, Ecole de droit, 29,014.

(2) *A Practical Treatise on Banking*, 1851, fifth edit., London, New-York. Bibl. Nat. Inventaire. V. 40,234.

on les appelle *négociants commissionnaires* (merchants) (1).

« Un étranger, dit M. Bagehot (2), serait disposé à penser que les Rothschild sont des banquiers, s'il existe des banquiers au monde... » Cependant les Rothschild ne sont pas des banquiers au sens anglais du mot. Ce sont des banquiers étrangers, des *merchants*.

Des firmes telles que les Baring brothers & C^o, L. Huth & C^o, qui, outre leurs opérations de banques internationales, accordent des facilités pour l'importation et l'exportation des marchandises, sont des « *banquiers étrangers et négociants commissionnaires* » (*Foreign Bankers and Merchants*). » (1)

Ce sont des *merchants* ; par exemple, ils font des opérations de change. Eh bien ! « la plupart des banquiers anglais ne sauraient pas faire une opération de change et ne sauraient comment s'y prendre pour faire revenir l'argent ; ils aimeraient mieux, je crois devenir marchands de soie... MM. de Rothschild sont d'immenses capitalistes, qui ont sans doute entre les mains beaucoup d'argent appartenant au public. Mais ils ne recevraient pas 2,000 francs payables à vue pour les rembourser en chèques de 100 francs ; or, c'est là ce qui constitue la banque anglaise. Ils ont emprunté en grosses sommes et pour un temps plus ou moins long l'argent qu'ils ont entre les mains. Les *banquiers*

(1) Ernest Seyd. *The London Banking and Banker's Clearing-House System*. London, 1872. Bibl. Nat. 8 F. 2041.

(2) *Lombard Street ou le marché financier en Angleterre*, 1874. Bibl. Nat. Inventaire V. 31,204.

anglais, au contraire, reçoivent une grande quantité de petites sommes payables à vue ou dans un court délai » (1)

Les banquiers étrangers n'ouvrent pas de comptes courants à une foule de clients de l'intérieur, à l'effet d'opérer la vente de leurs effets, de recevoir leurs dépôts et de payer leurs chèques : au contraire, les banquiers étrangers, *Foreign Bankers*, sont eux-mêmes les clients des banquiers anglais.

MM. de Rothschild, par exemple, ont leur compte principal de caisse chez un banquier anglais, qui se charge de recevoir et de payer leurs effets, leurs chèques, etc..., tenant ainsi le compte de MM. de Rothschild, et leur rendant, pour ainsi dire, les services d'un caissier (2)

Nous allons maintenant examiner les fonctions des banquiers anglais :

Le banquier local anglais se charge de recevoir de son client tous les capitaux, tous les effets échus et les chèques, pour en opérer le recouvrement et en porter le montant au crédit de son client. Il en résulte donc une grande économie de travail. Le négociant n'est plus obligé d'expédier ses commis et ses messagers dans toutes les directions, chargés d'effets, de chèques

(1) Bagehot (W.) *Lombard Street*, 1874. Bibl. Nat. Inventaire V. 31, 204.

(2) *Nouveau Dictionnaire d'économie politique* de MM. Léon Say et Chailley. Paris, 1891, Guillaumin, 1^{er} vol., article de M. Aug. Arnauné sur les Compensations et Clearing-Houses.

et de monnaie ; il envoie toutes ces notes et tous ces billets à son banquier.

Le banquier ayant un grand nombre de clients qui procèdent ainsi, s'occupe alors d'assortir tous les effets et les chèques d'après les différentes directions où ils sont payables, de sorte qu'un seul garçon de caisse peut recevoir des centaines de chèques en une seule journée. C'est du reste le système employé par la Banque de France : sans lui, il aurait fallu, pour l'encaissement de ces valeurs, une centaine de garçons de caisse et une centaine de journées.

Le banquier qui a beaucoup de clients (1) peut remplir cet office à très peu de frais.

Les sommes ainsi encaissées sont portées au crédit du client et le banquier se charge de payer les chèques et les effets domiciliés chez lui par son client, et en débite son compte. Ces effets ne se paient que lorsque le client est créancier. Le banquier peut se comparer ici à un coffre-fort, d'où l'on ne peut retirer plus d'argent qu'il n'y en a été déposé. Le banquier ne donne pas de crédit ; il doit donc avoir reçu, pour son client, avant que celui-ci puisse tracer son chèque sur lui.

Pour le service des comptes-courants, en recettes et en paiements, le banquier ne compte aucune commission (2) quelconque. L'organisation de ce système est si étendue et en même temps si économique, que le

(1) Quelques-uns en ont 20,000 et plus.

(2) Les banquiers de province en Angleterre, et les banquiers du continent, comptent une commission qui constitue la principale source de leurs profits.

banquier ne requiert qu'un faible avantage pour ses services.

Ce faible avantage dérive d'un solde de compte minimum au crédit du client, laissé entre les mains du banquier et pour lequel il ne paie pas d'intérêts, mais qu'il peut employer à son profit de façon à compenser les peines et les travaux nécessaires pour soigner les rentrées et opérer les paiements en compte-courant.

Un client laisse, par exemple, entre les mains de son banquier une balance minima de 1000 livres sterling, dont l'intérêt à 3 % représente 30 livres sterling par an ; on peut admettre que les dépenses nécessitées par les recettes et les paiements sont couvertes par les 30 livres sterling.

Le client peut conserver une balance plus forte que le minimum fixé, pour couvrir le banquier de ses peines et débours. Il peut arriver aussi que le banquier laisse baisser le minimum sans y faire attention, à moins d'abus. Le banquier est satisfait si la *moyenne générale* de la balance est suffisamment favorable.

En fait, on ne convient pas d'une balance minima ; le montant est généralement laissé à l'appréciation du client, sauf abus ; auquel cas, le banquier s'adresse alors au client pour convenir d'une balance minima.

En retirant le solde entier de son compte, ce qu'il peut faire en tout temps, le client manifeste ainsi sa volonté d'arrêter le compte.

Dans les petites balances (ce qui concerne généralement les banques de second ordre), le banquier pré-

lève parfois à la fin de l'année de 5 à 10 livres sterling, selon les cas.

En Angleterre, tout commerçant, toute personne ayant une certaine surface, a un compte chez un banquier (1) ; c'est même le commencement de la *respectabilité*, dans le sens que nos voisins attachent à ce mot. Toute personne respectable peut se faire ouvrir un compte chez un banquier, en se faisant introduire par une personne connue de la maison, et naturellement les meilleures banques obtiennent les meilleurs clients.

Une fois introduit, le client verse 100, 500, 5.000 livres ou plus ; sa signature est enregistrée et il reçoit un livre de chèques imprimés (portant chacun un timbre d'un penny).

Il reçoit également un *pass-book*, c'est-à-dire un petit livre qui passe du banquier au client, lorsque ce dernier le fait chercher pour examiner son compte, et qui contient une copie du compte, copie extraite du Journal du banquier.

Le client se sert de ce *pass-book* pour vérifier, quand il veut, si son compte est d'accord avec celui du banquier. Les chèques payés et bâtonnés par le banquier sont renfermés dans le *pass-book* pour permettre au client de faire sa vérification.

Lorsque le client verse à son banquier de la monnaie ou des chèques, ils sont accompagnés d'un borde-

(1) Gustave François. *Clearing-Houses et Chambres de Compensation*. Lille, Danel, 1886. Bibl. Nat. 8° V. 9551.

reau de versement dont voici un modèle, provenant d'un compte supposé ouvert à *Smith and C^o* par la *National Bank*.

Londres, 17 décembre 1892						
La National Bank						
Crédit: <i>Smith & C^o</i> .						
	£	s.	d.			
Billets de Banque.	110	0	0			
Argent et cuivre .	23	10	0			
Or		7	6			
				113	17	6
Chèques.....						
Glyn & C ^o				372	3	2
London and Westminster....				50	0	0
Union Bank				109	18	0
London and County Bank ...				87	7	4
	£			753	6	0

Ces bordereaux sont gardés par le banquier comme simples memoranda.

T. d.

Voici un modèle de chèque :

D Londres, 17 décembre 1892.	Timbre d'un penny
N° 1729	
London and County Bank	
21, Lombard Street,	
Payez à M. Frédérick Williams..... ou au porteur,	
<i>Deux cent 5 livres 3/6</i>	
<u>£ 205-3-6</u>	<i>J. Smith & C^o</i>

Le client remplit le chèque et le donne en paiement. Il peut aussi tracer des chèques sur papier ordinaire en y fixant un timbre d'un penny. Mais il faut que le banquier ait consenti à les payer, car la règle est que les chèques sont tracés sur des formules imprimées et qui sont délivrées par le banquier à son client.

Outre les chèques qu'il trace, le client peut rendre des effets payables chez son banquier.

Supposons que nous ayons devant nous la traite suivante :

£ 315

Paris, 10 janvier 1892.

A trois mois de date, veuillez payer par cette lettre de change, à l'ordre de MM. Brown & C^o, la somme de *trois cent quinze livres sterling*, valeur reçue, suivant avis de

MM. Smith & C^o

Fontaine & C^{ie}.

Londres.

Lorsque cet effet est présenté à l'acceptation chez Smith & C^o, ils l'acceptent en écrivant en travers de l'effet :

*Accepté payable
à la London and County Bank
Smith & C^o*

Cette acceptation est aussi valable qu'un chèque tracé par le client sur la Banque ; et lorsque l'effet ci-dessus vient à échéance, le banquier le paie et il lui incombe de vérifier la régularité des endossements.

Le client ne donne pas avis au banquier de ce qu'il a rendu l'effet payable chez lui, mais il doit avoir, nous l'avons déjà dit, des fonds suffisants chez son banquier, sans quoi celui-ci n'acquitte pas l'effet.

La principale besogne d'un banquier anglais est donc pour ainsi dire mécanique. Il remplit les fonctions d'un caissier, déchargeant le client de l'ennui de recevoir

ses comptes et ses effets, et de garder des sommes destinées aux paiements.

Qu'elles soient ou non intéressées dans les affaires, la plupart des personnes *respectables* ont un compte chez un banquier : des hommes appartenant à la noblesse, aux sciences, au clergé et autres, ont de semblables comptes, et, dans ces diverses classes de la société, c'est presque chose requise pour tenir un certain rang social.

Pour les banquiers étrangers, pour les négociants et commerçants en général, le compte du banquier est presque une nécessité absolue. Ils ne sont plus obligés d'avoir une caisse chez eux (excepté une petite caisse courante), et s'ils n'avaient pas de compte chez un banquier, ils subiraient de grandes complications dérivant de l'obligation d'opérer des paiements et de recevoir des chèques. En fait, le système étant appliqué dans le pays tout entier, une maison de commerce ne pourrait presque pas fonctionner régulièrement sans adopter la coutume générale.

Le profit que le banquier tire de la masse des soldes entre ses mains, doit être maintenant apparent pour tout le monde, et on comprend qu'un tel état de choses doit accumuler et accumule, en réalité, des sommes immenses entre les mains des banquiers du Royaume-Uni. « En juin 1879, le *Banker's Magazine* publiait un article fort curieux sous ce titre : *Magnitude of interest of bankers*. D'après les tableaux dressés par l'auteur de l'article, le capital et la réserve des *Joint-Stock-Banks*, dans la Grande-Bretagne, représentent

2 milliards 300 millions. Il faut augmenter cette somme de la plus-value des actions qui, en octobre 1878, n'était pas inférieure à 81 millions de livres, soit plus de 2 milliards, et en août 1879, après la crise, à 56 millions, soit 1,400 millions ; à la même époque, les dépôts de ces banques s'élevaient à plus de 10 milliards et leur encaisse à 1,200 millions.

« Il faut ajouter à ces chiffres le capital, les réserves des *Colonial and Foreign Banks*, soit 1,500 millions, et leurs dépôts, soit 3,200 millions (1).

Ainsi :

1° Capital, réserve, plus-value des banques anglaises proprement dites.	3,725 millions
2° Capital et réserves des banques coloniales et étrangères.	1,520 —
3° Dépôts des banques par actions, y compris la Banque d'Angleterre. . .	10,300 —
4° Dépôts des autres banques.	3,200 —

Ensemble : 18 milliards 745 millions.

« Reste à tenir compte des capitaux dont disposent les *Private Bankers*. Ces capitaux sont évalués à 4,125 millions. Le tout forme donc la somme gigantesque de 22 milliards 870 millions ! (2) . »

(1) Fournier de Flaix. *Les Banques anglaises*. (*Revue des deux Mondes*, 15 mars 1880). Bibl. Nat. Z, 2259. Ec. 252. — Inventaire Z. 21. 418. — 252.

(2) Ces chiffres sont acceptés par M Newmarch, le continuateur autorisé de M. Tooke dans un mémoire qui a paru en octobre 1879 dans le *Banker's Magazine*. M. Newmarch a relevé les progrès du nombre des établissements de 1858 à 1878. En 1858, le nombre des banques privées de Londres s'élevait à 72 ; le nombre des banques provinciales du Royaume-Uni était de 321 ; celui

Le banquier anglais, au lieu d'être un capitaliste prêtant ses propres capitaux et devenant ainsi le créancier de ceux avec lesquels il traite, est plutôt le débiteur de ses clients, et il n'a pas besoin de verser un grand capital dans ses affaires. Rigoureusement, il est même le débiteur en compte-courant de ceux de ses clients dont il escompte les effets et auxquels il accorde des avances sur titres.

Deux grands principes reçoivent ainsi leur application par le système de banque anglais (1) :

1° Les banquiers anglais sont les gardiens des fonds appartenant au public, en général, et d'une partie des capitaux des négociants qu'ils aident dans leurs affaires, c'est-à-dire de ceux qui appartiennent à des branches qui réclament du crédit. Ils sont donc les juges du crédit et leurs efforts se portent à déjouer certains clients qui veulent avoir des soldes exceptionnellement élevés, afin de faire croire au banquier qu'ils sont plus solides qu'ils ne le sont en réalité.

2° Le second grand principe que réalise le système de banque de Londres est l'économie dans l'emploi de la monnaie, que le système des comptes-courants et des chèques permet d'opérer.

des succursales dans Londres, de 224 et de 1391 en dehors de Londres. En 1878, il y avait dans Londres 102 banques et 105 succursales, et dans la Grande-Bretagne, sans compter Londres, 310, banques et 2,637 succursales. En 1853, les divers établissements de banque étaient au nombre de 2,008 et en 1878 de 3554.

(1) Ernest Seyd. *The London Banking Banker's Clearing House System*, London, 1872. Nat. 8. F. 2041.

Quelques-uns des premiers établissements jouissent, par suite des soldes des comptes-courants et des dépôts fixes, de sommes qui varient de 10 à 25 millions de livres, et la moyenne journalière des affaires traitées dans la cité de Londres excède 20 millions de livres sterling.

La plus grande partie de ces énormes transactions s'effectue sans le secours de la monnaie réelle bien que celle-ci en soit la base.

La partie matérielle du système de banque de Londres est exempte d'erreurs, en tant que système ; c'est un procédé aussi clair et aussi net que la solution d'un problème de mathématiques (1).

Le système du comptoir de liquidation des banquiers, ou *Clearing-House*, contribue grandement à ce merveilleux succès ; mais avant d'en entreprendre la description, il nous reste à faire connaître le mode d'emploi du chèque par lequel se font en Angleterre la plupart des paiements.

(1) Ernest Seyd. *The London Banking and Bankers's Clearing-House System*, London, 1872. Bibl. Nat. 8° F, 2041.

SECTION II

Le système du chèque anglais

§ I^{er}. — *Du chèque ordinaire anglais, ou chèque ouvert, non barré*

Il ne faudrait pas croire que le chèque anglais s'émet comme *medium* de circulation, ou comme une monnaie créée par la signature du tireur. Le chèque n'est pas même une lettre de change (1) ; c'est un simple ordre de payer, employé comme moyen de transférer une créance d'une partie à une autre, né de la coutume et soumis à certaines règles (2).

Supposons que Brown ait un compte courant chez MM. Robinson & C^o, banquiers, et que, ayant là un solde en sa faveur, il fasse un chèque *daté d'aujourd'hui*, et le remette en paiement à Jones, avant 4 h., de façon que Jones puisse l'encaisser avant la clôture des bureaux du banquier. Jones est tenu dès lors d'encaisser le chèque dans les 24 heures, car s'il attend jusqu'au lendemain, ou davantage, et que, dans l'intervalle, les banquiers viennent à faillir, c'est Jones qui perdra le montant du chèque, et non Brown. Na-

(1) Ernest Seyd. *The London Banking and Banker's Clearing-House System*, London, 1872. Bibl. Nat. 8° F. 2041.

(2) Un droit de timbre d'un penny est imposé au chèque quelque soit son montant. Les lettres de change paient un droit de timbre de 1 % *ad valorem*.

turellement, si le banquier faillit dans les 24 heures, le tireur est tenu au paiement (1).

Les chèques anglais qui apparaissent en France, et qui sont recherchés comme une remise favorable, ont probablement donné naissance à l'impression énoncée qu'ils sont employés comme *medium* de circulation. Ce n'est pas le cas pour ce qui se passe en Angleterre : les chèques sont aussitôt bâtonnés pour annulation que payés.

Il ne faut pas croire non plus qu'en Angleterre les chèques doivent être reçus en paiement par le créancier, car ce dernier peut, à son gré, demander de l'or ou des billets de banque, à la place de chèques qu'il ne reçoit que des clients qui lui sont bien connus.

(1) Pour ce qui concerne la présentation en temps utile, le chèque se trouve dans les mêmes conditions légales que la lettre de change venue à échéance. Le chèque échoit au moment de sa création ; seulement le porteur a un temps raisonnable pour le recevoir. De son côté, si le porteur ne présente pas le chèque dans le temps voulu, et si, par la faillite du banquier, le tireur essuie un préjudice, le porteur perd son recours contre ce dernier. La question de savoir si le porteur a présenté le chèque dans *le temps raisonnable* ou non, est de la compétence du jury (en Angleterre) qui décidera suivant les circonstances, dans chaque cas spécial et selon la coutume établie.

Lorsque les parties habitent la même ville, il est admis qu'un chèque reçu le matin ne doit pas être présenté le même jour, par ex., avant 4 heures de l'après-midi ; mais le porteur est tenu de le recevoir le lendemain.

Lorsque le tireur envoie son chèque en province, celui qui l'y reçoit doit avoir le temps de le renvoyer à Londres pour le faire encaisser, et un *temps raisonnable* lui est laissé.

La même règle s'applique aux chèques envoyés à l'étranger.

Mais le porteur qui endosse un chèque et le fait ainsi circuler au-delà des délais admis, le fait à ses risques et périls, et son fait

La plus grande majorité de transactions commerciales sont presque toujours des règlements de compte dans lesquels la partie prenante ne court aucun risque en acceptant le chèque en paiement. Ainsi : un détaillant envoie la note de ses fournitures ; le client paie à l'aide d'un chèque. Si le chèque n'est pas payé, le compte reste nécessairement non soldé ; la créance n'est pas éteinte par le fait d'avoir reçu un chèque, puisque ce dernier n'avait aucune valeur.

Des quittances sont souvent formulées ainsi : « *Reçu paiement par chèque.* » Mais, *quand même* les mots *par chèque*, seraient négligés dans la quittance, le chèque impayé servirait à prouver que le compte n'a pas été liquidé.

est équivalent à la négligence de présentation en temps utile, ce qui rend le tireur indemne de la faillite du banquier.

En France, les chèques tracés en Angleterre se transmettent souvent par endossement. Par ce procédé, ils sont indûment maintenus en circulation ; ils ne sont pas présentés au paiement en temps voulu, et ce, aux risques des porteurs.

Il n'est pas étonnant, dit M. Seyd, que le gouvernement français ait mis obstacle au système des chèques, si par là les banquiers se sont avisés de vouloir créer une sorte de lettre de change, ou *instrument de crédit*, et le succès comparativement limité des chèques en France, peut être attribué à cette perversion de la nature et du but du chèque.

L'usage du chèque pour des remises et paiements en dehors peut parfois, et incidemment, lui donner le caractère d'un *instrument de crédit* à courte échéance, mais toute mesure législative qui affirmerait un tel principe, à quelque degré infime que ce fût, serait une erreur.

C'est pour n'avoir pas été compris ainsi, que le système des chèques a été accepté avec hésitation par le public, en France et ailleurs.

Des commandes de marchandises sont fréquemment accompagnées d'un chèque, et, si le vendeur le trouve utile, il peut encaisser le chèque avant d'expédier les marchandises.

Ainsi, dans les transactions commerciales d'une plus grande importance, où le crédit a déjà un rôle, dans une foule de contrats, les chèques sont reçus avec pleine sécurité en Angleterre, parce que leur non-paiement laisserait la transaction incomplète.

En fait, les chèques ne sont acceptés que lorsque la partie payante est bien connue ; dans le cas contraire, on exige du numéraire.

Toute personne qui donnerait un faux chèque en traçant un chèque sans droit tomberait sous le coup de la loi. L'immense majorité des transactions n'étant, je le répète, que des liquidations de compte déjà existants, qui ne sont définitivement réglés que lorsque le chèque est payé, l'objection que le système des chèques prête à la fraude est sans fondement. Il arrive que des fripons tâchent de faire passer des chèques faux ou sans objet, dupant des imprudents, de même que les tireurs de fausses lettres de change parviennent souvent à leurs fins en France ; mais ces cas exceptionnels n'affectent en rien la grande économie du système.

Les fraudes et les falsifications sont plus aisées avec les lettres de change, qui ont quelque temps à courir avant l'échéance, qu'à l'aide de chèques qui n'ont qu'une existence fort courte et doivent être immédiatement présentés, la découverte étant ainsi immédiate.

Les risques provenant de la fausse signature du tireur sont à la charge des banquiers. Ces derniers connaissent en effet le numéro du carnet à souche de chacun de leurs clients; ils prennent des précautions extraordinaires, si le chèque n'est pas écrit sur une des formules délivrées par eux, et en cas de doute sur la qualité du porteur, ils trouvent toujours moyen de se mettre rapidement en rapport avec le tireur. Quant aux signatures, les caissiers ont évidemment une grande expérience et les fraudes de ce genre ne sont pas fréquentes.

§ 2. — *Du chèque barré (crossed)*

Les inconvénients que l'on peut reprocher au chèque que nous venons de voir, chèque *ouvert* ou *non barré*, sont singulièrement réduits, pour ne pas dire complètement écartés, par l'usage de ce qu'on a appelé le système des *chèques barrés*, *crossed checks*.

Le chèque, dont le modèle a été donné plus haut, peut être payé à M. Williams ou au porteur qui le présentera à la Banque (1). S'il est perdu par le propriétaire, une tierce personne peut le trouver et se faire payer comme porteur.

Pour éviter ce risque, le chèque est alors « *barré* (*crossed*) »; c'est-à-dire que 2 lignes sont tracées en

(1) Si le chèque était tiré à ordre, M. Williams devrait mettre sa signature au dos. La banque n'est pas responsable de l'identité de la signature de l'endosseur qui n'est pas le tireur, et le chèque peut être présenté par toute autre personne.

travers. Entre ces lignes, et à la partie supérieure des chèques, on inscrit le signe « *and C^o.* » et *C^{ie}*, comme si Glyn et *C^{ie}*, Martin et *C^{ie}*, etc. (les noms de Martin et de Glyn étant négligés), s'entendaient par là.

Les barres sur le chèque signifient qu'il n'est plus désormais payable à M. Williams ou au porteur, comme l'était le chèque précédent, *ouvert* ou *non barré*, mais à un banquier agissant pour le compte de M. Williams ou du porteur.

D	Londres, 17 décembre 1892	Timbre d'un penny
N° 1729	C ^o	
London and County Bank		
&		
21, Lombard Street		
Payez à <i>M. Frédéric Williams</i> ou au porteur.		
Deux cent cinq livres 3/6		
<u>£ 235-3-6</u>	<i>J. Smith & C^o</i>	

M. Williams, étant un négociant *respectable*, a son compte courant chez l'un des banquiers de Londres. Smith & C. ne connaissent peut-être pas le banquier en question ; c'est pourquoi ils barrent le chèque.

Ce qui, quoi qu'il arrive, certifie qu'il passera par les mains d'un des banquiers de Londres pour être payé. De plus, le chèque barré doit être présenté au paiement à la banque sur laquelle il est tracé, par les employés d'un autre banquier, et les agents respectifs des banquiers se connaissent parfaitement.

Fréquemment, lorsque le tireur du chèque connaît le nom du banquier de la partie à laquelle le chèque est payable, il écrit le nom entier : *Glyn and C^o*, ou *London-Joint-Stock-Banck*, par exemple. Ou bien, le bénéficiaire du chèque lui-même, dit, en le recevant : « Barrez le : *Martin & C^o*, *Union Bank* » ou tout autre nom de banque ou de banquier. Ou bien encore, le bénéficiaire lui-même, ou l'un de ses employés écrit le nom de son banquier en travers, et verse le chèque à son crédit chez le banquier.

Et maintenant, ce chèque barré peut être perdu ; celui qui le trouve ne peut l'employer, car il doit être reçu par un banquier. Si le nom d'un *banquier* n'est pas écrit entre les deux barres, mais seulement la mention & C^o, et si celui qui trouve le chèque le verse à son crédit chez son banquier, il sera immédiatement découvert. En effet : le banquier, après avoir reçu ce chèque, le présente à l'encaissement chez le banquier indiqué par le chèque, chez celui du tireur, et là il apprendra que le chèque présenté n'a jamais été tracé pour celui qui l'avait fait verser à son crédit chez le banquier porteur.

Ainsi, tout faux ou irrégularité dans le chèque, ou dans sa transmission et son encaissement peut être re-

cherché jusqu'à l'origine. Il en résulte donc que les chances de semblables méfaits, qui pourraient se présenter avec les chèques *ouverts* ou *non barrés*, sont grandement réduites par le système des chèques *barrés* (*crossed*).

Presque toutes les transactions commerciales en Angleterre, excepté les ventes en détail et certains grands paiements qui doivent se faire en espèces à cause de leur nature particulière, se liquident au moyen de *chèques barrés*. Le chèque joue donc un très grand rôle et les négociants, les particuliers, dans la tenue de leurs livres, traitent les chèques ou mandats payables à vue comme des articles de caisse, et, en opérant leurs versements chez le banquier, ils les comprennent parmi les espèces.

Voyons maintenant quelques chiffres pour bien faire comprendre le développement extraordinaire pris aux Etats-Unis et en Angleterre par les banques de dépôts et dans quelle proportion interviennent les chèques.

Le tableau ci-contre, relatif aux seules banques nationales (1) aux Etats-Unis, rend compte de cette progression (2).

(1) Aux Etats-Unis, les Banques publiques peuvent être divisées en deux catégories, en laissant de côté les caisses d'épargne et les *Trust Companies* (banques de dépôts). Les Banques nationales sont celles qui, sous le bénéfice de l'Acte fédéral du 24 juin 1874 ont le droit d'émission dans les limites indiquées par cet acte. Les Banques d'Etat (*State Banks*) sont régies par les lois particulières émanées des assemblées législatives des divers Etats de l'Union ; elle n'ont pas le droit d'émission. (Note de M. Gustave-François ; *Clearing-Houses et chambres de compensation*, 1886. Lille, Danel. Bibl. Nat. 8° V, 9551).

(2) Voir Dictionnaire des finances, article *Banque*.

DATES	NOMBRE DES BANQUES			DÉPÔTS			Total des dépôts (col. 3, 4 et 5)	Dettes des Banques Nationales.		Total des dettes (col. 7 et 8).	Total général des dépôts et des dettes (col. 6 et 9).
	1	2	des particuliers.	des Etats-Unis	des officiers- payeurs des Etats- Unis.	3	4	5	vis-à-vis d'autres banques nationales.	vis-à-vis des banques d'Etat et de banques privées.	
			Dollars.	Dollars.	Dollars.				7	8	10
1863	66		»	»	»				Dollars.	Dollars.	Dollars.
1864	508		»	»	»				»	»	9,479,000
1866	1644		564,616,000	30,421,000	2,980,000				»	»	9,479,000
1871	1767		600,868,000	20,512,000	5,394,000				»	»	157,028,000
1875	2087		664,580,000	6,507,000	4,271,000				110,532,000	26,986,000	34,862,000
1878	2053		620,236,000	41,655,000	3,343,000				131,731,000	40,212,000	137,518,000
1882	2269		1,122,472,000	»	»				675,358,000	49,918,000	171,943,000
									665,234,000	122,496,000	179,720,000
									»	»	835,087,000
									1,135,000,000	105,133,000	830,337,000
									»	»	»

- (1) Chiffre comprenant le total des dépôts des particuliers de États-Unis et des officiers-payeurs de États-Unis.
 (2) Chiffre comprenant l'ensemble des dettes vis-à-vis d'autres banques nationales et vis-à-vis de banques d'Etat et de banques privées.

Les dépôts des Banques Nationales comprennent les dépôts des particuliers (*individual deposits*), ceux des officiers-payeurs des Etats-Unis (*deposits of United States disbursing officers*), auxquels il convient d'ajouter les sommes qui, dans les situations des banques nationales, sont portées sous la dénomination de : *Dettes vis-à-vis d'autres banques nationales ; dettes vis-à-vis des banques d'Etat et banquiers*.

Le tableau précédent nous montre la progression suivie par ces dépôts depuis 1863 (1).

Au 1^{er} octobre 1885, les banques nationales étaient au nombre de 2.714 réparties ainsi (2) :

44 à New-York ;
105 à Philadelphie — Boston — Baltimore ;
98 dans d'autres villes ;
2,467 dans les divers comtés.

Leur capital était de 527 millions de dollars, et les dépôts s'élevaient à 1,248 millions de dollars.

En 1884 (1^{er} octobre), les *State-Banks* étaient au nombre de 4,478, ayant un capital de 133,958,951 dollars et des dépôts pour 514,111,592 dollars.

Enfin, les ressources financières des diverses banques étaient évaluées comme suit :

(1) Dictionnaire des finances de Léon Say. Article *Banque*.

(2) *Messenger de Paris*, du 12 juin 1886. (Analyse du rapport de M. Cannon, contrôleur de la circulation aux Etats-Unis).

Banques nationales	{	Capital.	2.637 millions de francs.		
		Dépôts.	6.241	—	—
Banques diverses	{	Capital	. 669	—	—
		Dépôts	. 7.937	—	—

Soit un total de 17.484 millions, ou en chiffres ronds, 17 milliards 1/2, les banques privées entrant dans ce chiffre pour plus de 2 milliards.

C'est là une masse immense de capitaux, mise en mouvement et activée par tous les moyens de crédit les plus perfectionnés.

M. Howarth (1) nous donne la circulation d'une grande banque de Londres :

Chèques.	87.30 %	} 100
Bank-Notes. . . .	6.89 »	
Espèces.	5.81 »	

D'autre part, M. Chevassus (2) donne le tableau suivant de la circulation en Angleterre et aux Etats-Unis :

(1) William Howarth. *Our Clearing System and Clearing-Houses.* (*Bankers Magazine* 1884), London, 1886.

(2) Mémoire publié en décembre 1885 dans le *Journal of Institute of Bankers* de Londres.

Angleterre 1881

	Espèces	Billets de banque	Chèques
Londres	0.728	2.039	97.233
Enceinte métropolitaine....	25.218	11.022	63.760
Banques des Comtés (261 places).	15.200	11.940	72.860
Villes (Exception faite des centres agricoles)	17.310	14.470	68.220

États-Unis (Septembre 1881)

	Espèces	Billets de banque	Chèques
New-York	0.55	0.65	98.80
Villes de réserve (3)	2.04	5.62	92.35
Banques en autres lieux. .	3.99	14.27	81.74
Total aux États-Unis.....	1.55	4.36	94.09

(3) Les villes de réserve (*Reserve cities*) ou de rachat (*Redemption cities*) étaient celles où, suivant les prescriptions de l'acte du 3 juin 1864, se trouvaient les banques chargées de rembourser au pair les billets des autres banques. Ces villes étaient au nombre de 17 pour tout le territoire américain.

Cette prescription a été abolie par l'acte du 22 juin 1874 modifiant le *National currency*.

L'acte du 3 juin 1864 obligeait les Banques provinciales (*Country Banks*) à s'appuyer sur les 17 banques de rachat (*Reserve or Redemption Banks*); et ces dernières sur celles de la ville de New-York, qui devint ainsi le centre de toutes les banques natio-

Ces chiffres diffèrent peu de ceux donnés par M. Knox, contrôleur de la monnaie des Etats-Unis (1).

D'après ce tableau, puisé aux meilleures sources, on voit que la circulation des chèques aux Etats-Unis est notablement supérieure à leur circulation en Angleterre. Cela nous explique comment les *Clearing-Houses* américains sont arrivés si rapidement à augmenter en nombre et en importance, et à dépasser dans leurs transactions les chiffres si remarquables cependant des *Clearing-Houses* anglais.

Cet exposé sur les banques de dépôts et sur le système des chèques avec ses avantages, principalement celui des chèques barrés, était nécessaire pour bien comprendre le système du comptoir de liquidation au *Clearing-House* des banquiers de Londres, où le vaste courant de chèques va se décharger pour être dirigé vers les canaux qui en opèrent la prompte absorption.

nales de l'Union, pour le remboursement des billets (*Redemption Agency*).

L'acte du 22 juin 1874 modifia les dispositions concernant la *Redemption agency* qui fut remplacée par un bureau central établi au Trésor des Etats-Unis pour racheter les billets de banques nationales.

(1) Voir ses *rapports* de juin 1880, 1^{er} mai 1887, etc... au Congrès.

CHAPITRE III

THÉORIE DU CLEARING-HOUSE

Avec le *Système du Chèque et du Clearing, ou Liquidation par Compensation*, les dettes sont moins payées que mises en balance les unes avec les autres. Le type de la méthode se trouve dans la pratique ordinaire du *Livre des Comptes-Courants*: si deux maisons ont l'une avec l'autre des transactions fréquentes, dans lesquelles elles achètent et vendent alternativement, ce serait une dépense de monnaie bien inutile que de régler immédiatement chaque dette contractée, lorsqu'en peu de jours il peut s'en contracter une autre en sens inverse.

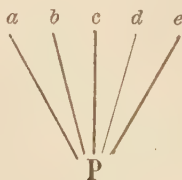
Il est donc d'usage, pour les maisons qui ont des transactions réciproques, de porter sur leurs livres, au débit et au crédit l'une de l'autre la dette résultant de chaque transaction, et de n'effectuer un paiement réel que lorsque la balance atteint des proportions considérables et trop incommodes.

Nous pouvons appliquer ce système aux particuliers ayant le même banquier.

Supposons qu'une personne quelconque *a* veuille faire un paiement à *b* ; a-t-elle besoin d'aller chez un banquier pour retirer des espèces afin de les remettre à *b* ? Non ; *a* trace un chèque invitant le banquier à verser les espèces entre les mains de *b*. Cette dernière personne est également un des clients du banquier ; elle ne va donc pas toucher les espèces pour les rendre immédiatement au Banquier, et les faire porter à son crédit. Un simple virement d'écritures suffira. La somme due par *a* sera inscrite à son *débit* et portée sur le compte de *b* à son *crédit*.

Multiplions ainsi le nombre des clients ; leurs transactions réciproques pourront être réglées de la même façon, sans qu'ils voient une seule pièce de monnaie.

Cette organisation élémentaire est représentée au moyen du diagramme suivant par M. Stanley Jevons (1):



(1) *Money and the Mechanisme of Exchange*, 1876, London.
Bibl. Nat. 8° R. 81.

dans lequel P représente le banquier commun tandis que a, b, c, d, e , représentent ses clients (1).

Une certaine quantité d'espèces, qui reste immobilisée à la Banque, et à laquelle personne ne touche, peut suffire à toutes les transactions entre clients du même banquier. Ce dernier ne conservera ainsi que la somme nécessaire pour faire face aux demandes possibles.

Supposons maintenant deux Banques agissant de même avec leurs clients respectifs. Nous aurons alors le diagramme suivant : (2).



Les transactions mutuelles de a, b, c, d, e , se balanceront, comme plus haut, dans les livres de P , et celles de q, r, s, t , dans les livres du banquier Q .

Mais si a doit faire un paiement à r , que se passe-t-il?

a tire un chèque sur P , son banquier dépositaire, et le remet à r , qui peut alors demander de l'argent à P . Ou bien, s'il n'a pas besoin d'argent, il le porte

(1) Les anciennes banques d'Amsterdam et de Hambourg donnent d'excellents exemples de cette combinaison.

(2) Stanley Jevons : *Money and the Mechanism of Exchange*, 1876, London. Bibl. Nat. 8° R. 81.

chez son propre banquier Q , et le fait inscrire, comme si c'était de l'argent, au crédit de son compte. C'est alors le banquier Q qui devra présenter ce chèque au tiré, le banquier P .

On va donc être obligé d'avoir recours cette fois au numéraire ? Nullement. Car il y aura d'autres personnes, parmi les clients de P et de Q , qui feront des paiements de la même manière. Alors P recevra des chèques sur Q tandis que ce dernier en recevra sur P .

Ces deux banquiers se trouveront alors vis-à-vis l'un de l'autre dans la même situation que les deux négociants mentionnés plus haut qui ont un compte-courant l'un chez l'autre.

Le paiement à faire en espèces se réduira donc à la balance de ce qui est dû, et ce règlement ne se fera, ainsi que nous l'avons déjà dit, que lorsque la balance aura pris des proportions incommodes.

Multiplions maintenant le nombre des banques. Chacune aura son groupe distinct de clients, et les transactions mutuelles, qui s'opèrent dans chacun de ces groupes, se balanceront, comme dans l'exemple précédent, sur les livres du banquier qui leur est commun.

Les transactions se croisent entre tous les clients des différentes banques, et finalement elles aboutissent à une dette contractée par un banquier à l'égard d'un autre banquier.

La complication des relations devient extrême. Ainsi : 14 banquiers peuvent former $\frac{14 \times 13}{2}$ ou 91 couples diffé-

rents dans chacun desquels il peut y avoir des dettes réciproques, et 50 banques ne feraient pas moins de 1225 couples, résultat obtenu par chacune des 50 banques envers les 49 autres : $\frac{50 \times 49}{2} = 1225$.

Pour bien montrer l'avantage du système de compensation entre banquiers, empruntons les chiffres suivants à M. Gustave François (1), dans son remarquable ouvrage sur les Clearing-Houses, auquel nous serons appelé à faire plus d'un emprunt.

Soient *P* et *Q*, nos deux banquiers, ayant le même jour : *P* 100.000 francs à recevoir chez *Q*, tandis que *Q* doit recevoir 90.000 francs chez *P*.

D'après l'usage ordinaire, le garçon de recettes de *P* recevra 100.000 fr. chez *Q*, tandis que le garçon de recettes de ce dernier touchera chez *P* la somme de 90.000 fr. Il y a donc ainsi un mouvement de numéraire (billets de banque ou espèces) de 190.000 fr.

Q, débiteur de 100.000 fr. et créancier de 90.000 peut offrir à *P* la compensation pour 90.000 fr. et lui verser seulement 10.000 fr. en espèces. Le règlement sera ainsi effectué ; chacune des deux banques aura acquitté les dispositions arrivant à échéance, mais une somme de 10.000 fr. en numéraire sera seule déplacée. On aura ainsi économisé, sur le règlement ordinaire de 190.000 fr., montant des deux dettes, un emploi de numéraire égal à 180.000 fr., soit le double du plus petit montant, 90.000 fr., dans l'exemple cité.

(1) *Clearing-Houses et Chambres de compensation*, Lille, 1887, Danel. Bibl. Nat. 8° V. 9551.

Si nous supposons maintenant 4 banques, P,Q,R,S, ayant mutuellement le même jour les sommes suivantes à encaisser chez les autres :

P	{	chez Q	100.000
		— R	50.000
		— S	80.000
Q	{	chez P	90.000
		— R	150.000
		— S	30.000
R	{	chez P	60.000
		— Q	120.000
		— S	70.000
S	{	chez P	100.000
		— Q	50.000
		— R	25.000

Un encaissement direct par les garçons de recettes nécessiterait l'emploi de 925,000 fr. en numéraire.

En compensant de deux en deux, la situation se présente alors ainsi :

P	{	reçoit de R	10.000
		verse à R	10.000
		— à S	20.000
Q	{	verse à P	10.000
		reçoit de R	30.000
		verse à S	20.000
R	{	reçoit de P	10.000
		verse à Q	30.000
		reçoit de S	45.000
S	{	reçoit de P	20.000
		— de Q	20.000
		verse à R	45.000

P n'envoie plus un commis pour présenter des liasses de chèques sur *Q*, *R* et *S*. Il peut les faire payer à la banque centrale *X*, où ils seront portés au crédit de *P*; puis, réunis encore à de semblables liasses de chèques reçus de *Q*, *R*, *S*, ils seront finalement présentés aux banques sur lesquelles ils sont tirés.

Tous les paiements faits ainsi par chèques seront effectués sans l'emploi d'aucune monnaie comme s'il n'y avait qu'une seule Banque opérant dans une ville pour le compte de tous les habitants, ses clients.

D'ordinaire, les sommes que chaque banque doit payer chaque jour se balancent assez exactement avec celles qu'elle doit toucher. La balance qui reste sera soldée par un transfert inscrit sur les livres de *X*, la *Banque des Banquiers*.

Ces différentes banques : *P*, *Q*, *R* et *S* versant alors dans la caisse commune le solde, lorsqu'elles sont débitrices, ou recevant de cette même caisse, dans le cas contraire, l'économie du numéraire s'augmente encore du montant des soldes compensés, une banque étant souvent débitrice de l'une et créditrice de l'autre.

Appliquons ce système à l'exemple ci-contre ; le résultat sera le suivant :

<i>P</i> . verse.	20.000 fr-
<i>Q</i> . soldes compensés .	
<i>R</i> . reçoit.	25.000
<i>S</i> . verse.	5 000

Un versement de 25.000 francs en numéraire suffit pour régler 925,000 francs de traites ou valeurs encaissées.

Plus le nombre des banques compensatrices est grand, plus cette économie pour les soldes est considérable.

En effet, 4 banques ne donnent que $\frac{4 \times 3}{2} = 6$ combinaisons de débiteur ou créancier; 10 banques en donnent $\frac{10 \times 9}{2} = 45$; et 20 banques : $\frac{20 \times 19}{2} = 190$ combinaisons; le nombre des banques ayant seulement quintuplé, le nombre des combinaisons est 31 $\frac{1}{2}$ fois plus considérable. Nous avons déjà indiqué que 50 banques donnaient $\frac{50 \times 49}{2} = 1225$ combinaisons.

Donc : plus les banques compensatrices sont nombreuses, plus nombreuses sont les combinaisons, et aussi les compensations des soldes débiteurs et créditeurs pour une même banque, et comme conséquence : économie de plus en plus grande dans l'emploi du numéraire.

Et ce rôle d'agent comptable, de *Banque des Banquiers*, est rempli par l'institution appelée *Clearing-House* ou *Chambre de Compensation*, de *Liquidation*.

Par suite de la grande facilité de ce travail et de l'économie qui résulte de l'emploi du système de compensation, les banquiers sont incités à faire le plus possible le service de caisse de leurs clients. Ils peuvent s'en charger à des conditions très-modérées, y trouvant quand même un bénéfice, et de plus, si le nombre de leurs clients est considérable, et s'ils ap-

partiennent à un grand nombre de branches du commerce et de l'industrie, leurs paiements et recettes de chaque jour tendent sensiblement à s'équilibrer (1).

Après avoir admis le fait de la compensation, il est facile d'en établir théoriquement le mécanisme.

Chaque banque compensatrice relève, sur des feuilles ou des registres *ad hoc* toutes les sommes qu'elles doit recevoir des autres banques. Ce travail étant terminé, chaque banque connaît alors, d'une part, les sommes qu'elle doit payer, et, d'autre part, les sommes qu'elle doit recevoir de chacune des autres.

Il ne reste plus qu'à établir sur une feuille spéciale le solde, par rapport à chaque banque, de toutes les autres banques compensatrices, et d'en tirer la somme que doit payer ou recevoir la banque pour laquelle est établie la feuille, suivant que le montant des divers soldes débiteurs est inférieur ou supérieur au montant des soldes créditeurs.

Supposons que le solde soit créditeur : la banque dont la feuille est établie a donc plus à recevoir qu'à payer. Le solde est alors réglé, soit par un virement du compte de compensation à son crédit, soit par un versement en espèces.

Si, au contraire, le solde est débiteur, c'est-à-dire : si la banque dont la feuille de compensation est établie

(1) Gustave François, *Clearing-Houses et Chambres de compensation*. 1886. Lille, Danel. Bibl. N. 8° V. 9551.

a plus à payer qu'à recevoir, le solde définitif est alors versé dans la caisse centrale, soit par un virement, soit par une remise d'espèces.

Chaque somme portée au crédit d'une banque, est forcément portée en même temps au débit d'une autre banque. Il en résulte donc que les montants des soldes débiteurs et créditeurs doivent être égaux, et qu'à la fin de la journée tous les règlements étant effectués, la caisse de la Compensation doit être vide, ou bien le Compte Général doit être balancé (1).

Et maintenant nous allons faire voir comment cette compensation théorique a été mise en usage dans les principaux *Clearing-Houses et Chambres de Compensation*.

(1) Gustave François: *Clearing-Houses et Chambres de Compensation*. Lille. 1886. Danel. Bibl. Nat. 8° V. 9551.

CHAPITRE. IV

CLEARING-HOUSES ET CHAMBRES DE COMPENSATION

Nous allons maintenant passer en revue les principaux Clearing-Houses et Chambres de Compensation. Nous verrons ainsi comment a été appliquée la compensation théorique qui vient d'être exposée.

SECTION 1^{re}.

Ancienne Chambre de Compensation de Lyon.

Nous avons déjà vu qu'à Lyon l'usage était de créer des effets payables, pendant les quatre grandes foires, aux échéances suivantes (1) : le paiement des Rois, qui commençait le 1^{er} mars ; le paiement de Pâques, qui commençait le 1^{er} juin ; le paiement d'août, qui commençait le 1^{er} septembre ; enfin le paiement de Tous-

(1) Alph. Courtois fils. *Histoire des Banques en France*, Paris, 1881, Guillaumin, 1881, 2^e édition. Bibl. Nat. 8^o V. 10.325.

saint, qui commençait le 1^{er} décembre. Lorsque l'une de ces échéances arrivait, une *Chambre de Compensation* se chargeait, par de simples virements entre tous les commerçants de la ville, d'opérer les paiements les plus considérables, sans avoir besoin de numéraire, si ce n'est pour les soldes.

Savary (1) nous donne de curieux détails sur ces *Quatre Paiements de Lyon* ; il invoque plusieurs fois cette coutume dans ses *Parères*. Chacune de ces liquidations dure un mois entier, et l'ouverture a lieu le premier jour du mois de chacune des quatre foires. Pendant les six premiers jours, les principaux négociants se réunissent pour faire les acceptations des lettres de change ; le porteur a le reste du mois pour faire protester celles qui n'ont pas été acceptées. Le troisième jour du mois, l'assemblée établit le prix des changes de la place avec l'étranger : « Le sixième jour se fait l'entrée et l'ouverture du bilan, et virements des parties, et on les continue jusqu'au dernier jour du mois inclusivement.....

« Les banquiers et négociants portent sur la place leur bilan en débit et crédit, c'est-à-dire qu'ils écrivent d'un côté ce qui leur est dû et de l'autre ce qu'ils doivent ; ils s'adressent à ceux à qui ils doivent, leur présentent de virer partie, et donnent pour débiteurs un ou plusieurs qui leur doivent semblable somme ; il l'inscrivent respectivement sur leur bilan, et dans le moment la partie est réputée virée, demeurant aux

(1) Parfait négociant. Livre III, ch. 2, Paris, 1757. Voir aussi Ordonnance de 1673. Tit. V, art. 7.

risques et périls de ceux qui les ont acceptées. De cette manière se font les paiements, et à la fin du mois ceux qui doivent plus qu'il ne leur est dû payent en argent comptant aux porteurs de lettres ce qu'ils doivent... Il n'y a que Lyon qui en use ainsi. »

Nous n'avons aucun relevé des opérations qui étaient faites aux époques des paiements, et les chiffres donnés par les économistes de l'époque ne sont que des sommes approximatives.

L'ordonnance du 2 juin 1667 n'a fait que régulariser un ancien état de choses. Ses dispositions ne font que reproduire les règles usitées par les principaux négociants et leur ont donné force de loi.

Ordonnance du 2 juin 1667 (1)

Art. I^{er}. — Que ci après l'ouverture de chaque paiement se fera le premier jour non férié de chacun des quatre paiements de l'année, sur les deux heures de relevée, par assemblée des principaux négociants de ladite place, tant Français qu'étrangers, en présence de M. le Prévôt des Marchands, ou, en son absence, du plus ancien échevin, qui seront priés de s'y trouver. En laquelle assemblée commenceront les acceptations de lettres de change payables en icelui, et continueront incessamment, à mesure que lesdites lettres seront présentées, jusqu'au sixième jour dudit mois inclusivement; après lequel, et icelui passé, les porteurs desdites lettres pourront faire protester,

(1) Enregistrée au Parlement le 18 mai 1668.

faute d'acceptation, pendant tout le courant du mois, et ensuite les renvoyer pour en tirer le remboursement avec les frais de retour.

Art. II. — Que pour faire le compte et établir le prix des changes de ladite place de Lyon avec les étrangers, il sera fait pareille assemblée le troisième jour de chacun desdits mois, non férié, aussi en présence de M. le Prévôt des Marchands, ou du plus ancien échevin.

Art. III. — Que les acceptations desdites lettres de change se feront par écrit, datées et signées par ceux sur qui elles auront été tirées, ou par personne dûment fondée de procuration, dont la minute restera chez le notaire. Et toutes celles qui seront faites par facteur, commis et autres non fondés de procuration, seront nulles et de nul effet, contre celui sur qui elles auront été tirées, sauf le recours contre l'acceptant.

Art. IV. — Que l'entrée et l'ouverture du bilan, et virement de parties, commencera le sixième jour de chaque mois, desdits quatre paiements, non férié, et continuera jusques au dernier jour desdits mois inclusivement, après lesquels, icelui passé, il ne se fera aucun virement ni écriture, à peine de nullité.

Art V. — Que l'on entrera pendant lesdits quatre paiements en la Loge du change, le matin à dix heures, pour en sortir précisément à onze heures $1/2$; passé laquelle heure, ne se feront aucune écriture ni vire-

ment de parties ; et pour avertir de ladite heure, on sonnera une cloche.

Art. VI. — Que ceux qui en leurs achats de marchandises auront réservé la faculté de faire escompte, si bon leur semble, seront tenus de l'offrir dès le sixième jour du mois de chacun desdits paiements, après lequel, et icelui passé, ils ne seront plus reçus.

Art. VII. — Que toutes parties virées seront écrites sur le bilan par les propriétaires, ou par leurs facteurs ou agents, qui en seront les porteurs, sans qu'ils puissent être désavoués par les propriétaires ; et seront lesdites écritures aussi bonnes et valables que si elles avaient été par eux-mêmes écrites et virées.

Art. VIII. — Que tous virements de parties seront faits en présence de tous ceux qu'on y fait entrer, ou des porteurs de leurs bilans, à peine d'en répondre par ceux qui auront fait écrire pour les absents, et ce sur les bilans et non en feuilles volantes. Et à l'égard des autres personnes de la ville, qui ne portent point de bilan, ils donneront leurs ordres à leurs débiteurs par billets, qui leur serviront de décharge du paiement qu'ils feront des parties, au désir de leurs créanciers ; et pour ceux de dehors, pour lesquels les courtiers disposent les parties, ils donneront auxdits courtiers pouvoir suffisant, qui sera remis chez un notaire, pour la sûreté de ceux qui payeront, et pour y avoir recours en cas de besoin.

Art. IX. — Que les lettres de change acceptées, payables en paiement, qui n'auront été payées du tout, ou en partie, pendant icelui et jusqu'au dernier jour du mois inclusivement, seront protestées dans les trois jours suivants, non fériés, sans préjudice de l'acceptation, et lesdites lettres, ensemble les protêts envoyés dans un temps suffisant, pour pouvoir être signifiés à tous ceux et par qui il appartiendra, savoir, pour toutes les lettres qui auront été tirées en dedans du royaume, dans deux mois ; pour celles qui auront été tirées d'Italie, Suisse, Hollande, Flandre et Angleterre, dans trois mois ; et pour celles d'Espagne, Portugal, Pologne, Suède et Danemarck, dans six mois du jour et date des protêts ; le tout à peine d'en répondre par le porteur desdites lettres.

Art. X. — Que toute lettre de change payable esdits paiements, sera censée payée, savoir, à l'égard des domiciliés porteurs de bilan sur la place du change de ladite ville, dans un an, et pour les autres, dans trois ans après l'échéance d'icelle, et n'en pourra le paiement être répété contre l'acceptant, si l'on ne justifie de diligences valables contre lui faites dans ledit temps.

Art. XVI. — Tous ceux qui seront porteurs de procuration générale, pour recevoir le paiement des promesses et lettres de change, remettront les originaux de leur procuration ès-mains d'un notaire ; et seront lesdits porteurs de procuration obligés d'en fournir des expéditions à leurs frais, à ceux qui paieront les susdites lettres

Art. XVII. — Toute procuration pour recevoir paiement de lettres de change, promesses, obligations et autres dettes, n'aura plus de force, passé une année, si ce n'est que le temps qu'elle devra durer soit précisément exprimé, auquel cas elle servira pour tout le temps qui sera énoncé en icelle, s'il n'apparaît d'une révocation.

Art. XVIII. — Que les faillis et banqueroutiers ne pourront entrer en la Loge du change, ou écrire ou virer parties, si ce n'est après qu'ils auront entièrement payé leurs créanciers, et qu'ils en auront fait apparoir. Et pour donner moyen auxdits faillis de payer leurs créanciers des effets qu'ils auront à recevoir, ils le pourront faire par transports, procurations ou ordres, à telles personnes qu'ils aviseront lesquels paieront à leur acquit ce qu'ils ordonneront, et seront nommés par eux aux parties qui seront passées en écritures.

Art. XIX. — Les courtiers ou agents de banque et marchandises de ladite ville seront nommés par lesdits Prévôt des marchands et échevins, entre les mains desquels ils prêteront serment en la manière accoutumée, en justifiant par des attestations des principaux négociants en bonne et due forme, de leur vie et mœurs, et de capacité au fait et exercice de ladite charge, et seront lesdits courtiers réduits à un certain nombre, et tel qu'il sera jugé convenable par lesdits sieurs Prévôt des marchands et échevins, sur l'avis desdits négociants.

Art. XX. — Que tous banquiers, porteurs de bilan, et marchands en gros, négociant sous le privilège des foires de Lyon, seront obligés de tenir leurs livres de raison en bonne et due forme, et tous marchands boutiquiers et vendant au détail, des livres, journaux, autrement, en cas de dérouté, seront déclarés banqueroutiers frauduleux, et comme tels, condamnés aux peines qu'ils devront encourir en ladite qualité.

Art. XXI. — Que très-expresses inhibitions et défenses seront faites à toutes personnes, de quelque qualité et condition qu'elles soient, de contrevenir à ce que dessus directement ou indirectement, à peine de trois mille livres d'amende contre chaque contrevenant, applicable savoir, le quart à l'Hôtel-Dieu du Pont du Rhône, le quart à l'aumône générale, le quart au dénonciateur, et le quart à la réparation de la Loge des changes, pour le paiement de laquelle ils seront contraints par corps, saisie et vente de leurs biens. Et pour plus exacte observation des présentes, sera permis à l'un desdits contrevenants de dénoncer les autres contrevenants avec lui, auquel cas il sera déchargé, pour la première fois, de payer ladite peine, et aura son droit de dénonciation. »

Cette façon de procéder n'avait pas subi de modifications à la fin du XVIII^e Siècle, les paiements ayant continué jusqu'à la Révolution, car le dernier paiement de cette nature fut celui de Pâques 1793.

Voici certains détails empruntés à un mémoire du

Conseil de Commerce de la ville de Lyon, daté du 24 ventôse an X 15 mars 1802) (1).

« Les Quatre-Payements de Lyon, appelés paiements des Rois, de Pâques, d'Août et des Saints, se trouvaient placés à égales distances dans chacune des quatre saisons de l'année. L'ouverture s'en faisait publiquement dans la *Loge des Changes*, le 1^{er} jour des mois de mars, juin, septembre et décembre par le Prévôt des marchands, assisté du greffier du Tribunal de commerce, qui en dressait procès-verbal en présence de quatre syndics du commerce et des négociants qui voulaient y assister.

« Entre le 1^{er} et le 7 des mois ci-dessus cités, on présentait les lettres de change pour en exiger l'acceptation. En cas de refus, le porteur était en droit de faire faire, le 7, un protêt à défaut d'acceptation et de se pourvoir en garantie contre le tireur et les endosseurs.

« Le 16 et jours suivants, jusqu'au 30 inclusivement, les négociants se rendaient avec leurs commis dans la Loge des Changes, et là, pendant deux heures, communiquant avec leurs créanciers et leurs débiteurs, ils procédaient, tout à la fois, au paiement et à la recette par forme de virements ou de compensation et par un transport effectué de son débiteur à son créancier.

« Le 30 du mois était encore un terme fatal pour le protêt des lettres de change non acceptées, ou qui étaient survenues depuis le 7.

(1) Alph. Courtois fils. *Histoire des Banques en France*, Paris, Guillaumin 1881. Bibl. Nat. 8° V. 10,327.

« Les trois premiers jours non fériés du mois suivant étaient consacrés à solder en espèces ce qui n'avait pu être payé en virements, et le dernier de ces trois jours on faisait protester les lettres de change acceptées qui n'avaient pas été payées.

« Ces règles et ces formes sont établies par un règlement de la place de Lyon revêtu des anciennes formes légales.

« Un débiteur qui ne payait pas au terme fatal de ce 3^{me} jour était, par le fait, réputé failli (1). Celui qui ne paraissait pas dans la Loge des Changes dès les premiers jours consacrés aux virements, contractait une mauvaise note, indice presque certain de l'état douteux de sa fortune et avant-coureur de sa déroute. A cette sévérité de principes se joignait l'obligation, salutaire pour chaque négociant, de se rendre compte lui-même, quatre fois au moins par an, de ses entreprises et de ses moyens, de son actif et de son passif. La *Loge des Changes* (2) était en quelque sorte un théâtre public sur lequel chaque négociant venait librement et de son

(1) Rue Grenetta, à Lyon, parmi plusieurs maisons anciennes de quelques siècles, il en est une où la moitié d'une des larges fenêtres de la façade, au premier étage, est garnie d'une espèce de cage de grandeur d'homme, formée d'une grille verticale, semi-cylindrique composée de barreaux serrés. C'est là, suivant la tradition, que l'on exposait, comme à un pilori, les débiteurs insolubles, aux regards, souvent aux invectives, de leurs créanciers. Ces mœurs, un peu brutales, il est vrai, attestent au moins l'importance attachée de longue date par la Cité lyonnaise au maintien de l'honneur commercial, au respect de la parole ou tout au moins de la signature.

(2) Elle était établie dans un élégant édifice construit par Soufflot et actuellement affectée au culte protestant.

plein gré, se faire juger par ses pairs et mériter, riche ou non, leur confiance et leur estime par la manière avec laquelle il satisfaisait à ses engagements. »

Telle fut la première Chambre de Compensation.

SECTION I

Clearing-House de Londres

Nous avons dit que le Clearing-House existait déjà en 1775, mais quelle en fut l'origine ?

Il est à présumer que l'application méthodique de la compensation aux échanges de valeurs payables sur une même place, doit être attribuée aux garçons de recettes chargés du recouvrement en numéraire de ces valeurs. Il paraît, d'après ce qui se rapporte(1), que les encaisseurs se rencontraient dans une taverne à l'heure du déjeuner de midi, qu'exhibant la liste de leurs chèques, ils les échangeaient, puis, après vérification, dressaient un compte final, et payaient à l'ayant-droit le solde en billets(2).

Constatant la grande économie de temps et de travail qui en résultait, la diminution de responsabilité par suite de l'exonération du transport de fortes sommes

(1) Ernest Seyd. *The London Banking and Banker's Clearing-House*, 1 vol. in-8° 1871, Bibl. Nat. 8° F. 2041.

(2) Voir Berteaux. *Etude sur la Chambre de Compensation*, Paris, 1887. Bibl. Nat. 40 V. Pièce 2757.

qui en était la conséquence, les encaisseurs des autres banques employèrent le même procédé. Le nombre des banques étant limité, il n'y avait peut-être à l'origine que cinq ou six banques participant à de semblables arrangements. De cette façon, les commis pouvaient liquider cinq ou six paquets de chèques du même coup.

Les Banquiers, frappés des avantages de ce procédé, qui supprimait la double opération du recouvrement et du paiement, ne tardèrent pas à désigner un local où leurs employés se rencontraient. Ils firent un règlement et telle fut l'origine du comptoir de liquidation des banquiers de Londres, qui conduisit à d'autres améliorations, et finalement à la perfection actuelle du Système.

Le Clearing-House de Londres est une salle de dimensions médiocres où l'on entre par un passage étroit qui vient du bureau de poste de King William Street (Post office Court), à Lombard-Street. Dans cette salle, située au rez-de-chaussée, se trouvent rangés, contre les murs et au centre, des bureaux occupés par les employés des diverses banques composant le Clearing, laissant un espace vide pour la circulation des commis qui toute la journée apportent et remportent les chèques.

Près du vestibule, contre le mur se trouve le bureau des Inspecteurs, chargés de la surveillance générale et du contrôle des opérations. Ce sont deux *gentlemen*, très versés dans les affaires de banque, et

qui portent les titres d'Inspecteur en Chef et de Sous-Inspecteur (*Chief Inspector, Deputy Inspector*).

Le *Clearing-House* de Londres n'est pas un établissement officiel ayant des rapports avec le Gouvernement. Ce n'est pas une entreprise ayant des bénéfices pour but, comme une Compagnie par actions ; elle ne donne, pécuniairement, aucun profit. On peut le comparer à un club fermé, dont les frais sont payés par les membres et où ils se réunissent pour réaliser entre eux un but commun.

De 1773 à 1810, le fonctionnement du *Clearing-House* de Londres ne donne lieu à aucune remarque importante. Dans la période orageuse des guerres de la Révolution et de l'Empire, et sous le régime du cours forcé (1), l'usage de la compensation rendit les plus grands services au crédit public en rendant presque nulle la quantité de numéraire nécessaire aux transactions.

En 1810, un bureau spécial est consacré au *Clearing-House* et, de ce moment, le *Clearing-House* est fondé, tel que nous le voyons fonctionner aujourd'hui.

Le *Clearing-House* ne comprenait au début que des banques privées : la plus importante des *Joint-Stock-Banks*, la Banque de Londres et de Westminster n'avait pu obtenir son admission. Dans l'enquête de 1848 on évaluait à 150,000 livres pour cette banque, et, pour les cinq *Joint-Stock-Banks* qui existaient

(1) Décrété dès 1797, le cours forcé subsista en Angleterre jusqu'en 1822.

alors à Londres, à 500.000 Livres, la quantité de *bank-notes* qu'elles étaient obligées de garder en plus du nécessaire, par suite de leur exclusion du *Clearing-House*. Mais en juin 1854, les banques par actions, *Joint-Stock-Banks* (1), furent admises à la Chambre.

En 1858, on décida d'y recevoir à compensation les chèques des banques des Comtés, *Country-Banks*. Les conséquences de cette innovation furent considérables.

« Avant cette époque, le seul moyen de recevoir un chèque sur une banque de la province était la remise directe en compte ; d'où une correspondance, avec ses lenteurs et ses frais d'affranchissement et, en outre, le paiement d'une commission qui s'élevait parfois à un shelling, par effet (2).

« Pour remédier à ces inconvénients, M. William Gillett (3) conçut l'idée d'organiser la compensation, à Londres même, des chèques de la province. Un comité de délégués des banques des Comtés se constitua pour examiner la question, et les banquiers de Londres, ayant émis un avis favorable, la proposition fut adoptée.

« Cette importante réforme est basée sur ce point de droit qu'un banquier qui reçoit un chèque a un jour

(1) Fondées après 1833. Stanley Jevons. *De la Monnaie*, 1877. Bibl. Nat. 8° R. 81.

(2) Charles Berteaux. *Etude sur la Chambre de Compensation* Paris, 1887. Bibl. Nat. 40 V. Pièce 2757.

(3) Ce fut surtout grâce aux efforts de sir John Lubbock. Voir : Stanley Jevons. *De la Monnaie*.

plein pour le présenter : un avis transmis par la poste est considéré légalement comme présentation. Mais, suivant ce système, la présentation était soumise aux irrégularités de la poste, inconvénient grave, et, en outre, les banquiers éloignés se trouvaient dans l'impossibilité de faire parvenir l'avis en temps utile. La compensation dans un bureau central, à Londres, fait disparaître tous ces inconvénients, et, en même temps, simplifie les opérations. Au lieu d'avoir à présenter à chaque banquier les traites ou chèques tirés sur lui, le banquier de province les transmet ensemble à Londres, à son agent, qui les distribue aux agents des banquiers sur qui ces effets sont tirés. Les agents, de leur côté, au lieu de recevoir les chèques successivement, les reçoivent en une seule fois, et n'ont plus à faire, pour le tout, qu'un seul avis de paiement (1).

Primitivement, les différences, après balance, se payaient en *bank-notes* ou en or. En 1854, on y a substitué les mandats sur la Banque d'Angleterre. Cette mesure est encore une simplification qui supprime la nécessité du numéraire.

En 1864, la Banque d'Angleterre elle-même fut admise par l'association du *Clearing-House*, après être restée longtemps tout-à-fait en dehors de la confédération (2).

(1) Charles Berteaux. *Etude sur la Chambre de Compensation*, Paris, 1887. Bibl. Nat. 40 V. Pièce 2757.

(2) Stanley Jevons. *Money and the Mechanism of Exchange*, 1876. Nat. Bibl. 8° R. 81.

Le nombre des banquiers opérant au *Clearing-House* a beaucoup varié. Au commencement du siècle, ils étaient 46 ; en 1810, le *Clearing-House* comprenait 40 banques privées, puis 29 en 1840 ; en 1887, les banques privées n'étaient plus que 12. Mais le *Clearing-House* se compose aujourd'hui de 28 associés.

Nous avons déjà dit que le *Clearing-House* était une sorte de club presque fermé. En effet, en 1877, son comité a refusé d'admettre : la *Hampshire and North West banking Company*, au lieu et place de MM. Willis, Percival and C^o, en alléguant qu'elle était essentiellement une banque provinciale ; et la *Banque Royale d'Ecosse*, parce que son siège n'était pas à Londres, bien que les banques d'Ecosse fassent à Londres plus d'affaires qu'aucun des membres du *Clearing-House* (1).

L'admission, en 1882, de la *Capital and Counties Bank* a fait augurer que le comité renoncera à une politique d'exclusivisme qui a été souvent blâmée par les journaux économiques de Londres.

Cependant, les banques du *West-End* et les banques d'Ecosse sont encore en dehors du *Clearing-House*.

Les membres du *Clearing-House* étaient de 28 en 1885.

M. Berteaux en indique 27 pour l'année 1887 (2) parce qu'il indique comme ne faisant qu'une banque la Lon-

(1) *Economist*, 30 mars, 29 juin 1878.

Statist., 27 mai 1882.

(2) *Etude sur la Chambre de Compensation*, Paris, 1887. Bibl. Nat., 40 V. Pièce 2757.

don and Westminster bank et la *Southwark Bank* qui est une branche de la première, mais qui effectue isolément ses opérations de compensation.

Au point de vue de leur constitution légale, les banques composant le *Clearing-House*, se répartissent ainsi :

- 12 banques privées (*Private Banks*) ;
- 14 banques par actions (*Joint Stock Banks*) ;
- 1 (*The Southwark Bank*).

Toutes les banques sont établies à proximité du *Clearing-House*, la nature des opérations nécessitant entre elles et le *Clearing-House* des communications fréquentes et rapides.

Les banques de l'Ouest compensent par l'intermédiaire d'une des banques admises au *Clearing* ; les branches métropolitaines des banques par actions compensent par l'intermédiaire de la maison principale, comme par ex : *The Southwark Bank*, branche de *The London Joint-Stock Bank* ; *Adgate Bank*, de *The City Bank*.

Il faut cependant faire une exception, ainsi que nous l'avons dit plus haut, pour *The Southwark Bank*, branche de *The London and Westminster Bank*, qui compense indépendamment de la maison principale.

Le *Clearing-House* est administré par un comité dans lequel chaque banque participante est représentée par un délégué. Ce comité statue sur toutes les questions d'ordre général qui lui sont soumises par les

membres de l'Association et se prononce sur les demandes d'admission (1).

Chaque banque envoie au *Clearing-House* autant de commis qu'il en faut pour exécuter le travail rapidement et quelques banques n'ont pas moins de six commis (2).

Règles et Réglementations qui doivent s'observer au Clearing-House (3).

Jours ordinaires, excepté les samedis.

La liquidation du matin commence à 10 h. 30 ; les traites, etc., ne se reçoivent pas après 11 heures. La liquidation du matin doit être clôturée à midi.

La liquidation de province commence à midi. Les traites, ainsi que les retours, ne sont plus reçus passé midi 30. La liquidation de province doit être clôturée à 2 heures 15.

La liquidation de l'après-midi commence à 2 heures 30.

(1) En 1877, le président du Comité était M. C. L. Bevan et le secrétaire était l'honorable sir John Lubbock.

(2) Stanley Jevons. *Money and the Mechanism of Exchange*, 1876. Bibl. Nat. 8° R 81.

(3) Reproduites par M. Gustave François, *Clearing-Houses et Chambres de Compensation*, Lille, 1886, Danel, Bibl. Nat. 8° V. 9541.

Ernest Seyd. *The London Banking and Banker's Clearing-House System*, 1871. Bibl. Nat. 8° F. 2041.

Les traites ne sont pas reçues après 4 heures. Les retours ne se reçoivent plus passé 5 heures (1).

Tous les 4 du mois,

La liquidation du matin commence à 9 heures. Les traites, etc., ne se reçoivent plus après 10 heures. La liquidation du matin doit être clôturée à midi.

La liquidation de province commence à midi. Les traites et les retours ne sont plus reçus après midi 30. La liquidation de province doit être clôturée à 2 heures 15 (2).

La liquidation de l'après-midi commence à 2 h. 30. Les retours ne sont plus reçus après 5 h. 15. Si le 4 est un samedi, la liquidation commence à 2 heures, et les remises et retours sont terminés à 3 h. 30 et 4 h. 30.

Les samedis (lorsqu'ils ne coïncident pas avec la date du 4).

La liquidation du matin commence à 9 heures. Les traites, etc., ne sont plus reçues après 10 heures. La liquidation du matin doit être clôturée vers 11 heures.

La liquidation de province commence à 11 heures. Les traites et les retours ne sont plus reçus après 11 h. 30. La liquidation de province doit être clôturée à 1 h. 15.

(1) Jours de règlement (*Settling days*), 1^{er} janvier, 31 décembre et jours suivants un *Bank-Holiday* (Vacance), 4 h. 15 et 5 h. 15.

(2) 2 heures, si c'est un samedi.

La liquidation de l'après-midi commence à 1 h. 30. Les traites, etc., ne se reçoivent plus après 3 heures. Les retours ne se reçoivent plus après 4 heures.

Le montant total de la remise du matin et de la remise de la province sera arrêté par chaque liquidateur avant de quitter le Comptoir de liquidation.

Tous les commis qui se trouvent au Comptoir de liquidation vers 4 heures, ou vers l'heure fixée pour la remise finale, ont le droit de remettre leurs bordereaux, lors même qu'il ne leur aura pas été possible de les passer aux différents pupitres avant le tintement de la cloche.

Tous les retours en train de délivrance, lorsque la cloche tinte pour l'heure de la remise finale, doivent être reçus par les liquidateurs et reçus le même jour.

Un tableau fixé dans le local du Comptoir de liquidation indiquera mensuellement les jours de liquidation de la bourse, pendant lesquels les retours seront reçus jusqu'à 5 h. 15.

En ce qui concerne les chèques non barrés et les effets non reçus, renvoyés au Comptoir de liquidation comme retours, le liquidateur qui en est porteur doit indiquer toutes les particularités au Comptoir de liquidation, et s'ils ne sont pas réclamés, le cas doit être exposé aux Inspecteurs; mais, dans aucun cas, le liquidateur ne peut être autorisé à débiter le Comptoir de liquidation du montant, tant qu'un propriétaire n'est pas trouvé.

Aucun retour ne peut-être reçu sans une réponse écrite donnant les motifs du refus.

Il suffit, pour qu'un retour soit reçu et crédité, que le motif du refus y soit mentionné, et aucun liquidateur ne peut refuser de passer au crédit les retours ainsi annotés.

Les retours imputés sur la feuille des soldes doivent être « *désignés* » et portés par le liquidateur qui les impute.

Toutes les différences provenant d'articles marqués et dépassant la somme de £ 50, doivent être finalement rectifiées et portées en compte-courant avant que le liquidateur dresse sa feuille de soldes.

Il n'est pas permis aux liquidateurs de porter des traites de l'extérieur dans le livre de liquidation.

Les Inspecteurs sont chargés du maintien de l'ordre et du décorum dans le Comptoir de liquidation, et ont pour mission de faire connaître, au comité des banquiers, les faits et gestes de tous ceux qui, d'après eux, tendent à mettre obstacle par leur conduite à l'expédition des affaires.

1^{er} juillet 1862.

Par ordre du comité,
Geo. Carr. Glyn, *Président*.

Voici quelles sont aujourd'hui les 28 banques composant le *Clearing-House* de Londres.

Alliance Bank.

Bank of England.

Barclay & C^o.

Barnett & C^o.

Bosanquet & C^o.

Brown Janson & C^o.

Capital and Counties Bank, limited.

Central Bank of London, limited.

City Bank, limited.

Consolidated Bank, limited.

Dimsdale & C^o.

Fuller & C^o.

Glyn Mills & C^o.

Imperial Bank, limited.

London and County Bank, limited.

London Joint Stock Bank, limited.

London and South Western Bank, limited.

London and Westminster Bank, limited.

London Soutwark Branch.

Martin & C^o.

National Bank.

National Provincial Bank of England, limited.

Prescott & C^o.

Robarts & C^o.

Royal Exchange Bank, limited.

Smith Payne and Smiths.

Union Bank of London.

Williams & C^o.

Toutes ces banques sont situées à proximité du *Clearing-House* afin de pouvoir y envoyer les chèques jusqu'à la dernière minute de la liquidation.

Toutes les banques qui font partie du *Clearing-House* (*Clearing-Banks*) ont un certain nombre d'employés spécialement chargés du travail de liquidation; ce sont les *out clearers*, chargés du travail qui se fait à la banque et les *in clearers*, qui travaillent au *Clearing-House* (1).

Un arrangement ingénieux de détail dans l'organisation du *Clearing-House* de Londres, c'est la répartition des *Clearing-Bankers* en 3 groupes; ainsi un commis de liquidation de l'*Alliance Bank* correspond avec un groupe déterminé des autres banques; un autre

(1) Les deux expressions *out* et *in* (*dehors* et *dedans*) viennent de ce que le relevé des articles *in* se fait dans la salle même du *Clearing-House*, tandis qu'au contraire l'enregistrement des articles *out* est effectué par les soins de chaque banque dans ses bureaux, *en dehors* par conséquent de la Chambre de Compensation. *Out* se dit alors des articles recueillis et remis par la banque aux autres banques et qui formeront la colonne *Crédit* de sa balance particulière; *in* s'applique aux articles qui lui ont été remis et qu'elle aura à payer, c'est-à-dire à inscrire à la colonne *Debit*. On comprend, dans ces conditions, que la balance générale du *Clearing* devra donner, pour les *out* et les *in*, des totaux identiques, puisque chaque *out* d'un banquier constitue l'*in* d'un autre banquier, et réciproquement.

commis avec le second groupe, et de même pour le troisième (1).

De cette manière, lorsque deux banques confrontent ou corrigent leurs comptes, on sait sûrement quel commis doit répondre aux questions qui se croisent à travers la salle.

Chaque jour les chèques ou traites qui doivent être présentés sont frappés du cachet de la Banque qui les présente. Les *out-clearers* classent les chèques envoyés à leur Banque par les clients et tirés sur les autres banques, les inscrivent sur l'*out-clearing-book*, registre disposé comme ci-dessous, chaque colonne portant en tête le nom d'une des banques appartenant au *Clearing-House*.

Alliance	Bank	Barclay	Barnett	Bosangnet	Brown	Capital	Central	City

Au fur et à mesure qu'une série de chèques est inscrite dans une des colonnes du « *out-book* », l'addition est faite et le total est inscrit au dos du dernier chèque.

On a ainsi formé 27 liasses de chèques (2) et chacune est accompagnée d'un « *Bordereau* » récapitulatif.

Aussitôt ces opérations terminées, les 2 clearers des

(1) Stanley Jevons. *Money and...* 1876. Bibl. Nat. 8° R.81.

(2) En Anglais on dit : *charges*.

vingt-huit *Clearing-Bankers* partent pour le *Clearing-House*, portant : l'un, le livre du dehors, « *Out-Book* », où sont les comptes des autres *Clearing-Bankers*; et l'autre, les vingt-sept bordereaux et les vingt-sept tas de chèques correspondants.

Arrivés au *Clearing-House*, les *Clearers* qui portent les livres s'asseoient à leur table (chacun a la sienne sur laquelle se trouve une boîte portant le nom de la banque à laquelle il appartient et qui recevra les tas de chèques que déposeront les employés (1) des 27 autres banques).

Les *Clearers* qui portent les bordereaux et les chèques passent devant chaque table et remettent au *Clearer* qui s'y trouve le bordereau et les chèques qui le concernent.

Chaque bordereau représente une facture, justifiée par les chèques qui l'accompagnent; facture due à celui qui la donne par celui à qui il la remet, c'est-à-dire au *Clearer* debout, qui la distribue, par le *Clearer* assis, qui la reçoit.

Les *Clearers* assis ont alors devant eux les vingt-sept bordereaux et les vingt-sept tas de chèques correspondants qu'ils viennent de recevoir. Ils les inscrivent alors sur le « *in book* » réglé et disposé absolument comme le « *out book* ».

Les « *in-Clearers* » prennent successivement un bordereau et son tas de chèques justificatifs, le copient à droite du compte du banquier qui le leur a remis, addi

(1) Appelées *runners*, littéralement coureur.

tionnent, s'assurent de leurs additions par le chiffre inscrit au dos du dernier chèque, et passent à un autre bordereau et à un autre tas de chèques.

Ce travail terminé, chaque livre présente, à la gauche de chacun des vingt sept comptes ce que chacun des 27 banquiers doit au vingt-huitième ; et, à droite, ce que le vingt-huitième doit à chacun des vingt-sept autres, c'est-à-dire : si nous prenons le livre du banquier n° 1, et que nous l'ouvrons au compte du banquier n° 2, nous voyons, à gauche, l'inscription des chèques que ses clients lui ont remis contre le banquier n° 2, et nous voyons, à droite, l'inscription des chèques que le banquier n° 2 avait reçus de ses clients contre le banquier n° 1.

Au fur et à mesure de l'inscription des chèques, les montants sont vérifiés, et si les totaux ne sont pas d'accord, le « *in-clearer* » qui relève une erreur appelle à haute voix le nom de la banque par qui sont présentés les chèques qu'il vient d'inscrire. Le représentant de cette banque vient alors à son bureau et pointe avec lui pour retrouver l'erreur.

Cette première liquidation est terminée à midi. Aussitôt que les chèques sont inscrits, et que les totaux sont reconnus exacts, les employés les réunissent et les portent à leurs banques respectives, où ils les remettent aux commis spécialement chargés de payer les « *Clearing*. » Ceux-ci examinent les chèques et traites, s'assurent qu'ils ne renferment aucune irrégularité, et si les clients ont à leur crédit une somme suffisante pour qu'on puisse effectuer le paiement. Si la

Banque en refuse quelques-uns pour un motif ou pour un autre, elle fait connaître ce motif et les adresse de nouveau au *Clearing-House*. Pour cela, elle les joint à sa sortie de liquidation en forme de revendication inverse sur la banque qui les lui avait présentés. De cette façon, les chèques refusés viennent augmenter le débit de cette dernière banque, et neutraliser par compensation le crédit provisoire qu'ils lui avaient valu au *Clearing-House*.

La Banque, d'où provenaient les chèques refusés, les reprend et les renvoie le lendemain matin avec le motif du refus aux clients qui les lui avaient adressés.

La seconde liquidation commence à 2 h. 30. Les procédés employés sont les mêmes que le matin. Les « *out clearers* » recommencent à inscrire sur leur « *out book* ». Mais ils ne quittent plus le siège de la banque et envoient les chèques au *Clearing-House* au fur et à mesure qu'ils arrivent. Seulement comme le travail est plus considérable que le matin, il est rare qu'ils puissent inscrire le total en bas du dernier chèque de chaque envoi. Il en est ainsi jusqu'à quatre heures(1), au moment où, la caisse étant fermée, les chèques cessent d'être reçus. Les « *out clearers* » font alors le total de toutes les entrées, de toutes les sommes inscrites par eux sur les noms des vingt-sept autres banques.

Les liasses de chèques, aussitôt inscrites, sont por-

(1) Ou 3 heures 1/2 ou 4 heures 1/4, suivant les jours.

tées au *Clearing-House*, où elles sont distribuées et inscrites comme le matin.

La journée s'avance ; le travail devient alors plus actif et à 4 heures, il a atteint son maximum.

« Le *clearer* est enclin à se laisser aller à une petite distraction, au commencement de l'après-midi, éclatant parfois au dehors par un « *gloria* » ou un fragment de l'hymne national, ou autre amusement vocal pas tout à fait aussi édifiant ; mais, comme 3 heures sonnent, le travail est tel qu'il n'y a plus temps pour les frivolités. Entre 3 h. 1/2 et 4 heures, on n'entend rien que les pas pressés des « *runners* », le grattement des plumes, le froissement du papier, au fur et à mesure que les « *in clearers* » inscrivent les articles dans leur « *in book* » et les additionnent.

« 4 heures moins 1/4 ; — les passages sont plus encombrés, la pression plus intense ; les plumes des commis ressemblent à des trains exprès roulant sur un plan incliné, tant est actif leur mouvement ; les « *charges* » sont plus fréquentes et plus lourdes, et tombent sur les bureaux des pauvres commis comme des grêlons dans une tempête.

« 4 heures moins 5 ; — encore plus de travail et de précipitation.

« 4 heures ; — les « *runners* » remettent leurs « *charges* » au plus vite, justifiant leur nom, et presque plus que cela, car ils se précipitent dedans et dehors du *Clearing-House* comme des échappés de Bedlam.

« 4 heures 5 minutes. — La troisième aiguille qui est juste de 5 minutes en retard arrive sur le 4 ; la

cloche sonne, les portes sont verrouillées, et de toutes les parties de la Chambre, en diverses intonations — quelquefois harmonieuses, quoique souvent tout autres — il s'élève un prolongé « oh ! oh ! oh ! oh ! », une espèce de soulèvement de soupape de sûreté, un échappement de vapeur, un retour à l'ordinaire activité des affaires, après avoir été si longtemps comprimé à une telle et si anormale tension » (1).

A 4 heures 10, les verrous sont tirés, et les « *runners* » partent précipitamment à leurs banques avec les derniers chèques inscrits, dont la vérification se fait plus rapidement encore.

Aussitôt que tous les chèques sont relevés, les « *in-clearers* » additionnent les sommes portées sur leurs livres. C'est un travail considérable, car le nombre des chèques qui se liquident par le Comptoir de liquidation en un seul jour, varie de 60 à 80,000 ! Un jour, il a été établi que la longueur totale des bordereaux de chèque de l'un des banquiers, dont les totaux étaient inscrits d'une manière très-serrée pour être additionnés, ne mesurait pas moins de 300 pieds (91 mètres) (2).

Pendant que ce travail se fait au *Clearing-House*, les « *out books* » sont additionnés dans chaque banque, et les livres sont apportés au *Clearing* pour procéder à la balance finale, et remis à chacun des « *in-clea-*

(1) William Howarth. *Our Clearing System and Clearing Houses*, 1884, London (Banker's Magazine).

(2) Ernest Seyd. *The London Banking and Banker's Clearing-House System*, 1871. Bibl. Nat. 8° F. 2041.

vers » qu'ils concernent. Ceux-ci s'occupent alors d'établir le solde de chacune des banques par rapport à la leur, c'est-à-dire d'établir la somme que leur banque aura à payer ou à recevoir. Dans ce relevé ne paraissent pas les chèques et traites sur la Banque d'Angleterre. Celle-ci figure parmi les *Clearing-Banks* et remet comme les autres les chèques et traites au *Clearing-House* ; mais les sommes à encaisser par les autres banques à la Banque d'Angleterre sont remises directement en compte, et viennent grossir le solde toujours considérable que chacune des banques doit conserver disponible pour régler les transactions du *Clearing* de chaque jour (1).

Pour établir sa balance, le « *in-clearer* » prend les « *in-books* » et les « *out books* » et plaçant les « *out* » à sa gauche et les « *in* » à sa droite, c'est-à-dire le crédit de sa banque du côté des soldes débiteurs, le débit de sa banque, de l'autre côté, il fait la balance entre les sommes posées dans chacune des colonnes de ses livres.

Il place le solde ainsi obtenu au débit ou au crédit, suivant le cas, en face du nom correspondant, sur la feuille de liquidation partielle portant en abrégé tous les noms des banques composant le *Clearing*.

(1) Gustave François. *Clearing-Houses et Chambres de Compensation*, Lille 1886, Danel. Bibl. Nat. 8° V. 9551.

London and Westminster Bank

COMPTE DE LIQUIDATION

DÉBITEURS			LA DATE	CRÉDITEURS		
£				£		
—	—	—	Alliance.	36.512	1	7
121.715	3	5	Barclay	—	—	—
15.310	6	6	Barnett	—	—	—
—	—	—	Bosanquet.	417	12	9
—	—	—	Brown	2.943	11	2
9.276	1	0	Capital and Counties. .	—	—	—
—	—	—	Central	2.740	4	4
87.566	2	1	City	—	—	—
—	—	—	Consolidated.	57.473	14	0
—	—	—	County	70.938	2	9
9.571	19	7	Dimsdale	—	—	—
—	—	—	Fuller	7.302	0	6
—	—	—	Glyn	159.127	18	6
26.377	5	5	Imperial	—	—	—
88.296	9	8	Joint	—	—	—
—	—	—	Bank of England . . .	510.775	15	2
—	—	—	Lond. and South Western.	—	—	—
37.275	15	11	Martin	—	—	—
—	—	—	Royal Exchange. . . .	—	—	—
67.127	12	0	National	—	—	—
—	—	—	National Provincial . .	27.311	1	9
91.746	6	0	Prescott.	—	—	—
—	—	—	Robarts.	138.106	3	0
—	—	—	Southwark.	—	—	—
160.391	13	9	Smith	—	—	—
133.216	6	6	Union	—	—	—
—	—	—	Williams	1.740	7	6
—	—	—	Country.	—	—	—
—	—	—	C. H.	—	—	—
842.811	1	10		1.015.478	13	0
				842.811	1	10

BALANCE . . . £ . . 179.667, 11, 2

Cette feuille est une feuille de liquidation partielle de la *London and Westminster Bank*, dont le nom ne figure pas, par conséquent, dans la liste des vingt-sept banques dont elle est débitrice ou créditrice.

Il y a ainsi des feuilles de liquidation partielle pour chacune des 28 banques du *Clearing*.

Mais, outre les noms des 27 banques, on peut remarquer à la fin de ce tableau les deux intitulés suivants :

Country, abréviation de *Country-Clearing*, liquidation de province, et *C. H.* mis à la place de *Clearing-House*.

Le premier provient de la liquidation des chèques de la province, opération séparée.

Le second, *C. H.* signifie *Clearing-House*, (*Comptoir de liquidation*), et sert à balancer certaines erreurs d'addition ou autres, nées de la précipitation, et qui sont recherchées et réglées plus tard par les Inspecteurs du *Clearing-House*, car il est évident que ce gigantesque travail doit être conduit de façon à être tous les jours exact jusqu'au dernier centime (1).

Le travail des soldes est terminé ; alors commence le contrôle des comptes. Chaque « *in clearer* » passe aux divers pupitres des autres banques afin de pointer avec les autres « *clearers* » les diverses sommes qu'il a portées sur sa feuille. Il ne faut pas oublier que les comptes de chaque banque sont appuyés par ceux des autres banques, puisque la somme marquée au débit de l'une figure forcément au crédit d'une autre. Lorsque ces soldes sont conformes entre eux, les commis font une petite marque à la droite des noms,

(1) Ernest Seyd, *Système des Banques et Organisation du Clearing-House de Londres*. 1871. Bibl. Nat. 8° F. 2041.

et il en est ainsi jusqu'à ce que tous les soldes aient été vérifiés et reconnus exacts. La balance est alors juste.

« C'est à ce moment que le bruit dans le *Clearing-House* atteint son maximum d'intensité. De tous côtés partent des demandes de soldes, des appels à d'autres représentants de banques, des pointages, pendant qu'à côté, un commis additionne, avec une rapidité prodigieuse, de longues colonnes de chiffres, pour retrouver une erreur qui vient de lui être signalée (1) ».

« Travailler dans une banque est quelque chose, car il y a là quelque bruit et matière à distraction ; mais travailler au *Clearing-House*, est le même que travailler dans une place où chaque chose tend à distraire et détourner la pensée vers d'autres choses. Avec une personne d'un côté et une de l'autre, toutes deux lui adressant une question différente au même moment, avec un employé de *Glyn* criant pour l'addition de son côté, avec l'employé de l'*Union* appelant de toute sa voix si ses *out books* sont additionnés, avec le commis de l'*Imperial* réclamant pour le montant de quelque article, l'*in-Clearer* doit demeurer calme, sans s'émouvoir, et de plus, être tout à sa situation, additionnant comme s'il était absolument seul, sans rien pour le troubler, faisant son travail » (2).

Puis les *Clearers* attendent les chèques ou billets

(1) Gustave François. *Clearing-Houses et Chambres de Compensation*. 1886. Lille, 1 vol. in-8°. Bibl. Nat. 8° V. 9551.

(2) William Howarth. *Our Clearing System and Clearing-Houses*. London 1884 (Banker's Magazine).

dont le paiement a été refusé ; ce sont les *renvois* (*returns*) (1). Ces retours se composent, le plus souvent, d'effets renvoyés pour cause d'irrégularités dans l'endossement, défaut de provision, ou défaut d'avis, principalement pour les traites sur la province rendues payables à Londres (2). Les retours de chèques sont moins nombreux et ils proviennent généralement de vices de forme, tels que défaut d'endossement dans les chèques à ordre, etc (3). Les chèques retournés pour défaut de provision sont pour ainsi dire inconnus. Tracer un chèque en l'air serait l'œuvre de fou et nous avons déjà vu que cette fraude serait inutile, ne pouvant presque jamais réussir, avec le système de contrôle des Banquiers. On estime (4) que le chiffre de ces chèques en l'air n'est pas de un sur 5000 (5).

Les retours concernant les premières liquidations de la journée sont rendus et portés en compte avant 4 heures, c'est-à-dire qu'ils sont portés comme *impayés* au débit des banquiers qui les ont présentés. Les versements des clients entre 3 et 4 heures, période la plus animée au *Clearing-House* (6), occasionnent des

(1) Stanley Jevons. *Money and the Mechanism of Exchange*. 1776. Bibl. Nat. 8° R. 81.

(2) Ernest Leyd. *The London Banking and Banker's Clearing-House System*. 1871. London. Bibl. Nat. 8° F. 2041.

(3) Il arrive souvent que des chèques sont retournés, parce que le tireur a oublié de signer.

(4) Ernest Leyd. *The London Banking and Banker's Clearing-House System*. 1871. London. Bibl. Nat. 8° F. 2041.

(5) Les banques de peu d'importance sont plus exposées à ces pratiques que les grandes.

(6) William Howart. *Our Clearing System and Clearing-Houses*. London 1884. (Benker's Magazine).

retours plus fréquents. Cependant le système adopté est si expéditif et si prompt, que même ces derniers retours sont réglés entre 4 et 5 heures, de sorte que les banquiers peuvent renvoyer les effets et les chèques irréguliers, ou tirés en l'air, à leurs clients vers 5 heures.

Les retours provenant des dernières inscriptions faites au *Clearing-House*, sont distribués comme des chèques remis dans le courant de la journée. Chaque *Clearer* porte au débit de sa feuille les retours faits par sa banque et naturellement au crédit les retours faits par les autres *Clearing-Bankers*. Les retours ainsi faits dans le courant de la journée sont compris dans les remises de chèques. Ces retours entre banquiers sont, comme nous l'avons déjà dit plus haut, immédiatement déduits des soldes.

Il ne reste donc plus qu'à établir les soldes définitifs. C'est ce que font les *Clearers* en additionnant les deux côtés de la feuille de liquidation. Il faut que ce travail soit terminé à 5 heures 5 minutes. Le *Clearer* remplit alors l'une des deux formules ci-dessous.

Si la banque est débitrice, la formule est imprimée en rouge et conçue ainsi :

Drs MM.
à Balance Générale.

£.

Si, au contraire, la banque est créditrice, le *Clearer* emploie la formule suivante, imprimée en noir

Crs MM.
par Balance Générale

£.

L'*Inspecteur* reçoit alors de chaque représentant des *Clearing-Bankers* la feuille de liquidation avec l'une de ces deux formules, suivant la situation de la banque, afin d'établir la feuille de liquidation générale, car nous sommes arrivés au solde final.

La feuille de liquidation générale est disposée comme la feuille de liquidation partielle, seulement elle porte cette fois tous les noms des *Clearing-Bankers*. Ce sont les soldes généraux des balances de toutes les banques qui forment à leur tour les *item* (articles) de la balance générale.

Feuille de liquidation générale

Solde des comptes au *Clearing-House*

Débiteurs	La date	Créditeurs
		Alliance
		Barclay
		Barnett
		Bosanquet
		Brown
		Capital and Counties
		Central
		City
		Consolidated....
		County
		Dimsdale
		Fuller
		Glyn
		Imperial
		Joint
		Bank of England ...
		London and South Western...
		London and Wesminster....
		Martin
		Royal Exchange
		National
		National Provincial.
		Prescott
		Robarts
		Southwark
		Smith
		Union
		Williams
		Country
		C. H.

Il ne faut pas oublier que la somme portée au débit d'une banque est portée au crédit d'une autre banque et que, par conséquent, les soldes débiteurs et créditeurs doivent donner des totaux rigoureusement égaux. C'est un résultat qui est souvent atteint, grâce à l'habileté des *clearers*.

Si l'erreur n'est pas supérieure à £ 1000, la recherche de la différence est laissée au lendemain. Mais lorsque l'erreur est plus considérable, la recherche doit en être faite séance tenante, car les inspecteurs ne laisseraient pas partir les *clearers* avant d'avoir trouvé la cause de l'erreur.

Lorsque tous ces comptes sont terminés, le *clearer* n'a plus qu'à préparer la pièce qui doit régler le solde de sa banque, que ce solde soit créancier ou débiteur. Pour cela (1), le *clearer* se sert d'imprimés ou *tickets* composés de deux parties dont l'une est conservée à la Banque d'Angleterre, l'autre servant aux écritures de la Banque qui opère ainsi sa liquidation.

Si la banque est débitrice, la formule est imprimée sur *papier blanc* et ainsi conçue :

(1) Que le solde soit créancier ou débiteur.

Règlement au Clearing-House
Londres.....189.....
*Aux Caissiers de la Banque
d'Angleterre*

Veuillez transférer de notre
compte la somme de.....
et la placer au crédit du
compte des Banquiers du
Clearing, et permettre qu'elle
soit retirée par quelqu'un
d'eux (avec l'autorisation de
l'un ou l'autre des Inspec-
teurs, constatée par son visa).
.....
£.....

Règlement au Clearing-House
Londres.....189.....
Banque d'Angleterre

Un transfert pour la somme
de
a été fait ce soir à la Banque,
du compte de MM.....
au compte des banquiers du
Clearing.

Pour la Banque d'Angleterre
.....
£.....
Ce certificat a été vu par moi
....., Inspecteur.

Si le *Clearer* n'a pas les pouvoirs nécessaires pour
signer cette demande de transfert, il se rend à sa
Banque afin d'obtenir la signature nécessaire, avant
de porter le tout à la Banque d'Angleterre.

Le caissier de la Banque d'Angleterre garde la
partie gauche du *ticket* qui porte l'ordre du transfert
afin de pouvoir effectuer ce transfert. Puis il rend au
Clearer l'autre partie après l'avoir signée, et ce der-
nier la présentera à l'Inspecteur du Clearing-House
qui doit y apposer son visa. Cette partie de droite du
ticket signée par le caissier de la Banque d'Angle-
terre et visée par l'Inspecteur du Clearing sera alors
remise par le *Clearer* à sa Banque qui est débitrice.

Mais, si le solde est créditeur, la formule est alors
imprimée sur un *ticket vert*, et conçue de la manière
suivante :

Règlement au Clearing-House
Londres..... 189.....
*Aux Caissiers de la Banque
d'Angleterre*

Veillez créditer notre
compte de la somme de.....
sur le montant au crédit du
compte des Banquiers du Clea-
ring.

£.....

Vu par moi,

Inspecteur du Clearing-House.

Règlement au Clearing-House
Londres..... 189.....
Banque d'Angleterre

Le compte de MM.....
a été crédité ce soir de la
somme de.....
sur le montant au crédit du
compte des Banquiers du Clea-
ring.

Pour la Banque d'Angleterre

£.....

Lorsque le solde est créditeur, ce *ticket* est d'abord
signé par l'Inspecteur dont le visa constate ainsi que
le transfert demandé est bien conforme au solde
trouvé par la liquidation.

Le tout est alors porté à la Banque d'Angleterre
dont le caissier conserve la partie gauche et signe celle
de droite laquelle est rapportée à la Banque crédi-
trice, pour le service des écritures.

A la Banque d'Angleterre un bureau spécial est af-
fecté aux comptes des *Clearing-Bankers*, afin d'acti-
ver et faciliter le travail de liquidation. Les transferts
demandés par les *Clearing-Bankers* ne sont passés qu'à
titre provisoire, car il faut attendre la feuille de liqui-
dation générale que remettent chaque jour à la Banque
d'Angleterre les Inspecteurs du *Clearing-House*. C'est
par cette feuille que sont déterminés les soldes défi-
nitifs qui doivent être portés au crédit ou au débit des
comptes des *Clearing-Bankers*.

Ce mode de règlement n'a pas toujours existé à la Banque d'Angleterre. Primitivement (1), les différences se payaient en bank-notes ou en or (2). Mais en 1854, on y a substitué les mandats sur la Banque d'Angleterre, ce qui est encore une simplification ayant pour effet de supprimer la nécessité des espèces (3).

« Ce n'est pas sans une vive opposition que la mesure relative au règlement par transferts à la Banque d'Angleterre fut adoptée ; quelques membres craignaient que la faillite d'une maison appartenant au *Clearing-House*, et n'ayant plus à la Banque d'Angleterre une somme suffisante pour son règlement, ne vint à faire supporter au *Clearing-House* une perte quelquefois très considérable. Ces prévisions ne se sont pas réalisées encore, mais ont pourtant été bien près de l'être, lors de la suspension de la *Royal British Bank* (4). »

« Il se peut que l'un des *Clearing-Bankers* ne verse

(1) Le paiement se faisait en bank-notes d'au moins £ 50; la petite somme qui restait à régler était laissée pour le jour suivant.

(2) En 1839, les transactions journalières qui montaient en moyenne à 3 millions, se liquidaient avec 200,000 livres en billets et 20 livres en espèces, c'est-à-dire avec une somme égale au plus au quinzième des dettes liquidées. L'idée de payer des balances par des traites sur la Banque d'Angleterre, à laquelle chaque banquier de la Cité dépose une grande partie de ses fonds de réserve, et qui fut appliquée en 1854, est de feu Charles Babbage. (Stanley Jevons. *Money and the Mechanism of Exchange*, 1876, London. Bibl. Nat. 8° R. 81).

(3) Charles Berteaux. *Etude sur les Chambres de Compensation*, Paris, 1887. Bibl. Nat. 40 V. Pièce 2757.

(4) Gustave François. *Clearing-Houses et Chambres de Compensation*, 1886, Lille. Bibl. Nat. 8° V. 9551.

pas le montant de son solde final à la Banque d'Angleterre ; mais d'abord, le solde final n'est qu'une fraction des sommes liquidées, et, secondement, il peut être aussi bien favorable que défavorable au banquier en question.

« Le *Clearing-House* étant une association privée, l'admission de nouveaux membres est entourée de grandes précautions, et le fait d'être admis en qualité de *Clearing-Banker* constitue une distinction. Le nombre limité des *Clearing-Bankers* permet un contrôle efficace, et si la position d'un *Clearing-Banker* s'affaiblissait, on s'en apercevrait et l'on s'entourerait aussitôt de précautions.

« Les *Clearing-Bankers*, que la chose concerne exclusivement, savent comment ils ont à s'arranger entre eux. La convention tacite est que, dans le cas de faillite de l'un d'eux, il doit retourner tous les chèques qui lui sont présentés dans la journée (1).

Les chèques, traites, etc., passant par le *Clearing-House*, ne sont considérés comme définitivement remis qu'après le transfert à la Banque d'Angleterre, les banquiers présentateurs se réservant jusque-là un droit de revendication (2). « Les cours de Justice en Angleterre maintiendraient cette convention tacite, comme une Loi établie par la coutume, se basant sur le fait que les chèques sont virtuellement la propriété

(1) Ernest Seyd. *The London Banking and Banker's Clearing-House System*. 1871, London. Bibl. nat. 8° F. 2041.

(2) Gustave François. *Clearing-Houses et Chambres de Compensation*, Lille (septembre 1886). Bibl. Nat. 8° V. 9551.

du banquier qui les présente, jusqu'à ce que la liquidation soit complètement terminée (1)».

L'immense travail de liquidation se fait donc ainsi sans l'emploi de monnaie réelle. On peut donc maintenant se rendre compte des éléments successifs qui ont permis d'établir le Système, ainsi que des réductions successives qui se résument finalement par un transfert dans les comptes de la Banque d'Angleterre.

Voici donc les différentes étapes parcourues (1) :

1° Le système des chèques du client sur le banquier ;

2° Leur concentration première par les remises du client au banquier ;

3° Leur réduction dans le Comptoir de Liquidation en soldes entre chacun des banquiers (*Clearing-House*).

4° La réduction ultérieure de ces soldes en un seul solde final pour chaque banquier.

5° L'absorption des soldes définitifs des *Clearing-Bankers* par le compte du Comptoir de Liquidation (*Clearing-House*) à la Banque d'Angleterre.

§ 2. — *Country-Clearing-House*

Le *Country-Clearing-House* est une annexe du *Clearing-House*, et se règle dans le même local et par les mêmes maisons de banque ;

Le *Country-Clearing*, auquel une ligne spéciale de compte est ouverte dans les feuilles de liquidation,

(1) Ernest Seyd : *The London Banking and Banker's Clearing-House System*. 1871 London. Bibl. Nat. 8° F. 2041.

ainsi que nous l'avons vu plus haut (1), est la liquidation des chèques tirés sur des banques de province (*Country-Banks*), à l'ordre des banques de Londres.

Le nombre de ces chèques (*Country Checks*) augmente d'année en année. On trouve qu'il en coûte moins de remplir une formule et de l'envoyer à Londres que d'avoir recours à un mandat-postal.

Mais, si le *Country-Clearing* n'existait pas, les avantages de cette pratique seraient fort diminués. Le banquier de Londres auquel le chèque serait remis ne voudrait sans doute pas en créditer le compte de son client avant de l'avoir encaissé (2). Il faudrait l'envoyer à la Banque de province sur laquelle il est tiré : cela prendrait plusieurs jours, et il y aurait des chances de perte et toutes sortes d'embarras pour le banquier.

C'est pour remédier à tous ces inconvénients que le système de liquidation imaginé pour les chèques payables à Londres a été étendu en 1858 (3) aux chèques payables en province, à une condition : c'est que les banques sur lesquelles ils sont tirés aient pour agent l'un des membres du *Clearing-House*. Tous les membres du *Clearing-House*, à l'exception de Robarts & Co, ont de la sorte pour clients un certain nombre de

(1) Voir les feuilles de liquidation au paragraphe précédent.

(2) Auguste Arnauné. Article : *Clearing-House* et Chambres de Compensation. *Dictionnaire des finances* de Léon Say.

(3) Sur la proposition de M. William Gillett, mais surtout grâce aux efforts de sir John Lubbock. (Stanley Jevons, *Money and the Mechanism of Exchange*, London, 1876. Bibl. Nat. 8° R. 81.)

Country Banks ; ils sont, en outre, les agents naturels de leurs succursales de province (1).

En 1883, on comptait 418 établissements ainsi rattachés au *Clearing-House* de Londres.

En octobre 1884 (2), ces banques étaient au nombre de 1.919, divisées irrégulièrement entre les maisons formant le *Country-Clearing-House*, depuis 1 pour Brown-Janson & C^o jusqu'à 312 pour Glyn Mills & C^o.

Les opérations du *Country-Clearing-House* sont conduites absolument de la même manière que celles du *Clearing-House* :

Mais, avant de parler de la liquidation effectuée au *Clearing-House* de Londres, il nous faut dire quelques mots sur la méthode employée par les banquiers de province et leurs correspondants de Londres pour échanger leurs chèques.

Nous devons rappeler que chaque banquier de province a un agent à Londres pris presque toujours parmi les *Clearing-Bankers* (3).

« Chaque jour, chaque *Country-Banker* envoie à son agent de Londres, dans sa lettre ordinaire, tous les chèques qu'il a reçus dans la journée. Supposons qu'il en ait reçu 20 sur divers banquiers ; il évite ainsi l'écriture de 20 lettres et 20 ports de lettres.

(1) Auguste Arnauné. Dictionnaire des finances de Léon Say. Article : Chambres de compensation (*Clearing-House*).

(2) William Howarth *Our Clearing System and Clearing-Houses*. (Banker's Magazine) London, 1883 et 1884.

(3) P. J. Couillet. *Les chèques et le Clearing-House*, Paris, 1864. Bibl. Nat. V. 13,774.

« L'agent de Londres recevant le matin les chèques de ses correspondants, les classe dans l'ordre des banquiers de Londres, agents des diverses banques sur lesquelles ces chèques sont émis ; puis, il les inscrit sur des feuilles de débit spéciales et les envoie au *Clearing-House*. Là, les chèques sont remis aux banques qui doivent les payer, et celles-ci les passent sur des feuilles de crédit provisoires.

« Ces chèques distribués ainsi entre les divers banquiers sont portés à leurs bureaux et, le soir, ils sont envoyés par chaque banquier, dans ses lettres ordinaires, à ses correspondants, avec prière de donner crédit ou de retourner les chèques sans valeur, ce qui a lieu par retour du courrier (1) ».

« Ainsi, chaque *Country-Banker*, au lieu de recevoir le matin, par exemple, 20 chèques sur lui-même, de 20 banquiers, dans 20 lettres, les reçoit tous à la fois dans une seule lettre, de son banquier correspondant de Londres. De même, au lieu de donner avis de crédit par 20 lettres, il donne cet avis en une seule lettre à son agent de Londres, et pour une seule somme. » (1)

Ce mode de procéder facilite énormément les affaires de Londres. En effet, tous les habitants de la province qui doivent payer une certaine somme à Londres n'ont plus qu'à envoyer à leurs créanciers de Londres des chèques sur leurs propres banquiers de province. Ces créanciers versent alors les chèques reçus de la pro-

(1) P. J. Couillet. *Les chèques et le Clearing-House*. Paris 1864. Bibl. Nat. V. 13,774.

vince chez leurs banquiers de Londres et ces derniers en opèrent l'encaissement au moyen du *Country-Clearing-House*.

Les débiteurs de Londres usent du même procédé envers leurs créanciers de la province.

Voyons maintenant le fonctionnement du *Country-Clearing-House*.

Les remises se font de midi à midi 1/2 et sont inscrites dans l'*in-clearing-book* jusqu'à 2 heures 15, tous les jours de la semaine, sauf le samedi où elles se font de 11 heures à 1 heure 15 m..

« Le règlement des chèques délivrés et reçus 2 jours avant est complété par le paiement des balances, après déduction des chèques retournés de part et d'autre (1). Pour la plus grande partie, les chèques impayés, au lieu d'être renvoyés à Londres, au banquier présentateur, sont retournés directement par le banquier tiré au banquier qui a fourni et qui doit avoir apposé sur l'effet son *timbre-barré*; dans ce cas, le banquier qui refuse le paiement en donne avis à son agent de Londres, en indiquant le montant du chèque, le nom et la ville du banquier à qui il a été donné. Ce dernier, de son côté, crédite, après réception de l'effet impayé, son agent de Londres. Le montant est alors chargé et précompté, entre les agents à Londres, par la remise d'une fiche sur laquelle sont mentionnées les particularités du retour, et cette pièce constitue une pièce jus-

(1) Charles Berteaux. *Etude sur la Chambre de Compensation*. Paris 1887. Bibl. Nat. 40 V. Pièce 2757.

tificative pour charger le compte du banquier de province. »

Comme les agents de Londres ne peuvent connaître les chèques qui seront peut-être refusés par les banquiers de la province, on balance toutes les réclamations, mais, comme il pourrait y avoir erreur, l'opération reste soumise à rectification.

On n'établit pas de balance générale, mais chaque banque dresse une feuille de balance particulière. On se contente de reporter en *item* sur la feuille de balance du *Clearing* du soir tous les différents totaux.

Nous avons vu que la liquidation de province ne commence qu'à midi pour finir à 2 heures 15 ; aussi les traites des *Country Banks* ne sont pas acquittées de suite au *Clearing-House*, car il faut bien les vérifier. Présentées le matin, pour être acceptées, chez les divers banquiers qui en sont débiteurs, elles sont échangées contre des reçus, lesquels passeront en compensation dans la journée.

Tous les chèques qui arrivent après 4 heures ne sont présentés que le lendemain au *Clearing-House*, mais ils sont présentés immédiatement pour permettre au banquier porteur de les retourner le soir même, en cas de non-acceptation, au banquier qui les lui avait fournis.

Telle est la méthode employée pour compenser les traites des *Country-Bankers*. Mais pour eux, la compensation dure trois jours, car elle a commencé le jour de l'envoi de leurs remises à leurs correspondants de Londres, c'est-à-dire la veille de leur présentation au

Clearing, et les balances ne sont effectivement réglées que le jour qui suit cette présentation. De la sorte, les balances qui furent dans le bilan de la journée résultent des compensations de l'avant-veille.

Dans toutes ces opérations, les *Clearing-Bankers* ne sont que des intermédiaires. A part le cas où ils agissent pour le compte de leurs propres clients, leur responsabilité est celle d'un banquier ordinaire qui reçoit des chèques à l'encaissement. Ils n'ont qu'à remettre, en temps utile, les effets qu'ils ont reçus, entre les mains des banquiers que leur ont désignés les *Country-Bankers* de qui ils les tiennent. Ils reçoivent des valeurs, du consentement mutuel du tiré et du tireur, et ils sont entièrement libérés par le seul fait de la remise et, en cas d'encaissement, par le paiement du montant.

§ 3. — I. *Mouvement des affaires au Clearing-House de Londres.*

Malgré tout l'intérêt qu'il y aurait à connaître les sommes compensées pendant les premières années du *Clearing-House*, cela n'est pas possible, car les chiffres manquent de la façon plus complète. Ce n'est qu'à partir de 1867 que furent dressées des statistiques annuelles, grâce à l'initiative de sir John Lubbock.

En 1810 M. William Thomas, inspecteur au *Clearing House*, constata que la moyenne des valeurs présentées s'élevait à £ 4,700,000, soit environ 118,675,000 fr., par jour, sauf les jours de liquidation et de paiements

indiens, pour lesquels la moyenne montait alors à £ 14,000,000, ou 353,500,000 francs. D'après ces données, et en fixant à 32 (chiffre de 1839) le nombre des jours de liquidation, on aurait, dit M. Charles Berteaux (1), pour l'année entière, un total de £ 1,760,000,000 (44,440,000,000 francs), qui doit être à peu près exact ; mais il faut remarquer que ce chiffre représente la somme des débits et des crédits.

Les observations de M. William Thomas sont d'ailleurs corroborées par les évaluations de M. Richardson, agent de change, qui, pour cette même année 1810, donne le chiffre de £ 5,000 000, comme moyenne journalière des opérations. M. Charles Berteaux se croit donc autorisé à évaluer à £ 880,000,000, (soit : 22,220,000,000 fr.) environ la valeur des traites et chèques compensés au *Clearing-House* de Londres en 1810.

En 1839, d'après Gilbart (2), les sommes réglées au *Clearing-House*, s'étaient élevées à £ 954 millions et avaient exigé l'emploi de £ 66 millions de *bank-notes*. Le nombre des membres de la Chambre était alors de 29.

Nous devons faire observer que le chiffre afférent aux jours de liquidation a été beaucoup plus considé-

(1) *Etude sur la Chambre de compensation*. Paris 1887. Bibl. Nat. 40 V. Pièce 2757.

(2) J. W. Gilbart. *The History and principles of Banking*. 1837. London. Bibl. Nat. Inventaire. V. 40,230.

— *A pratical Treatise of Banking*. 1849. London, fifth édition 2 vol.

— *Le même ouvrage*, édition de 1851. New-York. Bibl. Nat. Inventaire. V. 40,234. — *Idem* en 1865.

— *The principles and Practice of Banking*. London 1873.

nable en 1810 qu'en 1839, parce qu'en 1810 se trouvait la période la plus active de la guerre d'Espagne et que le Gouvernement Anglais contracta à cette époque d'énormes emprunts.

Avant 1867, l'année 1839 est donc seule connue exactement, grâce à un document législatif donnant le montant des sommes compensées et qui fut rédigé, à la suite d'une demande de la Chambre des Communes, par une commission nommée pour procéder à une enquête sur les banques d'émission. C'est à cette occasion que les sommes compensées au *Clearing-House* furent relevées jour par jour.

Le total pour l'année 1839 s'éleva à £ 954,401,600. (24,098, 640,400 fr.). Les 24 jours de règlements étrangers entrent dans cette somme pour £ 99,573,400 (2,514,221,350 fr.), (et les 8 jours de règlements anglais, pour £ 36,035,300 (909,891,325 fr.).

On a indiqué des chiffres pour les années 1840 à 1857 ; mais ils sont douteux, car il faudrait établir leur autorité. Il faut donc arriver à 1867 pour avoir des chiffres précis et dignes de foi.

Depuis 1867, les chiffres annuels des opérations du *Clearing-House* ont été relevés par les soins de MM. Geo, Derbyshire et Pocock, Inspecteurs au *Clearing-House* en 1885. Jusqu'en 1884, ils étaient classés par années commençant au 1^{er} mai et finissant le 30 avril. En 1884, le comité directeur du *Clearing-House* s'est décidé à prendre comme base de ses publications statistiques, l'année ordinaire allant du 1^{er} janvier au 31 décembre,

et sir John Lubbock en a publié un tableau rétrospectif (1).

Ce tableau comprend toutes les opérations effectuées au *Clearing-House* : aussi bien celles du *Country-House* que celles du *Clearing-House* de la Cité. Il est regrettable que les chiffres de chacun d'eux ne soient pas relevés séparément; ce qui serait très facile si chaque *Clearing-Banker*, avant de remettre sa balance définitive à l'Inspecteur, prenait le soin de totaliser à part les chèques de la province. Cette division serait très utile pour bien faire connaître l'importance relative de chaque *Clearing*, étant donné que le *Country-Clearing* ne porte que sur des sommes minimes à côté des grosses transactions et des opérations purement financières que compense le *Clearing* de Londres.

Il faut remarquer que, dans le tableau qui suit, les mandats et chèques remis directement à la Banque d'Angleterre ne figurent pas au *Clearing-House*. Si la *Bank of England* compensait par *Doit* et *Avoir*, le chiffre de l'année monterait de plusieurs centaines de millions de £.

Voici, en £ (1) et en francs, les relevés qu'on peut actuellement fournir pour les sommes compensées au *Clearing-House* de Londres.

(1) *Bulletin de statistique et de législation comparée*, Paris, Imprimerie nationale, mars 1885.... janvier 1893. Bibl. Nat. L⁵ c, 83 bis.

(1) Dans tous les calculs anglais, la £ est comptée pour 25 fr.

1810	£ 880.000.000	Fr.22.000.000.000
	(Montant probable)	
1839	954.401.000	23.860.025.000
1867-68 (2)	3 257.411.000	81.435.275.000
1868-69	3.534.039.000	88.350.975.000
1869-70	3.720.623.000	93.015.575.000
1870-71	4.018.464.000	100.461.600.000
1871-72	5.359.722.000	133.993.050.000
1872-73	6.003.335.000	150.083.375.000
1873-74	5.993.586.000	149.839.650.000
1874-75	6.013.299.000	150.332.475.000
1875-76	5.407.243.000	135.181.075.000
1876-77	4.873.000.000	121.825.000.000
1877-78	5.066.533.000	126.663.325.000
1878-79	4.885.091.000	122.127.275.000
1879-80	5.265.976.000	131.649.400.000
1880-81	5.909.989.000	147.749.725.000
1881-82	6.382.654.000	159.566.350.000
1882-83	6.189.146.000	154.728.650.000
1883-84	5.838.158.000	145.953.950.000
1884-85	5.693.036.000	142.325.900.000
1885-86	5.531.032.000	138.275.800.000

(2) Année allant du 1^{er} mai au 30 avril.

Depuis 1884, pour donner satisfaction à un vœu qui avait été souvent exprimé, l'administration du *Clearing-House* de Londres s'est décidée à prendre, comme base de ses publications statistiques, l'année ordinaire allant du 1^{er} janvier au 31 décembre, et sir John Lubbock a donné à cette décision un effet rétroactif en dressant le tableau suivant que nous empruntons au *Times* (1).

(1) *Bulletin de statistique et de législation comparée*, Paris, Imprimerie nationale. Bibl. Nat. L⁵ c, 83 bis. N^{os} de janvier et mars 1885; années 1890, 1891, 1892 et 1893.

Années.	Totaux annuels. liv. sterl.	Opérations des 4 ^{me} jours de chaque mois. liv. sterl.	Opérations des jours de liquidation du <i>Stock-Exchange</i> . liv. sterl.	Opérations des jours de règlement des consolidés. liv. sterl.
* 1868	3.425.185.000	155.068.000	523.349.000	134.552.000
1869	3.626.396.000	169.729.000	564.935.000	149.932.000
1870	3.914.220.000	176.137.000	634.914.000	163.230.000
1871	4.826.034.000	211.095.000	806.356.000	210.647.000
1872	5.916.452.000	256.899.000	1.615.959.000	246.922.000
* 1873	6.070.948.000	272.156.000	1.038.257.000	249.755.000
1874	5.936.772.000	265.427.000	1.010.456.000	260.244.000
1875	5.655.793.000	245.810.000	1.043.464.000	251.572.000
1876	4.963.480.000	225.936.000	761.091.000	225.948.000
1877	5.042.393.000	232.630.000	744.085.000	228.254.000
* 1878	4.992.398.000	217.753.000	795.443.000	227.241.000
1879	4.885.937.000	213.348.000	842.937.000	225.381.000

1880	5.794.238.000	236.809.000	1.151.867.000	255.224.000
* 1881	6.357.059.000	253.133.000	1.383.430.000	278.864.000
1882	6.221.206.000	238.150.000	1.228.916.000	278.387.000
1883	5.929.404.000	239.080.000	1.058.703.000	254.620.000
* 1884	5.798.555.000	242.659.000	960.623.000	268.352.000
1885	5.511.071.000	221.873.000	935.083.000	249.327.000
1886	5.901.925.000	215.519.000	1.198.557.000	263.497.000
1887	6.077.097.000	256.469.000	1.145.842.000	297.199.000
1888	6.942.172.000	272.091.000	1.252.466.000	332.470.000
(1) 1889	7.618.763.000	290.117.000	1.338.842.000	351.690.000
(2) 1890	7.801.048.000	289.107.000	1.416.543.000	358.598.000
1891	6.847.506.000	264.501.000	1.067.403.000	314.807.000
(3) 1892	6.481.562.000	260.422.000	1.022.764.000	299.405.000

Les années marquées du signe (*) sont celles dont les chiffres sont les plus importants (débit seulement).
 (1) On remarque que le chiffre d'affaires total de 1889 dépasse de près de 10 % celui de 1888, qui était lui-même supérieur à tous les chiffres antérieurs.
 (2) On remarquera la progression continue des chiffres des affaires dans ces dernières années. L'importance des opérations du Clearing-House de Londres a doublé depuis 1870.
 (3) On voit que les affaires continuent à se restreindre; cependant le recul, qui avait été de 12 % en 1891, n'est plus que de 5,4 % en 1892.

On ne peut voir sans surprise jusqu'à quel point le papier a remplacé la monnaie comme moyen d'échange.

Sir John Lubbok a publié en 1865 (1) quelques détails sur les affaires de sa banque dans les derniers jours de 1864. Les transactions qui y furent effectuées atteignirent le total de £ 23,000,000 (575 millions de francs); et le papier et les espèces y furent employés dans les proportions suivantes :

Chèques et billets qui ont passé au		
<i>Clearing-House</i>	70,8	pour cent
Chèques et billets non liquidés au <i>Clea-</i>		
<i>ring-House</i>	23,3	—
Billets de la Banque d'Angleterre . .	5,0	—
Espèces	0,6	—
Billets de Banques Provinciales. . .	0,3	—
	100,0	

Les sommes versées par les clients de la ville montaient à £ 19,000,000, et donnaient à l'analyse les résultats suivants :

Chèques et billets	96,8	pour cent
Billets de la Banque d'Angleterre . .	2,2	—
Billets de Banques Provinciales . . .	0,4	—
Espèces	0,6	—
	100,0	—

(1) *Statistical Journal*, London, N° de sept. 1865.

Enfin, voici comment ont été classées en 1864 et 1881, les recettes de cette même banque (1) :

	<u>1864</u>	<u>1881</u>	<u>En plus</u>	<u>En moins</u>
Chèques et bills compensés.	70,8	71,313	0,513	»
Chèques et bills non compensés	23,2	25,248	1,948	»
Billets de la Banque d'Angleterre	5,0	2,349	»	2,651
Espèces	0,6	0,956	0,356	»
Billets des Banques de Province	0,3	0,134	»	0,166
	<u>100,0</u>	<u>100,000</u>	<u>2,817</u>	<u>2,817</u>

D'après le tableau ci-dessus, on voit qu'il existe encore un nombre assez considérable de chèques et de lettres de change qui ne sont pas compensés et sont recouvrables à domicile : ce sont des *walk articles*, qui sont tirés sur les Banques *non Clearing*, qui n'ont pas de compte chez l'un des *Clearing-Bankers*, particulièrement sur celles du *West-End*, sur les Offices du Gouvernement, les maisons de commerce et sur les particuliers. Il a été question de rattacher ce service au *Clearing-House*, ainsi que nous le verrons dans un instant (2).

(1) *Economist*. London. 18 février, 1882. *Suppl.* p. 45.

(2) *Economist*. London, 19 mai 1883.

II. — *Mouvements des affaires au Country-Clearing-House*

Il est regrettable qu'il n'y ait pas de rapport spécial pour le *Country-Clearing-House*, dont les soldes seuls figurent dans le relevé du *Clearing-House*, ainsi qu'on a pu le voir dans la feuille de liquidation.

Néanmoins, M. Gustave François (1) donne les chiffres suivants pour le montant des chèques compensés au *Country-Clearing-House*.

1879	£. 320.000 000	Fr. 8.000.000.000
1880	388.000.000	9.700.000.000
1881	400.000.000	10.000.000.000
1882	424 000.000	10.600.000.000
1883	457.000.000	11.425.000.000
1884	443.000.000	11.075.000.000
1885	426.000.000	11.650.000.000

(1) *Clearing-Houses et Chambres de Compensation*. Lille, Septembre, 1886. Bibl. Nat. 8° V, 9551.

§ 4. — *Observations critiques et améliorations*

I. — En ce qui concerne le *Clearing-House* de Londres, nous avons vu, dans le tableau des recettes de la Banque de sir John Lubbock, que de nombreux chèques et lettres de change ne sont pas compensés et sont recouvrables à domicile. Ces *Walk Articles*, comme les appellent les Anglais, proviennent pour la plupart des Banques du *West-End*.

Il serait très heureux pour ces dernières, d'établir un *Clearing-House* dans cette partie de Londres. Cette création, maintes fois demandée déjà, a toujours été ajournée à cause des difficultés qu'elle soulève.

M. Charles Berteaux (1) pense que la solution, réside dans l'association des banquiers intéressés pour fonder un *Clearing-House* spécial. « En raison des distances qui sépareraient chaque banquier de la nouvelle Chambre de Compensation, les conditions seraient moins favorables qu'au *Clearing-House* de la Cité (2), mais, ajoute-t-il, les considérations de cette nature ont perdu

(1) *Etude sur la Chambre de Compensation*, Paris, 1887. Bibl. Nat. 40 V. Pièce 2757.

(2) La condition du voisinage résulte en effet des nécessités de la pratique. Les chèques ou effets non admis devant être retournés le jour même au *Clearing-House*, cette règle serait matériellement impossible au *Clearing-Banke* dont l'établissement serait situé en dehors d'un très-petit rayon. En 1864, sur 31 Banques composant le *Clearing-House*, 12 sont placées dans Lombard Street, et toutes les autres, sans exception, sont dans le voisinage immédiat. Du *Clearing-House* à la plus éloignée des *Clearing-Banks*, il n'y a pas 5 minutes de marche. (P. J. Couillet. *Les chèques et le Clearing-House*. Paris, 1864. Bibl. Nat. Inventaire, V. 13.774.)

beaucoup de leur importance depuis le développement des moyens de communication et de correspondance. Par contre, l'institution réclamée rendrait aux banquiers de l'Ouest les plus grands services.

« *Charing-Cross* paraît désigné comme emplacement du nouveau *Clearing-House*. Les commis des banques pourraient s'y réunir 2 fois par jour pour l'échange des traites et des chèques et une troisième fois pour les *retours* et le paiement des balances. Sans qu'il fût nécessaire de constituer un Comité d'administration, les représentants des Banques arrêteraient entre eux les différences, et les paiements s'effectueraient par chèques sur une Banque du *Clearing-House* de la Cité (1). »

On a critiqué également le règlement des soldes journaliers qui s'opère pour les *Clearing-Bankers* par un virement sur la Banque d'Angleterre. Les *Clearing-Bankers* sont en effet obligés de maintenir au crédit de leur compte à la Banque d'Angleterre des balances assez fortes, d'autant plus fortes que les chèques sur la *Bank of England*, dont ils sont porteurs, au lieu d'être payés en liquidation au compte d'ordre des « *Clearing-Bankers* » le sont à leur compte particulier (1).

On estime que ces encaisses ne s'élèvent pas à moins de £ 4.000.000 soit 101 millions de francs. D'un

(1) Charles Berteaux. *Etude sur la Chambre de Compensation*. Paris, 1887. Bibl. Nat. 40 V. Pièce 2757.

Voir *Economist*. London 19 mai 1883.

(1) *Dictionnaire des finances*, de M. Léon Say. Article de M. Auguste Arnauné sur *les Chambres de Compensation et les Clearing-Houses*. Paris 1887.

autre côté les transferts journaliers d'un compte à l'autre ne dépassent pas £ 500.000 soit 12.625.000 fr. C'est l'éminent banquier sir John Lubbock qui a réclamé ce dernier progrès : « il consisterait à employer d'une manière profitable pour les banquiers les soldes de garantie qu'ils conservent à la Banque d'Angleterre (1) ». Cette dernière fait naturellement emploi de ces balances, et les *Clearing-Bankers* se plaignent de ce qu'elle leur fait ainsi concurrence avec leurs propres ressources.

Pour réaliser ce perfectionnement, plusieurs moyens ont été proposés :

On a songé à former un fonds commun en consolidés, représenté par des certificats dont le transfert servirait à régler les soldes journaliers, et à ne laisser, au *Private Drawing Office* de la Banque d'Angleterre, que les balances nécessaires au règlement des chèques dûs à la Banque ou des différences qui ne pourraient être soldées en certificats (2).

Un autre moyen a également été mis en avant. C'est l'un des plus simples, dit M. P.-J. Couillet (3), et « qui pourrait être adopté avec le concours de la Banque d'Angleterre. Il consisterait à conserver la majeure partie du solde de chaque banquier en bons du Trésor. On pourrait former un fonds commun de

(1) P. J. Couillet. *Les chèques et le Clearing-House*. Paris 1864. Bibl. Nat. Inventaire. V. 13,774.

(2) *Economist*. London 26 novembre 1881.

(3) *Les Chèques et le Clearing-House*. Paris 1864. Bibl. Nat. Inventaire. V. 13.774.

garantie des *Clearing-Bankers* en bons du Trésor, sur lequel on créditerait et on débiterait chaque jour les divers *Clearing-Bankers* d'après les résultats de la journée. »

On pourrait encore user d'un autre moyen. « Il suffirait d'effectuer à la fin de chaque journée des transferts, d'un compte à l'autre, des bons du Trésor au porteur, déposés par chaque *Clearing-Banker* comme partie principale de son encaisse ».

Depuis plusieurs années, un système analogue fonctionne en Ecosse et en Irlande, où les *Clearing-Bankers* se paient en bons de l'Echiquier les soldes de leurs liquidations.

Le même usage pourrait être établi à Londres.

II. Voyons maintenant quelles améliorations pourraient être apportées au fonctionnement du *Country-Clearing-House*.

Le constant accroissement de ce *Clearing* menace de causer de sérieux embarras, et cela dans un avenir prochain. Il y aurait donc urgence à modifier les procédés actuels. Aujourd'hui, le travail est si considérable qu'il est impossible de le terminer pendant le temps fixé par le règlement, temps bien court, puisque tout doit être établi entre midi et 2 heures 15. Pour remédier à cet inconvénient, on est obligé de présenter les chèques aux *Clearing-Bankers* avant l'ouverture officielle.

Cet expédient peut alléger le travail de la séance, mais il deviendra bientôt lui-même tout-à-fait insuf-

fisant, il serait préférable de voir modifier le règlement afin de tenir compte des besoins actuels et de prévenir en même temps une augmentation progressive et forcée des opérations.

« Une autre innovation qui a été proposée récemment, nous dit M. Charles Berteaux (1), consisterait à admettre au *Clearing* les *notes* (2), des banques locales, *Country-Banks*, qu'on est obligé actuellement de présenter aux diverses caisses qui doivent les payer. »

Pendant un certain temps, ces *notes* furent compensées par des traites ou des chèques; mais on en revint à la méthode de l'encaissement direct, à la suite des tiraillements que provoquait souvent ce système. On revenait donc ainsi à tous les inconvénients évités par le système du *Clearing* : risques d'erreurs de comptage de vols, etc., perte de temps, immobilisation du capital ainsi retiré de la circulation avec perte des intérêts.

C'est pour toutes ces raisons qu'on demanda l'adjudication d'un *Clearing* spécial, au *Clearing-House* afin de pouvoir compenser toutes ces *notes*.

Mais ici on se heurte à des difficultés pratiques. Le

(1) *Etude sur la Chambre de Compensation*. Paris 1887. Bibl. Nat. 40. V. Pièce 2757.

(2) *Notes* doit être pris ici dans le même sens que dans *Bank-Notes*. Ce sont des billets payables au porteur que quelques banques locales, fondées avant 1845, ont encore la faculté d'émettre. Le *Bill* de 1845, en effet, en décidant qu'aucune nouvelle banque d'émission ne pourrait s'établir dans le Royaume-Uni, a respecté le droit des banques d'émission existant à ce moment. Mais ce droit doit s'éteindre avec elles; elles ne peuvent ni en faire l'apport à d'autres banques, ni le céder, si ce n'est à la *Bank of England* (Charles Berteaux).

Clearing-House de Londres fonctionne fiévreusement depuis 9 heures du matin jusqu'à 5 heures du soir, et cela sans interruption. Il ne peut s'occuper des liquidations de province que de midi à 2 heures 15. Où trouverait-il alors une heure pour s'occuper du nouveau *Clearing* réclamé ?

De plus, il ne faut pas oublier que depuis le Bill de 1845, le nombre des *Country-Banks*, jouissant du droit d'émettre ces *notes* va chaque jour en diminuant. Ces *notes* sont donc fatalement destinées à disparaître. Il n'y a donc pas lieu de modifier la constitution du *Clearing-House* en faveur d'intérêts appelés à disparaître dans un avenir peu éloigné (1).

SECTION 3^e

Divers Clearing-House anglais

§ 1. *Clearing-House de Manchester*

Le *Clearing-House* de Manchester existe depuis le 15 juillet 1862. Son organisation paraît avoir été surtout dirigée, et avec beaucoup de succès, par M. C. W. Nix (?).

Les *Clearing-Banks*, au nombre de 14, sont aujourd'hui les mêmes qu'au moment de la fondation.

(1) Charles Berteaux, *Etude sur la Chambre de Compensation*, Paris, 1887. Bibl. Nat. 40 V. Pièce 2757.

(2) Stanley Jevons, *Money and the Mechanism of Exchange*, London, 1876. Bibl. Nat. 8° R 81.

Les noms seuls de deux ont été changés (1) *Heywood frères & C^o* étant maintenant la *Manchester and Salford Bank, St-Aun Street Branch*, et l'ancienne banque *Roberson Fraser, C^o* étant devenue la *Manchester joint Stock Bank C^o*.

Voici la liste des *Clearing-Bankers* de Manchester :

Adelphi Bank.

Bank of England.

Consolidated Bank, limited.

Cunliffes Brook & C^o.

Lancashire and Yorkshire Bank, limited.

Manchester and County Bank.

Manchester and Liverpool District Bank.

Manchester and Liverpool District Bank, King's Street Branch.

Manchester and Salford Bank.

Manchester and Salford Bank, St-Anne Street Branch.

Manchester and Joint-Stock Bank.

National Provincial Bank of England.

James Swell and Nephew.

Union Bank of Manchester, limited.

Le règlement adopté au *Clearing-House* de Manchester, est ainsi rédigé :

I. — Les représentants des banques formeront un Comité, convoqué tous les trois mois au moins par un des agents de la Banque d'Angleterre, comme Président, dans le but de discuter les questions se rappor-

(1) Stanley Jevons : *Money and the Mechanism of Exchange*.

tant à la société anisi formée; et une réunion pourra être demandée à quelque temps que ce soit sur la demande de trois membres, spécifiant la question qui sera débattue.

II. — Aucun nouveau membre ne pourra être admis si ce n'est par un vote du Comité.

III. — Il y aura deux *Clearings*, savoir : à 11 h. 15 et à 2 heures 15, les jours ordinaires; excepté les samedis, où ils seront à 10 heures 30 et à midi. Les autres jours demi-fériés, il n'y aura qu'un seul *Cléaring*, qui sera tenu une heure avant la fermeture des banques.

IV. — Les affaires du *Cléaring* seront dirigés par un Inspecteur, appointé par la Banque d'Angleterre.

V. — En cas de non-paiement de quelque article, il sera retourné à la banque qui l'a adressé, dans une heure de la fermeture du *Cléaring* pendant lequel il a été présenté, et sera échangé pour une note de débit qui figurera dans le prochain *Cléaring*; si le retour est fait après le second *Cléaring*, un chèque sur la Banque d'Angleterre doit être donné en échange.

VI. — Les chèques sur les succursales des Banques ayant leur office principal à Manchester, seront provisoirement passés par le *Clearing-House*, sous condition de retour par un premier courrier contre une note de débit, à passer dans le plus proche *Clearing* suivant ce retour.

VII. — Les chèques sur les « *Branches-Banks* » dans un rayon de un mille 1/2 de Saint-Ann' Square, mesuré comme pour les courses de voitures, seront passés par le *Clearing* sous la condition de retour dans le délai d'une heure après la clôture du *Clearing*, suivant, contre une note de débit qui sera passée dans le *Clearing* qui suivra ce retour; mais les chèques sur les « *Branches-Banks* » qui seront passés un samedi, ou autre jour demi-férié, seront sujets à retour au plus tard une heure après la clôture du premier *Clearing* du premier jour ordinaire suivant.

VII. — Il sera permis à toute banque, dans l'intervalle des heures du *Clearing*, de demander l'acceptation d'un chèque à la banque sur qui il est tiré, ou une note de débit pour le prochain *Clearing* en échange d'un tel chèque.

XI. — Les dépenses faites par la Banque d'Angleterre en administrant le *Clearing-House* seront supportées également par les banques qui la composent.

X. — Les procédés adoptés devront avoir l'assentiment du Comité, et aucun changement ne pourra être fait sans son approbation.

Dans le *Clearing-House* de Manchester, le travail s'exécute entièrement à l'aide de tableaux détachés (ou feuilles), et non sur des livres de comptes comme à Londres. Ces tableaux pourraient paraître un peu nombreux et compliqués, mais ils sont néanmoins d'un

très grand secours pour régler la balance finale d'une manière sûre et régulière (1).

Avant de quitter sa banque, chaque *Clearer* commence par diviser les chèques et traites qu'il doit remettre en 13 paquets, un pour chacune des 13 autres banques (2) ; puis il remplit 13 listes, une pour chaque paquet, et chaque liste est ainsi disposée :

(Formule N° 1)

Manchester Bank Clearing

Mem. of Cheques delivered by

to

.Clearing

189

Dans ce tableau, chaque chèque est représenté seulement par le chiffre de la somme qu'il porte. Une copie de la liste est enregistrée dans un des livres de la banque destiné à cet usage.

(1) Stanley Jevons. *Money and the Mechanism of Exchange*, London, 1876. Bibl. Nat. 8° R. 81.

(2) Le *Clearing-House* de Manchester comprend 14 *Clearing-Bankers*.

Dès que tous les chèques sont ainsi inscrits, le *Clearer* fait le total de chacune des 13 listes et il l'inscrit dans une des colonnes de gauche du tableau suivant. Par ce moyen, il obtient un relevé complet de toutes les sommes qu'il doit réclamer aux 13 autres *Clearing-Bankers*, et le total de cette colonne de gauche détermine le montant de l'*Out-Clearing*, ou liquidation pour le dehors.

189

Out			In		
First Clearing	Second Clearing		First Clearing	Second Clearing	
		Adelphi			
		Bank			
		Consolidated			
		County			
		Cunliffes			
		District			
		Joint-Stock .			
		King Street .			
		Lancashire..			
		National Provincial.			
		St Ann's Strett Branch			
		Salford			
		Swell			
		Union			
...	...		...	...	...
		Total			
		Balance			

Lorsque ce travail est terminé, le *Clearer* prend ses 13 liasses de chèques avec les tableaux et se rend au *Clearing-House*. Il fait alors le tour de la salle et dépose, sur le pupitre appartenant à chacune des *Clearing-Banks*, le paquet de chèques avec la liste correspondante que nous avons mentionnée tout d'abord.

Tous les *Clearers* agissant ainsi, 13 liasses de chèques et 13 listes semblables sont déposées en très peu de temps sur chacun des bureaux.

Le *Clearer*, auquel on remet ainsi un paquet et une liste, s'empresse de comparer la liste avec les chèques, de vérifier l'addition, et de voir aussi si tous les chèques présentés ne sont pas entachés d'irrégularités suffisantes pour en empêcher le paiement.

Si tout est correct, il inscrit le total dans les colonnes de droite du second tableau (celles réservées au premier Clearing), en face du nom de la banque qui présente les effets.

Ces paquets sont appelés « *In-Clearing* » ou liquidation à l'intérieur, et représentent toutes les créances des autres banques sur la banque en question, de sorte que lorsque le *Clearer* a enregistré les 13 totaux et additionné la colonne de droite du premier Clearing, il voit ce que sa banque doit payer aux autres *Clearing-Bankers*.

Après avoir additionné la première colonne de chaque côté, marquée *first Clearing* sur le second tableau, chaque *Clearer* établit sa balance, mais le premier clearing ne donne lieu à aucun règlement.

Nous avons vu plus haut, dans le règlement du *Clea-*

ring-House de Manchester qu'il y a chaque jour deux liquidations ou *Clearings*. La première à 11 heures 15 du matin n'est que préparatoire puisqu'on ne paie pas les balances.

Dès que cette première vérification est terminée, le *Clearer* retourne à sa Banque avec les paquets de chèques et d'effets qu'il a reçus contre elle des autres *Clearing-Banks*. Les employés chargés de les vérifier, recherchent alors les irrégularités qui auraient pu être commises et si quelques-uns ne seraient pas frauduleux ou ne devraient pas être payés par suite d'un manque de fonds ou pour d'autres raisons. Nous avons déjà dit qu'une inspection sommaire avait été faite au *Clearing-House* par les *Clearers* qui renvoyaient les titres manifestement irréguliers ; mais les effets ne sont considérés définitivement acceptés qu'une heure après l'achèvement de la liquidation. Les retenues sont du reste très rares, et tous les effets irréguliers sont immédiatement et directement envoyés à la Banque qui les avait présentés.

Le second *Clearing* a lieu à 2 heures 15 de l'après-midi et est exactement conduit comme celui du matin. Le *Clearer* remplit cette fois les secondes colonnes de gauche et de droite (*out-clearing* et *in-clearing*) du tableau *formule n° 2*. Il fait ensuite cette nouvelle addition, réunit les totaux avec ceux des premières colonnes et établit sa balance. Le *Clearer* voit ainsi quelles sommes il doit payer et quelles sommes doivent être payées à sa Banque par les autres *Clearing*.

Banks. La différence des totaux de l'*out* et de l'*in-Clearing* sera donc la balance qu'il a, soit à recevoir, soit à payer. Il n'a plus qu'à copier ces totaux et la balance dans ce nouveau tableau formule n° 3 qu'il remet à l'Inspecteur du *Clearing-House*.

(Formule N° 3)

Clearing-Returns

Messrs.....			
Out Clearing	£	».....	»
In Clearing	£	»	»
Balance.	£	»	»
Date		189....	

L'Inspecteur établit alors la feuille de liquidation générale (formule n° 4) qui lui permettra de vérifier les balances.

(Formule N^o 4)

Clearing-House

Dr.

Cr.

			Adelphi			
			Bank			
			Consolidated			
			County			
			Cunliffes			
			District			
			Joint-Stock			
			King-Strett			
			Lancashire			
			National-Provincial.			
			S ^t -Ann's Strett			
			Salford			
			Sewell			
			Union			

Les deux colonnes, *crédit* et *débit*, doivent concorder, puisqu'elles contiennent d'un côté la somme que les Banques créditrices doivent recevoir et de l'autre la même somme que les Banques débitrices doivent payer. Chaque chèque, en effet, a été inscrit et additionné deux fois : une fois au crédit d'une banque et une fois au débit d'une autre banque. Si les deux colonnes du débit et du crédit du 1^{me} tableau ne concordent pas, c'est qu'il y a eu erreur. Toutes les écritures sont alors examinées, et pointées jusqu'à ce que l'erreur soit découverte et rectifiée.

Lorsque la feuille de liquidation est enfin correcte, il ne reste plus qu'à procéder au règlement des soldes en traçant les *tickets* de crédit et de débit ordonnant, sur les livres de la succursale de la Banque d'Angleterre, des transferts au crédit ou au débit des *Clearing-Bankers*.

Les paiements se font au profit ou pour le compte du *Clearing-House*, qui devient ainsi une sorte d'être fictif (1) ; mais comme ses paiements et ses recettes se balancent exactement chaque jour, le *Clearing-House* n'a pas besoin d'un grand livre particulier, si ce n'est pour de faibles dépenses courantes ou pour des erreurs peu considérables.

Pour effectuer le transfert, le *Clearer* d'une Banque débitrice remplit la formule N^o 5, imprimée sur papier blanc.

(1) Stanley Jevons. *Money and the Mechanism of Exchange*. London 1876. Bibl. Nat. 8^o R. 81.

(Formule N° 5).

REGLEMENT DE COMPTES
au Clearing-House

Manchester 189

*Aux Caissiers de la Banque
d'Angleterre*

Veillez transférer de notre
compte la somme de.....
et la porter au crédit du
compte des Banquiers du Clea-
ring, et permettre l'un d'en-
tre eux à tirer pour cette
somme (la chose sera portée à
la connaissance de l'Inspec-
teur, qui le certifiera en con-
tresignant la traite).

£.....

REGLEMENT DE COMPTES
au Clearing-House

Manchester 189

Banque d'Angleterre

Un transfert pour la somme
de.....
a été fait ce soir à la Banque
du compte de MM.....
.....
au compte des Banquiers du
Clearing.

Pour la Banque d'Angleterre

£.....

Le coupon de gauche est une *traite* qui doit être signée par le *Clearer*, s'il a les pouvoirs nécessaires, ou à sa Banque par celui qui a la signature de la Banque. Cette *traite* est ensuite portée à la Succursale de la Banque d'Angleterre, car elle ordonne au caissier de cette banque de créditer le *Clearing-House* du montant de la balance, et de débiter en même temps de la même somme la banque débitrice indiquée. Lorsque ce virement est effectué, le caissier autorisé de la Banque d'Angleterre signe la formule de droite comme reçu de cette somme pour le compte du *Clearing-House*; il garde le ticket de gauche et le ticket de droite est rapporté par le commis de la Banque débitrice pour le service de ses écritures.

Mais si la balance est en faveur d'une banque, on se

sert de la *Formule N° 6*, imprimée sur *papier vert*. Cette formule n'est que la contre-partie de la précédente.

(*Formule n° 6*)

Règlement au Clearing-House
 Manchester.....180.....
 Aux Caissiers de la Banque
 a'Angleterre
 Veuillez créditer notre
 compte de la somme de.....
 sur le montant du crédit des
 Banquiers du Clearing.

 £.....

Règlement au Clearing-House
 Manchester..... 89
 Banque d'Angleterre
 Le compte de MM.....
 a été crédité de la somme
 de.....
 sur le montant au crédit du
 compte des Banquiers de
 Clearing.
 Pour la Banque d'Angleterre

 £.....

Ainsi que nous l'avons dit pour la formule N° 5, la partie gauche est conservée à la Banque d'Angleterre, comme pièce justificative, car elle a été signée par les directeurs ou fondés de pouvoirs de la *Clearing-Bank* qui règle son compte au *Clearing*. La partie droite, après avoir été signée à la Banque d'Angleterre, est rapportée à la Banque en cause pour les besoins de sa comptabilité.

Voyons maintenant ce qui se passe pour les chèques qui ont été renvoyés. Même pour ceux-là, il n'y a pas besoin de paiements réels. Nous avons déjà dit que les chèques refusés étaient renvoyés en une heure et directement à la Banque qui les avait présentés. Si les irrégularités ne sont pas expliquées et supprimées, le

caissier de la banque, qui les a présentés, signe alors le tableau suivant (*Formule N° 7*), par lequel il reconnaît qu'il a reçu telle somme en trop au dernier *Clearing*. Cette formule est jointe par la *Clearing-Bank*, qui a refusé le chèque, à son paquet « *Out-Clearing* », et la rectification est ainsi faite dans la balance du *Clearing* suivant.

(*Formule n° 7*).

Manchester Bank-Clearing

Manchester..... 189...

Nous créditerons MM.
à la prochaine liquidation, à présentation de ce certificat d'erreur, de la somme de.
comme ci-dessous, pour chèques non payés.

Pour.

£.....

».....

».....

« Le règlement de compte, au *Clearing-House* de Manchester, est souvent effectué en moins de temps qu'il n'en faut pour lire cet exposé de la méthode, et le travail s'exécute avec une commodité et un silence qui contraste singulièrement avec le tohu-bohu du *Clearing-House* de Londres (1) ».

Le *Clearing-House* de Manchester est dirigé par un comité de banquiers dont le Président est l'agent

(1) Stanley Jevons. *Money and the Mechanism of Exchange*. London 1876. Bibl. Nat. 8° R. 81.

principal de la Banque d'Angleterre à Manchester. La surveillance du travail de liquidation est confiée à un employé de la Banque d'Angleterre.

Mais la Banque d'Angleterre, tout en prenant naturellement la préséance, agit en parfaite harmonie avec les banquiers locaux.

S'il est vrai que les sommes liquidées sont relativement insignifiantes à Manchester, à côté de celles du *Clearing-House* de Londres, elles n'en accusent cependant pas moins une augmentation rapide :

1872	£. 32.340.500	Fr. 808.512.500
1873	72.805.500	1.820.137.500
1874	76.113.100	1.902.827.500
1875	81.144.800	2.027.870.000
1876	81.274.700	2.031.867.500
1877	85.895.700	2.147.392.500
1878	85.705.600	2.142.640.000
1879	84.232.700	2.105.817.500
1880	101.985.400	2.549.635.000
1881	108.556.500	2.713.922.500
1882	114.873.900	2.871.847.500
1883	118.529.800	2.963.245.000
1884	118.555.600	2.963.890.000
1885	111.791.200	2.794.780.000

§ 2. — *Clearing-House de Newcastle-sur-Tyne*

Ce *Clearing-House*, fondé le 2 janvier 1872, comprend 7 banques :

Bank of England.

Lambton & C^o.

Woods & C^o.

Hodgkin Barnett Pease Spence & C^o.

National Provincial Bank of England.

North Eastern Banking & C^o.

Dale Young Nelson & C^o.

Voici comment les opérations y sont réglées (1).

Règlement du 26 novembre 1875

Le *Clearing-House* sera ouvert tous les jours où est ouverte la Banque d'Angleterre, et il y aura *trois* remises de traites, chèques, etc..., les jours ordinaires, et *deux* les samedis et jours demi-fériés comme suit :

Jours ordinaires :

1 ^{er} clearing.		11 heures 15
2 ^e —		2 — 15
3 ^e —		3 — 15

Le 31 décembre.

3 ^e —		3 — 30
------------------	---------	--------

(4) De M. Gustave François. *Clearing-House et Chambres de Compensation*. Lille sept. 1886. Imp. Danel. Bibl. Nat. 8^o V. 9551.

Le 1^{er} Janvier :

Un seul Clearing. . . 10 heures 30

Samedis et jours demi-fériés :

1^{er} Clearing. . . . 11 » 15

2^e » 1 » 15

Si le 31 tombe un samedi :

1^{er} Clearing. . . . 11 »

2^e » 12 » 30

3^e » 1 » 30

Les articles reçus dans les premiers Clearings seront retournés par l'entremise du *Clearing-House*, s'ils sont impayés, pas plus tard que le dernier Clearing. Les articles reçus au dernier Clearing seront retournés directement dans les 45 minutes de l'heure de la séance.

Avant de quitter leur Banque, les *Clearers* inscriront sur leurs listes les effets et les chèques qu'ils présentent, ce qui sera accepté au *Clearing-House*, comme provisoirement exact, les erreurs étant rectifiées par pièces justificatives le jour suivant au plus tard.

Aucun retour ne peut être reçu sans le motif du refus.

Il sera suffisant, pour qu'un retour soit reçu et crédité, que le motif du refus soit indiqué sur lui, et aucun *Clearer* ne pourra refuser de passer écritures d'un retour ainsi noté.

Les chèques sur les autres villes du district où les banquiers, membres du *Clearing - House*, auront accepté d'être agents, seront considérés comme provisoirement payés, et sujets à retourner dans l'intervalle d'un courrier, si la succursale à qui ils auront été adressés ne veut les payer.

Toutes les traites seront endossées, s'il est nécessaire, et acquittées, et tous les chèques seront « CROISÉS » par la Banque à qui ils appartiennent, avant de venir au *Clearing-House*.

Tous les banquiers profitant des avantages du *Clearing-House*, auront un compte à la succursale de la Banque d'Angleterre, à Newcastle-sur-Tyne, et ladite succursale fera le nécessaire pour le règlement des balances.

Chaque banquier fera ses règlements au *Clearing-House* par le moyen d'un commis compétent, et tout ennui arrivant par un commis sera immédiatement signalé à son patron.

N. B. — Les articles à représenter peuvent être présentés directement à la Banque où ils sont payables, pour être acquittés en espèces ou par reçus, sans les passer par le *Clearing* (26 novembre 1875).

Les formules employées par le *Clearing-House* de Newcastle-sur-Tyne présentent de grandes différences avec celles qui sont usitées à Londres et à Manchester.

Ainsi, les chèques, mandats, etc..., sont inscrits en paquets séparés pour chaque *Clearing-Bank*, sur une feuille disposée de la manière suivante :

..... Chèques délivrés

par

à

.....Clearing
.....189

.....Clearing

..... 189

[illegible]

Chaque *Clearer* en recevant au *Clearing-House* cette liste et les chèques qui y sont mentionnés remet un accusé de réception ainsi conçu :

Newcastle Clearing

..... 189

Nous créditerons..... dans
le prochain Clearing, sur présentation de cette feuille,
de £ comme dessous

14-00000

Pour

Les jours ordinaires, il y a trois *Clearings* ; chaque *Clearing-Bank* reçoit donc trois tickets semblables de chacune des six autres banques, soit 18 en tout, et leur en remet le même nombre.

La feuille de compensation est alors établie avec ces tickets et les listes de chèques :

Out				In		
1	2	3		1	2	3
			Banck			
			Lambton			
			Lambton Quay			
			Hodgkin			
			Nat. Prov			
			N. Eastern ...			
			Dale			
1 ^{re} Colonne.				1 ^{re} Colonne.		
2 ^e	»			2 ^e	»	
			Balance			

Après le 1^{er} *Clearing*, le *Clearer* de chaque banque inscrit sur cette feuille, dans la colonne 1, à gauche (*out*), et en face du nom de chacun des autres

Clearing-Bankers, le montant des *tickets* qui lui ont été remis en échange des paquets de chèques ou traites qu'il avait préparés.

Dans la colonne 1, à droite (*in*), le *clearer* inscrit au contraire tous les tickets qu'il a lui-même remis à chacune des autres *Clearing-Bank*.

Le même travail se réqète pour le deuxième et pour le troisième Clearing.

Lorsque toutes les sommes sont ainsi inscrites, le *clearer* additionne les colonnes 1 et 2, et porte ces totaux dans la colonne 3 pour qu'ils soient compris avec les sommes qui y ont été inscrites pendant le 3^{me} Clearing. Le total de la troisième colonne donne ainsi le total de la somme à payer aux autres banques (*In*), et de la somme à recevoir (*Out*).

Il ne reste plus alors qu'à établir la balance qui, après avoir été vérifiée, sera réglée par un simple virement avec la Banque d'Angleterre.

Si le solde est créateur, la formule employée est ainsi conçue:

Règlement du Clearing-House
Newcastle-sur-Tyne..... 189..
*Au Directeur de la Succur-
sale de la Banque d'Angle-
terre, Newcastle-sur-Tyne.*
Veuillez créditer notre
compte de la somme de.....
sur le montant au crédit du
compte des Banquiers du
Clearing.
.....
£.....

Règlement du Clearing-House
..... 189.....
*Succursale de la Banque
d'Angleterre, Newcastle-
sur-Tyne.*
Le compte de MM.....
a été crédité ce soir de la
somme de.....
sur le montant au crédit du
compte des Banquiers du
Clearing.
*Pour la Succursale de la
Banque d'Angleterre, New-
castle-sur-Tyne,*
.....
£.....

Si la Banque est débitrice, on se sert de la formule
suivante :

Règlement du Clearing-House
..... 189....
*Au Directeur de la Succur-
sale de la Banque d'Angle-
terre, Newcastle-sur-Tyne.*
Veuillez transférer de notre
compte la somme de.....
et la placer au crédit du
compte des Banquiers du
Clearing.
.....
£.....

Règlement du Clearing-House
Newcastle-sur-Tyne 189....
*Succursale de la Banque
d'Angleterre, Newcastle-
sur-Tyne.*
Un transfert de la somme
de.....
a été fait ce soir à la Banque,
du compte de MM.....
au compte des Banquiers du
Clearing.
*Pour la Succursale de la
Banque d'Angleterre,*
.....
£.....

Voici maintenant le montant des sommes compensées
au *Clearing-House* de Newcastle-sur-Tyne depuis sa
création en 1872 :

Clearing House de Newcastle-sur-Tyne

1872	£ 20.057.290	Fr. 501.432.250
1873	31.540.670	788.516.750
1874	32.296.580	807.414.500
1875	30.755.260	768.881.500
1876	28.068.152	701.703.800
1877	24.330.770	608.269.250
1878	23.184.860	579.621.500
1879	21.458.640	536.466.000
1880	24.148.493	603.712.325
1881	24.535.190	613.379.750
1882	33.002.740	825.068.500
1883	39.091.480	977.287.000
1884	34.062.000	851.550.000
1885	32.027.000	800.675.000

SECTION 4^{me}

Clearing-Houses d'Ecosse.

§ I. — *Clearing-House d'Edimbourg.*

Le *Clearing-House* d'Edimbourg, plus ancien peut-être comme fondation que celui de Londres, comprend actuellement 7 banques :

Bank of Scotland.
Royal Bank of Scotland.
British Linen Company.
Commercial Bank of Scotland.
National Bank of Scotland.
Union Bank of Scotland.
Clydesdale Banking Company.

Règles à observer aux échanges de notes (1), et règlements généraux des balances entre les Banques à Edimbourg.

I. — Il y aura échange de notes, et règlements généraux, des échanges, et du *Clearing-House*, comme suit :

Echange de notes.	Règlement général des échanges et du Clearing.		
	Le	Pour comprendre	
		Notes	Clearings.
Journelle- ment, excepté le lundi, à 10 heures du ma- tin.	Lundi à 2 heures	Les notes de jeudi et vendredi, et les grosses no- tes de samedi; aussi les échan- ges de samedi de Glasgow et de la Province.	Vendredi Samedi et Lundi
Aussi le sa- medi, à 1 heure, pour grosses notes seule- ment.	Jeudi à 2 heures	Les petites no- tes de samedi, les notes de lundi, mardi et mer- credi; aussi les échanges de Pro- vince du mer- credi et les règle- ments de Glas- cow et Leith du jeudi matin.	Mardi Mercredi et Jeudi

Les règlements généraux seront faits par les commis du Clearing.

II. — Lorsque le lundi est un jour de vacance, le règlement général sera fait le mardi, mais il n'y aura pas d'échange de notes ce jour-là ; lorsque le jeudi est un jour de vacance, le règlement général sera fait le vendredi ; lorsque le samedi est un jour de vacance, il y aura échange le vendredi après midi.

III. — Les commis seront présents à l'heure indiquée, 15 minutes, après laquelle les portes seront fermées et les notes en possession des banques non représentées exclues jusqu'au prochain échange. Ces Banques pourront, toutefois, retirer, conformément à l'art. VII, les notes apportées contre elles par les autres Banques.

IV. — Chaque Banque sera représentée par deux commis au moins. En arrivant à la salle d'échanges, l'un d'eux délivrera les notes, et l'autre demeurera à son bureau pour recevoir les notes des autres Banques. Pour aucun motif les notes ne seront passées au travers des guichets si personne ne s'y trouve pour les recevoir. Nul ne doit entrer dans le bureau d'une autre banque ; la porte doit être fermée.

V. — Les commis de chaque Banque demeureront dans la salle d'échanges jusqu'à ce que le montant entier des notes reçues par eux ait été compté ; et, à la fin un commis de chaque banque demeurera jusqu'à ce que l'entier des notes délivrées par cette Banque ait été compté. Les notes reçues d'une Banque ne seront pas

mélangées avec celles reçues des autres banques, jusqu'à ce qu'elles aient été trouvées conformes avec le détail qui les accompagne. En cas de contestation, s'élevant à l'occasion d'un montant contenu dans un paquet de notes, reçues ou délivrées par une Banque qui a enfreint ces règles, cette Banque sera, en l'absence d'une preuve évidente en sa faveur, tenue comme ayant tort.

Pour prévenir toute perte de temps en comptant les notes, chaque Banque aura un nombre de commis suffisant pour cela, à la satisfaction de la Banque qui fait le règlement ce jour.

VI. — Les règlements seront effectués chaque mois, alternativement par la *Bank of Scotland* et par la *Royal Bank of Scotland* ; mais ni l'une ni l'autre de ces Banques n'encourra quelque responsabilité par le fait de ces transactions.

Le lundi et le jeudi, les balances seront comprises dans le règlement général des *Echanges et Clearing*. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi matin, à moins qu'un règlement général ne tombe sur un de ces jours ; les balances des échanges seront combinées avec la balance générale du Clearing du même jour. Le samedi après-midi, la Banque chargée du règlement donnera et recevra les quittances pour les balances, qui seront apportées au Clearing du prochain jour, et porteront intérêts au taux fixé de 2 %.

VII. — Lorsque les balances du règlement général

ont été terminées, le Settling Clerk du jour devra inscrire les détails en un livre établi dans ce but, et les Banques débitrices dans le règlement devront, le jour même avant la clôture des affaires, adresser aux Banques créditrices des lettres portant que dans 4 jours les montants dûs seront transférés à leur crédit à Londres. Les banques débitrices devront, le jour du règlement, payer en espèces aux banques respectives, à qui ces lettres sont adressées, quatre jours d'intérêt sur les montants, au taux de 3 $\frac{1}{2}$ % par an.

VIII. — Dans le cas où quelque transfert par avis ne serait pas honoré à Londres, sans une prompte et satisfaisante explication, la Banque qui aurait émis ce transfert serait immédiatement exclue de la salle d'Echanges et du Clearing-House.

IX. — Lorsque des échanges sont établis dans des villes de provinces, les notes échangeables reçues aux agences doivent y être échangées ; et sous aucun prétexte, elles ne peuvent être jointes aux échanges à Edimbourg ou à quelque autre agence.

X. — Il est de plus entendu et agréé, en considération de la circulation de chaque banque (autre que celle qui peut être émise contre monnaie d'or ou d'argent), fixée et limitée par l'acte 8 et 9, *Victoria*, chapitre 38, que les banques apporteront régulièrement à la salle d'échanges, à leur principal office et à leurs agences, toutes les notes échangeables qu'elles reçoivent.

vent ; et que dans même circonstance quelque'une des banques sous-signées ne pourra émettre les notes d'une autre banque d'émission en Ecosse, sans avoir d'abord demandé et obtenu permission.

XI. — Les quittances des échanges de Glasgow seront accompagnées par un garde ; et les lettres contenant les quittances seront délivrées par lui au messenger du Clearing-House, pour être remises par ce dernier personnellement aux Banques à qui elles sont adressées à Edimbourg.

XII. — Le livre des règlements généraux sera ouvert à l'inspection de quelque'une des banques à tel temps qu'il lui semblera convenable.

XIII. — Chacune des parties contractantes peut se retirer en prévenant trois mois à l'avance.

Règles à observer au Clearing-House d'Edimbourg.

I. — Le Clearing-House sera ouvert chaque jour d'affaires, excepté le samedi, à 1 heure et fermé à 1 h. 15, aucuns documents n'étant plus reçus ensuite. Les samedis, le Clearing-House sera ouvert à 11 heures, et fermé à 11 h. 15.

II. — Le Clearing-House, ne sera pas ouvert les jours de vacances. Les jours de demi-vacances, il sera ouvert à 10 heures, et fermé à 10 heures 15.

III. — Chaque banque sera représentée au Clearing-House par un commis compétent, qui délivrera et recevra les documents référables à sa banque. Un commis assistant pourra aussi attendre, afin qu'il n'y ait pas de retard dans la clôture du Clearing.

IV. — Chaque commis aura une collection de livres pour les différentes banques dans lesquels les documents délivrés par lui seront inscrits avant de se rendre au Clearing, et il remettra à chaque banque, un duplicata de la liste avec les documents délivrés. Il aura aussi un livre dans lequel il établira les balances pour ou contre sa Banque, et il ne quittera pas le Clearing-House, tant que la balance générale ne sera pas terminée.

V. — Aussi bien les ordres payables sur demande aux Banques d'Édimbourg (comprenant les succursales des districts), les effets domiciliés aux offices principaux des Banques d'Édimbourg, les ordres ou effets payables en quelque lieu en Écosse, et à encaisser par les Banques chez l'une ou l'autre, peuvent être passés au Clearing-House. Quoique la règle générale soit de passer tous les documents de ce genre au Clearing-House, chaque Banque pourra encaisser tel document qu'elle voudra directement.

VI. — Tout document sera convenablement acquitté avant d'être envoyé, et portera un timbre de Clearing-House contenant le nom de la Banque à qui il appartient et la date du Clearing, en addition auquel, si il a

été encaissé à une succursale de district, il portera le timbre de cette succursale.

VII. — Les documents passés au Clearing-House, payables aux succursales des districts des banques d'Édimbourg, seront envoyés en temps utile pour présentation le matin suivant.

VIII. — Les documents tirés sur l'office principal d'une Banque, qui ne sont pas honorés, seront retournés le même jour, par messenger, à l'office principal de la Banque par laquelle ils ont été encaissés, à 3 heures les jours ordinaires, et à 12 h. 30 les samedis, et seront remboursés en espèces. Les documents payables aux succursales des districts, qui ne sont pas honorés, seront retournés par l'intermédiaire du Clearing-House le jour suivant celui où ils ont été passés au Clearing; où il sera loisible de les retourner directement par messenger à l'office auquel ils ont été payés, pourvu que cela soit fait avant l'heure du Clearing, le jour après celui où lesdits documents ont été passés au Clearing.

IX. — Tous documents retournés impayés porteront une réponse écrite, donnant les motifs du refus.

X. — Les Banques conviennent de dispenser d'endossement les quittances des échanges de province, passées au Clearing-House.

XI. — La *Bank of Scotland* et la *Royal Bank of Scotland* acceptent de faire le règlement du Clearing

chaque mois, alternativement. Les lundis et jeudis, les balances seront comprises dans le règlement général d'échanges et Clearing, les shillings et pence étant réglés en espèces.

Les autres jours, la Banque chargée du règlement recevra des Banques débitrices d'après le règlement, dans lequel sera compris la balance des échanges de notes, et donnera aux banques créditrices, des quittances d'échange pour les balances respectives, comprenant shillings et pence une heure après la clôture du Clearing-House, et ces quittances seront apportées au Clearing suivant, et porteront intérêt du jour de remise au jour du Clearing au taux de 2 %, qui sera compris dans la quittance donnée pour balance.

Les règles pour l'établissement du Clearing général des Echanges et du Clearing seront établies séparément.

Ni la Bank of Scotland ni la Royal Bank of Scotland n'assumeront quelque responsabilité par le fait de ces transactions.

XII. — Les dépenses pour le Clearing-House seront supportées par les Banques en proportions égales et payées semestriellement.

A Edimbourg, il y a deux services, l'un pour l'échange des billets émis par les banques associées, l'autre pour la compensation des chèques, quittances, etc...

Le montant des billets présentés est inscrit sur une

feuille semblable au modèle donné ci-contre. A la fin des *Echanges*, les balances sont arrêtées chaque jour, mais le règlement n'a lieu que les lundis et jeudis (1).

Edinburgh..... 189.....

Balance des échanges

<i>En notre faveur</i>		<i>Bank. contre</i>	
		Bank of Scotland . .	
		Royal Bank	
		British Linen C ^o . . .	
		Commercial Bank . .	
		National Bank. . . .	
		Union Bank	
		Clydesdale Bank. . .	
		BALANCE. . . . £	

(1) Auguste Arnauné, *Dictionnaire des finances*, de M. Léon Say. Article : *Compensations et Clearing-Houses*, Paris, 1887.

Pour les chèques, quittances, etc., on se sert d'un registre perforé, réglé comme ci-dessous, et par l'emploi d'un crayon et d'un papier à décalquer, la copie du bordereau préparé pour la banque qui doit payer est conservé à la banque par qui ces mêmes chèques, etc., sont présentés (1).

.....Bank, de Bank.

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Les *clearers* déposent ces listes et les chèques correspondants, en arrivant au Clearing-House, sur les bureaux des *Clearing-Bankers* qui en sont débiteurs.

Quant aux soldes, ils sont établis pour chacune des Banques, sur une feuille analogue à celle qu'on emploie au *Clearing-House* de Londres, chaque *Clearing-Bank* ayant des feuilles imprimées pour elle et ne portant, par conséquent, que les noms des six autres *Clearing-Banks*.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, au *Clearing-House* d'Edimbourg, les paiements ne se font que le lundi et le jeudi. Ces jours-là on établit une nouvelle

(1) Gustave François *Clearing-Houses et Chambres de Compensation*, Lille, 1886. Danel. Bibl. Nat. 8° V. 9551.

euille de liquidation pour créer et remettre les tirages sur Londres, conformément aux soldes généraux qui s'y trouvent inscrits, lesquels ne comprennent pas seulement les soldes pour le *Clearing*, mais encore les soldes provenant des échanges des billets, des *notes*.

§ 2. — *Clearing-House de Glasgow*

Dans l'exposé du *Country-Clearing-House* de Londres nous avons vu que, pour y être représentées, les Banques devaient se trouver situées dans un certain rayon : il faut en effet qu'elles puissent être desservies en un jour par la Poste.

Il s'ensuit donc que toutes les Banques d'Ecosse ne peuvent profiter des avantages si précieux du *Clearing-House*.

D'un autre côté, le *Clearing-House* d'Edimbourg est une association formée par sept Banques seulement dont la liquidation ne s'étend pas à toutes les affaires de l'Ecosse et qui laisse ainsi forcément un grand nombre de chèques et de traites qu'il faut alors encaisser directement.

C'est ainsi que les chèques remis aux banquiers de Londres étaient alors adressés par eux à leurs correspondants d'Ecosse pour l'encaissement, et de temps en temps ces derniers les couvraient par des remises convenables (!).

(1) Gustave François. *Clearing-Houses et Chambres de Compensation*, Lille, 1886, Danel. Bibl. Nat, 8° X 9551.

Ce système occasionnait donc des frais de commission et de grandes pertes de temps, car il fallait toujours un certain délai avant d'avoir la certitude que la remise avait été encaissée (1).

C'est alors que des études furent faites pour introduire en Ecosse un système analogue au *Country-Clearing-House* de Londres, et depuis 1883, les banquiers Ecossais ont adopté le système suivant :

Tous les chèques, traites, etc., sont adressés à l'*Union Bank of Scotland* à Glasgow, qui est chargée de diriger tout le système et de créditer le compte des diverses banques qui font ces remises.

Toutes ces valeurs reçues ainsi sont alors divisées entre les banques qui forment le *Clearing-House* de Glasgow et tout se passe comme au *Clearing-House* de Londres.

Voici la liste des *Clearing-Bank* de Glasgow :

Bank of Scotland.

British Linen Company.

Commercial Bank of Scotland.

Clydesdale Bank.

National Bank of Scotland.

Union Bank of Scotland.

Tous les chèques qui sont tirés sur les succursales des banques faisant partie du *Clearing-House* de Glas-

(1) *L'Economiste français* du 17 mai 1890. Article de M. Georges Michel sur *Les Chambres de Compensation (Clearing-House) en Europe et en Amérique*.

cow sont traités comme au *Country - Clearing-House* de Londres.

Lorsqu'il s'agit de chèques, traites, tirés sur des banques ne faisant pas partie du *Clearing*, ou qui n'y ont pas de représentant, l'*Union-Bank* les envoie alors à sa succursale, lorsqu'elle en a une dans la ville où le billet est payable. Dans le cas contraire, l'*Union-Bank* aura recours au *Clearing-House* pour remettre ce chèque à une banque possédant une succursale dans la ville où se trouve le débiteur.

En cas de paiement, la somme est débitée dans le règlement du *Clearing*.

Dans le cas contraire, il y a *retour* et déduction du chèque impayé, « *dishonoured* » comme disent les Anglais, que l'*Union-Bank* s'empresse de renvoyer à la banque de Londres qui l'avait remis.

De même qu'à Edimbourg, on fait chaque jour la balance pour chaque banque, mais le règlement définitif n'a lieu que deux fois par semaine, et l'office de banque de règlement est fait, à tour de rôle, par une ou deux des banques inscrites au *Clearing*.

Chaque jeudi, l'*Union-Bank* tire sur sa maison de Londres pour couvrir les banques anglaises qui font ces remises.

On voit que ce système très simple est entièrement calqué sur le *Clearing-House* et le *Country-Clearing-House* de Londres, et qu'il évite bien des risques, bien des ennuis et surtout un travail matériel considérable. Mais ce système put se développer rapidement grâce à l'organisation des banques d'Ecosse

qui ont des succursales disséminées sur tout le territoire (1).

SECTION 5^e

Clearing-House de Dublin

Le *Clearing-House* de Dublin a été établi en décembre 1845 par les quatre banques suivantes :

Bank of Ireland.

Provincial Bank.

National Bank.

Ulster Bank.

On y compense les billets émis par les sept banques irlandaises qui ont le droit d'émission (2) et reçus par les autres. Les trois autres banques irlandaises, qui ne sont pas établies à Dublin, agissent quand même au *Clearing-House* par des agents.

Depuis 1843, ce *Clearing-House* comprend également la liquidation du papier payable à vue à Dublin et dans les villes de province (3).

(1) En 1867, le nombre des succursales des Banques d'Ecosse était d'environ 600 ; il était de 862 en 1875, et à l'époque actuelle, il est de plus d'un millier.

(2) La circulation moyenne des Banques d'Irlande, pour l'année 1885, a été de £ 6,062,000. soit 151,550.000 fr.

(3) *Dictionnaire des finances* de Léon Say. Article sur les *Clearing-Houses* et les *Chambres de compensation*, signé : Auguste Arnauné, Paris, 1887.

Voici le règlement établi au moment de la fondation du *Clearing-House* de Dublin en décembre 1845 (1).

1. — L'échange sera fait tous les jours à 2 heures de l'après-midi (2).

2. — Les paiements des balances seront faits en bons de l'Echiquier, excepté pour les fractions de 500, qui seront payés en billets de la banque débitrice.

3. — Les Bons de l'Echiquier seront remplis au nom de la banque qui en doit être primitivement porteur (3) et porteront la marque distinctive de « *Dublin Exchange bills* » montrant qu'ils appartiennent à l'Echange de Dublin et ne sont pas pour être utilisés pour d'autres choses, et seront reçus au pair, avec les intérêts qui peuvent être dus au moment du transport.

4. — Le montant des Bons de l'Echiquier qui doivent être tenus pour l'échange est fixé à 400,000 £., pour être proportionné entre les banques suivantes en

(1) Gustave François. *Clearing-House et Chambres de compensation*, Lille, 1836, Imprimerie Danel. Bibl. Nat. 8° V. 9551.

(2) Les heures du *Clearing-Houses* ont été modifiées ainsi :

Matin : Pour notes et chèques. . . . 10 heures

Après-midi : *Clearing* final. 2 —

Le samedi. 9 heures 30 et midi

(3) Actuellement, les bons de l'Echiquier ne sont pas remplis, mais portent le cachet de la Banque qui les a d'abord, et sont payables au porteur.

sommes fixées, calculées sur les montants respectifs de leur circulation (1) :

Bank of Ireland.
Provincial Bank.
Ulster Bank.
National Bank.

Les sommes une fois fixées, chaque banque doit maintenir son tantième en tout temps, comme ci-après déterminé :

5. — Neuf dixièmes des Bons de l'Echiquier seront de 1,000 £ et un dixième de 500 £.

6. — Le montant des Bons de l'Echiquier tenu par chaque banquier sera établi chaque jour au Clearing-House.

7. — Il est convenable que nulle banque ne soit obligée d'une façon permanente de tenir plus de bons de l'Echiquier dépassant de $\frac{1}{3}$ le montant fixé, ni autorisé à réduire le montant tenu à plus de $\frac{1}{3}$ en dessous de la somme fixée ; mais comme les bons de l'Echiquier seront accumulés chez quelques banquiers et demandés par les autres, il sera obligatoire à ces parties de vendre ou d'acheter des bons de l'Echiquier ; c'est-à-dire, la banque tenant le montant supérieur des bons

(1) Bank of Ireland	192,000 £	} 400,000 £.
Provincial Bank	100,000 »	
National Bank	78,000 »	
Ulster Bank	30,000 »	

de l'Echiquier sera tenue de vendre à la banque qui les demande, ce qui peut être demandé pour le légitime propos de l'échange ; mais il ne sera pas obligatoire pour cette partie de vendre un plus grand montant que celui qui réduira son stock au chiffre fixé, et le demandeur devra prendre des bons de ceux qui ont le plus grand montant au-dessus du chiffre qui leur est assigné.

8. — Les règles précédentes tendront à un grand degré à égaliser le montant des bons de l'Echiquier ; mais si les bons de l'Echiquier s'accumulaient malgré cela dans une banque, de façon à excéder de plus du $\frac{1}{3}$ le chiffre qu'elle doit tenir, cette partie aura le droit d'appeler la ou les parties ayant la plus petite somme en proportion à leur chiffre pour acheter le surplus, c'est-à-dire l'excès du chiffre indiqué plus $\frac{1}{3}$, mais il ne sera pas obligatoire à aucune des parties de prendre plus que ce qui est nécessaire pour amener leur stock aux $\frac{2}{3}$ du chiffre qui leur est fixé.

De cette manière, les fluctuations dans le montant des bons de l'Echiquier entre les différentes banques, ce qui est une partie essentielle de cet arrangement, n'auront jamais un excès permanent dépassant un tiers en plus ou un tiers en moins que le chiffre originellement attribué à chaque banque.

Les conditions d'achat sont réglées par l'article suivant.

9. — La banque désirant acheter, ou amenée à acheter des bons de l'Echiquier, de la banque ou des

banques en excès sur leur chiffre, paiera l'achat par une lettre de crédit sur son correspondant à Londres, payable cinq jours après date, l'acheteur payant 1 sh. 3 d. pour cent sur le montant de la lettre de crédit, ou paiera le montant en or à Dublin, au choix des porteurs des bons.

10. — Les bons de l'Echiquier à utiliser pour les échanges sont autant que possible divisés entre les deux dates de Mars et de Juin; ils doivent être échangés au bureau du payeur général, ici, avant leur échéance, et de nouveaux bons obtenus, afin que le montant du stock soit toujours le même, et nuls bons de l'Echiquier remboursables ne seront utilisés dans les échanges.

11. — Chaque banque est toujours tenue de l'*income tax* sur les intérêts de son montant primitif des bons de l'Echiquier, mais pas plus, et les bons de l'Echiquier, indiqués pour être renouvelés, sont, dans une semaine après la publication dans la Gazette de la Notice du Gouvernement, remis aux porteurs primitifs en échange d'autres bons non repris en la Notice, faute de quoi, une lettre de crédit, payable à 5 jours de date, sujette aux charges indiquées art. 9, doit être donnée, ou le montant payé en or, au choix des porteurs des bons à renouveler.

12. — Les échanges sont faits à la Banque d'Irlande, qui a charge de remettre aux banques qui sont créditrices dans l'échange, les bons de l'Echiquier ou

lettres de change reçus des banques qui sont débitrices dans l'échange, mais en aucun cas la Banque d'Irlande ne sera responsable pour ces transactions, en quoi que ce soit.

13. — L'état des balances après qu'elles ont été établies doit être adressé du Clearing aux banques respectives par leurs employés et les employés des banques créditrices reçoivent le montant ainsi dû à 2 heures de l'après-midi.

14. — Toute banque ayant pris part à cet arrangement pourra se retirer, et reprendre ses bons de l'Echiquier au pair, en les payant s'il est nécessaire, en donnant avis trois mois d'avance.

15. — Nulle banque comprise dans cet arrangement ne pourra, après le 8 décembre 1845, directement ou par l'entremise d'un agent, demander de l'or ou payer en or à quelque banque ou banques comprises dans cet arrangement, excepté dans les cas prévus, à moins que sous spécial arrangement entre deux quelconques des banques, elles conviennent mutuellement de payer et recevoir une somme en or.

Il est entendu que chaque banque a toujours son montant statutaire en or ; et si quelque banque est en excès ou déficit sur ce mandat, l'exportation ou l'importation de l'or doit être supportée par la banque cherchant à diminuer ou à augmenter son stock.

Toute violation de ce règlement, après le 8 octobre

1845, sera considérée comme un retrait virtuel de la banque qui enfreint cette règle.

N.B. — Les arrangements précédents sont sujets à tels altérations et changements qui peuvent être demandés et agréés par les diverses banques en cause, après que le règlement aura été en vigueur, et son effet constaté.

Comme le *Clearing-House* de Dublin ne sert, pour ainsi dire, qu'aux échanges des billets par les banques d'émission irlandaises, le travail y est beaucoup plus simple que dans les autres *Clearing-Houses*.

Le règlement est opéré au moyen d'une feuille de balance que chaque banque établit journellement.

Voici comment est rédigée cette feuille de balance :

Balance des échanges avec les autres banques du... 1889

Dû à			Avec	Dû par		
			Bank of Ireland			
			Provincial Bank			
			National Bank..			
			Ulster Bank			

Il est regrettable que la statistique des opérations du *Cearing-House* de Dublin ne soit pas publiée. Les autres banques d'émission irlandaises n'appartiennent pas au Clearing-House de Dublin ; mais comme elles remettent à la Banque d'Irlande tous les chèques, etc., qu'elles ont sur les autres banques, cet établissement est bien en fait un comptoir de compensation (1).

(1) Gustave François. *Clearing-Houses et Chambres de Compensation*. Lille, 1886. Danel, Bibl. Nat. 8° V. 9551.

CHAPITRE CINQUIÈME.

CLEARING-HOUSES AMÉRICAINS.

Nous allons maintenant donner les renseignements les plus complets sur l'organisation, le fonctionnement et les résultats des *Clearing-Houses* des États-Unis.

« L'organisme est si puissant, et en même temps, si délicat, qu'il peut servir de thermomètre de l'état économique des États-Unis (1). Ce thermomètre, aux États-Unis du moins, de même qu'en Angleterre, est bien supérieur comme exactitude et comme précision à celui si vanté encore des fonds publics. »

En France et en Angleterre, les achats persistants des fonds, dont le Trésor ou l'Échiquier dispose, exercent sur le cours des fonds une influence qui ne se relie que de fort loin à l'état économique.

Il ne peut en être de même pour les opérations des *Clearing-Houses*, surtout quand elles s'étendent à

(1) Le *Messenger de Paris*, Vendredi 3 avril 1891. Article de M. E. Juge : Les *Clearing-Houses des États-Unis* (1853-1890).

un territoire aussi vaste et aussi varié que celui des Etats-Unis.

Les *Clearing-Houses* constituent donc un organisme d'ordre supérieur. C'est pour cette raison qu'ils se développent en Angleterre, en Allemagne et en Italie. Nous verrons plus tard pourquoi cette institution n'est en France qu'à l'état rudimentaire.

Grâce aux nombreux *Clearing-Houses* que les Etats-Unis ont le bonheur de posséder, le chèque, la dépêche télégraphique, le mandat-postal à ordre, le simple virement par correspondance ont ainsi pris la place et remplissent la fonction des *notes* ou billets de Banque.

Il s'ensuit que c'est aux Etats-Unis que les théories des publicistes sur les avantages de la liberté des banques ont été le mieux mises à l'épreuve.

Aux Etats-Unis, cette liberté est complète, ce qui ne veut pas dire qu'elle soit dépourvue de garanties, dont les publicistes n'avaient pas, il est vrai, suffisamment indiqué la nécessité et la nature. Mais « elles sont, en quelque sorte, sorties de la nature même des choses ; elles ont été le résultat de l'expérience (1) ».

« A quelque point de vue qu'on se place, comment ne pas s'incliner devant la supériorité d'une législation qui substitue au monopole de quelques actionnaires la clientèle illimitée de 3.049 banques.

Le capital de la Banque de France était, en 1887, de

(1) *Journal des Economistes*. Tome 43. (Juillet-sept. 1888) Paris. Guillaumin. Article intitulé : *Progrès des Banques aux Etats-Unis*, et signé : E. Fournier de Flaix. Bibl. Nat. 8° R. 667.

182 millions, celui de ces 3,049 banques était de plus de *trois milliards* ; les dépôts de la Banque de France, y compris ceux du Trésor, atteignent rarement à 700 millions ; ceux des banques nationales dépassent *six milliards* ! »

Toute comparaison est impossible.

Et M. Fournier de Flaix termine par un dernier fait. le plus frappant de tous ceux relatifs aux progrès des banques aux Etats-Unis.

Au congrès de l'Association des banquiers américains tenu à Pittsburg en octobre 1887, lecture a été donnée d'un mémoire sur les banques en Californie. Dans cet Etat qui, il y a 40 ans, n'était qu'un désert sauvage, on compte actuellement 168 banques diverses avec 146,681,889 dollars de dépôts, 733,409,445 francs, somme supérieure aux dépôts de la Banque de France!

Voilà quels sont les immenses bienfaits de la liberté aux Etats-Unis.

En 1890, on ne comptait pas moins de 70 *Clearing-Houses* aux Etats-Unis, répartis de la manière suivante (1):

(1) *Le Messager de Paris*. Numéro du 3 avril 1891 Article sur *Les Clearing-Houses des Etats-Unis* (1853-1890), signé : E. Juge.

ETATS	CLEARINGS	Banques associées
Nouvelle-Bretagne....	10	149
Etats du Centre.....	8	124
Etats du Centre Occidental ...	9	120
Etats du Pacifique	6	plus de 42
Etats de l'Ouest.....	12	— 112
Etats du Sud.....	14	— 135
<i>Total.....</i>	59	plus de 683

On voit, d'après ce tableau, que les banques faisant partie des Clearing-Houses des Etats-Unis ne sont que 683.

Qu'est-ce qu'un pareil chiffre pour les 6,000 banques qui couvrent le territoire américain.

Il faut donc prévoir un nouvel essor des diverses zones des Clearing-Houses aux Etats-Unis.

Voici quelles furent, en 1890, et par zones principales, les opérations des *Clearing-Houses* aux Etats-Unis : (1)

(1) Dans tous les calculs américains, le dollar est compté 5 francs.

	Dollars	Francs
New-York.....	37.458.607.608	187.293.038.040
Nouvelle-Angletere..	5.819 911.481	29.099.557.405
Etats du Centre.....	5.822.886.244	29.114.431.220
Etats du Centre Oc- cidental.....	6 071.610.581	30.358.052.905
Etats du Pacifique...	1.142.365.688	5 711.828.440
Etats de l'Ouest.....	1.886.107.620	9.430.538.100
Etats du Sud.....	2.908.055.125	14.540.276.625

Les opérations des *Clearing-Houses* américains se sont donc élevées en 1890 à la somme de 61,110,424,350 dollars, soit en francs : 305,552,121,750, sans compter les opérations faites par le *Clearing-House* de New-York, qui à lui seul représente un mouvement de 37,458,607,608 dollars ou 187,293,038,040 francs. Le *Clearing-House* de New-York représente donc, à lui seul, plus de la moitié des opérations de tous les *Clearing-Houses* des Etats-Unis

Mais les chiffres ci-dessus ne donnent que les opérations de 58 *Clearing-Houses* sur 70, car 12 *Clearing-Houses* n'ont pas fait connaître leurs résultats pour l'année 1890.

Voyons maintenant les diverses étapes du développement, des *Clearing-Houses* aux Etats-Unis.

Le 1^{er} établi en 1853 est celui de New-York. Nous venons de voir qu'en 1890, il y avait 70, *Clearing-*

Houses dont 58 seulement avaient envoyé leurs comptes.

Mais ce n'est qu'en 1866 que 10 *Clearings* fournirent pour la première fois les résultats obtenus par eux dans leurs compensations. Ce nombre monte à 20 en 1873 et à 30 en 1882. On remarque donc que le plus grand développement des *Clearing-Houses* se fit dans les 10 dernières années.

En 1887, 42 *Clearing-Houses* produisent leurs comptes, puis 46 en 1888, 54 en 1889 et 58 en 1890.

En 1890, il y avait donc 12 *Clearing-Houses* opérant en plus des 58 dont nous avons les comptes, et qui n'ont pas fait connaître le chiffre de leurs opérations. Du reste, depuis longtemps déjà, le nombre des *Clearing-Houses* en fonctions aux Etats-Unis est supérieur au nombre des *Clearing-Houses* dont on possède les comptes (1)

Voyons maintenant la marche des opérations des *Clearing-Houses* américains, de 10 ans en 10 ans, comme nous venons de le faire pour leur nombre.

La 1^{re} année, les opérations du seul *Clearing-House* existant atteignirent 1.304.900.000 dollars, chiffre déjà plus élevé que celui de la Chambre de compensation de Paris en 1889 (2).

(1) *Le Messager de Paris*. Numéro du 3 avril 1892. Article signé : E. Juge et intitulé : *Les Clearing-Houses des Etats-Unis*. (1853-1890).

(2) Mais il est juste de faire remarquer qu'il existe à Paris deux autres chambres de compensation : celle de la Banque de France et celle du Syndicat des Agents de change.

En 1860, 3 *Clearing-Houses* donnèrent un chiffre de 10.022.000.000 dollars et 7 *Clearings* 36.255.900 000 dollars en 1866. Ce dernier chiffre était déjà fort remarquable puisque depuis l'année 1866, il n'a pas encore doublé.

En 1867 on a dépassé 40 milliards ; le chiffre exact est : 41.157 millions, avec 9 *Clearings*, et en 1872 on a fait 43 milliards 581 millions, avec 12 *Clearing-Houses* seulement.

Dans la période de temps qui s'étend de 1872 à 1876, nous voyons se produire un grand mouvement de recul, qui correspond à la crise économique que les États-Unis traversèrent alors :

ANNÉES.	'Clearing-Houses.	Millions de dollars.
1873.....	13	37.086.6
1874.....	14	31.822
1875.....	15	32.339.7
1876.....	18	27.579.9

Le recul est très-nettement accentué, car alors que le nombre des *Clearing-Houses* augmente, l'ensemble de leurs opérations tombe de 43 à 29 milliards de dollars. La différence est importante.

Voici maintenant une oscillation en sens inverse (1) :

(1) *Le Messenger de Paris* du 3 avril 1891 sur *Les Clearing-Houses des États-Unis*, par M. E. Juge.

L'Europe n'a que de mauvaises récoltes tandis que les États-Unis sont bien traités. La crise, que nous avons signalée de 1872 à 1876, est terminée; elle cède la place à un grand élan d'affaires. Que se passe-t-il alors ?

Les *Clearing-Houses* accusent cette reprise dans le chiffre de leurs opérations, et il n'y a qu'à jeter les yeux sur ces deux tableaux pour reconnaître que le *Clearing-House* est bien véritablement le thermomètre des affaires :

ANNÉES.	Clearing-Houses.	Millions de dollars.
1877.....	23	31.944
1878.....	24	30.133
1879.....	24	38.591
1880.....	26	50.133
1881.....	27	63.414

Ainsi que le fait remarquer M. E. Juge dans cet article, les chiffres sont aussi catégoriques que possible, puisque de 29 milliards, l'oscillation passe à 63 milliards de dollars, c'est-à-dire à plus du double.

Mais un nouveau recul se produit :

ANNÉES.	Clearing-Houses.	Millions de dollars
1886.....	35	49.185
1887.....	38	51.156
1888.....	44	49.158
1889.....	54	52.344
1890.....	58	61.110

Pendant cette dernière période, nous ne voyons pas reparaître le chiffre merveilleux de 63 milliards, 414 millions de dollars, qui est celui de l'année 1881. Mais, d'un autre côté, les oscillations ont été bien plus favorables parce que, dit M. E. Juge, « l'amplitude moyenne a été supérieure à toutes les périodes précédentes. »

Et il ajoute, en terminant, que « ces chiffres vérifient la théorie des crises, tout en lui enlevant le caractère trop absolu qu'on lui a donné. Les mouvements dans les affaires tiennent à la nature des choses. Après un fort recul, un élan proportionel est inévitable ; inévitable sera le retour après cet élan. Il y aura crise, quand l'amplitude du recul, comme en 1875 et 1876, sera plus intense dans son oscillation que la moyenne d'amplitude de l'oscillation de l'élan (1) ».

(1) *Le Messager de Paris* du 3 avril 1892 sur *Les Clearing-Houses des États-Unis* (1853-1890).

Nous avons vu qu'en 1890, les *Clearing-Houses* des Etats-Unis étaient déjà au nombre de 70. Mais chaque année, pour ainsi dire, voit s'établir de nouveaux *Clearing-Houses*, et il est permis d'admettre que, à un moment donné, chaque ville des Etats-Unis, ayant une importance suffisante pour justifier l'existence de plusieurs banques, possèdera son *Clearing-House*.

Section 1^{re}

Clearing-House de New-York

Après l'Angleterre, ce sont les Etats-Unis qui emploient avec le plus de succès le système du chèque barré et du *Clearing-House*.

Presque toutes les villes possèdent un *Clearing-House*, mais celui de New-York est le plus important, car à lui seul il représentait en 1890 un mouvement de 37.458.607.678 dollars ou 187.293.038.040 francs, c'est-à-dire plus de la moitié des opérations de tous les *Clearing-House* des Etats-Unis. Ces derniers, sans celui de New-York, arrivent à un chiffre de 61.110.424.350 dollars, soit en francs : 305.552.121.750, pour l'année 1890.

Le *Clearing-House* de New-York, le plus ancien et, nous venons de le montrer, le plus important de tous les *Clearing-Houses* des Etats-Unis ne date que de 1853.

Le nombre des Banques associées qui composent le *Clearing-House* de New-York est beaucoup plus considérable que celui des maisons composant le *Clearing-House* de Londres.

Les Banques associées de New-York sont du reste soumises à certaines obligations que ne connaissent pas les Banques de Londres.

Ces obligations nous sont révélées par le règlement suivant (1) :

Règlement

Section 1. — Le nom de cette association sera :
Association du Clearing-House de New-York

Section 2. — Les objets de l'association seront d'effectuer à une place déterminée les échanges journaliers entre les diverses banques associées, et le paiement au même lieu des balances résultant de ces échanges. Mais l'association ne sera en rien responsable de semblables échanges, ni pour les balances en résultant, excepté dans le cas où ces balances seraient payées entre les mains du Directeur. La responsabilité de l'association est strictement limitée à la fidèle distribution par le Directeur entre les banques créditrices, au moment convenable, des sommes actuellement reçues par lui ; et si quelque perte arrivait pendant

(2) Gustave François. *Clearing-Houses et Chambres de Compensation*. Lille, 1886, Danel, Bibl. Nat. 8° V. 9551.

que les balances sont en possession du Directeur, elle serait supportée et payée par les banques associées dans la même proportion que les autres dépenses du Clearing-House comme il est établi ci-après.

Section 3. — L'association se compose actuellement des membres suivants :

Bank of New-York.
Manhattan Company.
Merchant's Bank.
Mechanics Bank.
Union Bank.
Bank of America.
Phenix Bank.
City Bank.
North River Bank.
Tradesmen's Bank.
Fulton Bank.
Chemical Bank.
Merchant's Exchange Bank.
Mercantile Bank.
Pacific Bank.
Bank of the Republic.
Chatam Bank.
People's Bank.
Bank of North America.
Hanover Bank.
Irving Bank.
Metropolitan Bank.

Citizens Bank.
Knickerbroker Bank.
Grocers Bank.
Empire Bank.
National Bank.
Butchers and Drovers' Bank.
Mechanics and Traders' Bank.
Greenwich Bank.
Leather Manufacturers' Bank.
Seventh Ward Bank.
Bank of the State of New-York.
American Exchange Bank.
Mechanics' Banking Association.
Bank of commerce.
Bowery Bank.
Broadway Bank.
Ocean Bank.
Nassau Bank.
East River Bank.
Market Bank.
Saint-Nicholas Bank.
Shoe and Leather Bank.
Corn Exchange Bank.
Central Bank.
Continental Bank.
Bank of the Common Wealth.
Oriental Bank.
Marine Bank.
Atlantic Bank.

Section 4. — Chaque banque appartenant à l'association sera représentée à toutes les réunions par un ou plusieurs de ses principaux fonctionnaires, et aura droit à un vote.

Section 5. — Une assemblée générale de l'association sera tenue au Clearing-House le premier mardi d'octobre de chaque année, à une heure de l'après-midi. A chaque réunion annuelle un Président sera élu, par scrutin, pour présider l'assemblée, et toutes les autres assemblées de l'année. En cas d'absence, un Président temporaire sera élu. A la même assemblée, un Secrétaire sera élu par scrutin.

Section 6. — Les réunions générales seront provoquées par le Comité autant que cela lui paraîtra nécessaire, ou autant qu'elles seront demandées par sept des banques associées.

Section 7. — A toutes les assemblées le quorum qui sera nécessaire sera la majorité du nombre total des banques associées.

Section 8. — A chaque assemblée annuelle, un Comité permanent de cinq fonctionnaires de banque, sera élu à la majorité, et par scrutin, pour être appelé le *Comité du Clearing-House*, dont le devoir sera de procurer, en temps convenable, salle ou salles pour le Clearing-House, de préparer les livres convenables, fournitures de papiers ou autres, chauffage, et tout ce

qui peut être utile pour la bonne conduite des affaires; d'appointer un Directeur annuellement, et les commis qui peuvent être nécessaires; d'établir des règles et des règlements à observer au Clearing-House dans les cas non prévus par cette constitution, sujets à l'approbation de l'assemblée, et généralement de surveiller les affaires du Clearing-House. Ce Comité aura la charge des fonds appartenant à l'association, fera traite sur chaque banque pour sa part de dépense, et soumettra aussi, à la première réunion de l'assemblée qui suivra son élection, une estimation détaillée de tout ce qui peut être demandé pour le Clearing-House durant l'année courante.

Amendement passé le 4 juin 1884.

Le Comité du Clearing est aussi autorisé, lorsqu'il le jugera utile aux intérêts de l'association, d'examiner quelque banque, membre de l'association, et de demander de quelque membre des garanties de tels montant et nature, que ledit Comité pourra considérer suffisantes pour la protection des balances résultant des échanges du Clearing-House.

Section 9. — Les appointements du Directeur seront toujours fixés par l'association. Les appointements des commis seront fixés par le Comité du Clearing-House. Le directeur donnera un engagement, avec garantie de 10.000 dollars, et chaque commis pour la somme de 5.000 dollars, qui devront être approuvés par ledit comité.

Section 10. — Le Directeur, sous le contrôle du comité du Clearing-House, aura immédiatement charge de toutes les affaires du Clearing-House, autant qu'elles auront rapport à la façon dont il sera conduit et les commis de cet établissement, aussi bien que les commis chargés du règlement et les autres employés des banques associées, dans le Clearing-House, seront sous sa direction.

Section 11. — Le Comité du Clearing-House aura le droit de déplacer le Directeur ou quelqu'un des commis, pourvu que, dans l'opinion du Comité, cela soit demandé par l'intérêt de l'association.

Section 12. — L'heure de l'échange au Clearing-House sera 10 heures précises ; entre midi et 1 heure $1/2$, les banques débitrices paieront, au Directeur du Clearing-House, les balances contre elles, soit en monnaie courante, billets des Etats-Unis ayant cours légal, ou avec les certificats ci-après mentionnés, excepté pour les sommes fractionnaires. A 1 heure $1/2$, ou aussitôt que les balances pourront être faites et contrôlées, les banques créditrices recevront du Directeur, à la même place, les balances respectives qui leur sont dûes, pourvu que toutes les balances dûes par les banques débitrices aient été payées. L'association, par un vote des trois quarts des membres présents, peut changer les heures pour faire les échanges et régler les balances.

Section 13. — Si l'une des banques associées ne se présente pas au Clearing-House, à l'heure fixée pour payer la balance dont elle est débitrice, le montant de cette balance sera immédiatement fourni au Clearing-House par les diverses banques échangeant à cet établissement avec la banque retardataire, en proportion avec leurs balances respectives, contre cette banque, résultant des échanges du jour, et le Directeur pourra faire les réquisitions convenables, de façon que le règlement général puisse être fait dans un aussi court délai que possible. Les sommes respectives ainsi fournies au Clearing-House pour le compte de la banque retardataire constituent des créances pour les diverses banques responsables contre cette banque ; mais comme il a déjà été établi, l'association ne pourra, en aucun cas, en être responsable.

Section 14. — Les erreurs dans les échanges, et les réclamations provenant de retours de chèques, ou de quelque autre cause, sont pour être arrangées entre les banques en cause, et non par l'entremise du Clearing-House, l'association n'étant en rien responsable à raison de cela.

Section 15. — Les réclamations pour erreurs ou déficits en espèces ou billets des Etats-Unis, reçus au Clearing-House, contenus en sacs ou paquets, scellés et marqués conformément aux règles établies à ce sujet par le comité du Clearing-House, seront faites à 1 heure après-midi du jour suivant, par la banque qui a reçu

contre la banque dont les sacs ou paquets portent la marque.

Notice de telle erreur sera adressée à la banque immédiatement après la découverte, l'association n'étant pas responsable pour le contenu de semblables sacs ou paquets scellés.

Tous chèques, traites, notes ou autres articles des échanges retournés comme « *mauvais* », ou mal adressés, seront retournés le même jour à la banque de qui ils ont été reçus et ladite banque devra immédiatement rembourser à la banque, les retournant, le montant qu'elle a reçu par l'entremise du Clearing-House pour lesdits chèques, traites ou notes, ou autres articles qui lui ont été ainsi retournés, en espèces ou billets ayant cours. Mais les chèques, traites, notes ou autres articles à retourner pour endossement ou irrégularité peuvent, après avoir été certifiés par la banque qui les retourne, être retournés par l'entremise des échanges du jour suivant, pour un montant n'excédant pas 5.000 dollars à quelque banque.

Amendement passé le 4 juin 1881

En cas de refus ou impossibilité à quelque banque de rembourser promptement à la banque présentant tels chèques, traites ou autres articles, retournés comme « *mauvais* », la banque qui les détient doit reporter ce montant au Directeur. Et le devoir du Directeur sera, avec l'approbation du Comité du Clearing-House, de retirer de la feuille de règlement des deux banques, le

montant de tels chèques, traites ou autres articles ainsi reportés, et de rétablir le règlement du Clearing-House et déclarer les balances correctes en conformité avec le changement fait ainsi, pourvu que tel report soit fait au Directeur avant une heure du même jour.

Section 16. — Chaque membre de l'association du Clearing-House fournira un état hebdomadaire de sa situation au Directeur pour publication, donnant la moyenne de :

- 1° Prêts et escomptes,
- 2° Espèces,
- 3° Valeurs légales,
- 4° Circulation,
- 5° Dépôts.

Section 17. — Les banques associées peuvent, de temps en temps, désigner un de leurs membres, ou l'Assistant Trésorier des Etats-Unis, à New-York, pour recevoir en dépôt, en spéciale garde, telles monnaies ou valeurs légales, comme quelqu'une des banques associées peut choisir de lui adresser pour sauvegarde. Le dépositaire remettra des certificats en échange pour telles monnaies ou valeurs réelles, en forme spéciale, et pour des sommes convenables. Ces certificats seront négociables seulement entre les banques associées, et reçus par elles en paiement des balances du Clearing-House. Les dépôts spéciaux de monnaies ou valeurs légales sont entièrement volon-

taires, chaque banque étant parfaitement libre de le faire ou non, à son entière discrétion. Les monnaies ou billets placés ainsi sur dépôts spéciaux demeurent la propriété absolue de telle des banques associées, qui de temps en temps pourra avoir en mains ces certificats, et sont pour être tenus par le dépositaire sujets à retrait, sur la présentation des certificats, à quelque moment pendant les heures de banque.

Section 18. — Des nouveaux membres peuvent être admis dans l'Association à l'une quelconque de ses réunions. Ces nouveaux membres signifieront leur assentiment à cette constitution de la même manière que les membres fondateurs, et paieront un droit d'admission en rapport avec leur capital, comme suit :

Les Banques dont le capital n'excède pas	D. 500.000	paieront	D. 1.000
Excédant	D. 500.000 jusqu'à 1.000.000	—	2.0000
—	1.000.000 — 2.000.000	—	3.000
—	2.000.000 — 3.000.000	—	4.000
—	3.000.000 — 5.000.000	—	5.000
—	5.000.000 —	—	7.000

Toute banque membre de l'Association du Clearing-House, augmentant son capital, paiera en plus une somme pour correspondre à ce taux.

Mais nuls nouveaux membres ne pourront être admis si ce n'est par un vote des trois quarts des présents, ce vote étant fait au scrutin. Entendu, toutefois, qu'il

pourra être imposé telles conditions que l'Association peut trouver convenables à l'époque de l'admission.

Section 19. — Un Comité permanent de cinq fonctionnaires de banque sera désigné à chaque assemblée annuelle, à qui toute demande d'admission dans l'Association sera réservée par l'examen.

Section 20. — Pour cause qui semblera suffisante aux banques associées, à quelque assemblée pour cet objet, toute banque peut être rejetée de l'Association, et privée de tous les privilèges du Clearing-House, pourvu qu'une majorité du nombre entier des banques associées vote pour une telle décision.

Section 21. — Un Comité permanent de cinq fonctionnaires sera élu à chaque assemblée annuelle qui, agissant en concurrence avec le comité du Clearing-House, aura le pouvoir, en cas d'urgence extrême, de suspendre quelque banque du privilège du Clearing-House jusqu'à ce que la volonté de l'Association là-dessus soit connue. Mais une telle suspension ne pourra avoir lieu à moins qu'une majorité au moins de chacun des deux Comités, soit présente à l'ordonnance de cette mesure, ni à moins que le vote soit unanime. Dans le cas de telle suspension, le comité du Clearing-House devra immédiatement convoquer une assemblée générale de l'Association pour prendre une décision à cet égard.

Section 22. — Tout membre de l'Association peut s'en retirer à sa volonté, en payant d'abord sa part de dépenses faites, et en signifiant son intention au comité du Clearing-House.

Section 23. — Les dépenses du Clearing-House, n'y comprenant pas les dépenses d'impression pour les diverses banques (ces dépenses seront réparties également), seront supportées et payées comme suit : chaque banque sera imposée à 200 D., et la balance nécessaire après cette somme, au prorata, en se basant sur le montant moyen que chaque banque aura adressé au Clearing-House pour l'année précédente.

Section 24. — A chaque assemblée annuelle, un comité permanent de cinq fonctionnaires de banques sera désigné, pour être appelé le Comité d'arbitrage, dont le devoir sera d'entendre et résoudre tous différends qui peuvent lui être soumis par les parties en cause ; un des membres de l'Association faisant parti du Comité tiendra un court extrait de chaque cas qui aura été soumis, et la décision intervenue, en un volume établi pour ce propos, lequel volume sera tenu au Clearing-House, ouvert à l'inspection de tous les membres de l'Association. Le premier Comité sera désigné immédiatement après l'adoption de cet amendement, et sera en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle.

Section 25. — Quand des échanges auront été faits au Clearing-House, à la suite d'arrangements pris

entre des membres de l'Association, par l'un d'eux, et des banques de la Cité et environs qui ne sont pas membres du Clearing, la banque qui reçoit au Clearing-House ne pourra discontinuer l'arrangement sans une notice préalable, laquelle notice ne prendra pas effet jusqu'à ce que les échanges du matin, suivant la réception de cette notice, auront été terminés.

Section 26. — Cette constitution, lorsqu'elle sera consentie par l'Association à une assemblée générale, par majorité des votes, sera soumise aux bureaux des Directeurs de toutes les banques ici nommées, comme membres de l'Association, pour son adoption. Lorsqu'elle sera adoptée par une majorité du nombre entier de banques, elle sera considérée comme et prise pour être en pleine force et opération. L'adoption sera signifiée par la signature du fonctionnaire spécial de la banque en deux copies, l'une pour être conservée par le Président du Comité du Clearing-House, l'autre par le secrétaire de l'Association. Une copie du vote de la résolution du bureau autorisant une telle signature sera déposée chez le secrétaire. Les banques qui n'adopteront pas cette constitution dans les deux mois de son adoption par une assemblée générale cesseront, à l'expiration de ces deux mois, d'être membres de l'Association.

Section 27. — Amendement à cette constitution peut être fait à quelque réunion de l'Association par le vote d'une majorité de tous les membres, notice

de l'amendement proposé ayant été donnée à une réunion précédente.

Résolution passée le 23 juin 1857

Résolu : Qu'une amende de 3 dollars sera imposée à chaque banque non représentée au rôle appelé à chaque réunion dûment convoquée par l'Association, sans excuse raisonnable. Le fonds créé par de semblables amendes sera employé de telle manière qu'il peut être décidé par le Président de l'Association.

Résolution passée le 2 octobre 1860

Résolu : Tout membre de l'Association qui paiera ou délivrera à quelque partie, autre qu'un membre de ladite Association, les certificats de dépôt du dépositaire du Clearing-House, sera sujet à une amende de D. 100.

Résolution passée le 13 février 1865

Résolu : Que nul membre de l'Association du Clearing-House ne sera autorisé à faire les échanges pour, ou retirer les billets ou chèques de quelque banque ou banques, non membre de ladite Association, sans donner d'abord notice sous la signature d'un de ses fonctionnaires, du fait de tel retrait, ni ne pourra tel retrait être discontinué si ce n'est par la notice prescrite par la *Section 25* de la constitution.

Amendement adopté le 26 avril 1865

Quand quelque membre de l'Association adressera

par l'entremise du Clearing-House les échanges de quelque banque, ou banques dans la Cité ou environs, qui ne sont pas membres du clearing, un tel envoi, *ipso facto*, et sans autre avis, constituera ledit membre agent pour ladite banque, ou banques au Clearing-House ; et ledit membre sera tenu dans les prémisses, de même que pour ses propres transactions ; et son engagement en tous tels cas continuera jusques après la terminaison des échanges du matin qui suivra la réception de l'avis de cessation d'une telle agence.

Résolution passée le 23 mai 1866

Résolu : Que les engagements des banques faisant affaires pour banques dans les environs, sont sous l'amendement à la constitution passé le 26 avril 1865, les mêmes que pour leurs propres transactions.

Résolution adoptée le 22 septembre 1871.

1°. — Il sera choisi chaque année aux élections annuelles un Comité de cinq membres, qui sera appelé le « *Comité des Noms* », dont le devoir sera de présenter à l'Association à chaque élection annuelle, des noms de candidats pour Président et Secrétaire de l'Association, et pour membres des trois Comités, sur les bases suivantes : Les Président et Secrétaire sont éligibles pour les deux années successives, et après un intervalle d'une année, seront de nouveau éligibles de la même manière.

2°. — Il sera choisi chaque année au moins deux

nouveaux membres de chacun des comités (ayant encore trois anciens membres), et ceux qui ont été le plus souvent dans les comités, sortiront les premiers. Si tous l'ont été le même temps, alors deux sortiront par tirage au sort, et après un intervalle d'une année, ces membres deviendront de nouveau éligibles.

*Plan pour la compensation des chèques.
payables en or.*

Adopté le 14 février 1872.

1°. — L'association du Clearing-House de New-York, ou quelques-uns de ses membres, peut se réunir pour le propos de compenser les chèques payables en or.

2°. — L'heure pour faire les échanges sera 10 heures du matin.

3°. — Les banques débitrices paieront au Directeur du Clearing-House, avant midi et demi, les balances contre elles, soit en monnaie ou en certificats d'or des Etats-Unis.

4°. — A midi et demi, ou aussitôt le même jour que les sommes peut être réunies et contrôlées, les banques créditrices recevront du Directeur, à la même place, les balances qui leur sont respectivement dues, pourvu que toutes les balances dues par les banques débitrices aient été payées.

5°. — Toutes règles et règlements contenus dans la constitution de l'Association du Clearing-House de New-York, ou en amendements et additions, par rapport à chèques, traites ou autres articles sur échanges, comme « *mauvais* », adressés par erreur, ou quelques règles et règlements maintenant applicables aux échanges journaliers de chèques payables en monnaie légale, excepté ceux qui peuvent être en désaccord avec les précédentes sections, seront applicables aux chèques payables en or.

6°. — L'adoption de ce système n'empêchera pas quelque banque de présenter des chèques payables en or pour le paiement aux banques sur lesquelles ils peuvent être tirés pendant les heures usuelles de banque, ni ne pourra telle présentation avoir quelque influence mauvaise pour la banque qui présente.

7°. — Les dépenses additionnelles arrivant par suite de semblables échanges, seront supportées et payées, *prorata*, par les différentes banques échangeant ainsi, par rapport à leur capital respectif, comme il est établi maintenant par la constitution de l'Association du Clearing-House de New-York.

8°. — L'adoption du plan ci-dessus sera signifiée par la signature des fonctionnaires de la banque sur une copie de ce plan, qui sera tenu par le Président de l'Association du Clearing-House ; et nulle banque dont la signature sera donnée ainsi n'aura la liberté de discontinuer ses échanges, si ce n'est sur une notice don-

née 20 heures au moins auparavant au Directeur du Clearing-House, qui informera immédiatement de ce fait les banques faisant échange.

Résolution passée le 8 avril 1872.

Résolu : Que le comité du Clearing-House sera et est chargé, quand il semblera, à son jugement, que les valeurs légales ont été retirées d'usage par l'agence de quelque banque membre de l'Association, de faire un examen immédiat de la banque en question, et si il apparaît la complicité de la banque ou ses employés, de suspendre ladite banque du Clearing-House, jusqu'à la décision de l'Association sur cela.

Amendement adopté le 25 avril 1876

Si les vacances se produisent dans quelqu'un des Comités de cette Association, les membres restants du comité auront le pouvoir de procéder au remplacement.

Résolution passée le 26 avril 1882

Résolu : Que sous la *Section 19* de la Constitution de cette Association, le Comité du Clearing-House peut référer toutes demandes pour admission au comité des admissions, au lieu de réunir une assemblée pour ce propos.

Au 31 Décembre 1885, le *Clearing-House* de New-York, était composé des banques suivantes :

	CAPITAL	
	D	Fr.
Bank of New-York N. B. A.	2.000.000	10.000.000
Manhattan Company	2.050.000	10.250.000
Merchants' National Bank.	2.000.000	10.000.000
Mechanics' National Bank.	2.000.000	10.000.000
Bank of America	3.000 000	15.000.000
Phenix National Bank	1.000.000	5.000.000
National City Bank	1.000.000	5.000.000
Tradesmen's National Bank	1.000.000	5.000.000
Feulton National Bank	600 000	3.000 000
Chemical National Bank	300.000	1.500.000
Merchants' Exchange National Bank	600.000	3.000.000
Gallatin National Bank	1.000.000	5.000.000
National Butchers and Drovers' Bank	300.000	1.500 000
Mechanics' and Traders' Bank	200.000	1.000.000
Greenwich Bank	200.000	1.000.000
Leather Manufacturers' National Bank	600.000	3.000.000
Seventh Ward National Bank	300.000	1.500.000

	CAPITAL	
	D.	F.
Bank of the State of New-York.....	800.000	4.000.000
American Exchange National Bank	5.000.000	25.000.000
National Bank of Commerce	5.000.000	25.000.000
National Broadway Bank .	1.000.000	5.000.000
Mercantile National Bank.	1.000.000	5.000.000
Pacific Bank	422.700	2.113.500
National Bank of the Republic.....	1.500.000	7.500.000
Chatam National Bank....	450.000	2.250.000
People's Bank	200.000	1.000.000
Bank of North America...	700.000	3.500.000
Hanover National Bank...	1.000.000	5.000.000
Irving National Bank.....	500.000	2.500.000
National Citizens' Bank....	600.000	3.000.000
Nassau Bank	500.000	2.500.000
Market National Bank	500.000	2.500.000
St-Nicholas Bank of New-York	500 000	2.500.000
National Shoe and Leather Bank	500.000	2.500.000
Corn Exchange Bank	1.000.000	5.000.000
Continental National Bank	1.000.000	5.000.000

	CAPITAL	
	D.	Fr.
Oriental Bank	300.000	5.000.000
Importers and Traders' National Bank	1.500.000	7.500.000
National Parc Bank	2.000.000	10.000.000
North River Bank	240.000	1 200.000
East River National Bank.	250.000	1.250.000
Fourth National Bank	3.200.000	16.000.000
Central National Bank	2.000.000	10.000.000
Second National Bank	300.750	1.503.750
Ninth National Bank	750.000	3.750.000
First National Bank	500.000	2.500.000
Third National Bank	1.000.000	5.000.000
New-York National Exchange Bank	300.000	1.500.000
Bowery National Bank	250.000	1.250.000
New-York Country National Bank	200.000	1.000.000
German-American Bank ...	750.000	3.750.000
Chase National Bank	300.000	1.500.000
Assistant Treasurer U. S. et New-York	»	»
Fifth Avenue Bank	100.000	500.000
Germann Exchange Bank.	200.000	1.000.000

	CAPITAL	
	D.	Fr.
Germania's Bank	200.000	1.000.000
United States National Bank	500.000	2.500.000
Lincoln National Bank ...	300.000	1.500.000
Garfield National Bank ...	200.000	1.000.000
Fifth National Bank	150.000	750.000
Bank of the Metropolis	300.000	1.500.000
West Side Bank	200.000	1.000.000
Seaboard National Bank...	500.000	2.500.000
Sixth National Bank.....	200.000	1.000.000

Au *Clearing-House* de New-York, la manière de procéder au règlement se rapproche nécessairement beaucoup de celles que nous avons décrites précédemment ; mais elle paraît être, à quelques égards, combinée d'une manière plus satisfaisante qu'à Londres(1). Le travail s'exécute dans une belle salle, l'« *Exchange-Room* » ; le Directeur et ses employés ont une installation commode, au lieu de cette petite cage vitrée où les inspecteurs du *Clearing-House* de Londres sont assis dans la salle de Lombard Street.

(1) Stanley Jevons. *Money and the Mechanism of Exchange*. 1876. London. Bibl. Nat. 8° R. 81.

Chacune des Banques, faisant partie du *Clearing-House* de New-York, a un commis chargé de faire les règlements de comptes à l'*Exchange-Room*, sans compter un messager qui apporte et remet à destination les paquets de chèques et de billets (1). Les commis aux règlements sont assis devant une série de pupitres disposés en ovale au milieu de la vaste salle, et les échanges sont effectués par un nombre égal de messagers qui font en même temps le tour des pupitres, remettent les paquets d' « *Out Clearing* » et reçoivent ceux de l' « *In Clearing* » ou, comme on les appelle à New-York, les *Bourses du Débit et du Crédit* (*Crédit and Débit Exchanges*).

Chaque banque faisant partie de l'Association du *Clearing-House* de New-York envoie donc chaque jour deux commis au *Clearing-House*.

L'un a pour fonction de déposer sur chacun des bureaux des Banques les chèques, traites, etc..., que leur présente la banque dont il est le représentant c'est le « *Delivery clerk* ».

L'autre, le « *Settling clerk* » dressera la feuille de balance et du règlement des comptes.

Le *Clearing* commence exactement à 10 heures. A son arrivée (1) le « *settling clerk* » remet au Direc-

(1) Pour plus de détails, voir : James S. Gibbon. *The Banks of New-York, their Dealers, the Clearing-House and the Panic of 1857*. New-York, 1873.

(2) Quelques minutes avant 10 heures.

teur un ticket où se trouve inscrit le montant de tous les chèques, traites notes, etc., présentés par sa banque, et qui est ainsi formulé :

N°	New-York Clearing-House.
	189.....
Crédit.....	Bank D.
	Settling clerk.

Ce ticket est ensuite remis au commis du *Clearing-House* chargé d'établir les feuilles de contrôle ; et la somme portée sur ce ticket sera inscrite au crédit de la Banque qui l'a fait présenter.

Lorsqu'il est 10 heures, le Directeur, après s'être assuré que tous les commis sont présents, donne le signal pour délivrer les valeurs (1). Les « *delivery clerk* » font alors le tour du Clearing dans un ordre déterminé.

A chaque bureau d'un des *clearing-bankers*, le *delivery clerk* remet au *settling clerk* les chèques, traites, notes, etc., qu'il a sur cette banque, avec le détail, et, à son tour le *settling clerk* signe sur le tableau général de toutes les remises que détient le *delivery-clerk*. Cette signature sur l'état récapitulatif sert de

(1) Gustave-François. *Clearing-Houses et Chambres de Compensation* : 1886. Lille. Bibl. Nat. 8° V, 955 1

quittance à la banque qui remet les paquets de chèques, etc....

Cette distribution, faite ainsi en procession autour de la salle, ne demande pas 10 minutes, et chaque *delivery clerk*, revenu à son point de départ, après avoir distribué tous ses paquets de chèques, etc..., trouve alors sur le bureau de sa banque,ⁱ entre les mains du *settling clerk*, toutes les liasses apportées par les *delivery-clerks* des autres *Clearing-Banks*.

Alors les deux *Clerks* vérifient les sommes et contrôlent le report sur la feuille de balance. Puis le *delivery Clerk* retourne à la banque avec tous les chèques, traites, notes; etc..., qu'il a reçus, pendant que le *Settling Clerk* achève la balance.

Sur la feuille de liquidation, le *Settling Clerk* avait déjà porté, en face du nom de chaque banque, du côté « *In* », le montant des valeurs délivrées par sa banque contre les autres *Clearing-Banks*; il portè alors de l'autre côté, marqué « *Out* » le montant des chèques délivrés contre sa banque. Il inscrit ensuite le résultat sur le *ticket* suivant :

N°	<i>New-York Clearing-House.</i>	
	.....	189....
Débit :	 Bank	
Montant reçu	D. ....	.....
Crédit :		
Montant apporté	D. ....	.....
D.....	balance débit due au Clearing-House.....	
Balance crédit due à.....	Bank D ..	.....
	 Settling Clerk	

Pendant que s'établissent ainsi les balances, chaque *Settling Clerk* reçoit de toutes les banques auxquelles sa banque a délivré des chèques, traites, notes, etc..., un petit *ticket*, ainsi disposé, et qui servira de contrôle :

N°.....
Bank
de N°.....
Bank
<u>D.....</u>

Ce ticket permettra de contrôler si la somme portée comme reçue, et dont la banque qui l'envoie a crédité

la banque qui le reçoit, est bien d'accord avec les écritures de cette dernière (1).

Le commis du Clearing-House, après avoir reçu toutes les situations, terminera sa feuille de contrôle, et, ainsi que nous l'avons déjà dit pour le même travail effectué, dans les *Clearing-Houses* anglais, le total des crédits doit égaler le total des débits. Sinon, il y a erreur et le travail doit être vérifié pour retrouver la cause de l'erreur et la faire disparaître.

La feuille de contrôle est disposée de la manière suivante :

(1) Gustave-François. *Clearing-Houses et Chambres de Compensation*, 1886. Lille. Bibl. Nat. 8° V, 9551.

New-York Clearing-House Proof.. 189...

BANQUES		Dû au Clearing-house	Débit des Banques	Credit des Banques	Dû aux Banques
1	Bank of New-York				1
2	Manhattan Company				2
3	Merchants' National Bank				3
4	Mechanics' National Bank				4
5	Union National Bank ...				5
7	Bank of America.....				6
7	Phenix National Bank ..				7
8					8
9					9

Dans ce tableau, les soldes débiteurs et créditeurs sont portés comme dûs au *Clearing-House* ou dûs aux Banques, et dans les deux autres colonnes sont les montants des sommes reçues et remises par toutes les banques. L'accord des deux colonnes de soldes et des deux colonnes de totaux, est nécessaire pour que la preuve soit déclarée bonne (1).

(1) Gustave-François. *Clearing-House et Chambres de Compensation*, 1886. Lille. Bibl. Nat. 8° V, 9551.

Lorsque ce résultat est atteint, les soldes sont reportés à chaque banque, qui doit en opérer le règlement dans les délais fixés.

Si la banque est débitrice, le paiement des balances, qui doit être effectué avant 1 heure 30, se fait en or, en *legal-tender notes* et certificats de *legal-tender notes*, en certificats de monnaie d'or des Etats-Unis et en certificats de *Clearing-House*.

Ces différentes monnaies ont été employées dans les proportions suivantes, du 1^{er} octobre 1884 au 30 septembre 1885 (1) :

	Dollars
Certificats de <i>Clearing-House</i> de la	
<i>Bank of America</i>	120 436.000
Certificats de <i>legal-tender notes</i>	405,900.000
<i>Legal-tender notes</i>	212.613.251
Certificats d'or fédéraux.....	556 376.000
Total des soldes payés	1.295.355.251

Les certificats de monnaie d'or (*United States gold certificates*), autorisés par les actes du 3 mars 1863 et du 12 juillet 1882, ont été, comme on le voit dans le

(1) *Dictionnaire des finances* de Léon Say. Article de M. Auguste Arnauné sur les *Chambres de Compensation (Clearing-House)* Paris, 1887.

tableau ci-dessus, utilisés dans une large mesure pour le règlement des balances.

L'emploi en était même beaucoup plus considérable avant 1879 ; mais, de 1878 à 1882 on discontinua l'émission de ces certificats dont l'ensemble ne représentait plus au 3 octobre 1882 que 4,907,440 dollars.

Dès 1879, le chiffre en était descendu, au 30 juin, à 15,413,700 dollars. Les Banques associées du *Clearing-House* de New-York prirent des dispositions nouvelles pour éviter le transport des espèces métalliques. Elles établirent à la *Bank of America* un dépôt de monnaies d'or en représentation desquelles cette Banque émet à partir du 14 octobre 1879 des certificats pouvant servir au règlement des balances du *Clearing-House*.

La masse de ces certificats de *Clearing-House* a présenté les différences suivantes :

1 ^{er} janvier 1880...	25,610,000 dollars.
1 ^{er} octobre 1883...	22,955 dollars.

Les dépôts ont atteint les chiffres suivants :

21 janvier 1882...	45,330,000 dollars
2 octobre 1883...	20,345,000 dollars.

On peut employer également, pour régler les balances du *Clearing-House* de New-York, des *legal tender notes certificates*. Ce sont des certificats délivrés par la trésorerie, par coupures de 5,000 dollars au moins, en échange du dépôt, sans intérêts, de *bank-notes* des

Etats-Unis par sommes de 10.000 dollars au minimum (1).

Les certificats, dont nous donnons ci-contre le libellé, sont enregistrés, numérotés et contresignés au dos par le chef de la comptabilité de la Banque dépositaire, qui est actuellement la *Bank of America*.

Lorsqu'ils sont remis au *Clearing-House*, ils doivent être endossés et indiqués payables à quelque membre de l'Association.

Ces certificats sont valables seulement entre les banques associées, et sont comptés comme partie de leur réserve légale (2).

(1) *Dictionnaire des finances* de Léon Say. Article de M. Auguste Arnauné sur les *Chambres de Compensation (Clearing-Houses)* Paris, 1887.

(2) Gustave François. *Clearing-Houses et Chambres de Compensation*. 1885. Lille. Bibl. Nat. 8° V. 9551.

N°..... New-York 189.....

Bank of America D.....

Ceci certifie que la Bank a déposé.....
en cette banque mille dollars en or,
pour être tenus en garde comme un dépôt spécial,
payable en or sur demande à quelque banque membre
de l'Association du Clearing-House de New-York,
seulement sur la présentation de ce certificat endossé
par la banque qui en demande le paiement.

.....*Comptable**Caissier*.

Au fur et à mesure des versements, un reçu, libellé
comme suit, est remis par le Directeur du *Clearing-*
House, ou le Sous-Directeur :

N°..... **New-York Clearing-House**

..... 189.....

Reçu de la Bank

..... dollars, pour solde de la balance
due aux Banques associées.

D.....

Si la banque est créditrice, elle remet un reçu sur un imprimé spécial pour tous les versements qui lui sont faits.

Les banques associées de New-York ont adopté pour leur Clearing-House un système de liquidation qui se rapproche plutôt de celui de Manchester que de celui de Londres (1), et, en cas d'erreur, grâce à leurs moyens de contrôle, de longues recherches ne sont pas nécessaires.

Nous avons vu que les recettes et les paiements doivent être faits à heure fixe, du moins autant que cela est possible. D'un autre côté, ils ne sont effectués qu'après la vérification des écritures et lorsque le total des crédits est égal au total des débits.

Le travail du *Clearing* doit donc être accompli avec la plus grande attention. Nous avons déjà dit que le silence observé au *Clearing-House* de New-York contraste singulièrement avec le tohu-bohu régnant en *Clearing-House* de Londres.

Aussi pour maintenir cette bonne tradition, le *Comité* des Banques associées de New-York a établi une échelle d'amendes, frappant les banques dont les commis laissent à désirer.

(1) Gustave François. *Clearing-Houses et Chambres de Compensation*. Lille, 1886. Imprimerie Danel, Bibl. nationale, 8° V. 9551.

Echelle des Amendes.

Quarante-cinq minutes à partir de l'heure du commencement, c'est-à-dire 10 heures, sont accordées pour une preuve.

Pour toutes erreurs non découvertes à 11 heures 15 les amendes sont doublées, et à midi quadruplées.

- 1° Toutes erreurs sur le côté du crédit de l'état des commis du *Clearing* (c'est-à-dire dans le montant apporté), soit en additionnant ou à l'entrée, et toutes erreurs causant désagrément entre les entrées du crédit, les tickets de chèques et les feuilles d'échange. *chaque* 3 »
- 2° Erreur en faisant les entrées du débit (montant reçu). — 2 »
- 3° Erreurs dans les tickets reportés au *Clearing-House*, et causant désagrément entre les balances et les sommes. — 2 »
- 4° Erreurs en additionnant le montant reçu. — 1 »
- 5° Conduite mauvaise d'un commis ou porteur du *Clearing-House*, ou inobservation des instructions du Directeur *chaque offense* 2 »
- 6° Commis ou porteur manquant d'attendre ponctuellement avec les états et tickets complets, aux échanges du matin. *chaque* 2 »

- 7° Banques débitrices omettant d'arriver
payer leurs balances avant 1 heure 30. — 1 »
- 8° Erreurs dans la remise ou réception
d'échanges. — 1 »

Les commis sont requis de se conduire d'une manière convenable et avec ordre, d'être attentifs à leurs devoirs, et de demeurer à leurs bureaux pendant que la preuve s'établit, et jusqu'à ce qu'elle soit annoncée. Toute conversation à voix haute ou toute chose tendant à créer désordre ou confusion sera défendue.

Chaque semaine, pour se conformer aux prescriptions de la *Section 16 du Règlement*, chaque Banque associée de New-York doit adresser au *Directeur du Clearing-House* un état conforme au modèle ci-dessus :

Copie du Compte-Rendu

de la

. *Bank.*
 pour semaine
 finissant le jour de 189
 comme exigé par la Section 16 de la Constitution de
 l'Association du Clearing-House de New-York.

Montant moyen des prêts et escomptes				
» » espèces				
» » valeurs légales				
» » dépôts				
» » circulation				

New-York Clearing-House,

N° 14, Pine Street.

Veillez adresser une copie du Compte-Rendu de
 votre Banque au Clearing-House, avant midi, chaque
 et tout samedi.

William A. Camp, Directeur.

NOMBRE ET CAPITAL DES BANQUES ASSOCIÉES.			MONTANT DES ECHANGES.		BALANCES PAYÉES EN ESPÈCES	
	D.	FR.	D.	FR.	D.	FR.
1854	50	47.044.900	235.224.500	5.750.455.987	297.411.493	1.487.057.465
1855	48	48.884.180	244.420.900	5.362.912.098	289.694.137	1.448.470.685
1856	51	52.883.700	254.418.500	6.906.213.328	334.714.489	1.673.572.445
1857	50	64.427.200	322.101.000	8.333.226.718	365.313.901	1.826.569.575
1858	46	67.146.018	335.730.090	4.756.634.386	314.238.910	1.571.194.550
1859	47	67.921.714	339.608.570	6.448.005.959	363.984.682	1.819.923.410
1860	50	69.907.435	349.537.175	7.231.143.056	380.693.438	1.903.467.190
1861	50	68.900.605	344.503.025	5.915.742.758	353.383.944	1.766.919.720
1862	50	68.375.820	341.879.100	6.871.443.591	415.530.331	2.077.651.655
1863	50	68.972.508	344.862.540	14.807.597.848	677.626.482	3.388.132.410
1864	49	68.586.763	342.933.815	24.097.196.655	885.719.204	4.428.596.020
1865	55	80.363.013	401.815.065	26.032.384.311	1.035.765.107	5.178.825.535
1866	58	82.370.200	411.851.000	28.717.146.914	1.066.135.106	5.330.675.530
1867	58	81.770.200	408.851.000	28.675.159.472	1.144.963.451	5.724.817.255
1868	59	82.270.200	411.351.000	28.484.288.636	1.125.455.236	5.627.276.180

1869	59	82.270.200	411.351.000	37.407.028.986	187.035.144.930	1.120.318.307	5.601.591.535
1870	61	83.620.200	418.101.000	27.804.539.405	139.022.697.025	1.035.484.821	5.182.424.105
1871	62	84.420.200	422.101.000	29.300.986.682	146.504.933.410	1.209.721.029	6.048.605.145
1872	61	84.420.200	422.101.000	33.844.369.568	169.221.847.840	1.428.582.707	7.142.913.535
1873	59	83.370.200	416.851.000	35.461.052.825	177.305.264.125	1.474.508.024	7.372.540.120
1874	59	81.635.200	408.176.000	22.855.927.636	114.279.638.180	1.286.753.176	6.443.765.880
1875	59	80.435.290	402.176.000	25.061.237.902	125.306.189.510	1.408.608.776	7.043.043.880
1876	59	81.731.200	408.656.000	21.597.274.247	107.938.371.235	1.295.042.028	6.475.210.140
1877	58	71.085.200	355.426.000	23.289.243.701	116.446.218.505	1.373.996.301	6.869.981.505
1878	57	63.611.500	318.057.500	22.508.438.441	112.542.192.205	1.307.843.857	6.539.219.285
1879	59	60.800.200	304.001.000	25.178.770.690	125.893.853.450	1.400.111.062	7.000.555.310
1880	57	60.475.200	303.376.000	37.182.128.621	185.910.643.105	1.516.538.631	7.582.693.155
1881	60	61.162.700	305.813.500	48.565.818.212	242.929.091.000	1.776.018.161	8.880.090.815
1882	61	60.962.700	304.813.500	46.552.846.161	232.761.230.805	1.595.000.245	7.975.001.225
1883	63	31.162.700	305.813.500	40.293.165.257	201.465.826.285	1.568.983.196	7.834.915.980
1884	61	60.412.700	302.063.500	34.092.037.337	170.460.186.685	1.524.930.993	7.624.654.965
1885	64	58.612.790	293.063.500	25.250.791.439	126.253.957.195	1.295.355.251	6.476.776.255

Depuis 1853, année de la fondation du *Clearing-House* de New-York, on a dressé la statistique des opérations qui y sont faites. Le tableau précédent donne, avec les sommes compensées et les balances payées, le nombre et le capital des banques figurant au *Clearing-House*. Ces chiffres sont établis pour les années finissant le 30 septembre (1).

Pour faciliter la comparaison entre les opérations du *Clearing-House* de New-York (2) et celles des autres *Clearing-Houses*, voici les sommes compensées, depuis 1876, pour les années finissant le 31 décembre, au *Clearing-House* de New-York :

(1) Ce tableau, est pris dans M. Gustave François *Clearing-Houses et Chambres de compensation*. 1886 Bibl. Nat. 8° V 9551.

(2) *L'Economiste français*. du 17 mai 1890. Article de M. Georges Michel sur les *Chambres de Compensation (Clearing-Houses) en Europe et en Amérique*.

1876....	D. 21.476 655.924	Fr. 107.383.279.620
1877....	23.800.648.900	119.003.244.500
1878....	22.401.128.076	112.005.640.380
1879....	29.235.646.829	146.178.234.145
1880....	38.614.448.223	193.072.241.115
1881....	49.376.882.882	246.884.414.410
1882....	46.916.955.030	234.584.775.150
1883....	37.434.300.871	187.171.504.355
1884....	30.985 870.500	154.929.352.500
1885....	28.152.201.336	140.761.006.680

D'après les tableaux précédents nous voyons que les chiffres les plus forts furent atteints en 1881 : 49,376,882,882 dollars, soit en francs : 246,884,414,410.

En 1885 les opérations descendent à 28,152,201,336 dollars, soit : 140,761,006,680.

Mais depuis, le mouvement ascendant se traduit ainsi (1) :

ANNÉES	Montant des Échanges	Balances payées en espèces
	D.	D.
1886.....	35.187.420.877	1.510.991.265
1887.....	35.033.535.647	1.558.979.429
1888.....	32.721.921.240	1.620.943.718
1889.....	37.643.905.585	1.748.800.679

Pour l'année 1885, le montant des balances, D 1,356,470,655 a été payé de la façon suivante (2) :

(1) *L'Economiste Français*, du 17 mai 1890. Article de M. Georges Michel sur *Les Chambres de compensation (Clearing-House) en Europe et en Amérique*.

(2) Gustave François. *Clearing-Houses et Chambres de compensation* Lille 1886. Imprim. Danel. Bibl. Nat. 8° V. 9951.

	D.	
Valeurs légales et monnaies.	130.134.655	9,59 %.
— (certificats)....	419.595.000	30,94 —
Certificats d'or des Etats-Unis	740.737.000	54,61 —
— du Clearing-House	66.004.000	4,86 —

SECTION 2^e

Autres Clearing-Houses Américains.

Si les autres *Clearing-Houses* des Etats-Unis n'ont pas l'importance de celui de New-York, la masse de leurs compensations s'est néanmoins élevée du 30 septembre 1882 au 1^{er} octobre 1883 à 54 milliards de dollars (220 milliards de francs) et le montant des soldes à 3 milliards de dollars. (15 milliards de francs) (1).

En 1885, du 1^{er} octobre 1884 au 30 septembre 1885, les compensations ont atteint le chiffre de 37.770 millions de dollars, débit seulement, le solde des échanges a été de 2.905 millions de dollars (2).

(1) Dr Heinrich Rauchberg. *Die Entwicklung des Clearing-Verkehres, eine vergleichende statistische Studie*. Wien. Article publié dans le *Bulletin de l'Institut international de statistique*, tome I^{er}, 1^{re} et 2^e livraison, année 1885, Rome, Imprimerie héritiers Botta, page 123. Bibl. Nat. 4^o G, 361.

(2) *Dictionnaire des finances* de Léon Say. Article de M. Auguste Arnauné sur *Les Chambres de compensation (Clearing-Houses)*, Paris, 1887.

L'organisation de ces *Clearing-Houses* diffère peu de celle du Clearing de New-York, si ce n'est pour la façon d'effectuer les paiements (1).

Ainsi à Providence, les échanges se font par l'intermédiaire de deux banques, la *Merchant's National Bank* et la *National Bank of North America*, chez lesquelles toutes les autres banques de la ville font d'abord leurs règlements (4). Lorsque les paquets de chèques ont été vérifiés, et les balances respectivement établies, elles terminent les échanges par la remise des chèques ou valeurs sur les banques qui règlent respectivement chez chacune d'elles. Les soldes sont payés par des chèques sur New-York ou Boston.

A Boston, Philadelphie, Baltimore, on effectue les paiements au moyen de certificats de dépôts de monnaies d'or ou de valeurs légales.

A Saint-Louis, on se sert des chèques des Directeurs du *Clearing-House* sur les banques débitrices, en faveur des banques créditrices.

A Hartford on effectue les paiements par des chèques sur New-York et à Worcester on trace des chèques sur Boston.

On se sert aussi tout simplement de versements en espèces ou valeurs légales.

(1) *L'Économiste français* du 17 mai 1890. Article sur *Les Chambres de Compensation (Clearing-House en Europe et en Amérique)*.

(4) Gustave François. *Clearing-House et Chambres de compensation*, Lille, 1886. Bibl. Nat. 8° V. 9551.

Statistique

Les tableaux suivants donnent le nombre de banques qui composaient chacun des *Clearing-Houses* américains, à la fin de 1885, et les sommes compensées à cette époque (1).

Il faut remarquer que plusieurs *Clearing-Houses* (Baltimore, Columbus, Cleveland, etc.), n'ont commencé que plusieurs années après leur établissement à publier les statistiques de leurs opérations.

Nombre des banques composant les *Clearing-Houses*,
en 1885.

Baltimore	21	Galveston	7
Boston	52	Hartford	15
Chicago	19	Indianapolis	8
Cincinnati	18	Kansas City	6
Cleveland	10	Louisville	21
Columbus	15	Lowell	7
Denver	7	Memphis	7
Détroit	15	Milwaukee	9

(1) Ces statistiques sont extraites de divers articles de M. Robert W. Barnett publiés dans le *Journal of the Institute of Bankers*, vol. 3 et suivants, par M. Gustave François dans son ouvrage sur les *Clearing-Houses et Chambres de compensation*, Lille, 1886. Bibl. Nat. 8° V. 9551.

Voir aussi le *Bulletin de statistique et de législation comparée*, Paris, Imprimerie Nationale. Bibl. Nation. L⁵ c. 83 bis.

Voir le *Report of the Comptroller of the currency*.

Minneapolis	10	Providence	34
Nev-Haven	10	Saint-Joseph	4
New-Orléans	10	Saint-Louis	20
Norfolk	5	Saint-Paul	9
Omaha	6	San-Francisco	16
Peoria	8	Springfield	9
Philadelphie	30	Syracuse	8
Pittsburg	19	Worcester	8
Portland	6		

Baltimore.

	D.	Fr.
1875	579.545.000	2.897 725.000
1876	530.490.000	2.652.450.000
1877	541.170.000	2.705.850.000
1878	504.090.000	2.520.450.000
1879	598.170.000	2.990 850.000
1880	682.905.000	3.414.525.000
1881	732.450.000	3.662.250.000
1882	685.650.000	3.428 250.000
1883	697 308.000	3.486.540.000
1884	631.685.000	3.158.425.000
1885	581.915.000	2.909.575.000

Boston

	D.		Fr.
1856	1.057.360.000		5 286.800.000
1857	1.395 345 000		6.976.725.000
1858	1.175 830.000		5.879.150.000
1859	1.443.750.000		7.218.750.000
1860	1 528.425.000		7.642.125.000
1861	1.213.920.000		6.069.600.000
1862	913.000.000		4.565.000.000
1863	1.720.840.000		8.604.200.000
1864	2.365.390.000		11.826.950.000
1865	2.341.890.000		11.709.450.000
1866	2.262.940.000		11.314.700.000
1867	1.866.200.000		9.331.000.000
1868	2.007.690.000		10 038.450.000
1869	2 124 215.000		10.621.075.000
1870	2.147.495.000		10.737.475.000
1871	2.392.345.000		11.961.725.000
1872	3.622.320.000		13.111.600.000
1873	2.667.480.000		13.337.400.000
1874	2.501.095.000		12.505.475 000
1875	2.502.595.000		12.512.975.000
1876	2.283.780.000		11.418.900.000
1877	2.336.200.000		11.681.000.000
1878	2.215.655.000		11.078.275.000
1879	2.674.430.000		13.372.175 000
1880	3.326.345.000		16.631.725.000
1881	4 233 260.000		21.166.300.000
1882	3.635.725.000		18.178.625.000
1883	3.515.747.000		17.578.735.000
1884	3.243.330 000		16.216.650.000
1885	3.483.135.000		17.415.675.000

Chicago

1865	D 319.605.000	Fr. 1.598.025.000
1866	453.800.000	2.269.000.000
1867	580.725.000	2.903.625.000
1868	723.295.000	3.616.475.000
1869	734.660.000	3.673.300.000
1870	810.675.000	4.053.375.000
1871	868.935.000	4.344.675.000
1872	993.060.000	4.965.300.000
1873	1.047.030.000	5.235.150.000
1874	1.101.350.000	5.506.750.000
1875	1.212.815.000	6.064.075.000
1876	1.110.095.000	5.550.475.000
1877	1.044.680.000	5.223.400.000
1878	967.185.000	4.835.925.000
1879	1.257.755.000	6.288.775.000
1880	1.725.685.000	8.628.425.000
1881	2.249.095.000	11.245.475.000
1882	2.367.030.000	11.835.150.000
1883	2.525.622.000	12.628.110.000
1884	2.259.680.000	11.298.400.000
1885	2.368.580.000	11.842.900.000

Cincinnati

Années finissant le 31 mars

1866	D.	300.732.000	Fr.	1.503.660.000
1867		315.115.000		1.575.575.000
1868		320.937.000		1.604.685.000
1869		318.715.000		1.593.575.000
1870		314.882.000		1.574.410.000
1871		320.127.000		1.600.635.000
1872		347.977.000		1.779.885.000
1873		332.765.000		1.663.825.000
1874		341.227.000		1.706.135.000
1875		361.112.000		1.805.560.000
1876		314.950.000		1.574.750.000
1877		294.115.000		1.470.575.000
1878		254.467.000		1.272.335.000
1879		304.300.000		1.521.500.000
1880		379.147.000		1.895.735.000
1881		451.762.000		2.258.810.000
1882		479.080.000		2.395.400.000
1883		494.414.000		2.472.070.000
1884		430.600.000		2.303.000.000
1885		445.250.000		2.226.250.000

Cleveland

	D.	Fr.
1877	650.670.000	328.350.000
1878	58.180 000	290.900.000
1879	65.070.000	325.350.000
1880	85.695.000	428.475.000
1881	103.115.000	515.575.000
1882	114.800.000	574.000.000
1883	106.986.000	534.930.000
1884	106.045.000	530.225.080
1885	103.560.000	517.800.000

Columbus

	D.	Fr.
1875	19.665.000	98.325.000
1876	25.760.000	128.800.000
1877	27.130.000	135.650.000
1878	24.305.000	121.525 000
1879	30.540.000	152.700.000
1880	44.070.000	220.350.000
1881	52.150.000	260.750.000
1882	28.825.000	144.125.000
1883	31.596.000	157.980.000
1884	34.860.000	174.300.000
1885	34.735.000	173.675.000

Denver		
1885	D. 20.400.000	Fr. 102.008.000

Détroit		
1883	D. 131 006.000	Fr. 655.030.000
1884	133.610.000	668.050.000
1885	142.285.000	711.425.000

Galveston		
1885	D. 34.000.000	Fr. 170.000

Hartford		
1878	D. 53.200.000	Fr. 266.000.000
1879	53.200.000	266.000.000
1880	70 280.000	351.400.000
1881	81.785.000	408.925.000
1882	90.785.000	453.925.000
1883	91.694.000	458.470.000
1884	81.835.000	409.175.000
1885	81.170.000	405.850.000

Indianapolis

	D.	Fr.
1871	33.000.000	165.000.000
1872	42 000.000	210.000.000
1873	45.000.000	225.000.000
1874	52.000.000	260.000.000
1875	65.000.000	325.000.000
1876	59.000.000	295.000.000
1877	56.965.000	284.825.000
1878	56.215.000	281.075.000
1879	64.170.000	320.850.000
1880	85.950.000	429.750.000
1881	109.575.000	547.875.000
1882	101.570.000	507.850.000
1883	93.649.000	468.245.000
1884	73.215.000	366.075.000
1885	65.235.000	326 175.000

Kausas City

	D.	Fr.
1874	23.792.000	118.960.000
1875	27.500.000	137.500.000
1876	31.417.000	157.085.000
1877	34.590.000	172.950.000
1878	20.500.000	102.500.000
1879	34.140.000	170.700.000
1880	50.665.000	253.325.000
1881	68.400.000	342.000.000
1882	98.220.000	491.100.000
1883	132.501.000	662.505.000
1884	177.175.000	885.875.000
1885	233.390.000	1.116.950.000

Louisville

1876	D. 101.782 000	Fr. 508.910.000
1877	113.880.000	569.400.000
1878	104.975.000	524.875.000
1879	127 927.000	639.635.000
1880	149 557.000	747.785.000
1781	198.165.000	990.825.000
1882	193.690 000	968.450.000
1883	214.802 000	1.074.010.000
1884	211.700.000	1.058.500.000
1885	217.525.000	1.087.625.000

Lowell

1876	D. 9.585.000	Fr. 47.925.000
1877	12.460.000	64.800.000
1878	13.020.000	65.100 000
1879	15.110.000	75.550.000
1880	19.980.000	99.900.000
1881	24.125.000	120.625.000
1882	30.635.000	153.175.000
1883	35 223.000	176.615.000
1884	34.460.000	122.300.000
1885	23.665.000	118.325.000

Memphis

1880	D. 47.860.000	Fr. 239.300.000
1881	45.225.000	226 125.000
1882	45.800.000	229.000.000
1883	56.563.000	282.815.000
1884	60.040.000	300.200.000
1885	66.705.000	333.525.000

Milwaukee

1869	D. 91.790.000	Fr 458.950.000
1870	102.472.000	512.360.000
1871	108.122 000	540.610.000
1872	118.740.000	593.700.000
1873	151.292.000	756.460.000
1874	157.792.000	788.960.000
1875	152.680.000	763.400.000
1876	133.320.000	666.600.000
1877	144.885.000	724.425.000
1878	107.832.000	539.160.000
1879	142.645.000	713.225 000
1880	158.155.000	790.775.000
1881	180.442.000	902.210 000
1882	189.970.000	949.850.000
1883	176.102.000	880.510.000
1884	178.995.000	894.975.000
1885	186.500.000	932.500.000

Minneapolis

1883	D. 90.000.000	Fr. 450.000.000
	Environ.	
1884	110.555.000	552.775 000
1885	125.475.000	627.375.000

New - Haven

1877	D. 30.705.000	Fr. 153.525.000
1878	34.200.000	171.000.000
1879	38.575.000	192.875 000
1880	50.360.000	251.000.000
1881	58.855.000	294 275.000
1882	64.540.000	322.700.000
1883	63.186.008	315.930.000
1884	57.800.000	289 000.000
1885	55.025.000	275.115.000

New-Orléans

Année finissant le 1^{er} juin

1873	D. 501.715.000	Fr. 2.508.575.000
1874	476.235.000	2 381 175.000
1875	406.830 000	2 034.150.000
1876	426.265.000	2 131 325.000
1877	414.530.000	2.072.650.000
1878	428.750.000	2.143.750.000
1879	372 650.000	1.863 250.000
1880	433.010.000	2.165.050.000
1881	506.000.000	2.530 000.000
1882	499.035.000	2.495.000.000
1883	526.984.000	2.634.920.000
1884	454.500.000	2.272.500.000
1885	386.365.000	1.931.825.000

Norfolk

1883	D. 27 035.000	Fr. 135.175.000
1884	34.160.000	170.800 000
1885	Pas de Rapport.	

Omaha

1885	Pas de rapport.
------	-----------------

Peoria

1881	D. 49.475.000	Fr. 247.375.000
1882	53.225.000	266 125.000
1883	50.779.000	253.895.000
1884	44.060.000	220.300.000
1885	40.755.000	203.775.000

Philadelphie

	D.		Fr.
1858		663.705.000	3.318.525 000
1859		1.026.715.000	5.133 575.000
1860		1.099.815.000	5.499.075.000
1861		771.070.000	3.855.350 000
1862		965 685.000	4.828.825 000
1863		1.285.910.000	6 429.550 000
1864		2.037.730.000	10.188.650.000
1865		1.908.500.000	9.542.500.000
1866		1.765.685.000	8.828.425.000
1867		1.641.020.000	8.205.100.000
1868		1.740.640.000	8.703.200.000
1869		1.856 080.000	9.280.400.000
1870		1.803.940.000	9.019.700.000
1871		2.165.245.000	10.826.225.000
1872		2.004.470.000	10.022.350.000
1873		2.189.370.000	10.946.850.000
1874		1.822.095.000	9.110.475.000
1875		1.833.745.000	9 168 725.000
1876		1.824.210.000	9.111.050.000
1877		1.522 920.000	7.614.600.000
1878		1.315.835.000	6.579.175.000
1879		2.027.745.000	10.138.725.000
1880		2.354.845.000	11.774.225.000
1881		2.716.830.000	13.584.150.000
1882		2.779.460.000	13.897.300.000
1883		2.812.817 000	14.064.085.000
1884		2.514.030.000	12.570 150.000
1885		2.374.490.000	11.872.450.000

Pittsburg

	D.	Fr.
1866	83.730.000	418.650.000
1867	97.160.000	485.800.000
1868	115.295.000	576.475.000
1869	156.880.000	784.400.000
1870	178.410.000	892.050.000
1871	215.200.000	1.076.000.000
1872	284.860.000	1.424.300.000
1873	295.755.000	1.478.775.000
1874	257.550.000	1.287.775.000
1875	233.160.000	1.165.800.000
1876	224.760.000	1.123.800.000
1877	223.570.000	1.117.850.000
1878	189.770.000	948.850.000
1879	217.985.000	1.089.925.000
1880	297.805.000	1.489.025.000
1881	389.170.000	1.945.850.000
1882	483.625.000	2.418.125.000
1883	497.653.000	2.488.265.000
1884	469.315.000	2.346.575.000
1885	356.170.000	1.780.850.000

Portland

	D.	Fr.
1881	50.000.000	250.000.000
Montant approximatif		
1882	50.480.000	252.400.000
1883	47.857.000	239.285.000
1884	45.420.000	227.100.000
1885	45.895.000	229.475.000

Providence.		
1880	D. 200.000.000	Fr. 1.000.000.000
	Montant approxi matif.	
1881	217.295 000	1.086.475.000
1882	232.495.000	1.162.475.000
1883	237.148.000	1.185.740.000
1884	217.450.000	1.087.250.000
1885	216.465.000	1.082.325.000

Saint-Joseph.		
1879	D. 24.700.000	Fr. 123.500.000
1880	33.860.000	169.300.000
1881	43.640.000	218.200.000
1882	29.730.000	148.650.000
1883	32.171.000	160.855.000
1884	31.660.000	158.300.000
1885	36.270.000	181.350.000

Saint-Louis.

1869	D.	321.795.000	Fr.	1.608.975.000
1870		390.475.000		1.952.375.000
1871		432.150.000		2.160.750.000
1872		498.790.000		2.493.950.000
1873		551.950.000		2.759.750.000
1874		607.965.000		3.039.825.000
1875		575.685.000		2.878.425.000
1876		518.345.000		2.591.725.000
1877		494.890.000		2.474.450.000
1878		478.635.000		2.393.175.000
1879		559.685.000		2.798.425.000
1880		711.460.000		3.557.300.000
1881		832.630.000		4.163.150.000
1882		863.190.000		4.315.950.000
1883		870.961.000		4.354.805.000
1884		785.200.000		3.926.000.000
1885		759.130.000		3.795.650.000

Saint-Paul

1883	D.	105.635.000	Fr.	528.175.000
1884	{	Pas de Rapport.		
1885				

San-Francisco

1876	D.	476.125.000	Fr.	2.380.625.000
1877		519.950.000		2.599.750.000
1878		715.330.300		3.576.650.000
1879		553.955.000		2.769.775.000
1880		486.725.000		2.433.625.000
1881		598.695.000		2.993.475.000
1882		629.245.000		3.146.225.000
1883		617.921.000		3.089.605.009
1884		556.860.000		2.784.300.000
1885		562.345.000		2.811.725.000

Springfield

1873	D.	31.475.000	Fr. 157.475.000
1874		29.690.000	148.450.000
1875		29.095.000	145.475.000
1876		26.035.000	130.175.000
1877		24.750.000	123.750.000
1878		22.315.000	111.575.000
1879		25.785.000	128.925.000
1880		31.850.000	159.250.000
1881		37.570.000	187.850.000
1882		41.825.000	209.125.000
1883		40.280.000	211.400.000
1884		37.585.000	187.925.000
1885		38.090.000	190.450.000

Syracuse

1877	D.	17.300.000	Fr. 86 500.000
1878		14.960.000	74.800.000
1879		14 910.000	74.550.000
1880		17.295.000	86.475.000
1881		19.090.000	95.450.000
1882		22.895.000	114.475.000
1883		25.990.000	129.950.000
1884		27.465 000	137.325.000
1885		24.010.000	120.050.000

Worcester

	D.	Fr.
1861	6.050.000	30.250.000
1862	6.595.000	32.975.000
1863	7.955.000	39.775.000
1864	10.315.000	51.575.000
1865	9.045.000	45.225.000
1866	10.565.000	52.825.000
1867	10.730.000	53.650.000
1868	12.100.000	60.500.000
1869	14.380.000	71.900.000
1870	15.085.000	75.425.000
1871	22.320.000	111.600.000
1872	27.160.000	135.800.000
1873	29.020.000	145.100.000
1874	29.020.000	145.100.000
1875	28.930.000	144.650.000
1876	25.170.000	125.850.000
1877	26.400.000	132.000.000
1878	25.595.000	127.975.000
1879	25.420.000	127.100.000
1880	33.650.000	168.250.000
1881	39.225.000	196.125.000
1882	43.935.000	219.675.000
1883	43.056.000	215.280.000
1884	39.610.000	198.050.000
1885	38.550.000	192.750.000

CHAPITRE VI

CHAMBRES DE COMPENSATION DE L'ALLEMAGNE

En Allemagne, neuf villes possèdent une *Chambre de Compensation*, et quoique de fondation récente, le chiffre des transactions de ces neuf établissements dépassait 15 milliards de francs en 1885, surpassant de 500 millions le chiffre de l'année précédente (1).

Aux termes de l'article 12 de la Loi Impériale du 14 mars 1875, sur les Banques, la Banque de l'Empire devait faciliter les paiements par compensation en Allemagne. Ce n'est toutefois qu'en 1883 que furent fondées les premières *Chambres de Compensation* allemandes (2).

Dans toutes ces *Chambres de Compensation*, les

(1) Gustave François. *Clearing-Houses et Chambres de compensation*. Lille 1886. Bibl. Nat. 8° V. 9551.

(2) *Bulletin de statistique et de Législation comparée*. Juillet 1886. Impr. Nationale. Paris, page 566. Bibl. Nat. L 5 c. 83 bis.

balances sont réglées par des virements avec la Banque d'Allemagne (*giro conto*), employés de plus en plus et même en dehors des Chambres de Compensation et pour des opérations bien différentes (1).

Les opérations effectuées par ces *Chambres de Compensation* en 1885 s'élèvent à 12.5 milliards de marks (débit seulement) et voici la répartition du chiffre d'affaires pour l'année 1884, d'après le Dr Rauchberg.

(3) Dr Heinrich Rauchberg. *Die Entwickelung des Clearing-Verkehres, eine vergleichende statistische Studie*, Wien. — Article publié dans le *Bulletin de l'Institut international de statistique*. Tome 1^{er}, 1^{re} et 2^e livraison. Année 1886. Rome, page 123. Imprimerie : Héritiers Botta. Bibl. Nat. 4^o G. 364.

Désignation des Chambres de Compensation.	Nombre des banques.	Nombre des valeurs présentées à l'échange.	Montant des valeurs présentées à l'échange.	Montant des valeurs non échangées, soldées par virements.	Rapport des valeurs non échangées au total des valeurs présentées.
		milliers.	millions de marcks.		p. %.
Hambourg ...	5	1.236	5.240	441	8,41
Berlin	22	177	2.873	1.532	53,28
Francfort-sur-le-Mein.	17	202	2.188	340	17,87
Brême	8	38	452	66	14,72
Cologne	12	135	555	181	32,62
Leipzig	10	71	347	115	33,05
Stuttgart	11	70	245	105	43,01
Breslau	15	18	153	65	42,54
Dresde	12	33	82	44	53,40
Total....	104	1.930	12.130	2.939	24,23

Il convient également d'indiquer, après le chiffre d'affaires des *Chambres de Compensation* allemandes, les opérations de virement exécutées par la Banque de l'Empire, depuis sa fondation en 1876.

Voici la décomposition des totaux qui concernent le débit (1) :

Années	Avoir	OPERATIONS DE VIREMENTS			
	des comptes- courants au 31 Décembre	(débit)			
		En	VIREMENTS		Total des
			espèces	sur place		De place à place	virements
	millions de marks	milliards de marks			
1876	92.3	3.3	3.0	1.9	8.3
1880	131.1	7.0	5.4	5.0	17.6
1884	176.3	9.8	9.8	6.5	26.3
1886	194.5	10.1	10.0	6.8	26.9

La Banque de l'Empire accorde à ses titulaires de comptes-courants l'avantage d'effectuer gratuitement pour eux des paiements de place à place imputées sur leur avoir.

La Banque de l'Empire d'Allemagne a payé ainsi 66 millions de marks en 1876 et 13 millions de marks en 1885.

(1) *Bulletin de Statistique et de Législation comparée*, Juillet 1886. Paris. Bibl. Nat. L 5 c 83 bis.

SECTION I^{re}

Chambre de Compensation de Berlin

La *Chambre de Compensation* de Berlin, créée en 1884, est actuellement composée des 22 banques suivantes :

Anhalt und Wagener Nachf.
Bank des Berliner Cassen-Vereines.
Bank für Handel und Industrie.
Berliner Handels Gesellschaft.
S. Bleichröder.
Delbrück Léo et C^{ie}.
Deutsche Bank.
Deutsche Genossenschaftsbank Sorgel.
Disconto Gesellschaft.
C. N. Engelhard.
J. F. Goldberger.
F. W. Krause et C^{ie} Bkg.
Mendelssohn et C^{ie}.
Mitteldeutsche Credit Bank.
National Bank.
H. C. Plant.
Reichsbank.
Riess und Itzinger.
Gebrüder Schickler.
Seehandlung.
Robert Warschauer et C^{ie}.

La formation d'une *Chambre de Compensation* à Berlin fut votée à une assemblée tenue le 14 février 1883, où furent établis les règles et règlements suivants (1) :

1. — Les membres de la Chambre de Compensation peuvent seulement créer des chèques sous la forme suivante :

.	Bank, ou MM.
	à Berlin.
Payez sur présentation de ce chèque sur le mon-	
tant à $\frac{\text{mon}}{\text{notre}}$ crédit à M	
ou porteur, Mks	
Le	189 . . .

Les chèques à ordre peuvent aussi être émis.

Chaque chèque doit porter en haut, à gauche, le numéro, et à droite la somme en chiffres ; au bas doit être imprimé un avis que les chèques payables à une date future sont prohibés.

2. — Les chèques, dans lesquels les mots « *au porteur* » sont barrés, ne doivent pas être payés.

3. — Il est permis d'indiquer, en écrivant ou en imprimant au travers d'un chèque les mots « *seulement pour règlement en compte* », qu'il ne doit pas être payé en espèces, mais doit être passé par un transfert au compte de la Banque sur qui il est tiré, ou de quelque autre membre de la *Chambre de Compensation*. La

(1) Gustave François. *Clearing-Houses et Chambres de Compensation* 1886, Lille. Bibl. Nat. 8° V. 9551.

banque sur qui un chèque ainsi marqué est tiré, est responsable pour la bonne observance de cette stipulation, qui, une fois faite, ne peut plus être supprimée.

4. — Les chèques qui sont payables à une époque future, ou sont tirés autrement qu'à vue, ne doivent pas être payés.

5. — Aucun chèque ne peut porter une acceptation.

6. — Les membres de la *Chambre de Compensation* verront à ce que les chèques soient seulement tirés sur eux par leurs clients, contre les sommes à leur crédit, et cesseront toutes relations avec leurs clients enfreignant cette règle.

7. — Les membres de la *Chambre de Compensation* s'engagent à recevoir les chèques qui sont tirés sur les autres membres de la *Chambre de Compensation*, non-seulement de leurs propres clients, mais aussi des autres banques de Berlin, pour règlement à la *Chambre de Compensation* sans frais.

8. — Les membres pourront, par moyen de circulaire, etc..., attirer l'attention de leurs clients sur les bénéfices qui, pour eux spécialement, et pour le public en général, dérivent de l'introduction du système des chèques, et s'arrangeront pour leur fournir les papiers, livre de chèques, carnets, etc..., sans frais.

9. — Les règles édictées sous les nos 2 et 4 seront imprimées sur la formule des chèques.

*Organisation et Direction de la Chambre de
Compensation*

1. — Le soin de l'arrangement et de l'organisation de la Chambre de Compensation, qui sera installée dans le local de la *Reichsbank*, est dévolu au Directeur de la *Reichsbank*, assisté par les maisons qui ont signé le présent arrangement.

2. — Les opérations de la Chambre de Compensation seront limitées aux chèques, ordres de versement, et tels lettres de change, acceptations et domiciles, que les membres de la Chambre de Compensation peuvent mutuellement désirer régler en cette manière.

3. — La Chambre de Compensation est conduite par échanges directs entre les intéressés et le règlement final est effectué au moyen de virements au débit ou au crédit de leurs comptes respectif à la *Reichsbank*.

4. — La remise d'une traite à la Chambre de Compensation doit être considérée comme une présentation convenable, et le règlement de la même au moyen de la Chambre de Compensation doit être considéré comme un paiement dans le sens légal.

5. — Les membres peuvent être représentés aux échanges journaliers, soit par un de leurs employés, ou par un des autres membres, ou par son représentant.

6. — Le travail de la Chambre de Compensation doit être réglé en concordance avec les règles suivantes, qui ont été approuvées et signées par tous les mem-

bres. Durant les 9 prochains mois, le Comité a le pouvoir de prendre les arrangements différents de ceux-ci, s'il le juge utile, spécialement par rapport aux heures de remise, retour, et règlement final, telles décisions étant de suite communiquées à tous les membres.

7. — Tous les membres supporteront également les dépenses provenant de l'établissement et conduite de la Chambre de Compensation, à l'exception des locaux où elle doit être établie, qui sont placés à la disposition des membres, sans frais, par la *Reichsbank*. Le montant des contributions sera fixé par le Directeur de la *Reichsbank*, et encaissé par semestre.

Règlement (1).

I. — Chaque jour non férié, à une certaine heure, la *Reichsbank* aussi bien que chaque autre membre de la *Chambre de Compensation*, enverra un représentant autorisé à la Chambre de Compensation, même s'il n'avait pas de traites à remettre. Les autorisations des représentants doivent être données d'après une forme adoptée; elles seront examinées par la Direction de la Chambre de Compensation, et conservées en sa garde.

(1) Ce règlement présente quelques différences avec celui qui fut d'abord adopté. — Gustave François *Clearing-Houses et Chambres de compensation*. 1886, Lille, Bibl. Nat. 8° V. 9551.

II. — Les traites à remettre en compensation doivent être convenablement arrangées et timbrées au nom de la maison qui les remet; les lettres de change et ordres de versements doivent être convenablement acquittés.

III. — La Chambre de Compensation est ouverte à 8 heures 45 du matin. A 9 heures tous les représentants doivent être à leurs places respectives, et sur le signal donné par le Directeur l'échange des traites commence. Chaque représentant remet aux représentants des banques, de qui il a à recevoir paiement, les traites sur elles, ensemble avec la liste et l'accusé de réception conforme, ce dernier devant être retourné, signé par celui qui reçoit après comparaison et vérification de la liste. Chaque représentant doit inscrire le montant de ces listes dans les listes de débit et de crédit qui doivent être remplies par lui dans la forme adoptée; les inscriptions à la liste de débit seront faites autant que possible avant la remise à la Chambre de Compensation.

IV. — Après que toutes les remises ont été faites, les représentants retournent à leurs banques respectives avec les traites qu'ils ont reçues afin de les examiner. A 12 heures 30, ils rassemblent pour retour les traites impayées, avec les réponses attachées, et les listes spéciales et accusés de réception pour la signature. Les retours sont considérés comme remises inverses, et de nouvelles inscriptions de crédit et de

débit sont faites, mais les listes doivent être spécialement marquées **R**. Toutes les traites non retournées à 12 heures 30 sont considérées comme payées.

V. — De nouvelles remises de traites peuvent aussi être faites à 12 heures 30, accompagnées de listes portant — 2^e remise — et seront traitées conformément aux règles III et IV.

VI. — Lorsque les remises et retours sont terminés, chaque représentant additionne ses listes de débit et en porte le montant sur sa feuille de balance. Il établit alors, en additionnant et balançant celle-ci, combien sa banque a à payer ou à recevoir des autres banques collectivement. Il établit alors une note de transfert pour la balance journalière, et la remet au Directeur de la Chambre de Compensation avec sa feuille de balance, au bas de laquelle est un duplicata de la formule de transfert, également remplie.

VII. — Le Directeur porte les balances des feuilles sur le livre de balance, et le total au débit et au crédit devant être le même, il compare alors son relevé avec les formules de transfert sur les feuilles de balance, et les retourne respectivement aux représentants. Il conserve la feuille de transfert et adresse une copie de balance au bureau de transfert de la *Reichsbank*, où le nécessaire est fait au compte des Banquiers de la Chambre et à celui de la Chambre de Compensation elle-même.

VIII. — A 4 heures de l'après-midi, une dernière réunion a lieu, et les billets de la seconde remise non retournés alors sont considérés comme payés. De nouvelles remises sont faites, limitées aux chèques et acceptations des membres, et sont traitées comme il est déjà établi. Aussitôt que les remises et retours sont terminés, les balances sont faites et réglées conformément aux règles VI et VII. Les billets de cette remise finale sont considérés comme payés s'ils ne sont pas retournés, soit à la Chambre ou directement, à 5 h. 30.

IX. — Le Directeur de la Chambre de Compensation doit s'assurer que toutes les erreurs qui peuvent arriver sont rectifiées avant qu'il fasse ses reports en son livre de balance ; lorsque ceci a été fait, et que tous les représentants ont reçu en retour leurs feuilles de balances signées, la compensation est finie, et tous les représentants peuvent partir.

X. — Le Directeur doit tenir un livre pour inscrire le nombre et les totaux des traites délivrées par chaque membre. Ce livre, ainsi que le livre de balances et les feuilles de transfert, demeurent en sa garde.

Les chèques, traites, etc... remis à la *Chambre de Compensation* de Berlin sont inscrits sur des feuilles ainsi formulées :

Berlin, le..... 189...

à

Nombre	Somme	
	M	Pf.
1		
2		
3		

Les feuilles sur lesquelles sont inscrits les retours présentent la même disposition. Seulement le mot *Retours* « *Rückgänge* » est inscrit en tête, à droite. De plus, les feuilles de *Retours* sont imprimées sur *papier rouge*, alors que les feuilles ordinaires de présentation sont imprimées sur *papier blanc*.

A chaque remise qui leur est faite, les représentants des banques associées délivrent un accusé de réception dans la forme suivante :

Chambre de compensation. Berlin.

ACCUSÉ DE RÉCEPTION

De
en papiers de compensation du montant de
M.....
reçu au crédit, ainsi déclaré.

Berlin, le..... 189.....

Voici maintenant la formule de la feuille de compensation partielle qui est établie au moyen des pièces précédentes.

Chambre de Compensation

Berlin, le. . . . 189. .

Sommes	Tarifs		Noms	Crédit	
			Somme totale...		
Mark. .			Solde. . . Mark.		

.
 veuille placer le bureau de transfert de la Reichsbank
 du compte de la Chambre de Compensation au . . .
 du compte de virement de.

Juste.

Le Directeur de la Chambre de Compensation

Avec cette feuille de liquidation partielle, chaque représentant remet au Directeur de la *Chambre de Compensation* une formule de transfert remplie.

Le Directeur la conservera, après l'avoir contrôlée avec le libellé de la feuille de liquidation.

Ces formules de transfert sont ainsi rédigées :

Pour les banques débitrices, elles sont imprimées sur *papier vert* :

Banques débitrices :

Chambre de Compensation de Berlin

M.

Berlin, le 189 . . Le bureau de
transfert de la Reichsbank créditera au compte de la
Chambre de Compensation Mark.
à la charge du compte de virement de.

Juste.

Le Directeur de la Chambre de Compensation

Statistique

	Nombre des valeurs	SOMMES COMPENSÉES		SOLDES PASSÉS par virements	
		M. (1)	Fr.	M	Fr.
1884	117.439	2.873.023.900	3.591.279.875	1.531.540.100	1.914.425.325
1885	191.567	3.060.399.000	3.825.498.750	1.617.132.100	2.021.415.125

§. 1. *Bank des Berliner Cassen-Vereines.*

Avant la création du *Clearing-House* de Berlin, en 1884, la *Bank des Berliner Cassen-Vereines* faisait seule les compensations et les règlements des affaires de bourse (1). Elle procède ainsi :

Elle envoie aux clients qui lui remettent leurs effets à encaisser, les effets qui lui sont remis pour être recouvrés sur eux, et qu'elle tient pour régularisés s'ils ne lui sont pas retournés le même jour avant 4 heures du soir. Un reçu provisoire de la différence est remis au client et donne lieu le lendemain à un règlement, soit en argent, soit par un virement.

(1) Le mark est compté à 1 fr. 25 c.

(1) *L'Economiste français* du 17 mai 1890. Article de M. Georges Michel sur *Les Chambres de compensation (Clearing-House) en Europe et en Amérique.*

La *Bank des Berliner Cassen-Vereines* centralise toutes les affaires de la Bourse de Berlin et en est, en quelque sorte, le *Clearing-House*. Aussi la marche de ses opérations que l'on trouve relevées dans les rapports de la Chambre de Commerce de Berlin est-elle fort différente de celle des *Clearing-Houses* des banquiers : on y trouve le reflet des fluctuations de la Bourse, plutôt que celui des mouvements généraux du commerce et de l'industrie (2).

La statistique des virements effectués de 1871 à 1885 montre bien l'importance de la *Bank des Berliner Cassen - Vereines*, qui créée antérieurement à la *Wiener Giro-und-Cassen-Vereines*, a servi de modèle à cette dernière, sous beaucoup de rapports.

	Marks	Fr.
1871	7.413.835.000	9.267.293.750
1872	12.397.975.000	15.497.468.750
1873	10.804.181.000	13.505.226.250
1874	6.784.012.000	8.480.015.000
1875	5.853.774.000	7.317.217.500
1876	4.756.624.000	5.945.780.000
1877	5.075.059.000	6.343.823.750
1878	4.860.845.000	6.076.056.250
1879	6.036.925.000	7.546.156.250
1880	7.467.132.000	9.333.915.000
1881	8.491.938.000	10.614.922.500
1882	7.392.241.000	9.240.301.250
1883	7.445.591.000	9.306.988.750
1884	8.395.542.000	10.494.427.500
1885	8.423.151.000	10.528.938.750

Voici, d'après le Dr Heinrich Rauchberg (1) le mouvement de la Bank des Berliner Cassen-Vereines, dans les années les plus importantes avec la proportion des paiements... etc.

(1) *Die Entwicklung des Clearing-Verkehres...*, etc... (*Bulletin de l'Institut international de statistique*, 1886, Tome I^{er}, 1^{re} et 2^e livraison). Rome 1885, Bibl. Nat. 4° G. 361.

Années	Virements	Chèques	Total des chèques et virements	Montant des Com-pensations	Proportion des paiements dans le mouvement total
	Milliards de marks.				P %
1871	3.7	3.7	7.4	4.88	25.83
1872	6.2	6.1	12.3	10. 3	23.06
1880	3.7	3.7	7.4	5.6	23.46
1885	4.2	4.2	8.2	5.8	25.18

Les parts proportionnelles des compensations de valeurs pendant les 4 années considérées ci-dessus ressortent respectivement à (1) :

74.17 P. %	pour l'année 1871
73,94 —	— 1872
76.54 —	— 1880
74.82 —	— 1885.

(1) *Bulletin de Statistique* du ministère des finances, novembre 1886, p. 566. Paris, Imprimerie Nation. Bibl. Nat. L^s c. 83 bis.

SECTION II°.

Chambre de Compensation de Hambourg.

La *Chambre de Compensation* de Hambourg n'est que la transformation, ou plutôt la continuation, d'une institution semblable qui existait depuis longtemps déjà. Grâce à la *Girobank* de Hambourg, les banquiers et négociants réglaient leurs paiements et recettes par compensation, en payant les soldes par des virements sur cette banque où tous avaient un compte-courant (1).

La disparition de la Banque de Hambourg, en 1876, conséquence de l'unification allemande, et son remplacement par la *Reichsbank*, n'apportèrent pas de modifications à cet état de choses, et aujourd'hui, les transactions sont toujours conduites suivant les errements anciens. La *Reichsbank* a simplement remplacé la Banque de Hambourg pour les virements de soldes (2).

La *Chambre de Compensation* de Hambourg est la plus importante de toute l'Allemagne, quoique com-

(1) Gustave François. *Clearing-Houses et Chambres de compensation*. Lille 1886. Impr. Danel. Bibl. Nat. 8° V. 9551.

(2) *L'Economiste français* du 17 mai 1890. Article de M. Georges Michel sur *Les Chambres de compensation Clearing-Houses en Europe et en Amérique*.

posée seulement de six banques ; mais chacune d'elles opère pour un grand nombre de clients (1).

Les 6 Banques, qui composent la Chambre de Compensation de Hambourg, sont les suivantes :

Reichsbank.

Vereinsbank.

Norddeutsche Bank.

Kommerz und Disconto Bank.

Anglo-Deutsche Bank.

Deutschen Bank (Filiale).

Statistique

	Marks.	Fr.
1884	5.240.404.000	6.350.505.000
1885	5.248.194.000	6.560.242.625

(1) R. Koch. *Abrechnungstellen* (Clearing-Häuser) in Deutschland und deren Vorgänger (Zeitschrift für das Gesamte Handelsrecht) Stuttgart, 1883.

SECTION III

Chambre de Compensation de Francfort-sur-le-Mein

La *Chambre de Compensation* de Francfort-sur-le-Mein a été organisée le 25 avril 1883 par neuf des plus grosses banques. Elle est actuellement composée de dix-sept banques, y compris la Reichsbank et occupe le troisième rang des Chambres de Compensation de l'Allemagne, après celle de Hambourg qui vient la première et celle de Berlin.

Les chèques, traites, etc..., envoyés à cette *Chambre de Compensation*, sont inscrits sur une feuille imprimée sur *papier blanc*, recto verso, comme le modèle ci-dessous.

Chambre de Compensation

Francfort-s/Mein

ENTRÉE

à

le.....189.....

	DÉSIGNATION	SOMME			
1					
2					
3					
4					
5					

Pour les *retours*, on se sert d'une feuille semblable, mais imprimée sur *papier rouge*, et portant en haut, à droite, à la place du mot « ENTRÉE », le mot « RETOUR ».

Chaque représentant des *Clearing-Banks* reçoit à chaque remise un accusé de réception ainsi conçu :

Chambre de compensation.

Francfort-sur-le-Mein.

ACCUSÉ DE RÉCEPTION.

De.
en valeurs de la Chambre de Compensation du montant de M.
reçu au crédit, ainsi déclaré.

Francfort-sur-Mein, le. . . . 189 . . .
.

Ces diverses pièces servent alors à établir la feuille de liquidation partielle, laquelle est ainsi disposée :

Lorsque toutes les feuilles de liquidation partielle sont ainsi préparées, le Directeur de la *Chambre de Compensation* établit alors la feuille de liquidation générale, d'après laquelle seront effectués les virements (*giro conto*) à la Banque Impériale d'Allemagne.

Les tickets de virements sont ainsi libellés :

Banques créditrices :

(*Sur papier chamois*)

Chambre de Compensation. — Francfort-sur-Mein.

N°. **M.**

Francfort-sur-Mein, le. 189

La Banque Impériale débitera au compte de la
Chambre de Compensation de Francfort-sur-Mein.

Mark
en faveur du compte de virement de

Juste.

Le Directeur de la Chambre de Compensation.

Lorsque la banque est débitrice, le ticket de virement pour la Banque Impériale est alors imprimé sur *papier vert*.

Banques débitrices :

(sur papier vert).

Chambre de Compensation. — Francfort-sur-Mein.

N^o. **M**

Francfort-sur-Mein, le. 189. . .

La Banque Impériale créditera au compte de la Chambre de compensation de Francfort-sur-Mein.

Mark.

à la charge du compte de virement de.

Juste.

Le Directeur de la Chambre de Compensation.

Statistique

	NOMBRE d'articles	SOMMES COMPENSÉES	
		M.	Fr.
1883	109.000	1.160.000.000	1.450.000.000
1884	201.891	2.183.219.000	2.729.023.750
1883	205.311	2.023.776.000	2.529.720.000

SECTION IV^e

Autres Chambres de Compensation Allemandes

L'Allemagne possède encore des *Chambres de Compensation* à Cologne et à Stuttgart depuis 1882, à Brème, Leipzig, Breslau et Dresde.

Voici, pour les années 1884 et 1885, les sommes compensées dans ces Chambres de compensation (1).

	1884		1885	
	M.	Fr.	M.	Fr.
Cologne ..	554.940.000	693.675.000	561.811.000	702.263.750
Brème (2).	451.567.000	564.458.750	694.587.000	868.233.750
Leipzig ...	347.194.000	433.992.500	349.254.900	436.568.625
Stuttgart.	224.916.000	306.145.000	303.412.300	379.265.375
Breslau (3)	153.260.000	191.575.000	225.759.300	282.199.125
Dresde ...	81.690.000	102.112.500	87.251.700	109.064.625

(1) Gustave François. *Clearing-Houses et Chambres de compensation*, Lille, 1886. Bibl. Nat. 8° V. 9551.

(2) A partir du 7 avril 1884.

(3) A partir du 1^{er} mars 1884.

CHAPITRE VIII

CHAMBRES DE COMPENSATION DE L'AUTRICHE-HONGRIE

En Autriche, il existe deux Chambres de Compensation, toutes deux situées à Vienne, l'une pour les chèques et traites, l'autre pour les affaires de bourse (1).

1°. — La première a été créée le 2 mars 1872 ; mais antérieurement à cette date, et depuis 1864, une association existait déjà sous le nom *Saldo-Saale* entre la *Private Oesterreichische National-Bank* d'alors et deux autres banques (2).

C'était pour remédier à la circulation défectueuse qui existait alors en Autriche (et qui existe encore maintenant), que ces banques avaient formé une asso-

(1) *L'Economiste français* du 17 mai 1890. Article de M. Georges Michel sur les *Chambres de compensation (Clearing-Houses) en Europe et en Amérique*.

(2) *Dictionnaire des finances* de Léon Say, article de M. Auguste Arnauné sur les *Chambres de compensation*, Paris, 1887,

ciation pour compenser les sommes qu'elles devaient recevoir et payer, en un mot pour faire fonction d'un véritable *Clearing-House* (1).

Les soldes étaient payés par virements à la *Nationalbank* (2).

Cette institution, fondée en novembre 1864, a continué jusqu'au 2 mars 1872, c'est-à-dire jusqu'au moment où la Chambre de Compensation a commencé ses opérations.

La Banque d'Autriche, à laquelle a succédé en 1872, la Banque Austro-Hongroise, était déjà tenue, comme l'est maintenant cette dernière, de ne pas avoir une circulation dépassant de plus de 200 millions de florins le montant de son encaisse métallique (3).

Cette limitation légale du pouvoir d'émission de la Banque était parfois si gênante que, ainsi que nous venons de le dire, quatre grands établissements financiers parmi lesquels la *Private Oesterreichische National-Bank*, décidèrent, en 1864, d'échanger leurs créances.

De 1864 à 1871, ils apportèrent en moyenne par an, au *Saldo-Saale*, 387 millions de florins de valeurs, dont 38.74 p. % (soit 150 millions de florins) purent donner lieu à des compensations. Il convient de rap-

(1) Gustave François. *Clearing-Houses et Chambres de Compensation*, Lille, 1886. Bibl. Nat. 8° V. 9551.

(2) Dr Heinrich Rauchberg. *Die Entwicklung des Clearing-Verkehres*, etc... *Bulletin de l'Institut international de statistique*, 1886, 1^{er} vol. liv. 1 et 2.) Rome. 1886. Bibl. Nat. 4° G. 361.

(3) Voir le *Bulletin de statistique et de législation comparée du ministère des finances*, Paris. Imprim. Nat. N° de mai 1886. p. 573. Bibl. Nat. L^hc. 83 bis.

peler, toutefois, que ces 150 millions, montant des opérations totales, comprennent le débit et le crédit, de sorte que le mouvement réel n'est que de 75 millions de florins (2).

En février 1872, le *Saldo-Saale* devint le *Saldirungs-Verein* de Vienne. Cette Chambre de Compensation et de Virement (*Saldirende Institute*), comprenait alors 14 membres.

Aujourd'hui la Chambre de compensation de Vienne ne comprend plus que 10 banques associées.

De 1864 à 1872 (2 mars) voici quelles ont été les opérations effectuées au *Saldo-Saale* (1).

(1) *Bulletin de statistique* ...etc. Paris. Impr. Nat. N° de novembre 1886. Bibliothèque Nat. L⁵c. 83 bis.

(2) Dr Heinrich Rauchberg. — *Die Entwicklung des Clearing-Verkehres*, etc., (*Bulletin de l'Institut International de statistique*, 1886. Tome I, 1^{re} et 2^e livr.). Rome 1886. Bibl. Nat 4° G. 361.

	MONTANTS COMPENSÉS (1)		SOLDES PAR VIREMENTS	
	Fl.	Fr.	Fl.	Fr.
1864	27.752.000	55.504.000	12.789.000	25.578.000
1865	437.630.000	875.260.000	172.563.000	345.126.000
1866	396.560.000	793.120.000	161.098.000	322.196.000
1867	305.242.000	610.484.000	105.466.000	210.932.000
1868	467.321.000	934.642.000	192.657.000	385.314.000
1869	393.497.000	786.994.000	146.132.000	292.264.000
1870	333.637.000	707.274.000	129.154.000	258.308.000
1871	352.695.000	705.390.000	141.358.000	282.716.000
1872	81.723.000	163.446.000	33.094.000	66.188.000
2 Mars				

II°. — La seconde *Chambre de Compensation* autrichienne, qui porte le nom de *Wiener Giro-und Cassen Vereines* (Union des virements et caisses de Vienne), est une Société par actions au capital de 3 millions de florins, divisé en actions libérées de 200 florins chacune, fondée en 1872 pour une durée indéterminée. Son but principal est de faciliter, par des virements et compensations, la circulation des chèques et le règlement des affaires de bourse; elle se charge de l'exécu-

(1) Le florin papier est compté à 2 francs.

tion des ordres de bourse, de l'encaissement des lettres de change, chèques, mandats, coupons et valeurs ; reçoit des dépôts remboursables au moyen des chèques et virements, et emploie ses fonds disponibles à l'escompte des lettres de change et en prêts d'une durée maxima de 3 mois sur des titres cotés à la bourse de Vienne (1).

SECTION I

Chambre de Compensation de Vienne.

La *Chambre de Compensation* de Vienne (*Saldirungs-Verein*), dont les opérations ont commencé le 4 mars 1872, était, au 31 décembre 1885, composée des banques ci-dessous (2).

Österreichisch-Ungarische Bank (2).

Niederösterreichische-Escompte-Gesellschaft.

K. K. priv. Österreichische Credit-Anstalt für Handel und Gewerbe.

Anglo-Österreichische Bank.

Union Bank.

K. K. priv. Allgemeine Verkehrsbank.

Wiener Giro und Cassen-Vereines.

(1) *L'Economiste français*. 17 mai 1890. Article de M. Georges Michel sur les *Chambres de compensation (Clearing-Houses) en Europe et en Amérique*.

(2) Gustave François. *Clearing-Houses et Chambres de compensation*, Lille, 1886, Danel. Bibl. Mat. 8° V. 9551.

(3) Ancienne National-bank. (Loi du 27 juin 1878).

Allgemeine Depositen-Bank.

K. K. privilegirte Oesterreichische Landerbank.

Wiener Bank Verein.

Elle est conduite suivant les règles et règlements suivants :

Convention

Les associés qui, depuis le 1^{er} décembre 1864, fréquentaient la salle de solde de la *National Bank*, savoir :

Nationalbank,

Niederosterreichische Escompte Gesellschaft,

K. K. priv. Oesterreichische Credit-Anhalt für Handel

und Gewerbe,

et Anglo-Oesterreichische Bank,

décident que la salle de solde destinée à leurs réunions, s'appellera du nom de *Chambre de Compensation Vienneise*.

§ 1. — Les membres de la Chambre de Compensation viennoise (*Saldirende Institute*) apportent chaque jour d'opérations, les effets qu'ils ont en moins, payables le même jour, et désignés au § 2 ci-dessous, dans le susdit local pour échanges réciproques, non pour encaissement direct, et compensant le même jour le solde qui suit et qui est trouvé juste, en effaçant ou en inscrivant à leur compte par l'intermédiaire du bureau de virement (*Giro Abtheilung*) de la Nationalbank.

§ 2. — Sont admis aux échanges réciproques :

a) Les acceptations d'un membre de la Chambre de Compensation.

b) Les acceptations qui doivent être présentées à un membre de la Chambre, ou au domicile d'autres firmes.

c) Les lettres de change ou chèques sur un membre de la Chambre.

d) Les billets et bons de caisse d'un membre de la Chambre.

e) Les échéances des assignations hypothécaires partielles.

Les intérêts sur les bons de caisse échus, ou sur les échéances des assignations hypothécaires partielles, doivent être rendus évidents pour chaque simple effet sur les consignations qui s'y rattachent.

§ 3. — Sont membres de la Chambre (*Instituts Sol-dants*):

a) Priv. Oest. Nationalbank.

Niederöst. Escompte Gesellschaft.

K. K. priv. Oest. Credit Anstalt.

Anglo-Oesters. Bank.

b) Les Instituts de crédit viennois et Banques, qui sont en relations avec les Instituts et la Banque Nationale cités sous la lettre (a), qui fréquentent la réunion et ont accepté sa direction.

c) Les Instituts de crédit viennois et Banques qui,

dans la suite, sur leur désir exprimé, seront admis dans la Chambre de Compensation.

§ 4 — Chaque Institut soldant signe de sa firme la présente convention et s'oblige à observer dans toute son intégrité, non-seulement la susdite convention, mais aussi l'ordre des affaires de la Chambre de Compensation. A la fin de chaque année, chaque Institut peut se retirer, mais cette séparation doit être soumise au Comité, quatre semaines auparavant.

§ 5. — La Chambre sera constituée aussitôt que quatre des Instituts nommés au § 3 auront déclaré y adhérer (1).

§ 6. — La Chambre aura :

- a) Une réunion plénière.
- b) Un comité.

§ 7. — La réunion plénière se compose des mêmes Instituts soldants. Elle sera composée par un associé de chaque Institut ou un fondé de pouvoirs. La présence d'au moins $\frac{3}{4}$ de la totalité de tous les Instituts soldants est requise pour les dispositions définitives et résolutives d'une réunion plénière. Quand une réunion ou assemblée résolutive n'a pas abouti, une nouvelle assemblée est convoquée dans les 8 jours au plus tard qui, sans avoir égard au nombre des Instituts présents, est définitive et légitime.

§ 8. — L'assemblée plénière annuelle choisit dans son

(1) La Constitution fut faite le 25 février 1872.

sein le Comité (§ 9) pour l'année courante, et décide sur la prolongation de la Chambre pour l'année suivante, ainsi que sur tout changement de la présente convention ou ordre d'affaires demandé par un Institut soldant. De telles demandes avec leurs motifs doivent être envoyées par un écrit au Comité 8 jours avant la réunion plénière. Les choix et décisions de toutes les assemblées plénières se font par la majorité absolue des votes des assistants.

La première réunion plénière sera convoquée par les Instituts nommés dans le § 3, lettre (a) aussitôt que la Chambre de Compensation sera constituée (§ 5). Celle-ci choisit dans son sein le Comité en fonction jusqu'à la fin de 1872.

§ 9. — Le Comité se compose de cinq membres de la réunion plénière (§ 7). Il est en règle par la présence de trois membres fondés de pouvoirs ; il prend toutes les décisions à la majorité absolue des voix. Le Comité arrête toutes les dispositions nécessaires pour le fonctionnement des affaires, désigne le Contrôleur et l'Adjoint de la Chambre, surveille l'accomplissement de l'ordre des affaires, décide les différents importants entre le Contrôleur et un Institut soldant ainsi que toutes les annonces reçues dans la Chambre. Pour décider de la réception de nouveaux messagers ou membres dans la Chambre, la présence des cinq membres du Comité est requise. En janvier de chaque année, le comité convoque une réunion plénière, et lui donne avis des opérations de l'année.

§ 10. — Sur la demande écrite de 5 Instituts soldants, le Comité doit aussi dans le cours de l'année réunir une assemblée plénière extraordinaire. (1)

§ 11. — En cas de dissentiments graves entre le Comité et un Institut soldant, il faut, dans les trois semaines, au plus tard, convoquer une assemblée plénière extraordinaire.

§ 12. — Les Instituts soldants donnent au Comité les noms des soldants connus qu'ils destinent aux opérations, et munissent les soldants (*messagers*) d'une carte de légitimation. Les soldants sont autorisés à présenter réciproquement à l'échange des effets à suivre et à accepter, et à déposer les consignations de Compensation, chaque jour de réunion quotidienne sur le Giro Conto de l'Institut soldant, pour la Nationalbank.

§ 13. — Les erreurs dans l'échange des effets, ou les réclamations réciproques provoquées par les Instituts soldants, qui ne se rapportent pas à des erreurs de calcul, ou à la simple compensation journalière, doivent être communiquées aux Instituts soldants et aplanies par eux, sans qu'il soit nécessaire de recourir à l'arbitrage du Comité, ou d'une assemblée plénière.

§ 14. — Le Contrôleur ou son Adjoint à l'inspection a

(1) Le rapport de l'année et les résultats hebdomadaires de la Chambre de Compensation doivent être publiés conformément à une résolution prise dans la Réunion du 2 mars 1873.

la direction des effets d'échange et la préparation de la compensation journalière. Le Contrôleur surveille l'ordre et la bienséance dans le local, et doit avertir le Comité de ce qui pourrait les troubler.

§ 15. — A l'exception des personnes attachées à la Chambre de Compensation, ou des membres du Comité, l'entrée du local est interdite.

§ 16. — La Nationalbank accepte en compte que les Instituts soldants se font ouvrir au bureau de virement (*Giro Abtheilung*) :

a) L'argent comptant.

b). Les assignations de la Nationalbank ; les assignations hypothécaires partielles échues ; les lettres de change indiquées en paiement par le bureau de virement de la Nationalbank.

c). Les valeurs à l'escompte ou prêts de la Nationalbank.

d). L'actif des Instituts soldants provenant de la compensation quotidienne.

§ 17. — Chaque Institut soldant peut disposer de son avoir au Giro-Conto par :

a). Un endossement sur le *Conto* de la Chambre de Compensation.

b). Le report sur un autre *Folio-Giro* de la Nationalbank.

c). Par mandats (*chèques*).

§ 18. — Le soldant ne peut faire reporter cet avoir que sur le Conto de la Chambre de Compensation.

Toute autre disposition ne peut être donnée qu'à la condition qu'il en soit donné connaissance, dans ce but, au *Giro Abtheilung de la Nationalbank*.

§ 19. — Si l'avoir d'un Institut soldant, en compensant son solde du jour, n'atteignait passon passif, cet Institut donnera en supplément les fonds nécessaires, au plus tard à 3 heures après midi du même jour.

§ 20. — Les Instituts soldants supportent à part égale les frais pour chauffage, éclairage, installations et imprimés nécessaires, et ils s'en acquitteront à la fin de chaque année d'opération.

§ 21. — Cette convention et cet ordre du jour seront en vigueur provisoirement à partir du jour de l'installation de la Chambre Viennoise de Compensation, pendant 6 mois. A l'expiration de ce terme, une assemblée plénière décidera s'il faut apporter des changements à cette convention et à cet ordre du jour d'affaires.

Note.— La Convention, conclue en janvier 1872, a reçu plusieurs modifications dans l'assemblée plénière du 29 septembre 1872, changements dont on a déjà tenu compte dans le texte ci-dessus de la présente convention. Dans les assemblées plénières annuelles tenues d'année en année jusqu'à présent, la continuation de la Chambre de Compensation fut toujours décidée pour l'année suivante.

Remarque.— Dans l'assemblée plénière du 25 janvier 1880, il a été statué que la *Österreichische-Ungarische Bank*, comme faisant partie de la Chambre Viennoise de Compensation, conserverait toujours ce droit, et dénoncerait ses opérations pour la Chambre Viennoise de Compensation, comme précédemment toutes les huit semaines.

Règlement

§ 1. — Les membres de la Chambre Viennoise de Compensation (*Instituts soldants*), apportent à chaque jour d'affaires, les effets qu'ils ont entre les mains, payables le jour même, et désignés au § 2, dans le local indiqué, pour les échanges réciproques, non pour un encaissement direct, et compensent le jour même le solde trouvé en règle, en faisant un virement par le *Giro-Abtheilung de la Nationalbank* (1).

§ 2. — Sont destinés aux échanges réciproques.

a). Les acceptations d'un Institut soldant.

b). Les acceptations payables chez un Institut soldant ou au domicile d'autres firmes.

c). Les lettres de change (mandats, chèques), sur un Institut soldant.

d). Les bons de caisse échus d'un Institut soldant.

e). Les échéances des assignations hypothécaires partielles.

(1) Actuellement : *Österreichische-Ungarische Bank*.

Les bons de caisse payables et rapportant des intérêts d'un Institut soldant, ou les échéances des assignations hypothécaires partielles rapportant des intérêts, doivent être rendus évidents en chaque cas sur les consignations qui s'y rattachent.

§ 3. — Les Instituts soldants se font mutuellement connaître de quelles firmes, acceptations ou domiciles le paiement est assigné.

Note.— Dans la première assemblée plénière du 25 février 1872, il fut décidé d'abord de prendre connaissance des possesseurs de Giro-Conto. On admit également pour principe, que la Chambre de Compensation ne devait admettre en compensation que les échanges qui sont expressément indiqués comme payables par des Instituts qui font partie de la Chambre.

§ 4. — Chaque Institut soldant reçoit un numéro courant qui désigne les livres, les imprimés et tout ce qui est en usage dans la Chambre de Compensation.

§ 5. — Chaque Institut soldant envoie journellement à la Chambre de Compensation, selon les besoins, un ou deux messagers.

§ 6. — La surveillance de la Chambre, ainsi que la recherche et le rétablissement du bon ordre chaque jour de solde appartiennent au Contrôleur et à son Adjoint.

§ 7. — Les messagers (*soldants*) se rendent ponctuellement chaque jour, à 9 heures précises, pour être là dès l'ouverture de la séance.

Chaque soldant doit s'y rendre, même dans le cas où son Institut n'aurait aucun échange à traiter avec les autres Instituts.

§ 8. — Chaque messenger doit apporter avec lui, autant que possible, les lettres de change de son Institut, destinée à l'échange, acquittées. Elles doivent être accompagnées, pour chaque Institut soldant séparé, d'une consignation et d'un acte de réception. Dans les consignations, les échanges sont réglés d'après le tireur, mis en ligne de compte d'après le même, et additionnés dans leur ensemble. Les déclarations de réception doivent s'accorder avec les consignations, dans l'ensemble et le détail.

§ 9. — Chaque soldant donne aussitôt à l'adjoint un avis, sur lequel les échanges déposés ce jour à la Chambre concernant son Institut, sont séparés d'après les Instituts soldants et indiqués sommairement.

§ 10. — Après que les soldants auront pris les places qui leur auront été assignées, au signal de la cloche donné par le Contrôleur, on commencera à délivrer les échanges réciproques, de même que les consignations et pièces de réception, dans l'ordre prescrit par le Contrôleur.

§ 11. — Le soldant compare le montant des échanges

qui lui ont été remis avec les chiffres des consignations, et vérifie la somme totale exacte, par rapport aux chiffres des consignations et des pièces de réception. Après les avoir trouvés en règle ou y avoir fait les corrections nécessaires, (en dernier lieu sur la consignation, la pièce de réception et l'avis qui se trouve entre les mains de l'Adjoint), il estampille la pièce de réception avec la firme de son Institut, y appose son nom, et donne cette pièce au porteur des lettres de change. Avant d'avoir terminé, le soldant qui reçoit ne peut pas quitter la place de l'Institut soldant.

§ 12. — Sur le Journal ou Brouillon de chaque Institut, à la première ligne à côté de la firme de chaque Institut particulier, seront portées au crédit les sommes totales remises par chaque soldant à cet Institut ; au débit, au contraire, les sommes totales provenant des échanges faits par cet Institut aux soldants.

§ 13. — Après que le Controleur de la Chambre de Compensation a arrêté son premier bilan, il donne avec la cloche le signal de clôture, et, alors seulement, les soldants peuvent partir pour donner à leurs Instituts les échanges faits par compensation, pour le contrôle.

§ 14. — Les échanges des retours et les compensations définitives commenceront régulièrement et journalièrement à midi ; le 15 et à la fin de chaque mois, à 1 heure de l'après-midi ; à cette fin, les soldants doivent se rendre ponctuellement au local de la Chambre de Compensation.

Note. — En vertu d'une décision prise par l'assemblée plénière du 30 janvier 1876, il a été décidé que l'échange des retours ne se ferait plus, comme c'était le cas jusqu'à présent, à midi, mais à midi et demi. Pour le 15 et la fin du mois, l'heure reste, non changée, à 1 heure de l'après-midi.

§ 15. — Chaque soldant doit apporter avec lui, dans ce but, les consignations relatives aux échanges à lui confiés pour le solde, ensuite les retours, enfin les consignations et pièces de réception comme au § 8.

§ 16. — De même, le soldant doit remettre à l'ad-joint un avis détaillé sur qui sont les retours, comme au § 9.

§ 17. — Après que les soldants ont pris place, on s'occupe de la tradition réciproque des retours, comme au § 10.

Note. — Dans l'assemblée générale du 2 mars 1873, il fût résolu d'accepter de l'un des Instituts soldants les lettres de change non payées, en retour aux présents respectivement endosseurs desquels il y a lieu de recevoir une somme équivalente ou des chèques sur l'un des Instituts soldants.

Toutefois les lettres de change seront remises après entrée des chèques aux porteurs ou endosseurs.

§ 18. — Alors suit la compensation des retours, avec les consignations et état des pièces, les corrections né-

cessaires, l'estampille et la remise des pièces comme au § 11.

§ 19. — Chaque soldant porte aussitôt dans son Brouillon ou Journal à côté de la firme de l'Institut soldant en question, sur la seconde ligne, et à son crédit, la somme totale des retours remis au susdit Institut; et à son débit la somme totale des retours reçus de ce même Institut. Alors chaque soldant termine son Brouillon du jour, établit le solde et donne la feuille de bilan au Contrôleur.

§ 20. — Après que le Contrôleur a trouvé en ordre et rectifié les feuilles de bilan de tous les soldants, séparément, chaque soldant fait une disposition sur le Giro-Abtheilung et le Nationalbank pour compenser le solde de son Institut, y appose sa signature et la passe au Giro-Abtheilung de la Nationalbank.

§ 21. — Les soldants ou messagers ne peuvent quitter la salle que lorsque le Contrôleur aura fait connaître par un coup de cloche la clôture des affaires du jour.

§ 22. — Le Contrôleur et son Adjoint doivent veiller à ce que les soldants arrivent ponctuellement aux heures indiquées pour les opérations d'affaires et à ce que l'ordre pour la paisible compensation soit soigneusement observé. Les retards répétés et de notables désordres doivent être signalés par le Contrôleur au Comité.

Grâce aux minutieux détails que vient de nous donner le règlement, il sera facile de comprendre l'usage et le fonctionnement des divers imprimés en usage à la Chambre de Compensation de Vienne.

Avis d'Encaissement N° *Wiener Saldirungs-Verein*

..... Bank

du 189 remises effectuées

N°	Oe. W. Fl. ⁽¹⁾	Kr.

Pour les avis des retours, les feuilles imprimées sont disposées de la même façon, seulement en tête, à gauche, les mots : « *Avis d'Encaissement* » sont remplacés par : « *Avis de Retour* ».

(1) Abréviation de *Österreichischer Währung*, valeur autrichienne.

L'Adjoint se sert des avis d'Encaissement et des Avis des Retours pour établir la feuille suivante :

Wiener Saldirungs-Verein.

Remises faites le..... 189

N ^o	REMISE DE	PAYABLE PAR				TOTAL	N ^o
		N ^o 1 Est Ung Bank.	N ^o 2 Escompte Ges.	N ^o 3 Crédit Anst.	N ^o .0 Wiener Bank.		
1	Est Ung. Bank.						
2	Escompte Gesellsch.						
3	Crédit Anstalt. .						
4							
10	Wiener Bank.						
	Total						

Les lignes horizontales donnent le détail et le montant des valeurs, présentées par chaque Institut ; les

lignes verticales, ce que devait payer chaque Institut aux autres.

Bilan du Journal. Wiener Saldirungs-Verein.

Le.....189.....

Débit,

Crédit.

OEST. W. FL.	N ^o	OEST. W. FL.
.....		
.....	1 Oesterr. Ung. Bank ..	.....
.....		
.....	2 Niederöst Escompte Gesells.	.....
.....		
.....		
.....		
.....		
.....	Revirement. ....	.....
.....	Compensation .....	.....

Le contrôleur reçoit communication de la situation de chaque Institut au moyen du *ticket* suivant :

Vienne, le.....189.....

N^o.....

Débit Bank. Fl. Kr O. W.

Crédit — — —

Fl..... Kr. O. W. Solde débiteur au Wiener Saldirungs-Verein

Solde créiteur à..... Bank, Fl.....Kr. O. W.

On peut alors établir la balance générale :

Wiener Saldirungs-Verein.

Débit.

Crédit.

OEST. W. FL.	N°		OEST. W. FL.

Vienne, le le 189.....

Formules de Virement :

BANQUES CRÉDITRICES :

Au Giro-Abtheilung de la Oesterr.-Ung. Bank.

Nous vous prions de créditer notre compte-courant :

Fl.....Kr. nous disons Florins.....

.....en Oesterr. Währung

à la charge du compte de virement Wiener-Saldirungs-Verein.

Vienne, le.....189....

Vu : Bank

.....

.....

Contrôleur du Wiener Saldirungs-Verein

Soldant

BANQUES DÉBITRICES :

Au Giro-Abtheilung de la Oesterr.-Ungarr. Bank

Nous vous prions de transférer de notre compte-
courant :

Fl..... Kr., nous disons Florins
..... en Oesterr. Wahrung
pour notre compensation de ce jour, au compte de vi-
rement du Wiener Saldirungs-Verein,

Vienne, le..... 189.....

Vu : Bank

.....

Contrôleur du Wiener Saldirungs-Verein

Soldant

Statistique ⁽¹⁾

NOMBRE ET CAPITAL ACTIONS DES BANQUES formant le Wiener Saldirungs-Verein				
1872....	14	Fl	253.800.000	Fr. 507.600.000
1873....	13		266.800.000	533.600.000
1874....	13		222.300.000	144.600.000
1875....	12		215.072.000	430.144.000
1876....	10		191.800.000	383.600.000
1877....	8		180.600.000	361.200.000
1878....	8		180.600.000	361.200.000
1879 ...	8		183.600.000	367.200.000
1880....	8		183.600.000	367.200.000
1881....	9		233.425 000	466.850.000
1882....	9		233.425.000	466.850.000
1883....	10		258.425.000	516.850.000
1884....	10		258.425.000	516.850.000
1885....	10		261 225.000	522.450.000

(1) Dr Heinrich Rauchberg. *Die Entwicklung des Clearing-Verkehres...*, etc. (*Bulletin de l'Institut International de statistique* 1886. Tome 1^{er}, 1^{re} et 2^e livr.). Rome, 1886. Botta Bibl. Nat. 4^o G. 361.

	Sommes compensées.		Soldes passées par virements	
	Fl.	Fr.	Fl.	Fr.
1872	523.172.966	1.046.345.932	192.114.978	384.283.956
1873	732.256.362	1.464.512.724	273.534.927	547.069.854
1874	557.517.260	1.115.034.520	201.370.127	402.740.254
1875	508.091.345	1.016.182.690	171.563.982	343.127.964
1876	542.186.261	1.084.372.522	193.461.535	386.923.070
1877	648.717.721	1.297.435.442	233.812.733	467.625.466
1878	627.380.385	1.254.760.770	220.155.819	440.311.638
1879	574.866.258	1.149.732.516	173.523.859	347.047.718
1880	559.082.675	1.118.165.350	166.951.090	333.902.180
1881	557.702.725	1.115.405.450	175.126.302	350.252.604
1882	524.777.337	1.049.554.674	179.946.953	359.893.906
1883	613.157.862	1.226.315.724	220.569.579	441.139.158
1884	631.872.744	1.263.745.488	245.068.646	490.137.292
1885	514.622.793	1.029.245.586	199.289.932	398.579.864

	PARTS PROPORTIONNELLES DES	
	COMPENSATIONS	VIREMENTS
	P. %	P. %
1872...	63.27	36.73
1880...	70.14	29.86
1885...	61.27	38.73

Le total des opérations du *Saldirungs-Verein* de Vienne, pendant la période 1872-1885, s'est élevé à 8.1 milliards de florins valeur autrichienne dont 5.2 milliards (soit 64.92 p. %) ont donné lieu à des compensations et 2.8 milliards (soit 35.8 p. %) ont été soldés au moyen de virements sur la Banque Austro-Hongroise (1).

SECTION II

Wiener Giro-und-Cassen-Vereines.

Au début de ce chapitre, sur les *Chambres de Compensation* d'Autriche, nous avons déjà dit quelques mots sur cette institution qui vise également à épargner les déplacements de capitaux au moyen de virements d'écritures et d'échanges de chèques et autres effets. Son action ne s'étend pas seulement sur les transactions de bourse, mais sur toutes les affaires en général.

(1) *Bulletin de Statistique et de Législation comparée* du Ministère des Finances. Paris, nov. 1886, p. 556, Bibl. Nat. L⁵ c. 83 bis.

Nous répétons que la *Wiener Giro-und-Cassen-Vereines* (Union des virements et caisses de Vienne), est une Société par actions, au capital de 3,000,000 de florins, divisé en actions libérées de 200 florins chacune, fondée en 1872 pour une durée indéterminée. Son but principal est de faciliter, par des virements et compensations, la circulation des chèques et le règlement des affaires de bourse (1).

Cette Société se charge de l'exécution des ordres de bourse, de l'encaissement des lettres de change, chèques, mandats, coupons, valeurs, etc..., elle reçoit des dépôts remboursables au moyen de chèques et virements, et elle emploie ses fonds disponibles à l'escompte des lettres de change et en prêts, d'une durée maxima de 3 mois sur des titres cotés à la bourse de Vienne.

Après les prélèvements ordinaires en faveur des actionnaires, du conseil d'Administration et pour la réserve, une certaine partie des bénéfices est attribuée aux titulaires des comptes de virement (2).

La Société reçoit des dépôts de titres et valeurs à des conditions déterminées; elle reçoit aussi des dépôts fermés (objets précieux renfermés dans des caisses ou paquets cachetés et scellés), moyennant un droit de garde variable avec la nature et la durée du dépôt.

(1) *L'Economiste français* du 17 mai 1890, Paris. Article de M. Georges Michel sur les *Chambres de Compensation (Clearing-House) en Europe et en Amérique*.

(2) Gustave François. *Clearing-Houses et Chambres de Compensation* 1886. Lille. Bibl. Nat. 8° V. 9551.

La *Wiener Giro-und-Cassen-Vereines* ouvre des comptes de virement (*Giro Conto*) aux personnes ou sociétés qui en font la demande, mais aucun compte n'est ouvert sans une mise spéciale qui doit rester comme reliquat pendant toute la durée du compte, et dont l'importance est fixée par le Conseil d'Administration. Chaque possesseur de *Giro-Conto* reçoit un carnet de chèques ; à l'exception des banques représentées au *Saldirungs-Verein*, tout titulaire d'un *Giro-Conto* est tenu de faire ses paiements par la *Wiener-Giro-und-Cassen-Vereines* et peut faire encaisser par son entremise les lettres de change, mandats, chèques, etc..., qui lui sont remis.

La Société se charge aussi, en faveur des titulaires de *Giro-Conto*, du règlement de toutes opérations de bourse, de façon à les dispenser de tout service de caisse.

Le chiffre des compensations effectuées ainsi est considérable, résultat direct des facilités de tous genres offertes aux titulaires des *Giro-Conto*. En fait, la *Wiener Giro-und-Cassen-Vereines* est pour les affaires de Bourse ce qu'est la Chambre de Compensation de Vienne pour le règlement des effets et chèques (1).

(1) Gustave François. *Clearing Houses et Chambres de Compensation* 1886. Lille. Bibl. Nat. 8° V. 9551.

Compensation par Virements (1)

Du 1 ^{er} juillet		
1872	Fl. 2.296.598.351	Fr. 4.593.196.702
1873	2.364.318.630	4.728.737.260
1874	1.264.909.523	2.529.819.046
1875	1.419.742.953	2.839.485.906
1876	1.490.702.854	2.981.405.708
1877	2.372.207.887	4.744.415.774
1878	2.759.452.877	5.518.905.754
1879	4.247.977.521	8.495.955.042
1880	5.576.036.411	11.152.072.822
1881	7.668.904.167	15.337.808.334
1882	5.571.638.178	11.143.276.356
1883	4.681.401.392	9.362.802.784
1884	5.103.388.051	10.206.776.102
1885	4.330.910.890	8.661.821.780

(1) Dr Heinrich Rauchberg. *Die Entwicklung Der Clearing-Verkeres.* etc., (*Bulletin de l'Institut international de statistique*. Tome I^{er}; 1^{re} et 2^e livr.) 1886. Rome. Bibl. Nat. 1^o G.361.

Voici, pour quelques années, le nombre des comptes qui furent ouverts au 31 décembre.

ANNÉES	NOMBRE DES COMPTES ouverts au 31 décembre
1872	124
1875	224
1880	525
1881	621
1884	1.044
1885	990

Le tableau suivant donne la part de la Wiener-Giro-und-Cassen-Vereines dans les opérations de la Chambre de Compensation.

1872	Fl.	15.933.524	Fr.	31.867 048
1873		49.207.439		98.414.878
1874		42.822.906		85.645.812
1875		50.737.316		101.474.632
1876		81.315.815		162.631.630
1877		108.567.920		217.135.840
1878		117.903.765		235.807.530
1879		135.258.847		270.517.694
1880		135.777.473		271.554.946
1881		138.600.084		277 200.168
1882		124.366.761		248.733.522
1883		134.815.200		269.630.400
1884		158.987.050		317.974.100
1885		138.808.387		277.616.774

En 1885, le total des opérations de virement se décompose comme suit :

Recette :	
Avoir des comptes-courants.	7.2 millions de florins.
Compensations par encaissements d'espèces	465.1 »
Compensations par encaissements de traites et effets..	698.8 »
Compensations par remise d'effets	999.8
Ensemble	2,170.5 millions de florins.
Dépense :	
Compensations par paiement de chèques	1,003.9 millions de florins.
Compensations par paiement de traites et mandats....	117.5 »
Compensations par remises d'effets	1,038.8 »
Ensemble	2,160.3 millions de florins.

SECTION III^e

La Caisse d'Epargne Postale d'Autriche (1).

Créée par une Loi du 28 mai 1885 (2) cette institution a été autorisée ensuite à exécuter une série d'opérations de banque qui toutes ont pour objet de diminuer les mouvements de fonds.

Tout porteur de livret, ayant un avoir de 100 florins au minimum, peut charger la Caisse de recevoir des versements, d'encaisser des bons ou mandats de la Poste pour son compte, et de délivrer des mandats sur son crédit. En outre, il peut charger la Poste d'encaisser les mandats pris au nom d'une personne, ce qui revient à faire créditer le bénéficiaire pour la somme qui s'y trouve indiquée. Enfin, s'il remet des coupons de la Dette Autrichienne à la caisse, celle-ci en inscrit le montant sur son livret (3).

Le porteur du livret peut aussi tirer sur la *Caisse d'Epargne Postale d'Autriche* des chèques spéciaux, transmissibles par voie d'endossement et payables après 14 jours de vue au maximum ; il peut encore remettre un chèque à la Caisse avec indication de la personne autorisée à s'en faire payer le montant, ou bien avec demande d'envoi d'un bon de poste à

(1) *Bulletin de statistique et de législation comparée*. Paris, 1886 Novembre, p. 566 Bibl. Nat. L^s c. 83 bis.

(2) Voir le *bulletin* de mai 1885, p. 607.

(3) En Belgique, la Poste paie aussi les coupons. Voir le *bulletin* d'octobre 1883, p. 444.

cette personne. Et si le bénéficiaire est en compte avec la Caisse, l'opération donne lieu à un simple virement d'écritures.

Dans certaines parties du territoire, où le chèque n'est pas encore vulgarisé, les déposants ne sont pas mis en possession d'un carnet de chèques ; on leur remet des « *chèques garantis* », qui représentent une partie spéciale de leur avoir.

La Caisse jouit de la franchise postale ; les dépôts sont exemptés de l'impôt sur le revenu et sont insaisissables.

Les deux tableaux suivants concernent les opérations de paiement et de virement effectuées par la Caisse d'Épargne Postale depuis 1883.

Versements

Années	Nombre des participants dans les mouvements des		MOUVEMENT DES				MOUVEMENT	
			Paieiments		Virements		TOTAL	
	Chèques	Virement	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
				millions milliers de fl.		millions de fl.		millions de fl.
1883.	167	»	1	0.3	»	»	1	0.3
1884.	2,353	1,283	145	44.6	4	1.6	149	46.2
1885.	4,357	3,450	1,138	223.5	116	40.3	1,255	263.8
1886 (9 mois)	2,879	2,074	1,668	266.3	195	70.3	1,863	346.6
Ensemble	9,756		2,952	534.8	315	112.2	3,268	647.0

Remboursements

ANNÉES	MOUVEMENT DES				MOUVEMENT	
	Paieiments		Virements		TOTAL	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
	milliers	millions de fl.	milliers	millions de fl.	milliers	millions de fl.
1883	1	0.2	»	»	1	0.2
1884	116	39.6	4	1.6	120	41.2
1885	478	211.9	116	40.3	594	252.3
1886 (9 mois)	509	256.9	195	70.3	704	327.2
Ensemble	1,104	508.6	315	112.2	1,419	620.9

Les opérations totales de paiement et de virement de bons, mandats et chèques se décomposaient donc, à la fin de septembre 1886, comme suit :

Recettes : 647,0 millions de florins

Dépenses : 620,9 »

Excédent des recettes sur

les dépenses : 26.1 »

En ajoutant à cette somme le solde des dépôts ordinaires reçus par la Caisse d'Épargne Postale, jusqu'au 30 septembre 1886, soit 10.2 millions de florins, on voit que le passif de cette institution s'élevait alors à 36.3 millions de florins.

Le mouvement des chèques, classés suivant leur valeur, s'établit de la manière suivante :

Chèques	Parts de chaque catégorie
Au-dessous de 5 florins	4.6 p. %
de 5 à 20 »	15.8
— 20 à 50 »	20.0
— 50 à 100 »	17.1
— 100 à 200 »	11.9
— 200 à 300 »	7.1
— 300 à 400 »	4.0
— 400 à 500 »	3.2
de 500 et au-dessus	13.3
Total	100 0

Sur : 1.000 chèques mis en circulation,
867 concernaient des sommes inférieures
à 500 *florins*.

Et : 133 des sommes s'élevant à plus de 500 *flor.*

On redoutait un moment que la Caisse d'Épargne ne fît concurrence au service purement postal des bons, mandats et autres articles d'argent ; mais il n'en a rien été. Le trafic de l'ancienne administration n'a, paraît-il, pas cessé de progresser.

CHAPITRE VIII

CHAMBRES DE COMPENSATION DE L'ITALIE

L'article 22 de la loi du 7 avril 1881 sur l'abolition du cours forcé a édicté la création des *Chambres de Compensation* en Italie (1).

Un décret royal du 19 mai 1881, rendu en exécution de la loi du 7 avril 1881, a fixé les villes où ces institutions doivent fonctionner (2). Il avait déclaré que des Chambres de Compensation seraient fondées à Rome, Naples, Milan, Turin, Venise, Florence, Gênes, Palerme, Bologne, Messine, Catane, Bari et Cagliari. Le règlement doit en être approuvé par le Ministre de l'Agriculture et du Commerce.

(1) Dr Heinrich Rauchberg. *Entwicklung des Clearing-Verkehres... etc.* (*Bulletin de l'Institut international de statistique* 1886. Tome 1^{er}, 1^o et 2^o livraison). Rome, 1886. Bibl. Nat. 4. G 361.

(2) *Dictionnaire des finances* de Léon Say. Paris. 1887. Article de M. Auguste Arnauné sur les *Chambres de compensation* (*Clearing-House*).

Mais les Chambres de Rome, Milan, Gênes, Bologne, Florence et Catane, ont seul commencé leurs opérations (1).

La plus importante de ces six Chambres est Milan, car les autres établissements n'ont que peu d'importance et ne semblent pas en général tendre à un rapide accroissement.

En dehors de ces six Chambres de Compensation, nous devons mentionner celle de Livourne qui est très ancienne, antérieure au décret royal du 19 mai 1881, et qui est la plus importante avec celle de Milan.

Les représentants du Trésor Public, des Banques d'émission, des Caisses d'Epargne, des Banques populaires, etc..., doivent faire partie de ces *Chambres de Compensation*.

Voici la répartition du mouvement d'affaires de ces établissements en 1885 (2).

(1) *L'Economiste Français* du 17 mai 1890, Paris. Article de M. Georges Michel sur *les Chambres de Compensation (Clearing-House), en Europe et en Amérique*.

(2) *Bulletin de statistique et de législation comparée* Livraison de nov. 1886, Paris Article sur *les Clearing-Houses*. Bibl. Nat. Lc. 83 bis.

Opérations	Livourne	Gênes (1)	Milan	Rome (2)	Bologne	Catane	Florence
— Millions de francs —							
Compensations	1,304	282	4,014	3	22	58	443
Paiements	154	»	634	»	9	6	82

(1) Le solde est payé en mandats sur la Banque Nationale.

(2) Le solde est porté aux Comptes-Courants ouverts aux ayants droit dans les différentes Banques d'Emission.

Les compensations montent à 5.856 millions de francs et les paiements à 885 millions de francs. Mais il paraît que les Chambres de Compensation de Milan et de Catane font figurer le débit et le crédit dans le résultat de leurs opérations ; le montant total des échanges de valeurs en Italie ne s'élèverait donc en réalité qu'à près de 4 milliards (1).

La proportion des paiements, par rapport au total des opérations, ressort à 15.12 p. „.

D'après le décret royal du 19 mai 1881, l'administration des *Chambres de Compensation* doit être confiée à des Associations, formées entre les Institutions de Crédit et les Banquiers, et sous la surveillance des Chambres de commerce et chaque Chambre de Compensation aura, ainsi que nous l'avons déjà dit, un

(1) *Bulletin de statistique* du Ministère des finances. Nov. 1886. Paris. Imprim. Nat. Bibl. Nat. L. n. c. 83 bis.

règlement particulier, approuvé par le Ministre de l'Agriculture et du Commerce.

Parmi les Chambres de Compensation en Italie, nous devons mentionner la très ancienne Chambre de Livourne, qui a une organisation tout-à-fait spéciale (1) :

Plusieurs caissiers, représentants les négociants de la ville, sont chargés du service ; ils tirent des chèques l'un sur l'autre, et établissent les compensations entre caissier et caissier, de sorte que, pour ce qui se rapporte aux liquidations, chaque article du passif des livres d'un caissier figure à l'actif dans les registres d'un autre caissier. Il s'ensuit que le total des liquidations donné par les situations de la Chambre de Livourne doit être réduit à la moitié.

Cette Chambre ne comprend que les commerçants et les banquiers les plus importants de l'endroit ; mais, comme les autres négociants s'adressent habituellement aux caissiers de la Chambre pour leurs recettes et leurs paiements, on peut dire que la partie la plus considérable du mouvement commercial de la place de Livourne va aboutir à la Chambre de Compensation.

En effet, dans le premier semestre de 1883, les liquidations de cette Chambre ont atteint la somme de 462 millions de francs. Dans ce maniement, il n'est entré que 68 millions de numéraire, soit 14 %.

(2) *L'Economiste Français*, du 13 Octobre 1883. — Lettres d'Italie. *Les chambres de compensation en Italie*. Rome, 7 Octobre, 1883. (Correspondance particulière). Bibl. Nat. f^o R. 2.

Les *Chambres de Compensation* d'Italie peuvent se classer en deux groupes. Le premier comprend celles de Rome et de Gênes, qui sont fermées aux banquiers particuliers et aux simples négociants, ayant résolu de n'admettre comme associés que les Institutions de Crédit (1).

La Chambre de Rome demande, de plus, que ces Institutions de crédit aient un capital versé d'au moins un million de francs, et la Chambre de Gênes est encore plus difficile ; car elle a décidé d'exclure toutes les Institutions de Crédit ne résidant pas dans la ville depuis deux ans, et s'adonnant aux arbitrages et aux affaires commerciales et industrielles.

L'autre type, adopté à Milan, à Florence, à Bologne et à Catane, est fondé sur le principe que les Chambres de Compensation doivent être ouvertes à tout le monde et qu'on ne doit faire aucune différence entre les Etablissements Publics, les Institutions de Crédit ayant adopté la forme de l'anonymat, et les simples particuliers adonnés à l'exercice de la banque, du commerce ou de l'industrie.

Mais, de toutes les Chambres de Compensation en Italie, les plus intéressantes sont celles de Milan et de Gênes, qui nous offrent le moyen de faire une comparaison instructive.

Milan est peut-être la ville la plus industrielle du Nord de l'Italie ; en dehors des banques d'émission, elle possède deux établissements de crédit d'une im-

(1) *L'Economiste Français* du 13 oct. 1883. — Lettres d'Italie. — (Correspondance particulière). — Rome, 7 oct. 1883. *Les chambres de compensation en Italie*. Bibl. Nat. f° R. 2.

portance hors ligne, c'est-à-dire la Caisse d'Epargne de Lombardie (290 millions de dépôts) et la Banque populaire (40 millions de dépôts); elle est le centre le plus considérable du commerce de la soie grège et moulignée.

Toutefois, Milan est loin d'égaliser la situation économique de Gênes, soit du premier port commercial de l'Italie, dont les armateurs possèdent la moitié du tonnage de la marine marchande italienne (500,000 tonnes environ), dont l'industrie et le commerce, enfin, sont très développés.

Eh bien ! non-seulement il y a un écart énorme entre les liquidations accomplies aux deux Chambres de Compensation de Milan et de Gênes, mais on remarquera aussi ce phénomène, qui pourrait paraître singulier, que le mouvement assez considérable de la Chambre de Milan est en train de se développer, tandis que les opérations très exigües de la Chambre de Gênes sont absolument à l'état stationnaire.

Mais ce phénomène n'est que le résultat naturel des différences que nous venons de signaler entre ces deux Chambres de Compensation de Milan et de Gênes. La Chambre de Gênes appartient au type fermé ; elle végète, tandis que celle de Milan, ouverte à tout le monde, même aux simples particuliers, se développe chaque jour. Tel est le résultat de la liberté.

SECTION I^{re}.

Chambre de Compensation de Milan.

La *Chambre de Compensation* de Milan ne borne pas son rôle à la compensation stricte des Etablissements étudiés jusqu'ici. Comme le disait une relation de la Chambre de Compensation présentée à la Chambre de Commerce de Milan en mai 1883, le système anglais « de pure compensation..... est le couronnement d'un édifice que seul un peuple intelligent et actif peut construire » ; tandis que le système de Livourne est à la portée de tous.

C'est sur cette dernière base qu'est établie la *Chambre de Compensation* de Milan. Outre la compensation ordinaire, cette Chambre encaisse et paie encore les billets domiciliés chez elle, les délégations, chèques, bons du Tré-or..., etc.

La Chambre de Compensation de Milan est donc en quelque sorte une annexe de toutes les banques et maisons de commerce de la ville de Milan.

Statuts

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1^{er}. — Les Instituts de crédit, les banquiers et les négociants de la ville de Milan qui, invités au profit de la Chambre de Commerce, déclareront consentir aux présents statuts, sont constitués en Association pour le fonctionnement de la Chambre de Compensation, moyennant un délégué désigné *ad hoc*.

Art. 2. — Les associés contribueront à toutes les dépenses provenant du fonctionnement de la Chambre par une cotisation annuelle payable d'avance et qui doit être déterminée.

CHAPITRE II

DE LA SURVEILLANCE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

Art. 3. — La Chambre de Commerce maintient l'observation des statuts et du règlement de la Chambre au moyen d'un délégué, lequel préside les réunions des associés et les séances du Conseil de vigilance.

CHAPITRE III

DE LA RÉUNION GÉNÉRALE DES ASSOCIÉS

Art. 4. — L'association sera réunie en assemblée ordinaire en janvier de chaque année, et extraordinaire chaque fois que la Chambre de Commerce ou le Conseil de vigilance le croiront nécessaire.

La réunion aura pour Président et pour Secrétaire le Président et le Secrétaire du Conseil de vigilance.

Art. 5. — L'association réunie en assemblée ordinaire nomme les membres qui, de concert avec le délégué de la Chambre de Commerce, composent le Conseil de vigilance.

La nomination des membres du Conseil est faite par scrutin secret à la majorité des votes.

Les membres du Conseil sont renouvelables par tiers chaque année; les sortants peuvent être réélus.

Si, durant la séance, un des membres nommés venait à se désister, on proclamera à sa place celui qui aura obtenu le plus de voix à la suite de ceux qui auront déjà été élus et proclamés.

Art. 6. — Pour la validité des délibérations d'une assemblée, il faut la présence d'au moins un quart des associés. Le nombre légal manquant dans la première réunion, on en convoquera une seconde qui devra avoir lieu dans les huit jours. Les délibérations

prises dans celle-ci seront valables, sans avoir égard au nombre des participants.

CHAPITRE IV

DU CONSEIL DE VIGILANCE

Art. 7. — Le Conseil de vigilance est composé du délégué de la Chambre de Commerce qui en est le Président naturel et de six membres élus par l'Assemblée.

Le Conseil nomme un Secrétaire.

Si un ou plusieurs membres, viennent à manquer par suite de démission ou de décès, le Conseil appelle pour les remplacer les associés qui, dans la dernière assemblée générale, auront obtenu le plus grand nombre de votes.

Les conseillers ainsi appelés resteront en charge pendant le reste du temps que les sortants auraient dû rester.

Art. 8. — Le Conseil de vigilance se réunit ordinairement chaque trimestre, et, extraordinairement, à la demande du délégué de la Chambre de Commerce, ou de deux membres du Conseil. Les réunions ont lieu dans les locaux de la Chambre de Commerce.

En cas d'absence du Président, il est remplacé par le Président de la Chambre de Commerce, ou par un des Conseillers par lui délégué.

Pour que les résolutions du Conseil soient valables, il faut la présence d'au moins trois Conseillers, outre le Président.

En cas d'égalité de vote, le vote du Président prévaut.

Dans les séances ordinaires, on établit, par tirage au sort, le tour des Conseillers qui doivent présider les opérations de compensation, selon l'esprit de l'Art. 4 du règlement.

On décide l'admission de nouveaux associés.

D'après le rapport du délégué de la Chambre de Commerce, on prend acte de l'exclusion des associés dans les cas prévus par le règlement.

On détermine le montant que chaque associé doit payer.

On présente à l'assemblée ordinaire des associés le compte annuel sur la gestion de la Chambre.

On procure le cours régulier de Chambre et l'exact accomplissement des obligations prises par ceux qui en sont chargés, sans heurter ou attaquer la responsabilité personnelle de quelqu'un de ses membres.

A l'échéance de chaque contrat, le Conseil en procure le renouvellement; on prend parfois un autre arrangement opportun, sauf l'approbation des associés et de la Chambre de Commerce.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 9. — La Chambre de Commerce, en vertu d'une résolution de l'Assemblée générale des banquiers et des négociants, prise le 25 octobre 1881, a la faculté de

stipuler avec la Banque Nationale du Royaume d'Italie la convention annexée pour l'acceptation du service de la Chambre de Compensation. La convention et le règlement y annexé sont déclarés parties intégrantes des présents statuts et dureront deux ans ; les associés qui y adhèrent y sont obligés pendant deux ans.

Art. 10. — Les contributions que paieront les associés seront :

Une taxe fixe de 50 livres l'an, et autant pour cent par an sur la somme des opérations faites dans le courant de l'année.

Ou des abonnements fixes qu'établira le Conseil de vigilance.

L'ensemble de ces contributions est dû à la Banque Nationale jusqu'à concurrence de la somme qui sera nécessaire pour compenser les dépenses de l'exercice. Les restes éventuels serviront à constituer un fonds de réserve.

Art. 11. — A la fin de la première et de la seconde année, on tirera au sort pour connaître les deux membres du Conseil de vigilance qui doivent sortir de charge; ensuite la cessation des autres se fera d'après l'ancienneté, selon l'ordre de nomination.

RÈGLEMENT

*Pour la Chambre de Compensation de Milan exercée
par la Banque Nationale.*

1. -- Aux termes de la convention faite à Milan entre la Chambre de commerce et les représentants de la Banque Nationale du Royaume d'Italie, en date du 16 janvier 1882, l'Institut de la Chambre de Compensation de Milan fut adopté par la susdite banque.

2. — Les institut de crédit, les banquiers, les négociants, les industriels et les agents de change admis à faire partie de l'association par la Chambre de Compensation, conformément aux règles des statuts, ont droit de faire dans la même Chambre les opérations de compensation, d'encaissement et de paiement établies dans le présent règlement.

3. — La Chambre de Compensation fonctionne tous les jours non fériés, en deux séances : la première de 10 heures à midi, la seconde de 1 heure et demie à 2 heures et demie du soir. Le premier et le dernier de chaque mois, la première séance commence à 9 heures, la seconde se termine à 3 heures du soir, sauf les modifications qui seront reconnues nécessaires, selon les accommodements pris ou prévus avec la Banque Nationale.

La première séance est destinée spécialement à la présentation des remises (*recapiti*) à payer et à recevoir pour le compte des associés ; la seconde, aux opérations de compensation, d'encaissement et de paiement, et aux accreditifs de fin.

4. — L'office de la Chambre de Compensation est composé d'un Directeur nommé par la direction générale de la Banque Nationale et du personnel nécessaire pour la prompte expédition de toutes les opérations.

Un membre du Conseil de vigilance intervient par tour, à la Chambre pour surveiller l'exécution du présent règlement.

5. — La Chambre de Compensation se charge, pour le compte de chaque associé :

a) De compenser, jusqu'à concurrence de la contrepartie, le doit et l'avoir résultant des distincts (**distinta**) (**Modèle A**) présentés par chacun d'eux.

b) D'exiger les effets domiciliés à la Chambre, à elle consignés avec les mêmes distincts, pour lesquels il n'y aurait pas lieu à compensation par défaut de contrepartie.

c) De payer, jusqu'à concurrence des fonds encaissés, les effets domiciliés à la Chambre, lesquels pour le motif susdit ne pourraient pas être compensés.

d) D'accréditer chacun des associés près de l'Institut par eux indiqué pour les sommes dont ils resteront crédateurs à la fin de la seconde séance.

e) D'exiger, pour le compte des associés, les liquidations mensuelles des fonds publics de l'État et de toutes

les valeurs privées qui sont admises à la cote à la Bourse de Milan, recevant et payant les différences y relatives.

6. — Les associés qui ne se présentent pas en personne à la Chambre, et désirent y déléguer d'autres pour leur compte en tout ce qui n'implique pas l'acquiescement ou la libération, peuvent déléguer et faire connaître au représentant de la Banque Nationale les personnes par eux chargées de les représenter. Pour les acquits et libérations, il faut une procuration régulière.

Les associés et leurs fondés de pouvoirs ou délégués donnent leur propre signature dans un livre *ad hoc*.

L'entrée de la Chambre de Compensation est permise aux associés, à leurs fondés de pouvoirs, ou délégués, et aux non associés qui ont des remises (*recapiti*) à exiger au domicile de la Chambre.

Toutes les délégations et les procurations communiquées à la Chambre sont, par elle, considérées valables jusqu'à l'expiration du jour et de l'heure, où on lui annoncera par écrit qu'elles ont cessé d'être en vigueur.

7. — Les associés présentent à la Chambre de Compensation, dans la première séance, un distinct en double exemplaire signé par eux, comprenant les effets, factures, billets à ordre, reçus, rentes et chèques, à payer et à recevoir pour leur compte respectif, et y joignent les remises (*recapiti*) qui doivent être exactes.

Les reprises doivent être acquittées par le présentateur, et être présentées le jour de l'échéance.

Le susdit distinct (**Modèle A**), est divisé en 2 parties. A gauche, sont indiqués les distincts à payer; à droite, ceux à recevoir.

Si le montant des distincts à payer surpasse celui des distincts à recevoir, le présentateur doit compenser par un versement à la Banque Nationale, pour le compte de la Chambre de Compensation, le manque d'équilibre éventuel à sa charge.

La Chambre retourne à l'associé un des deux exemplaires du distinct signé par le représentant de la Banque, pour valoir comme reçu des remises consignées pour l'encaissement.

8. — Dans ces distincts peuvent être compris des effets (*lettres de change*), sur un négociant étranger. Le *présentateur cédant* les enregistre à son actif, substituant à l'indication de l'acceptant ou du domiciliataire celle de la maison de commerce qui doit les retirer, et en indiquant la somme en valeur étrangère et le taux du change établi, et dans la colonne des sommes à encaisser, le produit en liras italiennes; le *présentateur cessionnaire* les enregistre à son débit, en substituant l'indication du cédant à celle de l'acceptant ou domiciliataire, et en signant lui aussi la somme en valeur étrangère, le taux du change et le produit en liras italiennes. Ces lettres de change peuvent être consignées à la Chambre, endossées en faveur du cessionnaire; si les lettres de change sur l'étranger sont

vendues à une maison de commerce non associée à la Chambre, celle-ci examine l'exactitude de l'import au moyen de la Banque Nationale et pour le compte du cédant présentateur.

Peuvent aussi être compris les billets semestriels, payables sur place. Ces billets devront être accompagnés des distincts prescrits et respectifs.

9. — La Chambre de Compensation, par le fait du retirement des distincts et des remises décrites dans ces distincts n'assume aucune responsabilité pour les irrégularités de toute nature qu'on trouverait dans les remises. De ces irrégularités devront toujours répondre les présentateurs des distincts envers le créiteur par la compensation survenue.

10. — La confrontation des distincts étant faite avec les remises à recevoir, les effets et les factures doivent être arrangés immédiatement en ordre alphabétique par acceptants ou domiciliataires et en ordre de sommes. Doit être écrit dans le débit du *distinct A*, dans la colonne spéciale laissée en blanc par le présentateur, le nom du possesseur des effets ou des factures indiquées dans le même distinct ; les effets et les factures sont portés au débit de l'associé qui en est le débiteur.

Les billets à ordre, chèques, rentes, reçus à la charge des Instituts de crédit sont immédiatement distribués par Institut et sont décrits en autant de notes (**Modèle B**), en double exemplaire, qu'il y a d'Instituts sur lesquels ils sont tirés, et sont remis, avec l'annotation

respective en double, à chaque Institut à l'issue de la première et de la seconde séance pour en avoir l'accusé de réception conforme.

L'Institut recevant les remet à la Chambre, de même que l'exemplaire de l'accusé de réception approuvé par son Directeur, dans la première séance, pour les recevoir de nouveau reconnus réguliers à la fin de la séance, ou bien après l'exécution des compensations ; ou bien il les retient en tout ou partie, envoyant à la Chambre de Compensation un chèque sur la Banque Nationale pour le montant de ceux qui ont été retenus.

Si l'Institut rencontre des irrégularités dans les remises qui ont été consignées, ou manque ou insuffisance de fonds au compte de celui qui a fait la traite ou l'assignation, il renvoie la remise à la Chambre et écrit sur l'exemplaire de la note, qu'il restitue avec la remise, le motif du refus ; la Chambre déduit la remise de l'avoir du présentateur, dans le *distinct A*, avec une annotation spéciale, et la lui retourne immédiatement avec une note indiquant le motif du refus, puisque par cette restitution il reste débiteur envers la Chambre.

11. — Les maisons de commerce qui, ayant rendu payable quelque remise à leur charge à la Chambre, ne seraient pas appelées à d'autres opérations avec elle le jour du paiement, ne peuvent aucunement se dispenser de présenter à la première séance le *distinct A*, avec l'indication de la remise ou des remises à payer, et y joignant un chèque sur un Institut pour la somme correspondante.

12. — Dans l'intervalle entre la première et la deuxième séance, la Chambre de Compensation vérifie, par l'intermédiaire de la Banque Nationale, l'exactitude des effets et des factures domiciliés à la Chambre de Compensation à la charge des maisons de commerce qui ne sont pas associées à la Chambre.

Les effets impayés doivent être déduits, avec annotation spéciale dans le *distinct A*, de l'avoir du présentateur et sont retournés immédiatement à celui-ci, si lui-même, par une déclaration dans le susdit *distinct*, n'a pas chargé la Chambre de les remettre au notaire pour son compte, afin que le protêt de non-paiement ne se fasse pas.

Les effets sont remis au notaire accompagnés d'un index (**Modèle C.**), sur lequel, outre la somme de chaque effet, est indiqué le nom du possesseur. L'index indique en marge la réception des effets, laquelle doit être signée par le notaire et rester à la Chambre.

Le protêt est fait sur la demande du présentateur ; c'est pourquoi la Chambre de Compensation, avant de consigner l'effet au notaire, biffe le virement qui y aurait été apposé en sa faveur.

Le présentateur qui, pour cause de la restitution des effets, resterait débiteur de la Chambre, doit dans la seconde séance compenser par un versement à la Banque Nationale pour compte de la Chambre de Compensation. On fera mention de ce versement dans le *distinct A*.

13. — Dès que les sommes qui restent disponibles au

crédit des présentateurs sont arrêtées, la Chambre paie au moyen de la Banque Nationale les effets compris dans le *distinct A*, pour lesquels il n'y a pas lieu à compensation, jusqu'à concurrence du disponible du respectif débiteur ou domiciliataire des effets.

14. — Immédiatement après la dernière compensation, la Chambre remet au délégué de chaque Institut :

a) Une note (**Modèle D.**), en double exemplaire, avec indication des maisons de commerce et des sommes qui deviennent accréditées près de lui pour chacune selon leurs dispositions.

b) Les chèques, les rentes, les reçus, les billets à ordre à charge de l'Institut desquels celui-ci aura donné à la Chambre un accusé de réception conforme.

Lorsque des deux sommes (a et b) résulte une balance au crédit de l'Institut, la remise est faite quand même.

c) Un reçu de la Banque Nationale pour le montant du solde créditeur de l'Institut.

Si au contraire l'Institut était débiteur, il doit compenser par un versement à la Banque Nationale pour compte de la Chambre de Compensation.

L'Institut restitue à la Chambre un exemplaire de la note *D*, avec la déclaration que les *accréditements* indiqués par elle sont exécutés.

15. — Comme base aux *Distincts* de présentation, et aux constatations faites sur eux durant la journée, un livre journal (**Modèle E**) sera rédigé, lequel présentera en résumé les opérations de chaque journée.

16. — Les remises payées par la Chambre, ou par voie de compensation, ou au moyen de la Banque Nationale, sont distribuées dans les *Distincts A* du présentateur respectif pour lui être distribuées.

A celles qui ne sont pas acquittées sera apposé un timbre portant : — *Compensé à la Chambre* — qui en tiendra lieu.

Au bas des *Distincts*, le présentateur donne quittance des remises à la Chambre et déclare qu'avec le montant de ces remises, et avec le virement, s'il y a lieu, à l'Institut indiqué par lui, de la somme résultant de son crédit, il a eu régulièrement le remboursement de son avoir résultant du *Distinct*.

17. — Les opérations du jour étant terminées, les *Distincts A* qui auront été clôturés, et les notes *C* et *E*, signées par le notaire et l'Institut, sont réunis autant que possible jour par jour en un paquet scellé en présence du conseiller en fonction.

Le paquet porte indication de la journée de la compensation et l'annotation des *Distincts* des jours précédents clôturés en cette journée.

Les paquets sont gardés dans un lieu *ad hoc* fermé à deux clefs, desquelles l'une est retenue, par le conseiller en fonction, l'autre par le représentant de la Banque Nationale.

Les *Distincts A*, avec les remises qui auront été présentées avec le jour de l'échéance, et les remises réglées non retirées doivent être renfermées dans un coffret qui, le soir, est remis à la garde de la Banque

Nationale, laquelle le rend à la Chambre de Compensation le matin suivant.

18. — Les associés qui veulent charger la Chambre de Compensation de la liquidation mensuelle, outre celle journalière, pour leur compte, des fonds publics ou de valeurs particulières, présentent à 6 heures du soir, le jour précédant la liquidation un *Distinct* (**Modèle F.**) en double exemplaire, dans lequel sont indiqués, par catégorie, par contractant et par montant, les titres à retirer et ceux à consigner pour leur compte ; le matin du jour de liquidation et pas plus tard qu'à 10 heures du matin, peut être présenté un état supplémentaire (**Modèle F.**).

S'il y a des différences à payer ou à recevoir le jour suivant la liquidation, l'associé omet de les indiquer dans le *Distinct F.* du jour de la liquidation et en présente un *Distinct* supplémentaire le jour suivant.

De même il faut aussi donner à la Chambre, outre le **Distinct F.**, les titres qui résultent de la différence entre ceux à consigner et ceux à retirer, les accompagnant d'une table numérique signée par l'associé.

Si les sommes à payer surpassent celles à recevoir, l'associé verse la somme à concurrence à la Banque Nationale pour compte de la Chambre de compensation.

Un des deux exemplaires du *Distinct F.* doit être restitué à l'associé avec la signature du représentant de la Banque Nationale, pour attester la quittance des titres en remises.

Si les titres à consigner étaient en dépôt volontaire libre à la Banque Nationale, l'associé peut présenter à la Chambre, au lieu des titres, le document officiel de la Banque qui en constate le dépôt, après y avoir écrit la délégation au représentant de la Banque Nationale près de la Chambre de les retirer pour son compte.

Dans ce cas l'associé en donne la veille avis à la Banque.

19. — Au fur et à mesure que les *Distincts F* parviennent à la Chambre, on en fait la transcription dans le cadre (**Modèle G**), en distribuant par catégorie les quantités des titres qui résultent des balances de ces mêmes distincts, et en marquant au débit ceux que chaque associé doit consigner et, au crédit, ceux qu'il doit retirer.

Avec l'abrégé de ce cadre, la Chambre exécute dans la 2^e séance les compensations entre associés.

20. — La Chambre de Compensation ne se charge, ni de retirer, ni de consigner, les titres hors de son propre office ; reste à l'associé le soin de rendre ses contrats liquidables près de la Chambre.

La Chambre accepte, tant dans la première que dans la deuxième séance, les titres pour lesquels il ne se présente pas de compensation ; dans la seconde séance, elle fait les compensations des titres, et, au besoin, le règlement des différences. Ceci étant terminé, elle consigne les titres qui sont devenus disponibles par défaut de compensation.

Les paiements, le cas échéant, sont fait à la caisse de la Banque Nationale.

Les titres non retirés à la fin de la 2^e séance par les ayant droit, (associés ou non associés), sont déposés deux jours après celui de la liquidation, à leur nom respectif en dépôt volontaire libre à la Banque Nationale

Tout associé a la faculté de requérir un semblable dépôt à la Chambre.

Le droit de garde établi par la Banque Nationale est à la charge de l'associé ou de l'ayant droit.

21. — Les sommes qui résultent au crédit de chaque opérant, ou par excédent des différences à recevoir sur celles à payer, ou pour prix de titres consignés, sont, par la Chambre, passés à son crédit près de l'Institut indiqué dans le *Distinct F*, en suivant le procédé établi dans l'article 14.

22. — L'associé donne quittance, au bas du *Distinct F*, des titres qui lui ont été consignés par la Chambre, et déclare ainsi que moyennant cette consignation, et le passage, s'il y a lieu, à l'Institut par lui indiqué, de la somme résultée, à son crédit, la liquidation pour son compte a été exécutée régulièrement.

23. — La Chambre de Compensation laisse totalement inexécutées les liquidations pour lesquelles on ne lui a pas fourni à temps les titres et les sommes nécessaires, ou quand, pour irrégularités rencontrées dans les titres, elle ne peut s'en servir dans la journée.

Les conséquences de la non-exécution de la liquidation sont entièrement à la charge de l'associé qui n'aura pas signé à temps sa mise en règle parfaite avec la Chambre.

24. — Les *distincts F* sont enregistrés dans un livre journal (**Modèle H.**) (1), dans lesquels les titres sont distribués par catégorie, sauf le cumul dans une catégorie intitulée : — *Divers* — de tous ceux de petites entités, lesquels donnent lieu à de rares opérations.

25. — Les *Distincts F*, et le *Cadre G* sont, à la fin de chaque journée, remis en un paquet séparé et sont gardés selon le mode indiqué par l'article 17.

26. — Cessent de faire partie de l'association :

1°. — Ceux qui manquent aux paiements ;

2°. — Ceux qui ont remis des chèques, rentes ou quittances sur un Institut de crédit, sans y avoir les fonds correspondants :

3°. — Et ceux qui, quoique avertis, auront à diverses reprises négligé de se conformer aux dispositions des statuts et du présent règlement.

Une telle exclusion sera délibérée par le Conseil de vigilance.

4°. — L'associé qui, par délibération cesse de faire partie de l'association est tenu au paiement de la taxe jusqu'à l'échéance de l'obligation assumée.

27. — Chaque associé reçoit deux exemplaires du présent règlement et en rend un à la chambre avec une

(1) Le *Modèle H* n'est plus en usage.

déclaration y écrite en marge, de l'avoir lu, et de vouloir se conformer à ses dispositions, en ce qui le concerne, de même qu'aux modifications éventuelles qui y seraient introduites.

— **Remarques** —

Par *effets*, on entend les lettres de change, les traites et les obligations exclusivement domiciliées à la Chambre.

Par *Recapiti-Remises*, on entend tous les effets commerciaux et pour cela, outre les effets susdits, les factures, chèques, rentes, billets à ordre, quittances d'accréditement, etc.

Par *Titres*, on entend les fonds publics, les actions, obligations, inscriptions et, en général, tous les titres dont on fait commerce en Bourse.

La cotisation payée par chaque membre est réglée comme suit :

Taxe fixe : L. 50 qui sert de contribution, pour
les opérations jusqu'à 1 million.

Percentage : L. 02 c. par chaque 1.000 Lire au-
dessus du premier million,
jusqu'à 5 millions.

» L. 01 c. par chaque 1.000 Lire au-
dessus des premiers 5 millions.

Catégories d'Abonnés

- 1^{re} *Catégorie* : L. 600 par année, avec faculté pour
l'associé d'opérer pour une
somme illimitée.
- 2^e » L. 400 par année, avec faculté d'opé-
rer à concurrence de 50 mil-
lions ; au-dessus de ce chiffre,
l'associé devra payer 0,01 par
1.000 Lire.
- 3^e » L. 200 par année, pour opérations jus-
qu'à 20 millions ; au-dessus
de ce chiffre, 0,01 par 1.000
Lire.

Après toutes les indications si minutieuses données
par le règlement précédent, il est facile de com-
prendre l'usage des divers imprimés employés par la
Chambre de Compensation de Milan.

Et au-dessus :

« La présente note doit être présentée de 10 heures
à midi.

« A la suite se trouve la signature du présentateur. »

MODÈLE B

« Note des chèques, billets à ordre, assignations, rentes,
etc..., sur.....

remis par la Chambre de Compensation
pour la vérification.

Le.....189

N ^o	Indication de la remise	Compte-courant	Montant	Annotations
1.				
2.				
3.				

		Total... L.		
--	--	--------------------	--	--

Remis.....remises du montant total de **L.**.....
pour vérification.

*Le Représentant de la Banque Nationale
pour la Chambre de Compensation.*

MODÈLE E

Côté gauche

N	Présentateurs	Total des Distincts	N°	Présentateurs	Total des Distincts
1				Report...	
2			62		
3			63		

La feuille est numérotée de 1 à 120, et porte 106 noms imprimés. Le total des *Distincts* est fait au bas de la deuxième colonne.

Côté droit

Entrée

	Effets des factures com- pensées	Effets et factures reçus par le moyen de la Banque Nationale	BILLETS à o/, CHÈQUES		Reçus, etc	Total des entrées
			S/ Banque Nationale	S/ Banque de Sicile		
Total distinct des Opérations						
Banque Nationale						
Banque de Naples						
Banque de Sicile						
Banque Populaire						
Banque Lombarde						
Billets						
Total						

Sortie

	Effets des factures com- pensés	Effets et factures payés par le moyen de la Banque Nationale	ACCRÉDITEMENTS		Total de la Sortie
			à la Banque Nationale	à la Banque de Sicile	
Total distinct des présentations.....					
Banque Nationale.....					
Banque de Naples.....					
Banque de Sicile.....					
Banque de Sicile.....					
Banque Populaire.....					
Banque Lombarde.....					
Billets.					
TOTAL..					

A l'entrée comme à la sortie, les colonnes verticales portent les noms :
Banque Nationale, Banque de Naples, Banque de Sicile, Banque Populaire,
Banque Lombarde.
Puis, après une colonne en blanc :
Banque Générale, Banque Subalpine, Banques diverses.

MODÈLE F. (verso)

Chacun des côtés de la feuille est divisé en trois groupes semblables, portant :

Côté gauche :

<i>Nom de qui doit recevoir la différence</i>	<i>Somme à payer</i>

Côté droit :

<i>Nom de qui doit payer la différence</i>	<i>Somme à recevoir</i>

Des noms (109) sont imprimés dans les colonnes à ce destinées, les noms étant naturellement les mêmes dans chacun des côtés de la feuille. Une demi colonne est réservée pour les non-associés.

Au bas de la page de gauche est imprimé :

Crédit du soussigné à passer à

La somme portée étant indiquée dans la troisième colonne (*sommes*) pour être ajoutée au total à payer.

Au-dessous se trouve la mention :

Effectué l'accréditement en L.

Le Représentant de la Banque Nationale,
pour la Chambre de Compensation.

Au bas de la page de droite se trouve simplement imprimé :

Soldes remis par chèques sur.

La somme portée se trouvant également indiquée dans la troisième colonne (*sommes*) pour être ajoutée au total à recevoir.

Au milieu de la feuille, entre les colonnes de gauche et de droite est imprimé :

Observations : La Chambre retire et consigne des titres avec jouissance régulière.

Par chaque personne ou chaque raison sociale, indiquer une seule somme à payer ou à recevoir pour différence.

La *distinta* (*distinct*) de la liquidation doit être présentée à la Chambre à 6 heures du soir, au plus tard, le jour qui précède la liquidation mensuelle.

L'inscription des diverses valeurs dans les colonnes respectives doit toujours correspondre tant avec celles à retirer qu'avec celles à consigner.

Les titres doivent être indiqués au prix de compensation.

Et au-dessous :

Le Présentateur.

MODÈLE G.

180.....

IE. *Les actions à valoir, non compte des préjudiciables ci-dessous.*

— 367 —

MODÈLE R.

Le.....189...

Résumé des Distincts de billets semestriels présentés à
la Chambre pour l'encaissement par.....

N	Nombre de Bille's	Payeur	Nature des Billets	Somme partielle par distinct	Total par nature	Annotations

Total à reporter sur la feuille
de présentation (*Modèle A*) Remises
à recevoir) L.

Le Présentateur déclare tenir entièrement la
Chambre quitte de toute responsabilité, si, après
vérification, arrive une erreur de compte, manque
d'un billet, irrégularité de quelque nature au présent
distinct.

Le Présentateur.

Depuis son origine, la Chambre de Compensation de Milan, a effectué les opérations suivantes ;

1882 (dernier trimestre).....	L.	80.666.505
1883.....		874.627.759
1884.....		2.564.766.402
1885.....		4.113 755.566
1886 (premier trimestre).....		2.499.000.000

Pour le 1^{er} semestre de 1885, les autres *Chambres de Compensation* italiennes ont donné comme résultat :

Livourne.....	507.679.850
Florence	147.952.385
Gênes	13 737.574
Catane	27.680.858
Bologne.....	12.490.258
Rome	1.135.916
	710.676.841
2 ^e semestre.	1 126.696.527
1885.....	1.837.373.368

Pour le 1^{er} semestre de 1886, le montant total est de 1,191,000,000 de Lire, sur lequel Rome figure pour 3,000,000 seulement.

CHAPITRE IX

CLEARING-HOUSE DE MELBOURNE

Le *Clearing-House* de Melbourne a été fondé en 1868. Son aménagement intérieur est celui du *Clearing-House* de Londres, mais plus spacieux et plus confortable (1).

Il n'y a pas à Melbourne, comme à Londres ou à Paris de Banque Centrale qui joue vis-à-vis des Banques associées, le rôle de Banquier Commun. Pour éviter le déplacement du numéraire, les banques australiennes ont dû avoir recours à une autre combinaison. Elles ont déposé dans une caisse spéciale une somme de £ 420,000, en représentation de laquelle ont été émis des certificats de £ 1,000, qui, pour le règlement de leurs transactions, sont considérés comme de l'argent comptant. Chacune des banques associées doit toujours être en possession d'un nombre déterminé de certificats, et peut être contrainte de rétablir la proportion en payant en or. De même, lorsqu'une banque possède son nombre réglementaire de certificats, elle

(1) Gustave François. *Clearing-Houses et Chambres de Compensation*, 1886, Lille. Bibl. Nat. 8° V. 9551.

peut exiger que le paiement de ses soldes créditeurs soit fait en or (1).

Il en est ainsi à Dublin.

Il y a 8 clearings le lundi.
4 — — samedi.
et 6 — les autres jours.

Les opérations du *Clearing-House*, de Melbourne ne s'appliquent pas seulement à l'échange des notes (*billets*), chèques ; elles portent aussi sur des billets émis par les différentes banques australiennes.

Les heures d'entrée sont extrêmement précises, et, pour éviter toute contestation, chaque banque appartenant à l'Association a une horloge reliée télégraphiquement à celle du *Clearing-House*, le tout contrôlé par l'Observatoire (2).

Les opérations se font à peu près comme à Londres.

Les balances sont réglées chaque semaine (*le mardi matin*), en or, à partir de £ 500, et en certificats d'or au-dessus de £ 1.000. Ces certificats d'or, de £ 1.000 chacun, sont émis, ainsi que nous l'avons vu plus haut, en représentation des £ 420.000 déposées par les diverses banques.

(1) *Dictionnaire des finances* de Léon Say, Paris, 1887. Article de M. Auguste Arnauné sur les *Chambres de Compensation* (*Clearing-House*).

(2) *L'Economiste français* du 17 mai 1890. Article de M. Georges Michel sur les *Chambres de Compensation* (*Clearing-House*) en Europe et en Amérique.

Pour les sommes au-dessous de £ 500, les banques débitrices remettent un chèque à l'Inspecteur qui le fait porter à un compte de règlement de *Clearing-House*, ouvert dans une banque.

L'inspecteur tire des chèques sur le même compte, au profit des banques qui ont à recevoir.

Statistique. (1)

1868	£.	68 796 000	Fr. 1.719.900.000
1869		71.851.000	1.796.275.000
1870		68.221.000	1.705.525.000
1871		74.421.000	1.860.525.000
1872		85.242.000	2.131.050.000
1873		96.103.000	2.402.575.000
1874		98.349.000	2.458.725.000
1875		97.086.000	2.427.150.000
1876		102.019.000	2.550.475.000
1877		109.185.000	2.729.625.000
1878		106.468.000	2.661.700.000
1879		98.650.000	2.466.250.000
1880		105.224.000	2.630.600.000
1881		126.011.000	3.150.275.000
1882		141 900.000	3.547.500.000
1883		141.500.000	3.537.500.000
1884		157.950.000	3.948.750.000
1885		167.090.000	4.177.250.000

(1) Pour les années 1882 et suivantes, les chiffres n'ont pu être contrôlés et ne sont donnés que sous réserve.

CHAPITRE X

CHAMBRE DE COMPENSATION DE PARIS

Après avoir montré le fonctionnement des Clearing-Houses et Chambres de Compensation en Europe, en Amérique et en Australie, arrivons enfin à la *Chambre de Compensation* de Paris, qui ne fonctionne que depuis 1872, quand le Clearing-House de Londres remonte à 1775. Et pourtant, ainsi que nous l'avons montré, en parlant des Quatre Paiements de Lyon, nous avions les premiers reconnu les avantages énormes des paiements par compensation (1), et ce système employé pendant les Foires de Lyon faisait l'admiration du monde commerçant de l'époque (2).

Mais pour voir se développer l'utile institution des Chambres de Compensation, il faut développer chez nous l'usage du chèque, dont l'emploi restreint prouve

(1) Savary. *Parfait Négociant*, 671.

(2) *L'Économiste français* du 17 mai 1890. Article de M. Georges Michel sur *Chambres de compensation (Clearing-Houses) en Europe et en Amérique*.

que le public ne le connaît guère et ne profite nullement des avantages du chèque anglais, dit barré (*crossed*) (1).

Cependant, depuis plusieurs années déjà, des Institutions de Crédit avaient tenté d'acclimater le chèque en France.

Le Comptoir d'Escompte de Paris avait débuté, mais ses relations d'escompte avec ses clients avaient limité à ces derniers le cercle de ses comptes de dépôt.

Une Société, en 1859, se fonda avec le but de faire appel au public pour l'expansion des comptes de dépôts avec chèques :

« *La Société générale de Crédit Industriel et Commercial*, disait le Président de cette Institution, à ses actionnaires réunis pour la première fois, le 19 avril 1860, en Assemblée générale ordinaire, a été créée à peu près à l'instar des *Joint-Stock-Banks* anglaises, pour compléter, par ce nouveau rouage, jusqu'alors inexpérimenté en France, le mécanisme de nos institutions de crédit. Leur office *principal* est de recevoir les fonds restés inactifs et stériles dans les mains des capitalistes, pour les tenir fidèlement à leur disposition avec une allocation d'intérêt et pour les rendre sans retard, contre des engagements à courts termes, aux emplois productifs du commerce et de l'industrie. »

(1) Ernest Grillon. *Le chèque barré*, 1890, Paris, Guillaumin. Bibloth. Nat. 8° R. 9871.

(2) *Histoire des Banques en France*, Alph. Courtois fils, Paris, 1881, 2° édit. Guillaumin. Bibl. Nat. 8° V. 10,325.

Plusieurs autres Sociétés se formèrent à Paris sur un modèle analogue.

A Lyon, le *Crédit Lyonnais* en 1863; puis en 1865, la *Société Lyonnaise de Dépôts et de Comptes Courants et de crédit Industriel* ;

A Marseille, en 1865, *Société Marseillaise de Crédit Industriel et Commercial et de Dépôts*, etc., etc.

introduisirent le Chèque, en province, dans les habitudes du public. Depuis, bon nombre d'institutions financières ont suivi cet exemple.

Nous avons vu le *Comptoir d'Escompte de Paris* établir des succursales dans les Colonies et à l'Etranger. Il contribua également à la fondation d'une institution, d'abord appelée *Société de Crédit Colonial* (1860), puis *Société de Crédit Foncier Colonial* (1863) (1).

Malgré toutes ces tentatives, le chèque ne s'est que peu répandu en France ; la preuve en est que les transactions montant au quart peut-être des chiffres qu'elles atteignent en Angleterre nécessitent pourtant une circulation énorme, relativement à nos voisins. En Angleterre, la circulation ne dépasse pas 750 millions de francs et est généralement dans les 5 à 6 millions. Les quatre cinquièmes des transactions au comptant s'y font en chèques ; sans cet instrument, la circulation devrait atteindre 3 à 4 milliards (2).

(1) Le Comptoir d'Escompte qui s'était d'abord chargé de la direction de cette entreprise, y a, depuis lors, renoncé. — Alph. Courtois fils. *Histoire des Banques en France*, 1881, 2^e édit. Guillaumin. Bibl. Nat. 8. V. 10,325.

(2) Alph. Courtois fils. *Idem*.

Mais le chèque, ce merveilleux instrument de progrès ne peut se développer sérieusement qu'à la condition d'aboutir à une *Chambre de Compensation*. Et nous avons vu, dans l'étude précédente des *Clearing-Houses*, les développements pris par le chèque en Angleterre et en Amérique, pour ne parler que de ces deux pays où il règne pour ainsi dire en maître.

C'est pour procurer à notre Pays tous les avantages du chèque et de son système de Clearing que s'est fondée à Paris, en 1872, une *Chambre de Compensation* (1), sur l'initiative intelligente des Institutions les plus accréditées de la capitale, et il est à souhaiter que les villes départementales qui tiennent à ne pas rester en arrière, suivent cet exemple.

La *Chambre de Compensation* de Paris fut fondée en mars 1872 et ses opérations partent du 7 mars.

La première année, 17 maisons seulement avaient coopéré à ses opérations ; la seconde année a vu le retrait de 3 de ces maisons, mais la Banque de France y a participé depuis le 19 mai 1873 ; le nombre des associés est donc de 15 pour ce second exercice. Tombé à 12 pendant quelques années, il s'est ensuite relevé à 14. Mais aujourd'hui en mai 1893, la *Chambre de Compensation de Paris* ne comprend plus que 11 associés dont les noms suivent :

(1) M. P. J. Couillet, par ses travaux spéciaux sur la matière y aura grandement contribué. Voir notamment : *Les chèques et le Clearing-House*. Brochure in-4°, Paris, 1864, Furne et Guillaumin. Bibl. Nat. Inventaire. V. 13,774.

Banque de France.
Comptoir National d'Escompte.
Crédit Foncier.
Crédit Industriel et Commercial.
Crédit Lyonnais.
Société Générale.
Banque de Paris.
Claude Lafontaine & C^o.
Offroy & C^o.
Lehideux & C^o.
Henrotte fils & C^o.

Cette *Chambre de Compensation* est établie dans une maison située place de la Bourse n° 9, à proximité de la Bourse et de la Banque de France. Elle est administrée par un Comité de sept membres, nommé pour un an par une Assemblée générale qui a lieu dans le courant du mois de décembre.

Voici maintenant les accords et le règlement de la *Chambre de Compensation de Paris*.

(1) *L'Economiste français*. Article de M. Georges Michel dans le n° du 17 mai 1890 sur les *Chambres de Compensation (Clearing-House) en Europe et en Amérique*.

*Accords et Règlements de la Chambre de
Compensation de Paris*(1).

I.

ACCORDS ENTRE LES FONDATEURS

Les soussignés, désirant établir à Paris, une *Chambre de Compensation des Banquiers*, à l'instar du *Clearing-House* de Londres, ont arrêté comme suit les bases de cet établissement :

Article 1^{er}. — La Chambre de Compensation a pour objet exclusif de permettre aux Sociétés et Maisons de banque qui en font partie de liquider, au moyen de virements journaliers, les recouvrements d'effets à échéance, de mandats et de chèques qu'elles ont reçus chaque jour les unes sur les autres.

Art. 2. — La Chambre de Compensation se compose :

I. — Des Fondateurs ;

II. — Des Sociétés et Maisons qui seront admises ultérieurement à fait partie de la Chambre, sur leur demande.

(1) Paris. *Edition de 1892*. Imprimerie Chaix. Bibl. Nat. Dépôt légal, n° 7,237. 8° V. Pièce 4785.

Art. 3. — La Chambre de Compensation sera établie dans une maison située à proximité de la Bourse et de la Banque de France.

Art. 4. — Les opérations de la Chambre de Compensation, seront conduites conformément au règlement annexé aux présents accords.

Art. 5. — Les présents accords et le règlement y annexé auront pleine autorité entre les parties, tant qu'il n'y aura pas été dérogé par décision de l'Assemblée Générale.

Art. 6. — La Chambre sera administrée par son Président nommé pour trois ans par l'Assemblée Générale.

Art. 7. — L'Assemblée Générale sera réunie par les soins du Président, aussi souvent que les intérêts de la Chambre le réclameront.

Art. 8. — La première Assemblée Générale nommera son Président.

Art. 9. — Il sera tenu au moins une Assemblée Générale chaque année. L'Assemblée Générale annuelle délibérera sur toutes les affaires de la Chambre. Les délibérations seront prises à la majorité absolue, quel que soit le nombre des membres présents.

Les décisions de l'Assemblée Générale ne lieront les membres dissidents qu'en ce qui concerne le passé, cha-

que membre conservant toujours le droit de se retirer, à toute époque, de la Chambre.

Art. 10. — Le Président veillera au bon ordre et à la bonne tenue de la Chambre et dirigera la gestion de l'Inspecteur.

Le Président pourra modifier, à titre provisoire, les heures et la durée des séances de la Chambre, ainsi que les autres détails du fonctionnement quotidien de ladite Chambre. Il rendra compte à l'Assemblée Générale de ces modifications qui ne seront définitives qu'après adoption par l'Assemblée.

Le Président aura le pouvoir de régler tous les incidents qui se produiront dans la gestion de la Chambre. En cas de difficulté grave, il convoquera l'Assemblée Générale.

L'assemblée Générale statuera sur les demandes d'admission, à la Chambre de Compensation, de Maisons ou Sociétés qui, n'en faisant pas partie à l'origine, demanderont à y entrer. Dans ce cas spécial, les décisions de l'Assemblée Générale devront être prises à la majorité de trois membres.

Art. 11. — Toute demande d'admission à la Chambre devra être faite par écrit et adressée au Président, qui convoquera l'Assemblée Générale dans le délai d'un mois pour statuer sur les demandes de cette nature.

Art. 12. — Toute demande d'exclusion contre une Maison ou Société faisant partie de la Chambre ne

pourra être formée que par cinq membres au moins ; elle sera adressée au Président, qui convoquera l'Assemblée Générale dans le mois qui suivra cette demande.

L'Assemblée Générale appelée à statuer sur une demande d'exclusion devra se composer des trois quarts au moins des membres de la Chambre, et ses décisions devront être prises à la majorité des deux tiers des membres présents.

Art. 13. — Un Inspecteur choisi par l'Assemblée Générale sur la proposition du Président présidera aux opérations de la Chambre ; il rendra compte au Président et à l'Assemblée Générale de tout ce qui se passera dans la Chambre. Il sera révocable par le Président, qui devra faire ratifier sa décision par l'Assemblée Générale dans la huitaine, à la majorité des membres présents.

Art. 14. — S'il y a lieu, l'Inspecteur sera assisté par un ou plusieurs employés et par un ou plusieurs hommes de service.

Tous les employés de la Chambre seront nommés et révoqués par le Président.

Art. 15. — Le Président fixera les traitements et salaires des employés de la Chambre, passera les baux de location et pourvoira généralement à toutes les dépenses qu'entraînerait la gestion de la Chambre.

Art. 16. — L'Assemblée Générale désignera un de ses membres pour faire les fonctions de Trésorier.

Le Trésorier, sur l'avis du Président, soldera les dépenses de la Chambre et opérera le recouvrement des cotisations des membres de la Chambre.

Art. 17. — Le Président établira les rôles provisoires et définitifs des cotisations de chaque membre, et le recouvrement en sera opéré par les soins du Trésorier.

Tout nouvel adhérent doit verser entre les mains de la Banque de France :

Une somme de cinq mille francs, en couverture des différences qui pourraient se produire d'une liquidation à l'autre ;

Et au Trésorier une somme de mille francs, pour couvrir sa quote-part dans les frais d'entretien de la Chambre.

Ces frais d'entretien se composent :

1^o Des frais personnels à chaque maison :

Carnets de chèques, imprimés ;

2^o Des frais généraux.

II

RÈGLEMENT DE LA CHAMBRE DE COMPENSATION

et durée
séances.

Article 1^{er}. — La liquidation des opérations de chaque jour s'opère dans une seule séance qui commence à dix heures du matin et doit être terminée à deux heures trois quarts les jours ordinaires, et à trois heures trois quarts les jours du paiement des échéances des quinze et des fins de mois.

La Banque de France dépose, chaque jour ordinaire, sa recette à la Chambre, de huit heures un quart à huit heures et demie. — Les quinze et les trente et un de chaque mois à huit heures. — Les premier et les seize de chaque mois, à sept heures.

Art. 2. — Le papier nouveau, de toute nature, peut être présenté jusqu'à une heure les jours ordinaires, et deux heures, les deux jours de grande échéance.

Le papier retourné peut être présenté pendant toute la durée de la séance ; il est seul reçu de une heure à deux heures trois quarts les jours ordinaires, et de deux heures à trois heures trois quarts les jours de grande échéance.

A deux heures trois quarts et trois heures trois quarts, suivant les jours, les portes seront closes et aucun messenger ne peut être admis sans une autorisation spéciale de l'Inspecteur.

Art. 3. — Tous les messagers qui se trouvent rendus dans la Chambre au moment où l'horloge sonne :

Les jours ordinaires, une heure pour les effets nouveaux ou deux heures trois quarts pour les effets retournés ;

Les jours de grande échéance, deux heures pour les effets nouveaux ou trois heures trois quarts pour les effets retournés, ont le droit de distribuer les chèques et effets dont ils sont porteurs, lors même qu'ils n'ont pas encore commencé cette distribution au moment où l'horloge a sonné.

Art. 4. — Tous les chèques et effets, tant nouveaux que retournés, doivent être portés sur les feuilles de crédit et de débit avant la levée de la séance.

Art. 5. — Lorsque par suite d'erreurs ou d'omissions, quelque chèque ou effet a été distribué sans être revêtu du timbre de la banque qui le remet, ou sans être acquitté, et que, par suite, il n'a pas pu être passé au crédit de qui de droit, l'employé qui en est porteur doit faire connaître à haute voix, dans la Chambre, les détails de ce chèque ou effet.

Dans le cas où cette annonce ne suffit pas pour faire trouver le propriétaire du chèque ou effet, l'employé porteur doit le remettre à l'Inspecteur qui fait les recherches nécessaires pour découvrir le propriétaire.

Mais, dans aucun cas, ce chèque ou effet ne peut être passé au débit de la Chambre jusqu'à ce que son propriétaire ait été retrouvé.

succursales

Art. 6. — Le mode de participation aux opérations de la Chambre des succursales ou bureaux de quartier des Sociétés financières sera réglé provisoirement par une décision de l'Assemblée.

chèques et
effets
retournés.

Art. 7. — Tous les chèques et effets dont le paiement est refusé par les banques sur lesquelles ils sont émis, doivent être retournés à la Chambre et rendus le même jour.

Art. 8. — Tous les chèques et effets retournés doivent être accompagnés d'une fiche portant mention des motifs du rejet.

Art. 9. — Le montant de tous les effets et chèques retournés est marqué d'un signe convenu, en marge, sur les feuilles de débit et de crédit.

inspecteur.

Art. 10. — L'Inspecteur de la Chambre de Compensation est chargé de veiller au maintien du bon ordre et du silence dans la Chambre.

Il lui est enjoint de signaler au Président les noms des employés qui troubleraient habituellement le bon ordre et dont la conduite serait de nature à mériter de la part du Président, soit une réprimande, soit même une mesure d'exclusion.

Art. 11. — A deux heures trois quarts les jours ordinaires, et à trois heures trois quarts les jours de grande échéance, ou lorsque le travail des employés des diverses Banques est terminé, l'Inspecteur reçoit d'eux

les feuilles de compensation partielle. L'Inspecteur établit alors la feuille de compensation générale dont les deux côtés, débit et crédit, doivent se balancer exactement. En cas d'erreur, et par suite de désaccord entre le débit et le crédit, l'Inspecteur en recherche immédiatement la cause avec le concours des employés. Toutefois, l'Inspecteur est autorisé à ajourner la recherche de tout désaccord dont l'importance ne dépasse pas cinquante mille francs.

La feuille de compensation générale étant arrêtée, l'Inspecteur signe cette feuille ainsi que les mandats de virement sur la Banque de France, destinés à faire créditer les comptes de ceux des membres de la Chambre qui se trouvent *créanciers* à la fin de la journée.

Il s'assure que le montant des mandats de virement émis par les membres *débiteurs*, pour solder leurs comptes, concorde avec la situation de chacun et avec le montant total des mandats à remettre aux membres *créditeurs*.

L'Inspecteur lève la séance lorsque toutes les opérations sont terminées, et nul employé ne peut quitter la Chambre avant que l'Inspecteur en ait donné l'autorisation.

A la fin de chaque journée, l'Inspecteur envoie à la Banque de France une copie de la feuille de compensation générale, certifiée par sa signature.

Il y joint les mandats de virement émis sur la Banque de France par ceux des membres de la Chambre qui se trouvent *débiteurs* à la fin de la journée.

Art. 12. — Les erreurs dont la recherche a été ajournée doivent être retrouvées le soir même, ou au plus tard avant l'ouverture de la séance du lendemain, par les soins de l'Inspecteur, qui peut dans ce but requérir le concours des employés des diverses banques.

Art. 13. — L'Inspecteur doit veiller à ce que les employés des diverses banques repartent pour leurs établissements respectifs aussitôt après avoir reçu les chèques et effets qu'ils ont à y porter.

imprimés en
usage à la
Chambre

Art. 14. — Les imprimés qui servent aux opérations de la Chambre de Compensation sont les suivants :

1° Feuilles de *débit* sur lesquelles les chèques et effets sont inscrits *dans les bureaux de chaque banque* au débit de chacune des autres banques faisant partie de la Chambre ;

L'Inspecteur établit lui-même une feuille de débit sur laquelle il inscrit le montant de toutes les fiches présentées par la Banque de France, au débit de chacune des maisons qui font partie de la Chambre ;

2° Feuilles de *crédit* sur lesquelles les chèques et effets sont inscrits à *la Chambre* par le représentant de chaque banque au crédit de chacune des autres banques faisant partie de la Chambre ;

3° Feuilles de *compensation partielle* sur lesquelles le représentant de chaque banque établit à la fin de la journée la situation de chaque établissement par rapport aux autres banques faisant partie de la Chambre ;

4° Feuilles de *compensation générale* sur lesquelles

l'Inspecteur de la Chambre établit à la fin de la journée la situation de chaque établissement par rapport au compte de la Chambre de Compensation ;

5° Mandats de virement des comptes individuels des membres de la Chambre, à la Banque de France, au crédit du compte de la Chambre de Compensation ;

Ces mandats sont signés par les chefs des Sociétés et Maisons, qui se trouvent *débiteurs*, à la fin de la journée.

6° Mandats de virement du compte de la Chambre de Compensation à la Banque de France, au crédit des comptes individuels des membres de la Chambre.

Les mandats sont signés par l'Inspecteur de la Chambre.

Nous allons maintenant expliquer en détail toutes les opérations qui sont nécessaires pour arriver à la compensation des effets présentés par les Banques associées, et cela grâce aux renseignements que nous devons à l'amabilité de MM. Offroy et C^{ie}. Banquiers faisant partie de la *Chambre de Compensation*.

Voici d'abord la *Feuille de Débit*, sur laquelle chaque banque inscrit les chèques et effets qu'elle présente aux autres banques. Cette feuille est imprimée en *noir*.

A la chambre de compensation, chaque représentant de banque devrait inscrire sur une *Feuille de Crédit*, disposée de la même façon que la *Feuille de Débit*, mais portant en tête : *Feuille de Crédit* et imprimée en *rouge*, tous les chèques et effets qui lui sont présentés. Mais en pratique, on se sert de la *Feuille de Débit*, ainsi qu'il est facile de s'en convaincre en regardant la disposition de la feuille suivante.

Les chiffres que nous donnons sont ceux des opérations effectuées dans la journée du 4 mai 1893.

N° 12.

Offroy & Cie.

Doit *Feuille de Compensation partielle* Avoir

		1. Banque de France.	217.560	85
6.436	24	2. Comptoir National d'Es- compte de Paris.		
140		3. Crédit Foncier.		
26.692	55	4. Crédit Industriel et commercial.		
		5.		
		6.		
		7. Crédit Lyonnais.	28.405	13
31.724	65	8. Société Générale.		
		9. Banque de Paris et des Pays-Bas.	49.921	50
		10.		
6.151	05	11. Claude Lafontaine, H. Prévost, Martinet & C ^{ie} .		
241.498	14	12. Offroy & C ^{ie} .		
		13. Lehideux & C ^{ie} .	4.677	85
		14.		
		15.		
		16. Henrotte & fils.	12.077	30
		17.		
		18.		
		19.		
		20.		
312.642	63		312.642	63

CON

15	16	17	18	19	20	
	Henrotte et Fils					
	162	.....	.....	Total	136.563	29
	162	.....	.....	Total	39.313	69
				Ensemble	175.876	98
				à déduire effet rendu	1.462	
				NET	177.338	98
	12.239	30		Total.	354.462	62
				Total.	64.374	50
	12.239	30		Ensemble.	418.837	12
	162			Montant du débit de la chambre.	177.338	98
Solde.	12.077	30		Solde.	241.498	14

Arrivée
à la
Chambre
10 h. 30
matin

12 h. 30

Au débit
de la
Chambre

Ici
à 11 h. 30

à 1 h. 30

Au Crédit
de la
Chambre

En faveur
de la
Chambre

Ce jour-là, 4 mai 1893, les effets et chèques présentés aux autres Banques par la Maison Offroy & Cie, et ceux qu'elle avait reçus, donnaient les chiffres suivants.

Statistique du 4 mai 1893

Débit.....		418.837	12
Crédit.....		177.338	98
TOTAL.		596.176	10
Solde	au Débit.....	241.498	14
	au Crédit.....		

D'après les Feuilles de compensation partielle, l'Inspecteur de la Chambre de Compensation établit la Feuille de Compensation Générale, donnant la situation de chaque banque par rapport au compte de la Chambre de Compensation.

Feuille de Compensation Générale.

Solde des Comptes à la Chambre.

Doit.

Avoir.

	1. Banque de France.	
	2. Comptoir National d'Escompte.	
	3. Crédit Foncier.	
	4. Crédit Industriel et Commercial.	
	5.	
	6.	
	7. Crédit Lyonnais.	
	8 Société Générale.	
	9. Banque de Paris et des Pays-Bas.	
	10.	
	11. Claude Lafontaine Martinet et C ^{ie} .	
	12. Offroy et C ^{ie} .	
	13. Lehideux et C ^{ie} .	
	14.	
	15.	
	16. Henrotte et fils.	
	17.	
	18.	
	19.	
	20.	

Les feuilles de compensation Générale sont imprimées en *rouge*. L'Inspecteur en dresse chaque jour deux, et en envoie une à la Banque de France après l'avoir préalablement revêtue de sa signature.

Tous les totaux, débit et crédit, doivent être naturellement égaux, à moins d'erreurs dans les comptes.

Ce résultat étant obtenu, au moins avec l'approximation voulue par le Règlement (qui, dans son *article* 13, autorise l'Inspecteur à ajourner la recherche de tout désaccord dont l'importance ne dépasse pas 55,000 francs), on procède au paiement des soldes par des mandats de virement sur la Banque de France.

Suivant les cas, ces mandats de virement sont émis, soit par les Maisons de Banque, soit par l'Inspecteur de la Chambre de Compensation.

Voici d'abord les mandats de virement des comptes individuels des membres de la Chambre de Compensation, à la Banque de France, au crédit du compte de la Chambre de Compensation.

Ces mandats sont signés par les chefs des Sociétés et Maisons, qui se trouvent *débiteurs*, à la fin de la journée.

A
52,388

A
52,388

OFFROY et C^{te}

Virement pour Fr.

Paris, le

La BANQUE DE FRANCE est priée de porter au Crédit de

M.....

la Chambre de Compensation la somme de

F.....

débitera le compte de

le..... 189.....

(Signé) OFFROY et C^{ie}

Ce mandat est sur *papier vert*

Voici le mandat que signe l'Inspecteur lorsqu'il avise la Banque de France du virement à exécuter. Il est sur *papier bleu* pour les banques débitrices.

Chambre de Compensation

Paris, le 4 Mai 1893

Liquidation du **Ch^{re} de Comp^{on}** (Timbre gras, rouge)

Le compte de **Offroy & C^{ie}** (Timbre gras, rouge
à la *Banque de France*, a été *Débité* de la somme de
fr.  résultant de cette
liquidation.

L'Inspecteur.

Lorsqu'il s'agit des *Banques Créditices*, voici les formules employées :

2^e CAISSE DES COMPTES-COURANTS

..... BANQUE DE FRANCE

A
34,200

M.....

F.....

le 189

Chambre de Compensation

Virement pour F. 

Paris, le

La Banque de France est priée de porter au Crédit de

M..... la somme

de 

dont elle débitera le compte de 

la Chambre de Compensation.

L'Inspecteur de la Chambre,

Ce mandat est sur papier vert

Chambre de Compensation

Paris, le 189....

Liquidation du **Ch^{re} de Comp^{on}** (Timbre gras, rouge)

Le compte de **OFFROY et C^{ie}** (Timbre gras, rouge)
à la **Banque de France**, a été *Crédité* de la somme de
fr. 

résultant de cette liquidation.

L'Inspecteur.

Ce mandat est sur *papier chamôis*

La Banque de France ne figure que d'un côté, au débit du compte de la Chambre. Elle accepte cependant en compensation les chèques tirés sur elle et les effets provenant de ses succursales.

Elle est donc toujours créditrice, les valeurs présentées sur elle par les autres membres étant portées au crédit de leur compte, sans passer par la compensation comme le font les banquiers de Londres pour la Banque d'Angleterre.

Voyons maintenant quelles sommes ont été compensées par la *Chambre de Compensation* de Paris depuis sa fondation en mars 1872.

Statistique
Les opérations de la Chambre de Compensation des Banquiers de Paris depuis 1872 (1)
Opérations annuelles (1872-1892) — Débit et Crédit cumulés.

Exercices (1 ^{er} Avril-31 Mars)	Montant des effets présentés à la compensation		Effets compensés		Effets non compensés par mandats	
	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.
1872-73...	1.602.584.727	51	1.056.840.386	19	545.744.341	32
1873-74...	2.142.302.845	48	1.397.104.897	89	745.197.947	59
1874-75...	2.069.740.692	50	1.417.495.864	98	592.244.827	52
1875-76...	2.213.724.860	58	1.569.028.560	51	614.696.300	07
1876-77...	2.598.607.894	42	1.881.689.909	24	716.917.985	18
1877-78...	2.199.593.418	67	1.626.724.453	53	572.868.965	14
1878-79...	2.628.243.743	21	1.626.724.453	92	627.448.499	29
1879-80...	3.222.745.255	48	2.000.795.243	30	782.629.611	18
1880-81...	4.084.534.785	21	2.440.115.644	33	992.756.122	88
1881-82...	4.545.104.234	38	3.091.773.662	21	1.151.035.919	17
1882-83...	4.158.806.793	84	3.391.068.315	43	1.057.386.394	41
1883-84...	4.218.828.071	79	3.101.420.399	89	1.030.866.516	90
1884-85...	4.142.562.483	95	3.187.961.527	78	947.225.379	17
1885-86...	3.923.923.677	26	3.195.337.101	02	795.372.835	24
1886-87...	4.391.616.624	55	3.128.551.342	34	867.330.782	21
1887-88...	4.696.363.372	24	3.524.285.812	53	864.787.949	71
1888-89...	5.418.239.144	58	3.831.575.422	78	1.038.876.899	80
1889-90...	5.140.959.989	00	4.379.362.244	43	1.004.745.951	57
1890-91...	6.003.883.202	40	4.136.214.034	61	1.282.072.124	76
1891-92...	4.868.809.658	72	4.721.811.077	80	979.191.072	92
1892-93...	4.715.230.996	48	3.823.775.749	41	891.455.247	07
Totaux..	78.926.406.475	25	60.792.552.269	15	18.133.854.206	10

Opérations mensuelles (1889-1890) (1).

MOIS.	EFFETS. PRÉSENTES.		MOIS.	EFFETS PRÉSENTES.	
	Fr.	C.		Fr.	C.
Avril 1889.....	379.387.181	57	Octobre 1889.....	391.930.302	70
Mai 1889.....	379.113.064	98	Novembre 1889...	189.529.171	01
Juin 1889.....	382.948.893	36	Décembre 1889....	155.826 489	38
Juillet 1889.....	401.938 962	16	Janvier 1890.....	515.099.455	79
Août 1889.....	367.283.141	16	Février 1890.....	503.237.384	00
Septembre 1889...	256.832.018	76	Mars 1890.....	514.833.960	80

T. 6.

(1) *Bulletin de Statistique et de Législation comparée* (ministère des finances). Paris, imprimerie Nationale, n° de mai 1890, p. 567.

Opérations mensuelles (1891-1892) (1).

MOIS	EFFETS PRÉSENTÉS.		MOIS	EFFETS PRÉSENTÉS.	
	Fr.	C.		Fr.	C.
Avril 1891.....	456.952.670	85	Octobre 1891.....	393.579.612	72
Mai 1891.....	467.505.593	89	Novembre 1891...	386.959.085	78
Juin 1891.....	380.266.135	26	Décembre 1891....	389.390.886	72
Juillet 1891.....	443.969.510	34	Janvier 1892.....	405.971.268	32
Août 1891.....	371.669.998	06	Février 1892.....	417.218.563	38
Septembre 1891...	346.170.892	18	Mars 1892.....	409.154.440	92

(2) *Bulletin d'Avril 1892*, p. 492.

Opérations mensuelles (1890-1891) (1)

MOIS.	EFFETS PRÉSENTÉS.		MOIS.	EFFETS PRÉSENTÉS.	
	Fr.	C.		Fr.	C.
Avril 1890.....	480.263.297	40	Octobre 1890.....	460.650.485	64
Mai 1890.....	500.349.382	10	Novembre 1890...	490.658.481	38
Juin 1890.....	478.170.391	30	Décembre 1890....	511.387.324	66
Juillet 1890.....	482.306.535	44	Janvier 1891.....	681.948.377	10
Août 1890.....	460.830.572	48	Février 1891.....	500.463.265	40
Septembre 1890...	441.714.806	60	Mars 1891.....	515.137.283	44

(1) *Bulletin de Statistique et de Législation comparée*, (ministère des finances), Paris, Imprimerie Nationale, numéro d'avril 1891, p. 387, Bibl. Nat. L. 5 C. 83 bis.

Opérations mensuelles (1892-1893) ⁽¹⁾

MOIS	EFFETS PRÉSENTÉS		MOIS	EFFETS PRÉSENTÉS	
	Fr.	C.		Fr.	C.
Avril 1892	388.483.892	12	Octobre 1892....	403.011.476	28
Mai 1892.....	403.481.802	00	Novembre 1892..	376.693.903	52
Juin 1892.....	431.538.034	58	Décembre 1892..	395.917.522	68
Juillet 1892.....	387.455.855	31	Janvier 1893....	391.197.193	16
Août 1892.....	379.102.668	29	Février 1893....	349.879.010	30
Septembre 1892..	370.380.776	90	Mars 1898.....	438.088.861	34

Enfin, pendant le mois d'Avril 1893, les compensations opérées par la chambre de Paris ont donné les chiffres suivants :

(1) *Bulletin de statistique et de législation comparée*. (Ministère des Finances). Paris. Imprimerie Nationale. Numéro d'avril 1893. p. 384. Bibl. Nat. L^s c. 83 bis.

Chambre de Compensation des Banquiers de Paris.

CAPITAUX COMPENSÉS EN AVRIL 1893.

Banque de France.	54.510.562,54
Comptoir National d'Escompte.	67.088.964,13
Crédit Foncier.	5.362.619,21
Crédit Industriel et Commercial.	47.433.490,85
Crédit Lyonnais.	104.182.465,73
Société Générale.	40.308.058,27
Banque de Paris.	24.300.187,77
Claude Lafontaine & C ^{ie} .	17.488.157,53
Offroy & C ^{ie} .	13.172.812,56
Lehideux & C ^{ie} .	8.936.637,06
Henrotte fils & C ^{ie} .	13.021.087,55
	395.805.043,20

La moyenne par jour a donc été pendant le mois d'avril 1893 de : 16 millions 491 mille Fr.

On voit, par les chiffres qui précèdent, que l'importance de la Chambre de Compensation de Paris, est loin de celle des Clearing-Houses anglais et américains.

Pourquoi cette merveilleuse institution ne se développe-t-elle pas plus rapidement chez nous ?

Cette lenteur tient à plusieurs causes :

« Le grand obstacle, dit M. Arnauné (1), est dans l'habitude qu'ont la plupart des négociants français de payer eux-mêmes au lieu d'en domicilier le paiement chez un banquier. Le négociant français paraît avoir une médiocre confiance dans la gestion des banques, surtout des banques par actions : il aime aussi à faire honneur à sa signature dans son établissement même, avec une certaine publicité qui lui paraît de nature à affermir son crédit.

« D'un autre côté, pour les recouvrements, la Banque de France offre à ses clients des facilités, dont elle est d'ailleurs largement rémunérée, soit par la commission qu'elle perçoit depuis plusieurs années, soit par les bénéfices qu'elle tire du compte courant que ses clients n'entretiennent d'ordinaire qu'en vue de cette facilité. »

Le commerce de Paris ne se sert pas du chèque qui rend de si grands services en Angleterre et aux États-Unis surtout, grâce aux Clearing-Houses, par peur et

(1) *Dictionnaire des finances* de Léon Say. Paris 1887. Article de M. Auguste Arnauné sur les *Chambres de compensation* (*Clearing-House*).

par routine, et il aime mieux, à son grand détriment, rémunérer la Banque de France à cet effet.

D'un autre côté, les agents de change de Paris liquident eux-mêmes leurs affaires par voie de compensation en tirant des *mandats bleus* sur la Banque de France qui leur affecte une caisse spéciale. La Banque joue donc, à leur égard, le rôle de *Clearing-House*.

Mais elle ne leur sert aucun intérêt sur le solde de compte que chaque agent de change entretient dans ses caisses et que M. Couillet (1) évaluait, en 1871, à 200.000 ou 300.000 francs.

« Il y a donc là, disait-il, une somme variant de 12 millions à 18 millions qui ne produit aucun intérêt et qui pourrait en produire si elle était déposée dans les caisses des banques de dépôt au lieu de l'être dans celle de la Banque de France ».

Enfin, la Banque de France opère elle-même par ses succursales le service de liquidations en province que nous avons décrit au sujet du *Clearing-House* de Londres. Mais il faut remarquer que son intervention ne s'exerce qu'au siège de ses succursales, c'est-à-dire au chef-lieu seulement, tandis que le *Clearing-House*

(1) *Les chèques et le Clearing-House*. Brochure in-4°. Paris 1864. Guillaumin. Bibl. Nat. Inventaire V. 13 774.

Juglar et Couillet. *Extraits des Enquêtes parlementaires anglaises sur les questions de banque de la circulation monétaire et de crédit...*

8 parties ou vol. in-8° Guillaumin. Paris. 1865. Bibl. Nat. V. 38.810.

de Londres étend son action partout où il y a un banquier en correspondance avec un de ses membres. (1)

Voyons maintenant quelques chiffres.

Voici d'abord quel a été le mouvement général des caisses de la Banque de France à Paris et dans les succursales de 1872 à 1885 (1).

ANNÉES	ESPÈCES	BILLETS	VIREMENTS	TOTAL
	MILLIARDS DE FRANCS			
1872	1.7	32.0	27.8	61.6
1875	2.8	28.9	29.8	61.4
1880	5.3	32.0	32.7	70.1
1884	3.1	33.0	31.4	72.5
1885	3.2	36.8	30.3	70.4

En additionnant le montant des billets et les virements on voit que, dans les années sus citées, le papier a remplacé le numéraire dans les opérations de la

(1) Auguste Arnauné. Article sur les *Chambres de compensation* (*Clearing-House*) dans le *Dictionnaire des finances* de Léon Say. Paris, 1887. Berger-Levrault.

(2) Dr Heinrich Rauchberg. *Die Entwicklung des Clearing-Verkehres...* Article publié dans le *Bulletin de l'Institut international de statistique*. Tome 1^{er}, 1^{re} et 2^e livraison. Année 1886 Rome. Imprimerie Héritiers Botta, page 123. Bibl. Nat. 4° G. 361.

Banque jusqu'à concurrence de 59.8, de 58.7, de 64.7 et de 67.1 milliard de francs.

Paris figure dans ces tableaux pour 42.5 milliards en 1872 et pour 45. 3 milliards en 1885.

Ensuite le mouvement total des billets à ordre tirés de la Banque sur ses succursales, et *vice versa*, ainsi que des virements et chèques a été, en 1884 et 1885, de 1.757 et de 1.819 millions de francs (1).

Dans ces totaux, les chèques interviennent comme ci-après :

	1884		1885	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
		millions de francs		millions de francs
Chèques émis par les succursales sur Paris et sur elles-mêmes.	58.945	568 6	67.260	568.1
Chèques émis par Paris sur ses succursales.	12.520	264.5	13.457	276 7
Totaux	71.520	833 1	80.817	844.8

(1) *Bulletin de statistique et de Législation comparée*. N° de novembre 1886, p. 566. Bibl. Nat. L⁵ c. 83 bis.

De 1881 à 1885, les virements de la Banque de France ont donné les chiffres suivants (1) :

Années	Somme totale	Paris
1881.....	47.577.140.400	45.451.886.900
1882.....	38.864.114.900	36.868.415.400
1883.....	32.549.084.900	31.130.797.400
1884.....	31.405.061.100	30.074.378.900
1885.....	30.367.081.200	29.059.034.500

Enfin, pendant l'année 1892, les seules opérations de virements, de compte à compte, ont atteint 36 milliards 815 millions (2).

La Banque de France joue donc le rôle de *Clearing-House*. Cela est vrai, mais son rôle est limité et toute la France ne profite pas des avantages que seule présente la Chambre de Compensation (3).

(1) Gustave François. *Clearing-House et Chambres de Compensation*. 1885, Lille. Imprimerie Danel. Bibl. Nat. 8° V. 9551.

(2) Article sur les *Compensations* dans le journal *Le Temps* n° du 4 mai 1893.

(3) La méthode des virements de la Banque de France a le grand inconvénient d'immobiliser dans les caisses des banquiers, des commerçants et aussi de la Banque de France des capitaux immenses sans profit réel.

François Bernard. Article : *Banque de France*, dans la *Grande Encyclopédie* en cours de publication.

La Banque de France immobilise des capitaux énormes, improductifs. Son encaisse, le 18 mai 1893, était de 2.995.532.032 fr. composé de 1.712.221.001 fr. en or et de 1.283.311.031 fr. en argent (3).

Ces chiffres sont les plus forts de puis cinq années.

Encaisse de la Banque de France depuis cinq ans.

9 Mai 1889	8 Mai 1890	7 Mai 1891	5 Mai 1892	4 Mai 1893
millions	millions	millions	millions	millions
2.257.6	2.551.4	2.505.1	2.749.8	2.973.3

Dans la situation hebdomadaire de la Banque de France du 4 mai 1893, nous voyons, sous la rubrique : Effets échus le 3 mai et à recevoir le 4 mai 1893, que le chiffre des effets sur Paris s'élève à 216.592.358.

On voit l'écart existant entre ce chiffre et celui de l'encaisse, et pour recueillir le montant de ces effets, il faut une armée de garçons de recette ; il faut exposer ce numéraire à tous les hasards, l'enlever au commerce, à l'agriculture, à l'industrie, et perdre ainsi un gros intérêt.

La Banque d'Angleterre, avec un encaisse (en or, argent, monnaie et lingots) de £ 24.738 068 fait face à

(4) *L'Economiste français*. N° du 6 mai 1893.

un mouvement d'affaires énorme, grâce au système du chèque et du *Clearing-House*.

M. Stanley Jeones (1) a calculé que les 20 millions de livres sterling qui représentent les transactions journalières de la *Chambre de Compensation* de Londres, pèseraient en monnaie d'or 157 tonnes, et exigeraient pour les trainer près de 80 chevaux.

Grâce au *Clearing-House*, les Anglais se passent donc du recouvrement à domicile fort dispendieux, que fait notre Banque de France.

M. Courcelle-Seneuil (1) évalue les frais totaux du service de recouvrement ou de liquidation opérés par la Banque de France en une année, au minimum de 17 1/2 millions pour la seule place de Paris. Cette somme se décompose ainsi :

Intérêts de 100 millions nécessaires aux paiements	5 000.000
Intérêts de 130 millions c. c. salaire de la banque	6.600.000
Journées de travail perdues par le commerce (5.999.400)	6.000.000
Total	17.600.000

(1) *Investigations in currency and finance*. London, 1884. in-8. Bibl. Nat. 8° R. 6146.

(1) *Du chèque et du service de circulation*. *Journal des Economistes*. Tome XLIII p. 211. Bibl. Nat. 8° R. 667.

L'économie de monnaie métallique que le système de compensation fait faire à un pays, comprend les dépenses du monnayage, les pertes accidentelles de la monnaie, l'intérêt du capital que représente le numéraire rendu ainsi disponible pour d'autres usages, enfin l'usure ou le *frai* de la monnaie. Pour avoir une idée du *frai* subi par la monnaie, il suffit de dire que dans la circulation moyenne, une pièce de 20 francs tombe au-dessous de son poids légal au bout de 18 à 20 ans (1).

Voici d'ailleurs, d'après M. Stanley Jeones, le (2) coût de la monnaie en Angleterre :

Sur 130 millions de livres sterling représentant la valeur des métaux employés pour la monnaie :

Perte d'intérêts.....	£ 4.262.000
Usure.....	48.000
Fabrication de la monnaie.....	42.000
Total.....	£ 4.352.000

Or, en Angleterre, la plus grande partie des paiements se fait en chèques.

(1) Chastenet. *Les chèques, leur rôle économique et leur Législation*. 1882. Paris.

(2) *Money and the Mechanism of Exchange*. London 1876. Bibl. Nat. 8° R. 81.

On voit par les chiffres qui précèdent ce que la France perd chaque jour en n'utilisant pas le chèque et le *Clearing-House*. Car le système des chèques et des compensations dispense de l'usage réel d'un médium d'échange. L'échange devient alors le moindre rôle de la monnaie réelle, qui se trouve presque éliminée des transactions intérieures.

Elle abandonne sa fonction première, pour ne plus servir que de commune mesure et d'étalon des valeurs, c'est-à-dire qu'elle fournit l'unité de valeur servant à exprimer les sommes sur lesquelles on opère. Toutes ces opérations qui ne se paient pas en valeur se chiffrent en valeur. (1).

C'est grâce à son système de compensation que l'Angleterre a pu, avec un encaisse métallique de £ 24.710.245 compenser au *Clearing-House*, sans remuer un seul centime, en 1890, pour £ 7,801.048.000, soit en francs 195.026.200.000.

En 1892, le *Clearing-House* de Londres a compensé pour £ 6.481.562.000, soit en francs 162.029.050.000.

En France, avec un encaisse métallique de 2 milliards 995.532.032, nous arrivons seulement aux chiffres de 6 milliards 003.883.202 fr. 40 c. pour le montant des effets présentés à la compensation en 1890-91, sur lequel les effets compensés ne représentent que 4 milliards 135.214.034 fr. 43 c.

En 1892-93, on avait présenté à la Chambre de Compensation de Paris pour 4.715.230.996 fr. 48 c. d'effets

(1) M. Alglave, à son cours.

sur lesquels on compensa seulement pour 3 milliards 823.775.749 fr. 41 c.

Ces chiffres ne sont-ils pas éloquentes ?

Voilà ce que produit le système de la compensation, grâce à l'emploi du chèque anglais, le chèque barré (*crossed check*).

Pourquoi n'en est-il pas de même chez nous ?

Même aujourd'hui, dit M. Ernest Grillon (1), nos économistes citent et commentent encore le système de la compensation, sans comprendre toute sa portée.

Et le pays ? et le commerce ?

Hélas ! le pays est encore plus ignorant.

La plus grande partie de nos compatriotes ignorent le chèque ordinaire. Ceux qui connaissent le *chèque barré*, ceux mêmes qui ne le connaissent que de nom, sont encore plus rares ! Les personnes qui savent l'existence à Paris d'une Chambre de Compensation en ignorent le mécanisme et comment ils pourraient en profiter. Tous se méfient des systèmes étrangers, des idées mêmes qui apporteraient à leurs habitudes la moindre modification, et, routiniers, refusent de les étudier, au risque de voir leurs bénéfices diminuer au profit de la Banque de France, dont les services rendus à ses clients ne peuvent soutenir la comparaison avec ceux que rendent les Clearing-Houses anglais et américains, et ceux que rendrait notre Chambre de Compensation de Paris, si l'emploi du chèque venait enfin

(1) *Le chèque barré*. 1890 Guillaumin. Bibl. Nat. 8° R. 9871.

à se généraliser pour le bien du commerce, de l'agriculture, de l'industrie, du Pays tout entier.

Mais, routine et indifférence des uns, peur ou ignorance des autres, tout conspire à nous astreindre, à notre détriment, en face de l'Angleterre, aux vieux instruments économiques du commencement du siècle, en désaccord les uns avec les autres et qui servent la fortune de quelques individus aux dépens du Pays (1).

Ce qu'il faudrait, ce serait de répandre chez nous l'usage du chèque barré, afin d'augmenter ainsi les avantages de la Chambre de Compensation.

Nous allons donc étudier maintenant le chèque français et voir les différences qu'il présente avec le chèque anglais.

(1) *Le chèque barré*. Ernest Grillon. Paris 1890. Guillaumin. Bibl. Nat. 8° R. 9871.

CHAPITRE XI

LÉGISLATION DU CHÈQUE

SECTION I^{re}

§ 1^{er}. — Généralités

La Loi française du 14 août 1865, dans son art. 1^{er} § 1^{er}, définit le chèque de la façon suivante : « *Le chèque est l'écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement sert au tireur à effectuer le retrait, à son profit, ou au profit d'un tiers, de tout ou partie des fonds portés au crédit de son compte et disponibles.* »

Le chèque est donc un instrument de paiement qui sert à éviter les transports de numéraire. Ce n'est pas une valeur de crédit, comme la lettre de change et le billet à ordre, car le chèque est un effet nécessairement à vue. Il n'entre pas dans les opérations d'escompte (1).

Le chèque est cependant un effet très semblable à la

(1) *Traité de droit commercial* de MM. Ch. Lyon-Caen et L. Renault, Paris, 1893, 2^e édit. tome 4^e. *Du chèque*, Nos 538 et suiv. p. 364 et suiv.

lettre de change à vue (1). Le Droit Anglais définit même le chèque : une lettre de change à vue (*on demand*) tirée sur un banquier (2).

Voici maintenant quelles sont les principales législations sur les chèques :

En Angleterre, les chèques sont réglés par le *Bills of Exchange Act* de 1882, 45 et 46, *Victoria*, chap. 61, art. 73-82 ;

En Italie, par le Code de Commerce, art. 339 à 344 ;

En Suisse, par les art. 830 à 837, du code fédéral des Obligations ;

En Belgique, par la Loi 20 juin sur les chèques et autres mandats de payement ;

En Hollande, par les art. 221-229 du Code de Commerce ;

En Roumanie, par le Code de Commerce, art. 364 à 369 ;

En Espagne, par les art. 524 à 543 :

En Portugal, par les art. 341 à 343 ;

En Allemagne, bien que l'usage du chèque soit très répandu et qu'il y ait des lois particulières qui lui attribuent les qualités de la lettre de change (comme à Francfort, dans le royaume de Saxe, dans le grand duché de Saxe-Weimar, en Bavière), il n'y a pas encore

(1) *Dictionnaire des finances* de Léon Say. Article : *chèque*, de M. Auguste Arnauné, Paris, 1887 (en cours de publication).

(2) Loi du 18 août 1882, *pour la codification des lois relatives aux lettres de change, chèques et billets de change* — 45 et 46, *VICTORIA*, chap. 61, art. 73.

cependant de loi impériale qui en traite. On peut mentionner, il est vrai, les art. 300-305 du Code de Commerce allemand qui disposent sur les mandats de paiement commerciaux (*Anweisung*) ; mais, s'ils sont bien endossables, ils n'ont pas le caractère de lettre de change (1).

Quelle est l'étymologie du mot chèque ? et son origine ?

On dit généralement que ce mot vient de l'Angleterre où il s'écrit *check* ou *chèque*.

Pour certains auteurs, il provient du verbe *to check* qui signifie vérifier, contrôler ; l'émission et le paiement du chèque impliquent en effet une vérification préalable.

Pour d'autres auteurs (2), le mot chèque vient du mot français *échec* ou échiquier (*exchequer*).

La Banque Nationale de Bruxelles, dans un travail remarquable dit (3), pour démontrer que l'origine du chèque doit être attribuée à la Belgique : « Nous aurions dû d'autant moins nous laisser distancer par ce pays (l'Angleterre) que c'est lui qui nous a emprunté

(1) *Les Effets de Commerce dans le droit anglais*, par Thomas Barclay et Emmanuel Dainville, Paris, 1884, chez Durand et Pedone-Lauriel. Bibl. Nat. 8° F. 3384.

(2) G. Cohn, professeur à l'Université de Heidelberg. *Zur Geschichte der checks* dans le *Zeitschrift für vergleichende Rechtswissenschaft*, I, p. 117 et suiv. de 1878.

Check dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, de Conrad, Elster, Lexis et Lœning, 1890. Bibl. Nat. 4° R. 986.

(3) *Chèques et autres mandats de paiement*. Ministère des finances, Bruxelles, 1873, pages 6 et 7. Bibliothèque Nat. 8° V. 2041.

l'instrument de paiement, l'assignation connue depuis sous le nom de *chèque*, et qui était en usage de temps immémorial à Anvers, sous le nom flamand de *Bewys*. D'anciennes chroniques nous apprennent en effet, que sir Th. Gresham, banquier de la reine Elisabeth, vint à Anvers, en 1537, pour étudier ce mode de paiement, et qu'il l'introduisit en Angleterre.

« Cet usage s'est perpétué dans notre métropole commerciale, et aujourd'hui encore une notable partie des encaissements s'effectuent à l'aide d'assignations sur la Banque Nationale et sur les maisons de banque particulières. Malheureusement, il n'en est pas de même dans le reste du pays (1). »

Pour M. Vidari (2) ce moyen de paiement est trop naturel pour que les banquiers d'Athènes et de Rome aient laissé de l'employer.

On peut bien trouver quelque chose d'analogue au chèque dès qu'il y a eu des banques de dépôts; mais en réalité, c'est à la fin du siècle dernier seulement, que ce titre destiné au retrait de sommes disponibles, se rencontre pour la première fois en Angleterre (3). C'est

(1) Ce travail de la Banque Nationale de Bruxelles est reproduit dans l'*exposé des motifs* de la loi belge de 1873 sur les chèques.

(2) Vidari (Ercole). -- *La Cambiale, gli Ordini in derrate e l'assegno bancario* (chèque) *Esposizione sistematica del nuovo diritto cambiario italiano*. Milano, M. Hoepli, 1885, in-8° (Studi giuridici e politici). Bibl. Nat. 8° F. 4173.

Studii sul progetto per la riforma del Cod. d. Com. 1874, p. 378.

Corso di diritto commerciale, Milan, 1886. Bibl. Nat. 8° G. 615.

(3) Daniel Touzand. *Des Effets de Commerce*, Paris, 1882. Larose et Forcé, p. 147 et s. Bibl. Nat. 8° F. 2369.

là qu'il devait conquérir une faveur exceptionnelle et devenir en même temps un merveilleux instrument de compensation (1).

L'usage très répandu des chèques en Angleterre se rattache étroitement à la création des grandes banques de dépôts, les *Joint-Stock-Banks*, si communes en Angleterre et où vient affluer tout le numéraire de ce pays (2). Et c'est le développement de ces dernières, dont l'organisation est parvenue à un haut degré de perfectionnement qui a puissamment favorisé le mouvement économique de l'Angleterre, et répandu l'usage du chèque.

Cet usage de payer par chèque en Angleterre, même les dépenses ordinaires du ménage, est tellement répandu pour les personnes aisées, qu'on ne regarde pas, dans ce pays, comme de bon ton de payer en numéraire. C'est ce que nous raconte M. Esquiros (3) : « Un bouti-

(1) En Angleterre, en 1887, le rendement du timbre sur les chèques qui est d'un *penny*, ou 10 centimes, s'est élevé à 450,000 livres sterling soit 11,250,000 francs. Cela équivaut à un nombre de chèques de 107 millions ou environ 3 chèques par tête dans le Royaume-Uni (*Economiste français*, n° du 3 mars 1888).

(2) Voir *Shelford's Law of Joint Stock Companies*, avec les *acts* de 1862 et 1867.

Dictionnaire d'économie politique. — Banques.

Dictionnaire des finances de Léon Say : — *Banques.*

Wolowski, dans *La question des Banques*, p. 320, a évalué à 7 ou 8 milliards de francs, en 1864, les sommes déposées en Angleterre.

Discours à l'Assemblée Nationale du 13 février 1874).

(3) Esquiros (Alphonse) *Etudes sur la vie anglaise*, in-12, 5 vol. 1869, Hetzel. tome IV, sur les *Clearing-Houses*. Bibl. Nat. N. K. 146.

quier anglais auquel on demandait un jour quelle était la différence entre un *homme* et un *gentleman*, répondit sans hésiter : « Un *homme* est celui qui vient acheter mes marchandises et qui paie argent comptant ; un *gentleman* est celui auquel je fais crédit et qui me règle tous les six mois par un bon à toucher chez un banquier. » Avoir un banquier, est donc en Angleterre la condition première de la *respectabilité* (1).

Mais pourquoi cet usage ne s'est-il pas répandu en France comme en Angleterre ? Cela tient à notre législation qui s'oppose au développement de l'emploi du chèque, par suite des droits qui le frappent. Cela tient également, ainsi que nous l'avons déjà dit, à la routine et au manque de confiance dans les banques de dépôts (2).

Nous avons déjà fait voir le rôle énorme que le chèque remplissait, grâce au *Clearing-House*, surtout en Angleterre et aux Etats-Unis. Le chèque, en effet, est destiné à mettre dans le courant de la circulation tous ces petits capitaux improductifs que l'homme d'une

(1) *Rapport* de M. Darimon au corps législatif sur la loi du 14 juin 1865.

(2) Voir dans le Bulletin de statistique et de législation comparée de 1892, II, p. 463, le nombre des chèques sur place et de place à place tirés de 1880 à 1891, ainsi que les droits perçus sur les chèques dans la même période. En 1891, il y a eu 4.019,400 chèques sur place, 1.682,260 chèques de place à place, soit au total : 5,701,660 chèques. Les droits perçus ont été de : 738,342 francs.

En Angleterre, en 1887, le droit d'un penny sur chaque chèque avait produit 11,350,000 francs !

fortune aisée laisse dormir dans le tiroir de son bureau, ou que le paysan cache dans ce bas de laine qui est le premier sac de l'avarice (1).

Il faut donc répandre en France l'usage du chèque dont les avantages et le fonctionnement ne sont pas assez connus, et pousser au développement des banques de dépôts (2), dont il est inutile de vanter encore les avantages multiples.

§ II^e. — *Du chèque barré anglais*

Nous devons donc maintenant faire voir la supériorité du chèque barré anglais sur le chèque français.

Les chèques barrés (*crossed cheques*) étaient primitivement régis par les usages et par des lois spéciales ; ils le sont aujourd'hui par la Loi de 1882 (art. 76 à 82) (3).

Les chèques au porteur, offrent de grands dangers ; car le chèque au porteur peut être perdu ou volé et alors il peut être touché par celui qui l'a trouvé ou volé ou même par un tiers porteur de bonne foi.

Avec le chèque barré, aucun de ces dangers n'est à

(1) Paul Dalloz, dans le *Moniteur universel*, 1864. 24 mars. Bibl. Nat. L^e c. 114.

(2) Voir, pour l'évaluation des sommes déposées dans les banques anglaises de 1878 à 1883, le *Bulletin de statistique et de législation comparée*, 1883, p. 753. En 1886, on évaluait à 14 milliards de francs les sommes déposées dans les banques anglaises.

(3) Voir dans les *Juristische Blätter* de Vienne (1883, n^o 21) un article sur le chèque anglais (*Einige Bemerkungen über das Wesen des cheque*, etc .,)

craindre, car il ne peut être régulièrement payé qu'à un banquier, soit à un banquier quelconque, soit à un banquier déterminé.

Le barrement (*crossing*) consiste en deux lignes transversales sur le recto du chèque.

Entre ces deux lignes était écrit pour mémoire, semble-t-il, dans les premiers temps de cet usage, le nom du banquier de qui le chèque avait été reçu (1).

Aujourd'hui, le barrement a un sens tout différent de celui que lui accordait l'usage d'autrefois.

Quand il est en blanc, ou pour employer l'expression anglaise, quand il est « *général* » c'est-à-dire quand il porte en travers, sur le recto, les mots : « *Et Compagnie* » (**and C^o**) entre deux lignes transversales, et parallèles, avec ou sans les mots « *non négociable* » (*not negociable*); ou simplement deux lignes transversales et parallèles avec ou sans les mots : « *not negociable* (2) », le banquier sur lequel le chèque est tiré ne doit le payer qu'à un autre banquier.

Si le barrement est *spécial* (*nominatif*), c'est-à-dire si le chèque porte en travers, entre les deux barres, le nom du banquier, avec ou sans les mots *not negociable* (3), le banquier tiré ne doit le payer qu'au banquier dénommé, ou à son correspondant pour le recouvrement.

(1) *Des effets de commerce dans le droit anglais*. Barclay et Dainville, Paris, Durand et Pedone-Lauriel, 1834. Bibl. Nat. 8° F. 3334.

(2) Art. 76-1 de la nouvelle loi anglaise de 1882 sur les *crossed cheques* ou chèques barrés.

(3) Art. 76-2.

Donc, un chèque, barré ne donne lieu à aucune paiement en numéraire par le tiré; mais cela n'est pas de l'essence de ce chèque, car le banquier porteur peut exiger du banquier tiré un paiement en numéraire. Dans ce cas, le chèque barré n'aboutira pas au *Clearing-House*. Mais, le plus souvent, le chèque barré, présenté par le banquier porteur au banquier tiré, sera compris dans les compensations à opérer entre eux.

Le banquier à qui un chèque barré est présenté par un porteur, qui n'est pas un banquier, est tenu d'en refuser le paiement, et le seul moyen pour en toucher le montant, est de l'encaisser chez son propre banquier ou chez le banquier d'un ami qui se porte garant du porteur.

Ce système rend donc pratiquement le chèque barré inutile entre les mains d'un voleur ou de quelqu'un qui n'y a pas droit.

Le barrement peut être posé lors de l'émission ou ajouté après l'émission du chèque.

Ainsi : tout tireur d'un chèque peut le barrer *en blanc* ou *spécialement*.

Tout détenteur d'un chèque sera barré *en blanc* ou *spécialement*.

Le détenteur d'un chèque déjà barré *en blanc* peut ensuite le barrer *spécialement*.

Le détenteur d'un chèque barré *en blanc* ou *spécialement* peut y ajouter les mots *not negociable*.

Quel est donc le rôle de ces mots *not negociable*?

Même sous l'empire de la loi de 1882, le chèque barré simplement nominativement ou en blanc reste négo-

ciable, de telle sorte que si le tiré, étant au porteur, est perdu ou volé, l'inventeur ou le voleur l'ayant passé à un tiers de bonne foi qui en a compté la valeur, ce détenteur devient le véritable propriétaire, celui qui l'a égaré ou à qui il a été volé perdant tous ses droits.

Mais la Loi de 1877 et, après elle, celle de 1882, (art. 81), donnent le moyen au détenteur et au tireur d'éviter les chances de détournement. Ils n'ont qu'à inscrire sur le chèque les mots: « *not. negotiable* » (*non négociable*). Dès lors, dit l'art. 81, celui qui reçoit un tel chèque ne peut avoir, ni transmettre, plus de droits sur le chèque que n'en avait celui qui le lui a cédé. Les mots: *not negotiable* n'empêchent pas la cession du chèque; mais, comme ils mettent obstacle à ce que le cessionnaire, même de bonne foi, ait plus de droit que son cédant (L. de 1882, art. 81) la personne dépossédée d'un chèque peut le réclamer, même d'un tiers porteur de bonne foi (1).

En effet, le cessionnaire d'un chèque (2): « devient l'ayant-cause du cédant; si ce dernier a trouvé ou volé le chèque, le cessionnaire, même après avoir payé, même en étant de bonne foi, ne peut exciper de cette bonne foi vis-à-vis du véritable propriétaire à qui il devra rembourser la valeur de l'effet qu'il aurait touché. »

(1) MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité de Droit comm.*, tome 4^e, 2^e édit., Paris, 1893, N° 566 *bis*; p. 387 et suiv.

(2) MM. Thomas Barclay et Emm. Dainville. *Leseffets de commerce dans le Droit anglais*, Paris. 1884, Durand et Pedon-Lauriel, p. 207 et s. Bibl. Nat. 8° F. 3384.

Ce chèque peut toujours être transmis par remise ou endossement, mais le cessionnaire devenant l'ayant-cause du cédant, les négociations seront rares et entourées de précautions.

Aux États-Unis, le barrement des chèques n'est pas en usage (1).

En Europe, une seule loi s'occupe de ces chèques barrés; c'est le code de commerce *Espagnol* dans un art. 541: « Le tireur ou tout porteur légitime d'un chèque aura le droit d'indiquer sur ce chèque qu'il sera payé à un banquier ou à une société déterminée ce qui s'exprimera en écrivant en croix sur le recto le nom dudit banquier ou de la société ou seulement les mots *Et compagnie*.

Le paiement fait à une personne autre que le banquier ou la Société désignée ne sera pas libératoire pour le tiré, s'il a été fait indûment. »

Le système du barrement a été adopté par la Banque Impériale allemande.

L'art. 6 du règlement de la Banque, daté du 1^{er} février 1883, dispose que si le chèque n'est tiré que pour opérer un virement vis-à-vis de la Banque ou avec le possesseur d'un compte-courant, il faut le barrer (*Kreuzen*), c'est-à-dire écrire ou imprimer sur le recto, en travers du texte, les mots : « *Nur zur Verrechnung* » (seulement pour compte), et qu'en ce cas la Banque ne doit pas payer la somme en espèces.

(1) Daniel. *Treatise on the Law of negotiable Instruments*, 1876, New-York, 3^e édition en 1884.

SECTION 2^me

Explication de la loi du 14 juin 1865 sur les chèques.

Paragraphe 1^{er}

Définition et nature du chèque français.

Nous avons déjà donné le texte de l'art 1^{er}, alinéa 1^{er} de la loi française du 14 juin 1865, qui définit le chèque un écrit sous forme de mandat de paiement, servant au tireur à effectuer le retrait, à son profit ou au profit d'un tiers, de tout ou partie des fonds portés au crédit de son compte et disponibles.

Cette loi de 1865, modifiée par quelques dispositions de la loi du 19 février 1874, était la première Loi s'occupant en France des chèques (1).

Mais avant la loi de 1865 le système des chèques avait été introduit avec la création des établissements

(Voir : Loi *Belge* du 20 juin 1873 sur les chèques ; C. Com. *Roumain*, art. 364 à 369 ; Code de com. *Italien*, art. 339 à 343 ; C. *Suisse* des obligations, art. 830 à 837 ; Code *Espagnol*, art. 524 à 543 ; C. *Portugais*, art. 342 à 343 ; Loi *Anglaise* de 1882, art. 73 à 82, Aux *Etats-Unis* d'Amérique, le chèque est régi par des usages qui viennent généralement d'Angleterre.

En *Allemagne*, un projet de loi sur les chèques a été présenté, en janvier 1892, au Conseil fédéral.

Voir : Hoppenstedt, *Zum checkgesetz*. Berlin, 1892. — Kock, *Ueber Giro-Verkehr und den Gerbrauch von checks als Zahlungsmittel*, 1878, Berlin Bibl. Nat. Pièce 8° V, 1625. — Siemens, *Die Lage des chequewesens in Deutschland*, 1883, Berlin. — Birubaum, *Der check*, 1885. — Kuhlenbeck (Ludwig), *Der check...* édité chez Hirschfeld, 1880, Leipzig, Bibl. Nat. 8° F 6879.

En *Autriche*. Hanausek, *der check im Giroverkehr der oesterreichischungarischen Bank*, 1889. — Juristische Blätter, Nos 22 à 14.

de crédit dont le rôle était de recevoir des fonds en compte-courant. On avait hésité sur la forme à donner au titre nécessaire.

On avait repoussé le *mandat* anglais qui serait tombé sous le coup de la loi de 1850, 5 juin, (art. 1^{er}), sur le Timbre.

On adopta le *récépissé*, qui, *en fait*, n'était pas soumis au droit de timbre (1).

Au lieu de donner l'ordre de payer, le déposant constatait qu'il avait reçu telle somme de son banquier. Mais ce titre au porteur était dangereux en cas de perte ou de vol.

Cette situation avait attiré l'attention du Gouvernement (2), et après une année d'études, par une commission extraparlamentaire présidée par M. Rouher, fut adopté la Loi du 14 juin 1865 sur les chèques.

L'art. 7 de cette Loi avait exempté le chèque de tout droit de timbre pendant dix ans (3).

(1) Rigoureusement, d'après la loi du 13 Brumaire en VII, (art. 12 et 16), les quittances étaient soumises au droit de timbre de dimension ; l'exagération du droit faisait qu'en réalité, on ne s'y soumettait pas. (Note 4 du n° 5461 page 370 du *Traité de droit commercial* de MM. Ch. Lyon-Caen et L. Renault, 2^e édit, 1893. Tome 4, chez Pichon).

(2) Voir : *Rapport* fait en 1861, à l'Académie des sciences morales et politiques, par M. Michel Chevalier, sur un écrit intitulé : *Mémoire sur la nécessité d'introduire en France les banques de dépôts, les chèques et les virements de chèques d'après la méthode Anglaise*.

Blanche (Ant.) Avocat général. *Discours de rentrée devant la cour de cassation* du 4 novembre 1861.

(3) La loi *Belge* de 1873 exempté du droit de timbre les chèques, les bons ou mandats de virement... et généralement tous titres

Malheureusement les désastres de 1870 ne permirent pas de maintenir cette exemption, et la loi du 23 août 1871, art. 18, soumit à un droit de timbre de 0 fr. 10 centimes : 1° Les quittances (par conséquent, les chèques délivrés sous forme de reçu) ; 2° *les chèques, tels qu'ils sont définis par la Loi du 14 juin 1865, dont l'art. 7 est et demeure abrogé* (1).

On alla plus loin encore. La loi du 19 février 1874, art. 5-9, a frappé d'un droit fixe de 0 fr. 20 centimes, les chèques de place à place (2).

Aujourd'hui, le chèque tiré sur la place même où il est créé, paie un droit fixe de 0 fr. 10 centimes ; le chèque tiré sur une autre place, paie un droit fixe de

à un paiement au comptant et à vue sur fonds disponibles (art. 1^{er}).

En *Allemagne*, la loi fiscale du 10 juin 1869, dans son article 24, alin. 2, dispense de tout droit de timbre les chèques et indique ce qu'elle entend par *chèques*.

En *Autriche*, la loi fiscale du 13 février 1862 a établi sur les chèques un droit fixe de 10 kreutzers, réduit à 2 kreutzers par loi du 29 février 1864.

En *Angleterre*, quelle que soit l'importance du montant, le chèque est soumis à un droit uniforme de timbre de *un penny*, par la loi du 24 mai 1858, après avoir été longtemps exempté de tout droit de timbre.

En *Italie*, l'art. 20 de la loi du 7 avril 1881 a réduit à 0,05 c. le timbre sur les chèques.

(1) Voir les Notes de la page 372 du *Traité de Droit commercial* de MM. Lyon-Caen et Renault. Tome 4. 1893 2^e édit.

(2) La question est revenue en 1878. Voir : Séance de la Chambre des Députés du 2 déc. 1878 (*Journal officiel*, n° du 3 déc.) Séances du Sénat des 20 et 21 décembre 1878 (*Journal Officiel*, n°s des 21 et 22 déc.) Article de M. Paul Boiteau, dans le *Journal des Débats*, n° du 10 décembre 1878.

0 fr. 20 centimes; la quittance est apposée sur le chèque sans un nouveau droit de timbre.

Les dispositions des art. 4, 5, 6, 7 et 8 de la Loi du 5 juin 1850, qui indiquent les conséquences du défaut de timbre sur les lettres de change (1), s'appliquent aux chèques de place non timbrés.

Chaque client reçoit de son banquier un carnet de chèques en blanc. Chacun de ces chèques porte le timbre de 0 fr. 10 centimes. S'il tire d'une place sur une autre, il appose alors un timbre mobile de 0 fr. 10 centimes pour être ainsi en règle avec la loi.

Mais ce système de la Loi française est vicieux et MM. Lyon-Caen et Renault (2) nous indiquent ce qui se passe alors :

« Le chèque tiré d'une place sur une autre est soumis à un droit fixe de timbre de 20 centimes ; tandis que la lettre de change, qu'elle soit ou non à vue, est soumise à un droit de timbre proportionnel de 5 centimes par 100 francs.

« Si l'on a un ordre de paiement à donner sur une autre place, on prend la forme du chèque ou celle de la lettre de change suivant l'importance de la somme : on prend la première, si la somme est supérieure à 400 francs, puisqu'on ne paiera qu'un droit fixe de 20 centimes, au lieu d'un droit de 5 centimes par 100 francs ; et la seconde, si la somme ne dépasse pas 300 francs, puisqu'on ne paiera que 5, 10 ou 15 cen-

(1) Voir n° 611 du *Traité de D. comm.* de MM. Lyon-Caen et Renault 2^e édit. Tome 4, 1893.

(2) N° 549, p. 373.

times; si la somme dépasse 300 francs sans dépasser 400 francs, il n'y pas d'intérêt à prendre une forme plutôt que l'autre. Cela se pratique d'autant plus aisément qu'un chèque peut être tiré sur toute personne, et non pas seulement sur un banquier.

« Dans le système anglais, qui soumet à un même droit fixe de un *penny* (10 centimes) les chèques et les lettres de change à vue (1), ces singularités ne peuvent pas se produire. »

Le système des Lois anglaises sur le timbre des chèques et des lettres de change est donc meilleur que celui des Lois françaises.

Nous avons vu plus haut qu'avant la loi de 1865, le *récépissé* était employé comme le chèque pour retirer les fonds déposés chez le banquier. Le Gouvernement avait voulu régir le chèque, *soit sous la forme d'un mandat de paiement, soit sous la forme d'un récépissé*, « la faculté de créer le chèque sous toutes les formes ne pouvant manquer d'en faciliter l'émission (2). »

Il est bien regrettable qu'on n'ait pas adopté cette rédaction si intelligente, car nous avons vu tous les

(1) En Angleterre, à l'origine, le chèque était toujours au porteur; depuis la loi du 24 mai 1853, il peut être à ordre; il n'est donc plus aujourd'hui qu'une lettre de change tirée à vue sur un banquier (*on demand*) comme le définit l'art. 73 de la loi de 1882. (*Bill of Exchange Act* de 1882 — 45 et 46 *Victoria*, chapitre 61 comprend 100 articles sur les lettres de change, chèques et billets à ordre. Voir notamment les art. 73 à 82).

(2) *Exposé des motifs*.

avantages qui résultent du système, développé et répandu profondément dans un pays, des chèques et des Chambres de compensation où ils viennent aboutir.

Mais la commission du Corps Législatif, pour des raisons peu convaincantes (1) proposa d'écarter la forme du récépissé et de s'en tenir à la forme du mandat (2).

L'art. 4, al. 1 de la loi de 1865 porte que : *l'émission du chèque même lorsqu'il est tiré d'un lieu sur un autre* (3), *ne constitue pas par sa nature, un acte de commerce* (4).

Le chèque diffère donc de la lettre de change qui, par sa nature, est un acte de commerce ; mais il ressemble au billet à ordre, dont les règles de compétence posées dans les art. 636 et 637 sont applicables au chèque à ordre (5).

(1) Voir dans le *Traité de Droit commercial*, tome IV. 2^e édition 1893, de MM. Lyon-Caen et Renault, les notes pages 375 et 376.

(2) De ce que le chèque est un mandat de paiement, il ne faut pas croire que tout mandat de paiement est un chèque.

Voir : Le Mercier (Edmond) *Etude sur les chèques*. Paris 1874, in-8^o A. Mareseq aîné. Bibl. Nat 8^o F. 3591. Ecole de Droit : 25,693.

— On doit considérer comme chèques les mandats tirés par une Institution de crédit sur une de ses agences, et remplissant les conditions des lois de 1875 et de 1874.

Décision minist. des finances, 25 nov. 1880. *Sirey*. 1881, 2.119.

(3) Voir dans le *Traité de Droit commercial* de MM. Lyon-Caen et Renault le n^o 536 sur le *billet à domicile*.

(4) Le chèque tiré par un négociant sur une maison de banque est censé fait pour son commerce et, par suite, la falsification de ce chèque constitue un faux en écriture commerciale, *Cass. Ch. Cr.*, 24 juillet 1873, *Dalloz*, 1875, 1,94 et *Sirey* 1873, 1,485, *Cf* Paris, 26 nov. 1830, *Sirey*. 1883, 1,243.

(5) Explication donnée par M. Rouher au Corps législatif dans la *Séance* du 23 mai 1865.

Voir Bédarride (J). *Commentaire de la loi du 14 juin 1865*

MM. Lyon-Caen et Renault approuvent la tendance des législations de considérer comme actes de commerce les chèques, aussi bien que les lettres de change et que les billets à ordre (1).

§ 2. — *Mentions que doit contenir le Chèque*

L'art 1^{er} de la loi du 14 juin 1865 nous les indique :

1° *Il est signé par le tireur et porte la date du jour où il est tiré.*

La Loi n'exige pas que le tireur se serve exclusivement du carnet de chèques que lui a remis son banquier, et sur le talon duquel il mentionne les sommes

sur les chèques, p. 47, 1874, in-8 Durand et Pédone-Lauriel Bibl. Nat. Inventaire, F. 28.995. — Bédarride (J.) *Commentaire du code de commerce...*, Paris, 1877. 2^e édit. 2 vol. Marescq, Bibl. Nat. 8^o F 461 — Bédarride (J.) *Questions de droit commercial et de droit civil*. avec leurs solutions. 1883 Paris, Chevalier-Maresq aîné, in-8^o Bibl. Nat. 8^o F. 2970. — Alauzet, *Commentaire du Code de Commerce* N^o 1592, Paris. 3^e édition, Marchal, Billard et C^{ie} 1879 (Dépôt 1888) 8 vol. in-8^o Bibl. Nat. 8^o F. 5103. — Boistel, *Précis du Droit commercial*. Paris 1884. 3^e édit. Thorin. N^o 867, applique l'art. 637, mais non l'art. 636. Bibl. Nat. 8^o F. 3073.

(1). Voir. Loi *Belge* du 31 décembre 1872, art.2.

Le projet de loi soumis aux chambres Belges en 1873, acceptait la règle de la Loi Française ; elle a été supprimée à la suite d'une discussion à la Chambre des Représentants. On applique au chèque l'art. 2 de la loi du 15 décembre 1874, qui répute actes de commerce les lettres de change, mandats, billets, *ou autres effets à ordre ou au porteur* (Note 2 du N^o 553 bis, p.377, du *Traité de droit comm.* de MM. Lyon-Caen et Renault. Tome IV, 2^e édit. 1893.

qu'il retire de chez ce banquier et les personnes auxquelles il les attribue (1)

Un titre peut constituer un chèque en dehors de cette forme, car l'application du chèque n'est pas restreinte aux rapports des banquiers avec leurs clients (2).

Le chèque doit porter la date du jour où il est tiré, dit l'art. 1, al. 2 de la Loi du 14 juin 1865 et le tireur qui émet un chèque sans date ou qui le revêt d'une fausse date est puni d'une amende de 6 pour 100 de la somme pour laquelle le chèque est tiré sans que cette somme puisse être inférieure à 100 fr. (art. 6, loi de 1874).

Cette date est très-importante, car le chèque doit être présenté dans un délai très court, étant nécessairement payable à vue.

Le chèque est en effet un instrument de paiement, à la différence de la lettre de change, titre de circulation. Le tireur, qui a entendu faire un paiement, a grand in-

(1) Rep. Dalloz, V^o *Warrants et chèques*, n^o 73 ;

Boistel, *Précis de Droit commercial*, Paris. 1884, 3^e édition, Thorin, n^o 864. Bibl. Nat. 8^o F. 3073.

Chastenet. *Les chèques*. Paris. 1882. Larose et Forcel.

(2) Les premières dispositions insérées dans le projet de budget de 1865 (art. 7), subordonnaient la faveur qu'elles accordaient à la circonstance que les mandats étaient extraits d'un livre à souche préalablement timbré sur la souche et sur le talon. (Voir : *Traité de Droit commercial* de MM. Lyon-Caen et Renault n^o 555, p. 378).

En Autriche, une décision ministérielle a exigé que les chèques fussent détachés d'un carnet remis au tireur par l'établissement débiteur, pour ne payer que le droit fixe de 2 kreutzers établi par la loi du 29 février 1864, au lieu de 10 kreutzers, ainsi que le veut la loi du 13 février 1862.

térêt à voir sa responsabilité dégagée le plus vite possible.

Le chèque peut être présenté immédiatement après son émission, ou, au plus tard, *dans le délai de cinq jours ou de huit jours, y compris le jour de la date*, suivant qu'il est tiré de la place sur laquelle il est payable, ou d'un autre lieu, sous peine de déchéance dit l'art. 5, de la Loi du 14 juin 1865.

L'absence de date ou la postdate constitue une *contravention* (1).

En *Angleterre*, le chèque *Post-daté* est légal ; mais il ne peut être payé avant la date qu'il porte et le banquier qui en effectue le paiement par anticipation est responsable envers son ayant-compte. Le chèque doit être daté en chiffres ou en toutes lettres, indifféremment. Tout chèque non daté est retourné comme irrégulier (2).

En *France*, nous avons déjà indiqué la postdate pour éluder les droits de timbre ; la circulation pouvait ainsi être prolongée, et le chèque devenait un véritable instrument de crédit contrairement aux intentions du Législateur. Ce n'était pas le seul moyen de tourner la

(1) *Traité de Droit commercial* de MM. Lyon-Caen et Renault, tome IV, 2^e édition. 1893, nos 557 sur le chèque et 121 bis sur la lettre de change.

Bédarride. *Commentaire de la loi du 14 juin 1865 sur les chèques*. Paris, 1874, n^o 141. Bibl. Nat. Inventaire F. 23.995.

L'antidate et la posdate ne constituent pas des *faux* proprement dits. Louis Nougier : *Des chèques*. Paris. 1865, Cosse, Marchal et Cie. Bibl. Nat. F. 40.539.

(2) *Banques anglaises et usages de banque en Angleterre*, par A. Lecoffre. Londres. 31 mai 1892.

Loi : on joignait au chèque une fiche volante sur laquelle était indiquée l'échéance réelle. Grâce à ces artifices, le porteur était mis à même de réclamer le montant du chèque dans le délai de cinq ou huit jours de la date apparente d'émission.

En *Belgique*, la loi qui accorde aux chèques l'exemption du timbre, exige la mention au lieu où l'effet est créé (art. 2, al. 1. de la loi du 20 juin 1873 sur les chèques) ; elle ajoute, dans son art. 4, alin. 2 . « *A défaut d'indication du lieu, la disposition est censée faite de la place où elle est payable.* »

D'après la loi française du 19 février 1874, art. 5 ; *le chèque indique le lieu d'où il est émis ; la date du jour où il est tiré est inscrite en toutes lettres et de la main de celui qui a écrit le chèque.*

La loi exige l'indication en toutes lettres du *quantième du mois*, non de l'année (1), par celui-là même qui a écrit le chèque, ce qui ne veut pas dire celui qui l'a signé (2).

Cette exigence ne s'applique qu'aux chèques de place à place. Voici en effet ce que dit l'art. 6 de la loi du 19 février 1874, qui a abrogé l'art. 6 de la loi du 14 juin 1865 : « *le tireur qui émet un chèque sans date, ou non daté en toutes lettres, s'il s'agit d'un chèque de place à place* (3) ; *celui qui revêt un chèque d'une*

(1) C'est ce que dit expressément le *Rapport à l'Assemblée Nationale*.

(2) Voir les explications de M. Mathieu-Bodet, rapporteur, à la séance du 13 février 1874.

(3) Les chèques tirés sur la même place peuvent être datés en

fausse date ou d'une fausse énonciation du lieu d'où il est tiré (1), est passible (2) d'une amende de 6 pour 100 de la somme pour laquelle il est tiré, sans que cette somme puisse être inférieure à 100 fr.

En 1865, on s'était contenté d'infliger une amende au tireur ; la loi de 1874 ajoute : *La même amende est due personnellement et sans recours par le premier endosseur ou le porteur (3) d'un chèque sans date ou non daté en toutes lettres, s'il est tiré de place à place, ou portant une date postérieure à l'époque à laquelle il est endossé ou présenté. Cette amende est due, en outre, par celui qui paie ou reçoit en compensation un chèque sans date, ou irrégulièrement daté, ou présenté à l'échéance avant la date de l'émission. (art. 6. al. 2). (4)*

chiffres : *Solution de l'administration de l'enregistrement* du 8 août 1877. Sirey. 1877. 2.307.

(1) La loi n'a pas prévu le cas où le titre n'indiquerait pas le lieu où il a été créé. (Note de MM. Lyon-Caen et Renault, à la page 380, n° 559 de leur *Traité de Droit com.*, tome IV. 2^e édit. 1893. On ne peut appliquer la règle posée par la loi Belge art. 4. al. 2, du 20 juin 1873.

(2) On a substitué les mots « est passible aux mots « est puni » qui se trouvaient dans le projet pour mieux indiquer qu'il s'agit d'une contravention réprimée, même en l'absence de toute mauvaise foi. (Note de MM. Lyon-Caen et Renault, même page.)

(3) Voir le rapport sur le projet du gouvernement et M. Bédaride, n° 125, *commentaire de la loi du 14 juin 1865 sur les chèques*. Paris, 1874. Bibl. Nat. 8° F. 28.995.

(4) Punit-on à la fois l'endosseur et le porteur ? La négative semble résulter du texte pour MM. Lyon-Caen et Renault.

Voir la discussion de la question dans Boistel n° 866. *Précis de droit commercial*. 1884 3^e édit. Paris, Thorin. Bibl. Nat. 8° F. 3.073.

Toutes les fois que l'amende est applicable, le droit de timbre proportionnel est également dû (1).

2° *Il ne peut être tiré qu'à vue*, dit l'art. 1^{er}, alin. 3 de la loi du 14 juin 1865.

Et la loi du 19 février 1874 est venue ajouter, dans son art. 5, al. 3 : *toutes stipulations entre le tireur, le bénéficiaire ou le tiré, ayant pour objet de rendre le chèque payable autrement qu'à vue et à première réquisition, sont nulles de plein droit* (2).

Le chèque étant, de par la loi, payable à vue, ne peut par conséquent être présenté à l'acceptation (3).

Le tiré pourrait néanmoins apposer un *visa*, pour certifier qu'il y a provision ; mais, malgré ce visa particulier, le tiré pourrait refuser le paiement, si, au jour de l'échéance, la provision n'existait plus, ou n'était plus suffisante (4).

(1) Cela se déduit des principes et cela a été nettement dit à plusieurs reprises dans les travaux préparatoires de 1865 et de 1874 (Note de MM. Lyon-Caen et Renault, p. 38 :) Voir Nonguier, n° 154 et 173. *des chèques*. Paris, 1865. Bibl. Nat. F. 40 539.

(2) Voir MM. Lyon-Caen et Renault. *Traité de droit commercial*. Tom. IV, n° 360, 2^e édit, Paris 1893.

— Le Mercier (Edmond) *Etude sur les chèques*, p. 128. Paris. 1874 A. Marescq, aîné, in-8 Bibl. Nat. 8° F. 3591, école de droit, 25.693, etc...

(3) L'effet payable à une échéance déterminée et revêtu d'une acceptation, n'est pas un chèque. Paris, 11 avril 1870, *Dalloz*, 1870-2-141, et *Sirey*, 1870-2-293.

(4) Trib. comm. de la Seine, 22 octobre 1864, *Dalloz* 1864, 3, 102.

Avant la loi de 1865, on créait des titres qualifiés chèques et qui ne devaient être payés par le tiré qu'après un certain délai de vue ; le visa n'avait alors d'autre but que de faire courir le délai de vue. (cf. anal. n° 194 du *Traité de droit commercial* de MM. Lyon-Caen et Renault, Tome, IV, 2^e édit. 1893).

Il ne peut plus en être de même aujourd'hui, puisque le

Dans la Législation étrangère, beaucoup de Lois exigent, comme la Loi française, que le chèque soit payable à vue :

Loi Anglaise du 18 août 1882, art. 73 ;

Loi Belge du 10 juin 1873, art. 1^{er} :

Code Suisse des Obligations, art. 833 ;

Code Espagnol, art. 539, alin. 1^{er} ;

Code Hollandais, art. 222 ;

Code du Bas-Canada, art. 2350 ;

Code de Malte, art. 245 ;

Dans les *Etats-Unis d'Amérique* (1), [à l'exception seulement de l'*Etat de New-York* (*Statuts*, Partie III, chap. 416, Sect. 2)], la même règle est généralement admise (2).

chèque est nécessairement payable à vue. Le visa peut être apposé à l'avance, pour attester que le tireur a bien des fonds chez le tiré, mais il n'implique pas par lui-même que le tiré s'oblige à payer le porteur en tout état de cause.

On a proposé d'avoir des chèques soumis à un visa préalable, qui constitueraient des sortes de billets de banque. (Note de MM. Lyon-Caen et Renault, page 383, n° 561 de leur *Traité de D. C.*

Cf. Rapport de M. Darimon (Alfred) *au Corps législatif*, annexé à la séance du 26 avril 1865. — Worms, p. 139 et 150.

— Stanley Jevons, *Money and the Mechanism of Exchange*. 1876. London. Bibl. Nat. 8° R. 81, p. 129.

(1) Daniel : *On negotiable Instruments*, II, § 1590, p. 547 et suiv.

(2) Il y a pourtant controverse sur le point de savoir si l'on ne doit pas considérer comme un chèque un effet tiré sur un banquier, fut-il payable à un certain délai de vue ou à une date fixe: Daniel, *On negotiable Instruments*, New-York, 1884, 3^e édit., II, n°s 1573 à 1576. (MM. Lyon-Caen et Renault : *Traité de Droit commercial*. Tome 4, 2^e édit., Paris, 1893, n° 561 bis et note).

Cependant plusieurs législations admettent les chèques payables à un certain *délai de vue*, dont la Loi fixe le maximum. Ainsi :

Le code *Italien* (1), dans son art. 340 ;

Le code *Roumain*, dans son art. 365 ;

Le code *Portugais* (2), dans son art. 341, alin. 2, déclarent que le chèque est payable à vue ou à un certain délai de vue qui ne peut excéder 10 jours.

Un certain *délai de vue* a été également adopté dans :

Les Statuts de l'Etat de New-York (partie III, chap. 416, Sect. 2).

Et dans les Etats de l'*Amérique Méridionale*, par :

Le code de la *Bolivie*, dans son art. 465 ;

Le code du *Chili*, dans son art. 733 ;

Le code de la *Colombie*, dans son art. 413 ;

Le code du *Costa-Rica*, dans son art. 506 ;

Le code du *Guatemala*, dans son art. 647 ;

Le code du *Honduras*, dans son art. 763 ;

Le code du *Mexique*, dans son art. 447 ;

Le code du *Nicaragua*, dans son art. 313 ;

Le code du *Pérou*, dans son art. 318 ;

Le code du *Salvador*, dans son art. 510.

(1) Vidari. *La Cambiale*. Milan, 1885, in-8° Bibl. Nat. 8° F, 4173.

(2) *Code de commerce Portugais* de 1888, traduit et annoté par Ernest Lehir. Imprimerie Nat. Paris 1889. 1 vol. in-8° Bibl. Nat. 8° F. 5525.

Dans les Etats-Unis d'Amérique, on trouve une autre forme de chèque payable en espèces : c'est le *chèque certifié* (*certified check*) (1). — Un chèque est certifié lorsque le tiré ou son représentant s'oblige à le payer, en déclarant qu'il est nanti de la provision nécessaire au paiement.

La certification est alors analogue à l'acceptation (*acceptance*) ; elle peut se faire sous toutes les formes ; le plus souvent celui qui certifie le chèque inscrit le mot *good* (bon) sur le recto du chèque. Parfois le tiré, ou son représentant, pour certifier le chèque présenté, ajoute au mot *good* son nom ou simplement ses initiales. Il indique même une date de paiement.

Le tiré qui a certifié ainsi un chèque est obligé au paiement ; le porteur perd alors tout recours contre le tireur et contre les endosseurs qui l'ont précédé. De son côté le banquier, qui a certifié le chèque, ne peut plus soutenir que la signature du tireur est fausse ou que le tireur n'avait plus chez lui les fonds disponibles. En certifiant, il s'est obligé lui-même.

Cette certification peut être faite, même avant l'émission du chèque et ses effets sont alors semblables à ceux de l'acceptation : l'obligation du tiré s'ajoute à celle du tireur et existe avec celles des personnes qui endosseront le chèque certifié.

La certification des chèques est un abus des plus dangereux. Elle fait du chèque un instrument de cré-

(1) Daniel : *On negotiable Instruments*. New-York. 1884, 3^e édit., II n^{os} 1601 à 1612, p. 556 à 565.

dit, alors qu'il ne devrait être qu'un instrument de liquidation.

Il peut arriver, et il arrive, que le chèque *certifié* soit absolument tiré en l'air, en d'autres termes, que le banquier tiré n'ait pas provision, bien qu'il ait certifié en avoir une. Les chèques de cette nature ne sont plus la représentation des encaisses existantes; ils ne représentent que le crédit dont le tireur jouit chez le banquier tiré. Supposez qu'on les échange, il n'en peut résulter aucune compensation, aucune liquidation. Le tireur du chèque est libéré vis-à-vis du créancier auquel il l'a donné en paiement; mais il est devenu débiteur d'une égale somme envers son banquier. Les chèques certifiés sont donc, à proprement parler, des papiers de circulation (1).

La crise américaine de mai 1884 s'est ouverte à l'occasion d'un de ces effets, un chèque de 215,000 dollars remis au *Clearing-House* de New-York par la maison *Grant and Ward* et que la première *Banque Nationale* avait accepté, bien que *Grant and Ward* n'eussent pas plus de 2,000 dollars au crédit de leur compte.

La certification des chèques a été interdite par une Loi Fédérale du 3 mars 1869; aux termes d'une loi du 12 juillet 1882, elle est réprimée par des amendes, et même par de l'emprisonnement. Mais ces dispositions sont éludées par tous les moyens. C'est ainsi que l'on a soutenu devant la Justice et avec un plein succès,

(1) Auguste Arnauné. Art. *Chèque*, dans le *Dictionnaire des finances* de Léon Say Paris 1887.

que l'acceptation d'un chèque ne devait pas être confondue avec la certification, et n'était pas interdite comme elle.

3° L'art. 1^{er}, al. 4 et 5, de la loi du 14 juin 1865, continue en ces termes :

Le chèque peut être souscrit au porteur ou au profit d'une personne dénommée.

Il peut être souscrit à ordre, et transmis même par voie d'endossement en blanc.

Il est inutile de revenir sur les inconvénients du chèque au porteur. Nous nous sommes suffisamment étendu sur les avantages du *chèque barré* anglais (*crossed cheque*) pour qu'il nous soit permis de n'y plus revenir.

Mais disons quelques mots d'une question qui nous intéresse vivement.

Les chèques au porteur permettent-ils la compensation?

Cette question peut paraître étrange, mais certains auteurs (1) ont prétendu qu'il n'y avait pas de compensation possible avec eux.

Cependant, en Angleterre, jusqu'en 1858, on ne con-

(1) Nonguier (Louis). *Des chèques*. Paris 1865, n° 57. Bibl. Nat. F. 40.539.

— Le Mercier (Edmond) *Etude sur les chèques*, p. 121. Paris 1874, in-8. Bibl. Nat. 8° F. 3591 Ecole de Droit. 25.693.

— On a même été jusqu'à exclure d'une façon générale la compensation en matière de chèques. — Mouchet, *Annales de Droit commercial*, III, p. 39.

naissait que les chèques au porteur qui étaient les seuls à passer par les *Clearing-Houses* et nous avons vu quelles sommes énormes étaient ainsi compensées sans déplacement de numéraire.

Pour MM. Lyon-Caen et Renault (1), le détenteur actuel du chèque doit être considéré comme étant créancier ; pourquoi les compensations ne s'opérent-elles pas de son chef, exactement comme elles opèrent du chef de celui qui est dénommé ou à l'ordre duquel le chèque est passé (2) ?

En transmettant un chèque au porteur, on ne garantit que la sincérité de la signature du tireur, et non pas la solvabilité du tireur et du tiré (3).

Il en résulte que le porteur non payé n'aura de recours que contre le tireur (4).

On n'a jamais admis les chèques soumis à un visa préalable, qui auraient constitué des espèces de billets de banque (5).

(1) *Traité de droit commercial*. N° 564, p. 385 du Tome IV de la 2^e édit. de 1893.

(2) Bédarride, *commentaire de la loi du 14 juin 1865 sur les chèques*, 1874. Bibl. Nat. Inventaire F. 2^s. 995.

(3) Voir le *Traité de D. Com.* de MM. Lyon-Caen III. N° 114 bis, p. 95.

(4) Alauzet. *Commentaire du code de commerce*, 8 vol. in-8. N° 1597. Paris, 1879. Marchal, Billard. Bibl. Nat. 8° F. 5103.

Le chèque au porteur est un des titres qui ont le plus d'analogie avec le billet de banque (Voir pour la différence le n° 592 du Tome IV 1893, 2^e édit. du *Traité de Droit Commercial* de MM. Lyon-Caen et Renault).

(5) Cf. *Rapport* de M. Darimon. — Stanley Jevons, *Money and the Mechanism of Exchange*, p. 199, 1876 Bibl. Nat. 8° R. 81

Le chèque à ordre est transmissible, même par voie d'endossement en blanc (1), dit l'art 1^{er} dernier alinéa de la loi du 14 juin 1865.

Le porteur d'un chèque endossé, même en blanc, peut le remplir quand et comme il l'entend, car il agit en vertu d'un droit qui lui est propre et non en vertu d'une procuration (2).

Dans la pratique, les chèques en blanc remis à la personne qui pourra les tirer, portent la mention :

Payez à M..... ou au porteur..... ou à son ordre.

Le souscripteur choisit l'une de ces formes en biffant les deux autres. Mais l'option pour la forme à ordre est manifestée suffisamment par une suite d'endossements, même si la clause au porteur n'a pas été effacée. (3)

(1) Sur l'époque à laquelle s'opère l'effet translatif. Voir un arrêt important de la Cour de cassation du 7 mars 1882, *Dalloz*, 1882-1-149 et *Sirey*, 1883-1-241 (Note de M. Labbé).

(2) Voir : *Exposé des motifs* de la loi de 1865.

Alauzet. *Commentaire de la loi du 14 juin 1865 concernant les chèques*. N° 1590. Appendice au titre VIII du C. de com. Tome 4^e. Paris 1865. in-8 Bibl. Nat. 8° F. 5103.

(3) Trib. comm. de la Seine, 3 sept. 1890. *La Loi*, n° du 31 oct. 1890. — Aussi ce jugement décide que, dans les circonstances prévues au texte, le tiré qui avait payé le porteur d'un chèque, n'était pas libéré, alors que ce chèque avait été endossé au profit d'une autre personne. (MM. Lyon-Caen et Renault. *Traité de D. Comm* Tom. IV. 2^e édit. 1893, n° 566 et note).

§ I. *De la Provision.*

L'art 2 de la loi du 14 juin 1865 est ainsi conçu : *Le Chèque ne peut être tiré que sur un tiers ayant provision préalable.*

Mais il ne saurait en être autrement, puisque l'art 1^{er} avait déjà dit que le chèque sert au tireur à effectuer le RETRAIT de tout ou partie des fonds portés en crédit de son compte et disponibles.

Le mot *retrait* était déjà bien caractéristique.

Lorsque des fonds ont été remis en dépôt à un banquier, ou que le dernier s'est chargé de faire les recouvrements pour le compte de son client, il y a provision pour tous les chèques dont le montant ne dépasse pas la somme dont le banquier est débiteur (1).

Il y a aussi provision, quand le tiré ouvre un crédit au tireur et consent à payer les chèques que ce dernier tirera sur lui (2).

La question s'était posée de savoir si tous les créanciers pouvaient tirer un chèque sur leur débiteur lors-

(1) « Les fonds en compte-courant peuvent provenir, non seulement des dépôts, mais encore des recouvrements et des opérations faites par elles (les banques) au lieu et place de leurs clients. » *Rapport Darimon*. — Le mot *retrait* convient particulièrement au cas de fonds déposés.

(2) Alauzet. *Commentaire de la loi de 1865 sur les chèques*, n° 1586, Paris 1865. Tome IV. in-8° Bibl. Nat. 8° F. 5103.

Voir une distinction assez singulière faite par Bédarride, *commentaire de la loi de 1865 sur les chèques*, n°s 36 et 37. Paris 1874. Bibl. Nat. Inventaire F. 28.995.

que la somme était exigible ? Non, car le corps législatif de 1865, effrayé des conséquences, recula devant une telle extension. Pour tirer un chèque, il faut qu'il ait été entendu entre les deux parties que les fonds étaient à la disposition du tireur, car les fonds ne sont pas *disponibles* (art. 1^{er}, al. 1^{er} in fine de la Loi du 14 juin 1865) par le seul fait que le tiré est débiteur du tireur (1).

Notre législation est très large et permet la création d'un chèque dans plusieurs cas où était employée la lettre de change ; ce qui est licite. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à se reporter à l'*Exposé des motifs* où il est dit formellement que le Trésor ne supportera pas une grosse perte par suite de cette extension du chèque, « cette catégorie de lettres de change étant peu nombreuse (2). »

(1) Voir la discussion au Corps législatif du 5 mai 1863, et notamment les paroles prononcées par M. de Savenay, commissaire du gouvernement.

— Le tiré, quel qu'il soit, qui n'aurait pas autorisé le chèque, pourrait se refuser à le payer et les frais entraînés par le refus seraient à la charge du tireur. — Bédarride. *Commentaire de la loi du 14 juin 1865 sur les chèques*. Paris 1874. Bibl. Nat. F. 28.995.

(2) Le chèque peut être tiré pour prix de marchandises, lorsque le prix a été réglé et que les fonds sont devenus disponibles par l'effet de ce règlement avant l'émission du chèque. *Solution de l'Administration de l'enregistrement* du 20 nov. 1874, *Dalloz* 1876. 5. 427.

Au contraire, n'est pas un chèque le titre émis et négocié pour le recouvrement du prix d'une facture de marchandises non acceptés par l'acheteur: *Trib. civil Macon*, 19 avril 1876. *Dalloz*, 1876. 5. 437.

En *Belgique*, la loi de 1872 sur les chèques, parle, comme notre loi de 1865, de *fonds disponibles*. D'après les explications données dans les travaux préparatoires, il faut entendre cette expression dans un sens très large.

En *Angleterre*, cette extension n'a jamais été admise. Nous avons déjà fait voir que le chèque anglais est toujours tiré sur un banquier (1).

C'est alors le véritable instrument de liquidation et de paiement, dont les résultats pratiques se manifestent au *Clearing-House*.

Notre chèque français, au contraire, n'a souvent d'autre but que de substituer à la lettre de change un titre moins coûteux.

En 1874, à l'Assemblée Nationale (2), M. Wolowski avait demandé de consacrer cette pratique anglaise (3). M. Pouyer-Quertier combattit cette restriction du chèque aux banquiers et malheureusement l'emporta sur M. Wolowski.

Les *Etats-Unis d'Amérique* dont la législation est d'ordinaire si semblable à celle de la Grande-Bretagne

(1) Loi du 18 août 1882 ou *Bills of Exchange Act* de 1882, 45 et 46 *Victoria*, chap. 61 art. 73 82.-

(2) Voir la discussion qui eut lieu à l'Assemblée nationale dans les séances des 11 et 12 février 1874.

(3) P. Cauwès. *Cours d'économie politique*. II. p. 280 et 282. 3^e édition. Larose et Forcel.

Cf. Boistel. *Précis de droit commercial*. Paris, 1882 3^e édit, Thorin, n° 858. Bibliothèque Nat. 8° F. 3073.

admettent le chèque, tiré sur une personne autre qu'un banquier (4),

Le système de la Loi française a été consacré par les Lois qui suivent :

Loi *Belge* du 20 juin 1873, art. 1^{er} ;

Code *Espagnol* dans son art. 534 ;

Code *Suisse* des Obligations, art. 831 et 837 ;

Code de commerce *Roumain*, art. 364 ;

Un système mixte, dans lequel on exige que le tiré, chez lequel le tireur du chèque a des fonds disponibles, soit un banquier ou un commerçant a été adopté par :

Le Code de commerce *Italien* dans son art. 339 et le Code *Portugais*, art. 344.

Pour le *Bas-Canada*, le Code de 1867, art. 2349, admet que le chèque doit être tiré sur un banquier. Il a pour objet les sommes déposées spécialement dans les banques dites *Joint-Stock-Banks*, et porte parfois le nom de *banker's draft* (traite de banque).

Pour qu'il y ait provision, il faut que la somme, dûe au tiré par le tireur, soit exigible. Il s'ensuit donc qu'en cas de compte-courant entre le tireur et le tiré, il ne saurait y avoir provision, même si le tiré est crédité du montant d'effets de commerce remis par lui au tireur (1).

La solde du compte-courant clôturé est seul exigible ;

(4) Voir notamment : *Code civil de l'état de New York*.
Chap. IV, *chèques*, s. 18, 25.

(1) *Cass.* 24 mars 1890. *Dalloz*, 1891. I 427.

tant que le compte-courant dure, il n'y a que des articles de crédit et de débit (1).

Toutes les fois qu'un chèque est créé sans provision préalable, il y a *contravention fiscale* qui tombe sous le coup de l'art. 6 de la Loi du 19 février 1874, in fine : l'amende de 6 pour 100 de la somme pour laquelle le chèque est tiré, sans que cette amende puisse être inférieure à 100 francs, frappe *celui qui émet un chèque sans provision préalable et disponible sans préjudice des peines correctionnelles s'il y a lieu* (2).

Il faut ajouter à l'amende le timbre proportionnel.

L'art. 6 in fine fait allusion à l'art. 405 du Code pénal qui pourra être appliqué contre celui qui, non content d'avoir menti en affirmant qu'il avait de l'argent chez le tiré, aurait encore accompagné ce mensonge de circonstances lui donnant le caractère d'une véritable escroquerie (2).

C'est avec raison que M. Pouyer-Quertier avait dit : « Le chèque ne représente qu'une seule chose, de l'argent. — J'ai un chèque. Je me rends chez le tiré, et,

(1) Voir sur les comptes-courants tous les développements qu'y ont consacré MM. Lyon-Caen et Renault dans la section III, Chap. VI, Tome 4^e, 2^e édit. 1893, pages 523-578 de leur *Traité de droit commercial*.

(2) La preuve qu'il n'y avait pas provision doit être faite par l'*Administration de l'enregistrement*.

Voir les explications de M. Lavenay au Corps législatif (séance du 28 mai 1865) et les solutions de l'Administration de l'enregistrement du 29 nov. 1872 et du 26 avril 1873. *Dalloz*, 1876. 5. 436.

(3) Voir les explications données au nom de la commission par M. Martel dans la séance du 6 mai 1865.

Cf. *Rennes*. 16 mai 1867. Cet arrêt refuse d'appliquer l'art. 405,

si les fonds ne sont pas disponibles, j'ai le droit de dire : Vous m'avez donné de la fausse monnaie quand vous m'avez remis votre chèque. »

En Angleterre, l'émission d'un chèque sans provision, si elle a lieu de mauvaise foi, peut être atteinte par les dispositions générales qui punissent l'escroquerie.

Mais il est curieux de constater qu'il n'y a pas de texte spécial sur ce point.

En cas de déshonneur d'un chèque pour absence ou insuffisance de provision, il est interdit au banquier d'indiquer sur le chèque qu'il refuse de payer, l'importance de la somme qui lui manque pour payer. Il indique simplement par les initiales :

« A. I. » (*Assets Insufficient*)

que la provision est insuffisante, — ou :

Refer to Drawer (Voir le tireur) (1).

Si la *Loi anglaise* n'exige aucune provision préalable, comme condition de la faculté de tirer des chèques et n'exige chez le tiré que le caractère de banquier ou dépositaire habituel de fonds, il n'en est pas de même dans les autres législations, qui ont réglé ce point, comme notre loi de 1865 l'a fait elle-même.

C. pén. parce que si, dans l'espèce, la conduite du prévenu qui a émis un chèque sans provision a été répréhensible, on ne peut dire qu'elle soit constitutive du délai d'escroquerie.

Le Mercier. *Etude sur les chèques*, p. 210-1; Paris 1874. in-8°. Bibl. Not. 8° F. 3591.

Voir la Note 2, n° 573 du *Traité de D. Comm.* de MM. Lyon-Caen et Renault. Tome IV, 2° édit. 1893.

(1) Lecoffre. *Banques anglaises et usage de banque en Angleterre*. Londres, 31 mai 1892.

Mais avant d'aller plus loin, quelques mots sont nécessaires sur la signification du mot banquier en Angleterre, en France et en Allemagne ;

En Angleterre, le banquier devient propriétaire des fonds déposés chez lui et en règle l'emploi comme il lui convient. Aussi le banquier anglais n'est pas simple *trustee* (fiduciaire) de ses clients, mais bien leur débiteur (1).

Un simple escompteur de lettre de change n'est pas un banquier et un créancier ne peut tirer des chèques, en Angleterre, sur un débiteur par suite de leurs simples relations d'affaires. Notre chèque ne serait en Angleterre qu'une simple lettre sur demande, le chèque anglais ne pouvant être tiré que sur un banquier, ce qui comprend, dit l'art. 2 de la loi anglaise de 1882, une association de personnes se livrant aux affaires de banque (*the business of Banking*).

Le banquier anglais est celui qui reçoit de l'argent en dépôt dans l'intention de le prêter à intérêt ou de le placer, de façon à en retirer un profit.

Il appartient au caractère du banquier de recevoir

(1) Macleod (Henry-Dunning) *Elements of Economics*. London 1886 2 vol. en 3 parties. Bibl. Nat. 8° 3667.

— *The Theory of Credit* London 1883-82 (2 vol. Bibl. Nat. 8° F. 5494.

— *The Elements of Banking*. 1876. London. Bibl. Nat. 8° V. 213.

— *Principles of Economical Philosophy*. London 1872-75 2° édit. Bibl. Nat. Inventaire R. 42, 45.

— *The Theory and practice of banking* London. 1872, 3° édit. 2 vol. in 8°. Ecole de droit 28.593.

l'argent en dépôt lui permettant d'avoir des comptes-courants avec ses clients.

Le banquier anglais diffère donc du banquier français.

En *France*, d'après la définition de M. Courcelle-Seneuil (1), une *Banque* est une « Maison de commerce où l'on vend et achète des valeurs de commerce, titres de rentes d'Etat et hypothécaires, actions, monnaies, matière d'or et d'argent.... etc ».

En *Allemagne*, le sens attaché au mot *banquier* semble être encore plus étendu (2).

Revenons maintenant aux pénalités édictées par les Lois étrangères contre ceux qui tirent des chèques sans provision préalable.

En *Belgique*, la Loi du 20 juin 1873, art. 5.

En *Italie*, le code de commerce, art. 344, les amendes sont de 10 pour 100 du montant exprimé sur le chèque; sans préjudice, de l'application des Lois Pénales, s'il y a lieu.

(1) *Traité des opérations de Banque* 1876, 6^e édition. Guillaumin Bibl. Nat. 8^o V. 270.

Voir dans le *Lexicon des Handels und Gewerbe Rechts* de Loebner, Leipzig, 1882.

(2) Voir : Bédarride, *commentaire de la loi de 1865 sur les chèques*. n^o 136 et 137, Paris 1874. in-8^o Bibl. Nat. Inventaire F. 28,995.

Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commer.* Tom IV, 2^e édit. 1893 n^{os} 575 et note, p. 394.

— I^{er} Mercier, *Etude sur les chèques*, p. 204, Paris 1874. Bibl. Nat. 8^o F. 3591. Ecole de droit : 25. 693.

L'art. 837, du code Fédérale Suisse des Obligations, dispose que celui qui émet un chèque sans provision, est tenu de bonifier au porteur 6 pour 100 du montant du chèque ; sans préjudice de dommage et intérêts, s'il y a lieu.

Lorsque la provision n'a été remise qu'après l'émission du chèque, il ne saurait y avoir contravention, et par suite amende, qu'en cas de constatation, judiciaire de l'irrégularité.

Le texte et les travaux préparatoires sont muets sur le fait de retirer la provision après l'émission du chèque.

En cas de faillite du tiré, la provision appartient-elle au porteur du chèque?

La loi de 1865 est muette sur ce point, comme le code de commerce est muet sur la question pour la lettre de change.

M. E. Olivier, dans la discussion au corps législatif (1) avait demandé que la loi s'expliquât formellement à ce sujet. (2)

MM. Lyon-Caen et Renault (3), s'appuyant sur le

(1) Séance du 6 mai 1865.

(2) La loi *Belge* est également muette à ce sujet.

Le rapporteur a dit à la chambre des représentants : « Je crois inutile de mentionner dans la loi que le droit exclusif à la provision est transmis au bénéficiaire vis-à-vis des créanciers du tireur.

Cet effet se produit évidemment ici par *a fortiori* de ce qui a lieu dans le cas de la lettre de change ».

(3) *Traité de Droit comm.* Tome IV, 2^e édit. 1893, n° 576, p. 394 et 395.

but de la loi de 1865 qui était d'encourager l'emploi des chèques indiquent, comme solution de nature à produire cet effet : cession au porteur du chèque, par le tireur, des droits qu'il a contre le tiré, cession qui résulte de la simple création du chèque lequel suppose forcément la provision.

C'est du reste ce qui est généralement enseigné par les auteurs (1), à part M. Alauzet et qui donne pour le chèque la même règle que pour la lettre de change non acceptable (2).

Le Tribunal de commerce de Nantes, à propos d'un reçu, dit : « Un pareil écrit ne transfère pas à l'instant de sa remise par le créancier, *comme le fait un mandat de paiement*, la propriété de la somme dont il est destiné à procurer l'encaissement chez le débiteur (3).

(1) Nouguiér. *Des chèques*, n° 67, Paris. 1863. Bibl. Nat. F. 40,539.

— Bédarride, *commentaire de la loi de 1865 sur les chèques*, n° 13. Paris. 1874. Bibl. Nat. Invent. F. 28,995.

— Touzaud (Daniel). *Des effets de commerce, étude de législation comparée*, 1882, p. 189-192. Bibl. Nat. 8° F. 2369.

— Le Mercier. *Etude sur les chèques*. Paris 1874, p. 135 et 136. Bibl. Nat. 8° F. 3592. Ecole de droit 25.693.

— Boistel. *Précis de droit commercial*, n° 860. Paris, 1884, 3^e édit. Bibl. Nat. 8° F. 3073.

— Chastenet. *Les chèques*, p. 99 et suiv. Paris 1882.

(2) Voir le n° 181 du *Traité de droit comm.* de MM. Lyon-Caen et Renault. Tome IV, 2^e édit 1893.

(3) Jugement du 6 juill. 1867, *Dalloz*, 1868 3. 46 et *Sirey*, 1867.2.360 ; *Journal du Palais*, 1867. 1214 ;

La *Cour d'Orléans* a statué dans le même sens par arrêt du 10 août 1872, *Sirey* 1872. 2 108 ; *Journal du Palais* 1872. 594.

Le pourvoi contre cet arrêt a été rejeté, Chambre des requêtes, 14 mai 1872. *Sirey*, 1872.1.232.

Lorsque plusieurs chèques sont tirés sur la même personne, on applique la même règle que pour la lettre de change : *prior tempore potior jure* (1). Le tiré se libère valablement en payant les chèques au fur et à mesure de la présentation jusqu'à épuisement de la provision (2).

Si le tiré paie à l'échéance et veut ensuite recouvrer le montant contre le tireur sous prétexte qu'il a payé sans provision, c'est à lui à faire la preuve qu'il n'y avait pas provision, car l'existence de cette provision doit être présumée, la loi de 1865 exigeant pour le chèque qu'il y ait provision préalable (3).

§ 4. Des droits du porteur d'un chèque.

Des délais de présentation.

L'art. 5, alin. 1 de la loi du 14 juin 1865, porte :
« *Le porteur d'un chèque doit en réclamer le paiement dans le délai de cinq jours, y compris le jour de la date, si le chèque est tiré de la place sur laquelle il est payable, et dans le délai de huit jours, y compris le jour de la date s'il est tiré d'un autre lieu.* »

(1) MM. Lyon-Caen et Renault. *Traité de droit commercial*. Tome IV. 2^e édit. Paris 1893. n^{os} 186 et 576.

(2) Même solution, au cas où une lettre de change et un chèque auraient été tirés successivement Trib. comm., Seine, 9 sept. 1878; *le Droit*, n^o du 27 sept. 1878.

(3) Cass. 27 mai 1891, *Sirey et Journal du Palais*, 1892.1.369.

(4) Le tribunal de commerce de Rouen a, le 3 juillet 1872, (*Dalloz*, 1871.3.72 et *Sirey*, 1872.2.76), refusé d'appliquer aux chèques la loi du 10 mars 1871 qui prorogeait l'échéance des effets

Avec des délais si courts on ne peut tirer des chèques d'une place sur une autre, alors que la distance qui les sépare est, telle qu'il faut plus de huit jours pour la parcourir. C'est ce qui arrive pour les chèques tirés de certaines villes d'Amérique sur une ville de France, par exemple. Mais si cette émission n'est pas légalement possible, elle se réalise en fait, car si les intéressés sont connus et solvables, la déchéance n'est pas invoquée et on ne tient pas compte de la non observation de la loi.

Ces délais qui peuvent sembler courts sont cependant supérieurs à ceux que proposait le gouvernement : trois et cinq jours.

De plus, nous allons voir qu'en Angleterre où l'usage du chèque est si heureusement répandu, on ne connaît pas ces délais fixes.

En Angleterre, la loi de 1882 ne fixe pas de délai ; l'art. 74 dispose simplement que le chèque doit être présenté dans un délai raisonnable (*within a reasonable time*).

La loi anglaise est assez obscure sur ce point.

Cependant l'encaissement des chèques datés de plusieurs mois, que les Anglais appellent très pittores-

de commerce, avec intérêts à dater de l'échéance ; si, pour les chèques de place à place, le paiement doit être demandé dans les huit jours, il ne s'ensuit pas que l'échéance en ait été ainsi fixée à une date certaine ; on ne peut dire que le huitième jour de l'émission soit considéré comme le jour de l'échéance à partir duquel les intérêts courraient. (Note 1, n° 578, p. 356 du *Traité de droit commercial* de MM. Lyon-Caen et Renault. Tome IV 2^e édit. 1893).

quement *Stale cheques* (*Chèques Rassis*), présente presque toujours d'assez grandes difficultés, les banquiers anglais voulant connaître les causes du retard apporté dans la présentation du chèque « *Rassis* ».

Bien qu'il n'y ait pas, à proprement parler, de délai déterminé pour la présentation d'un chèque, il est cependant bon de ne pas la différer, afin d'éviter les difficultés et les risques.

Il peut arriver, en effet, que dans l'intervalle, le tireur, ou le tiré, suspende ses paiements, que le tireur vienne à se raviser et à mettre opposition audit chèque, ou encore que le tireur vienne à mourir (1).

Le banquier qui reçoit par *la Poste* un chèque pour l'encaissement, peut ne le présenter que le *lendemain de la réception*, sans encourir de responsabilités envers son cédant.

Tout chèque tiré et payable à Londres doit être présenté au paiement, *le lendemain de sa réception* au plus tard. Si cela n'est pas fait et que le banquier tiré suspende ses paiements ayant des fonds appartenant au tireur, ce dernier se trouve dégagé.

(1) « La mort du tireur, intervenue avant la présentation du chèque opère comme une révocation absolue du pouvoir donné à la banque pour le paiement. A l'instant du décès, c'est le représentant légal du défunt qui devient titulaire du compte; lui seul, en est désormais propriétaire, lui seul en peut ordonner. » Morse, *Treatise on Banks and Banking*, p. 260.

Telle est la doctrine émise, d'après la jurisprudence, par les meilleurs auteurs : Grant, *Treatise on the Law relating to Bankers and Banking companies*. 1876, 3^e édit. London, 1 vol. in-8. Ecole de droit : 26.363.

Si le banquier tiré ne suspend pas ses paiements ou que le porteur ne souffre aucune perte par le délai de présentation, le tireur du chèque demeure engagé envers le porteur à toute période et cela pendant six ans à partir de la date du chèque.

Tout chèque croisé (*crossed cheque*) ne pouvant être encaissé que par un banquier *clearer* (membre du *Clearing-House*) à qui la loi accorde vingt-quatre heures pour le présenter au paiement, on pourrait croire, qu'en cas de suspension de la part du tireur ou du tiré, la loi accorde le même délai au porteur ; mais il n'en est pas ainsi.

Il est bon d'ajouter, cependant, que dans l'intérêt de leurs cédants, tous les banquiers anglais font leur possible pour présenter le jour même tous les chèques, qui leur sont remis, avant la fermeture des portes du *Clearing-House*.

Lorsqu'il s'agit d'un chèque d'une certaine importance et sur le sort duquel on a quelques inquiétudes, il est d'usage, quand il est trop tard pour l'encaisser, de le présenter à la banque sur laquelle il est tiré et de le faire *marquer* (1).

Cette *marque*, qui consiste simplement dans l'apposition sur le chèque des initiales du caissier implique de la part du banquier sur qui il est tiré, l'engagement de payer, et assure au chèque ainsi *marqué* la priorité,

(1) Il nous semble inutile d'ajouter après tout ce que nous avons déjà dit sur les pratiques anglaises en matière de Banque, que le Banquier ne *marque* un chèque qu'autant qu'il a provision.

si *provision*, sur les autres chèques du même tireur, qui pourraient être présentés le lendemain matin.

Le chèque créé la veille ou même quelques jours avant la suspension du tireur ou du tiré, ne peut être payé s'il est présenté après la déclaration officielle de la suspension.

Lorsque le chèque est remis trop tard pour passer au *Clearing-House*, le banquier en informe son client et le prévient que son compte n'en sera crédité que le lendemain.

En ce qui concerne les chèques tirés sur une Banque de Province (*Country Bank*), et portant la mention : « *Agents à Londres : Messrs**** » leur présentation à ces agents n'est pas considérée comme une présentation, ces agents ne pourront connaître la position du compte du tireur.

Ce serait une erreur de croire que la mention :

« *Agents à Londres : Messrs. ***.* »

inscrite au bas des chèques tirés sur une banque de province, signifie que le chèque est payable à Londres.

La susdite mention est simplement indiquée pour faciliter le travail des employés chargés du *Country-Clearing-House*, en leur indiquant le nom du banquier à Londres au débit duquel ils doivent passer ledit chèque.

On voit, par ce qui précède, que le temps *raisonnable* peut dépendre des circonstances applicables au

cas. Du reste le Jury détermine pour chaque cause, d'après les circonstances. Mais la règle générale est que le porteur devrait présenter le chèque au paiement le même jour qu'il le reçoit.

Toutes les Lois exigent que le chèque soit présenté pour le paiement dans un bref délai ; mais les délais ne sont pas les mêmes dans tous les pays.

En Suisse, le code des obligations, art. 834, a adopté les délais de la Loi française.

D'après la Loi *Belge*, de 1873, art. 4, le paiement doit être réclaté dans les trois ou dans les six jours, y compris le jour de la date, selon que le chèque est payable sur la place où il a été créé ou sur une autre place.

Des délais de huit et quinze jours sont admis par :

Le code de commerce *Italien*, art. 342 (1) ;

Le code *Roumain*, art. 367 ;

Le code *Portugais*, de 1888, art. 341, § 3 (2).

Selon le code *Espagnol*, art. 535, les délais sont de cinq et de huit jours comme selon notre Loi du 14 juin 1865 ; mais le délai de la présentation est porté à douze jours pour les chèques tirés d'un pays étranger.

(1) Vidari. *La Cambiale*... Milan. 1885. in-8°. Bill. Nat. 8° F. 4173.

(2) *Code de commerce Portugais de 1888*, traduit et annoté par Ernest Lehr. Imprimerie Nat. Paris, 1889, 1 vol in-8° Bibl. Nat. 8° F. 5525.

Selon le code de commerce de la *République Argentine* (1), promulgué le 9 octobre 1889, mis en vigueur le 1^{er} mai, art. 813, alin. 1^{er}, « Les chèques doivent être présentés au paiement dans les 15 jours de leur réception par le porteur, s'il sont tirés sur des banques situées dans le même lieu, et dans le délai d'un mois à compter de leur date, s'ils sont tirés sur un autre point.

Qu'il y ait paiement ou non, le fait de la présentation du chèque doit être constaté. C'est ce qu'exige la Loi du 19 février 1874 dans son article 5, alin. 2 : « *Le chèque, même au porteur, est acquitté par celui qui le touche ; l'acquit est daté.* » Et l'article 7 déclare que : « *Celui qui paye un chèque sans exiger*

(1) Traduit par M. Henri Prudhomme. Paris 1893, Pedone-Lauriel.

Le code de commerce de la République Argentine, pour bien montrer la différence de la lettre de change et du chèque a défini ce dernier : « un ordre de paiement donné sur une *banque* » (art. 798).

Nous devons signaler aussi les dispositions de l'art. 814 sur le défaut de présentation dans les délais indiqués par l'art. 813, et surtout les règles très complètes des art. 819 et 833 sur les *chèques barrés*. Le code espagnol de 1882 (art. 541) s'était occupé de cette sorte de chèque, mais cet essai de réglementation un peu timide ne saurait être comparé aux dispositions très complètes données par le code Argentin.

Signalons enfin les art. 834 et 835 sur les Chambres de Compensation, qui complètent très heureusement l'ensemble des règles très-intéressantes que plus d'un code européen pourrait envier à la République Argentine.

Pour les *Pays-Bas*, voir le code de commerce *néerlandais* sur es chèques, art. 208 et 209.

Pour le *Mexique*, voir les art. 558 et suiv.

qu'il soit acquitté est passible personnellement, et sans recours, d'une amende de 50 francs (1) ».

Lorsque le chèque n'est pas payé, il faut faire dresser un protêt. C'est ce qui résulte de l'art. 4. al. 2. de la Loi du 14 juin 1865 : — « *Toutefois (2), les dispositions du code de commerce relatives à la garantie solidaire du tireur et des endosseurs, au protêt et l'exercice de l'action en garantie, en matière de lettres de change, sont applicables aux chèques (3) ».*

L'art. 5 de la loi du 14 juin 1865, après avoir indiqué dans son alinéa 1^{er} les délais dans lesquels le porteur doit réclamer le paiement de son chèque, ainsi que nous l'avons examiné plus haut, ajoute, dans son alinéa 2 : « *Le porteur d'un chèque qui n'en réclame pas le paiement dans les délais ci-dessus, perd son recours contre les endosseurs ; il perd aussi son recours contre le tireur si la provision a péri par le fait du tiré, après lesdits délais* ».

Le porteur négligent perd donc toujours son recours

(1) Nougier. *Les chèques*, 2^e édit. 1874. Ecole : 25.847.

Lyon-Caen et Renault *Traité de droit comm.* Tome 4^e, 2^e édit. 1893, n^o 580 et suiv. pages 398 et suiv.

(2) Sur ce mot, Voir dans MM. Lyon-Caen et Renault, le n^o 581 et la note 4, p. 393.

(3) Voir sur la question : *Quand ce protêt doit-il être dressé ?*

— MM. Lyon-Caen et Renault, n^o 343, 364 et suiv. 582.

— Bédarride, *commentaire de la loi de 1865 sur les chèques*. Paris, 1874, n^o 64, 83 et 84 Bibl. Nat. Inventaire F. 28,995.

— Chastenot, *Les chèques*, pages 127 et suiv. 1882.

— Trib. de commerce de Marseille, 24 mai 1881, *Journal de Jurisprudence commerc. et maritime de Marseille*, 1881. 1.102.

contre les endosseurs sans que ces derniers aient une justification à faire. (1)

Quant au recours que le porteur peut exercer contre le tireur, tout dépend de la provision (2).

En effet : le tireur ne peut opposer au porteur la déchéance que s'il y avait provision et si la provision a péri par le fait du tiré, après les délais.

Supposons un chèque tiré de Paris sur Paris, le 1^{er} juin; le tiré avait des fonds à la disposition du tireur. Il payait sans difficulté du 1^{er} au 5 juin. Il cesse de payer après le 5. Le porteur a été négligent et la provision ayant péri par sa faute, il doit en supporter les conséquences.

Supposons, au contraire, la cessation des paiements du tiré le 4 ou le 5. Le porteur n'est plus en faute, car il pouvait user en entier du délai de 5 jours et le tireur ne pourrait lui opposer la déchéance en lui disant qu'il devait se présenter au paiement le 1^{er} ou le 2, par exemple ; et si le tiré tombait en faillite, dans le délai, alors que le tireur avait fait provision, le porteur n'aurait pas à faire dresser un protêt pour conserver son recours contre le tireur.

(1) Les mêmes dispositions se trouvent reproduites dans la loi *Belge* du 20 juin 1873, art. 4.

C'est en vertu des mêmes principes qu'ont été rédigés les art. 836 du Code fédéral *Suisse* et 343 du Code de commerce *Italien*.

(2) MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité de Droit comm.* tome IV, 2^e édit. 1893, n° 583, p. 399 et suiv.

Bédarride, *op. cit.* n° 94.

Boistel, *Précis de Droit comm.* Paris 1834, 3^e édit. Paris. n° 868. chez Thorin. Bibl. Nat. 8° F.3073.

Nous devons ajouter que le tireur, opposant la déchéance au porteur, doit prouver qu'il y avait provision, en établissant, ses rapports avec le tiré.

Le porteur qui se voit opposer la déchéance exercera contre le tiré les droits du tireur et on appliquera ici l'art 170 du Code de commerce (in fine). Le porteur ne peut agir qu'en qualité de cessionnaire de la provision; car, aucun lien de droit n'existant entre lui et le tiré, il ne saurait agir contre le tiré en vertu seulement du chèque.

En cas de faillite du tiré, le porteur, cessionnaire des droits du tireur, pourrait agir en revendication lorsque des valeurs spécialement affectées au paiement du chèque (art. 574 C. Com.) auraient été envoyées au tiré.

Lorsque le chèque sera mal timbré, on ne pourra pas appliquer les déchéances prononcées par la loi.

Le porteur ne saurait en effet être tenu de présenter un chèque, alors que le paiement qui lui serait fait le ferait tomber sous le coups d'une amende (Loi du 19 février 1774. art. 8. (1)

Le cas de force majeure empêche la déchéance d'être prononcée pour défaut de présentation du chèque.

S'il y avait provision, la déchéance encourue par le porteur du chèque l'est à l'égard des endosseurs et même du tireur, comme en matière de lettre de change (2).

(1) Trib. comm. Lille, 12 oct. 1883; *le Droit*, n° du 12 août 1884.

(2) Cassation. 19 déc. 1877. *Sirey*, 1878, 1.361; *Dalloz*, 1879. 1.257.

Voir MM. Lyon-Caen et Renault, tome I^{er}, 2^e édit. 1893 de leur *Traité de Droit comm.*, nos 487 et suiv. sur la *lettre de change*.

Quand un créancier a reçu un chèque de son débiteur, comme paiement, peut-on dire que son ancienne créance est éteinte et remplacée par le droit résultant du chèque ?

A défaut de volonté formellement exprimée, on ne saurait voir là une novation, puisque la novation ne se présume pas (art. 1273 C. civ.). Il n'y a qu'une simple indication de paiement ; et l'effet extinctif est subordonné implicitement à l'acquiescement du chèque.

La création d'un chèque implique d'ordinaire la préexistence d'une dette du souscripteur envers le bénéficiaire. Donc, en cas de non paiement, les garanties de cette dette pourront être invoquées. C'est ce qui a été décidé pour le billet à ordre par le Tribunal civil de la Seine, le 16 décembre 1887 (1).

Supposons le porteur diligent ; il pourra alors agir contre son débiteur et en vertu de sa créance primitive et en vertu de son chèque, sans toutefois cumuler.

Mais si le porteur est négligent, il faut alors lui refuser tout recours, car s'il conservait son ancienne créance, ce serait une façon de tourner la déchéance prononcée contre lui par suite de sa négligence.

En acceptant le chèque, il a contracté le devoir de le présenter dans les délais. Il ne l'a pas fait ; il doit supporter les conséquences de sa négligence.

Il est donc juste que les intéressés puissent tenir le

(1) *La Loi* n° du 25 mars 1888.

(2) MM. Lyon-Caen et Renault, n° 585, p. 401.

Par analogie : nos 85 et 505 *bis*.

chèque pour payé, si les formalités exigées n'ont pas été remplies en temps utile par le porteur négligent. Sa négligence produira pour lui un effet analogue au paiement (1).

Notre loi du 14 juin 1865 est muette sur les délais de prescription à appliquer en matière de chèques (2).

Il est vrai que le cas se présentera rarement, mais il est regrettable que notre loi de 1865 n'ait pas donné une solution expresse comme la loi belge.

Il y aurait donc lieu d'appliquer l'art. 189 du Code de commerce, tout au moins pour le chèque à ordre qui aurait un caractère commercial (3).

Les dispositions prises par les législations étrangères en cas de non-présentation dans les délais fixés se trouvent :

Dans le Code *Italien*, art. 343 (4).

(1) Cette solution rationnelle, donnée par MM. Lyon-Caen et Renault, avait été indiquée au Corps législatif, dans les explications données par M. de Lavenay, commissaire du Gouvernement, au cours de la séance du 6 mai 1865.

Des explications analogues ont été données en Belgique.

Voir : Bédarride, *commentaire sur la loi de 1865*, nos 87-96.

Nonguier, *les chèques*, n° 127. 2^e édit. 1874.

(2) La loi *Belge*, au contraire, applique expressément au chèque les dispositions de la lettre de change sur la prescription. (Loi du 20 juin 1873, art. 3).

(3) Thaller, dans la *Revue critique de législation et de Jurisprudence*, 1886, p. 286.

(4) Voir Vidari : *La Cambiale*, 1885, Milan Bibl. Nat. 8° F. 4173. — Corso di diritto commerc. 1886. Milan. Bibl. Nat. 8° F. 625.

— Nonguier, nos 125 et 127.

— Alauzet, nos 4604 et 1605.

— Bédarride, nos 91 à 96, 99 et 100.

Dans le Code *Hollandais*, art. 218.

Loi *Belge*, art. 4, alin. 3.

Nouveau code *Espagnol* de 1882, art. 537, alin. 2.

Code *Portugais*, art. 342.

Code de com. de la *République Argentine* (1), art. 814.

Code *Mexicain*, art. 563.

§5. — *Des règles applicables aux chèques en dehors de celles que donnent les lois du 14 juin 1865 et du 19 février 1874.*

La loi du 14 juin 1865, dans l'art. 4 al. 2 et l'art. 5 al. 2, a indiqué formellement qu'il fallait appliquer aux chèques certaines dispositions du code de commerce. Mais elle ne nous a pas dit si le code de commerce pouvait être également appliqué dans les cas qu'elle n'avait pas prévus.

Certains auteurs (2) ont prétendu que le renvoi fait par la loi de 1865 était strictement limitatif.

Mais cette doctrine est rejetée par MM. Lyon-Caen et Renault (3) qui s'appuient sur les travaux préparatoires où rien ne révèle une intention semblable du législateur. Le but poursuivi était d'empêcher le chèque de porter préjudice au fisc, en prenant la place de la lettre de change.

(1) Promulgué le 9 oct. 1889, mis en vigueur le 1^{er} mai 1890.

(2) En ce sens Bédarride *op. cit.* N^o 56, 58, 59, 60, 68 et 59.

(3) *Traité de D. Comm.* Tome VI, 2^e édit. 1893, n^o 587, p. 402 et s.

On doit donc considérer le code de commerce comme formant le droit commun et y puiser les règles qui ne sont pas contraires à la nature du chèque.

C'est ainsi qu'un individu ayant des fonds déposés chez deux banquiers pourra tirer un chèque sur l'un et indiquer l'autre comme *besoin* (1) ; de même la signature du tireur ou d'un endosseur pourrait être garantie par un *aval* (2) (3).

L'*aval* (4) n'est en effet qu'un cautionnement et n'est en contradiction, ni avec une loi formelle, ni avec les règles spéciales du chèque.

(1) En ce sens : G. Demante, *Principes de l'enregistrement*, II, p. 140, n° 528.

En sens contraire : une *solution de l'administration de l'enregistrement* du 28 février 1878.

(2) Alauzet. *Commentaire du code de commerce*, n° 1577, Paris 1879, 3^e édit. Bibl. Nat. 8° F. 5103.

— Nouguier, *Des chèques*. Paris 1865. Bibl. Nat. F. 40.539, n°s 102 et suiv.

— Le Mercier, *Etude sur les chèques*, p. 164 et 165. Paris 1874. B. Nat. 8° F. 3592.

— Boistel, *Précis de D. Comm.* n° 865, Paris 1884, 3^e édit. B. Nat. 8° F. 3073.

MM. Lyon-Caen et Renault *Traité de D. Comm.* Tome IV, 2^e édit. Paris, 1893, n° 587.

(3) Le code fédéral Suisse des obligations, art. 836 et le code de commerce Portugais, art. 343, disposent d'une façon générale que les dispositions relatives à la lettre de change sont, en principe, applicables aux chèques.

(4) Le mot *aval* signifie *faire valoir*. Les auteurs disent ordinairement qu'*aval* est une contraction de *à valoir*.

Cf., par exemple Boistel, N° 795. *Précis de Droit commercial*, Paris. 1884. 3^e édit. Bibl. Nat. 8° F. 3073.

D'après Littré (*Dictionnaire*) *aval* signifie *en bas*, et c'est la place de la signature qui a déterminé cet « emploi métaphorique du mot » (Note I. n° 250, p. 185. *Traité de Droit commercial* de MM. Lyon-Caen et Renault. Tome 4^e, 2^e édit. Paris, 1893).

M. Bédarride (1) était d'une opinion différente. Pour lui, un cautionnement s'adapte très bien à un papier de circulation ou de crédit, mais le chèque n'est ni l'un ni l'autre ; c'est un moyen de compensation, parce que c'est de l'argent comptant, du numéraire immédiatement disponible. Or, dit-il, on ne cautionne pas l'argent comptant, le numéraire, le paiement. Le chèque n'existe légalement que s'il y a aux mains du tiré provision préalable et disponible. Or, si la provision existe, le preneur n'est-il pas suffisamment garanti, et de quelle nécessité serait l'*aval* ?

Ce n'est pas décisif et il est facile de lui répondre :

La provision peut parfaitement exister au moment de la création du chèque ; mais le preneur peut avoir des doutes sur la solvabilité du tiré, craindre de ne pas être payé par celui-ci et d'avoir à recourir contre le tireur. Cette provision ne peut-elle pas disparaître par un de ces événements imprévus qui détruisent la solvabilité la plus notoire ?

Si le chèque est du numéraire immédiatement disponible, ce n'est point de l'argent encaissé (2).

D'ailleurs, comme le fait remarquer M. Nougier (1) puisque l'art. 4 de la Loi du 14 juin 1865 veut que les solidarités qui garantissent les lettres de change appartiennent également au chèque, pourquoi refuserait-on à ce dernier acte cette solidarité que l'on appelle *aval* parce qu'il signifie *faire valoir* ?

(1) Rivière, *Répétitions écrites sur le Code de commerce*. Paris, 1882. 2^e édit. Bibl. Nat. 8° F. 2579.

(2) *Des Chèques*. Paris, 1865. Bibl. Nat. F. 40.539.

Ce cautionnement, il est vrai, se rencontrera peu souvent, en fait, en matière de chèque, puisque ce dernier suppose l'existence d'une provision préalable et disponible et que le souscrire en l'absence de cette condition fait encourir une amende en vertu de l'art. 6, *in fine* de la Loi du 19 février 1874.

Mais le preneur n'en conserve pas moins le droit de désirer cette garantie pour exercer son recours en cas de non paiement du chèque (1).

(1) Voir : Pothier, *Traité du contrat de change*, nos 26 et 122.

— Ordonnance de 1673.

Nouguier, *Des lettres de change et des effets de commerce*, Paris. 1875. 4^e édit., 2 vol. in-8. Ecole de Droit 25,066.

Bravard et Demangeat. *Traité de Droit commercial*, Paris. 1888 2^e édit. tome III. Bibl. Nat. 8^o F. 5484.

— Bédarride *De la lettre de change. Droit commercial. Commentaire du Code de comm.* Paris. 1883. 2 vol. tome I. Bibl. Nat. 8^o F. 2092.

— Alauzet. *Commentaire du Code de commerce.* Paris, 1879. 3^e édition, tome IV. Bibl. Nat. 8^o F. 5103.

Namur. *Code de commerce Belge révisé, interprété par la Doctrine et la Jurisprudence.* Bruxelles. 1876. 2 vol. Bibl. Nat. 8^o F. 2075. — Massé, *Traité de Droit commercial.* Paris 1874, 4 vol. 3^e édit. Bibl. Nat. F. 39 698.

— Ruben de Couder, *Dictionnaire du Droit commercial*, Paris. 1877-1879. 3^e édit. 6 vol. Bibl. Nat. 8^o F. 596.

— Boistel, *Précis de Droit commercial*, Paris, 1884, 3^e édit. Bibl. Nat. 8. F. 3073. — Cassation, 25 janvier 1847. *Dalloz.* 1847. 1.103.

Voir les décisions suiv. Poitiers, 16 déc. 1847. *Dalloz*, 1848, 2. 108; *Sirey*, 1848. 1.686. — cassation, 31 déc. 1851, *Dalloz* 1852 1.17. — Cassation, 11 juillet 1859. *Dalloz*, 1859. 1.392. — Colmar, 4 mai 1864. *Dalloz*, 1864. 2.230. — Dijon, 30 janvier 1866. *Dalloz.* 1866. 2.39. — Cassation. 27 août 1867, *Dalloz* 1867. 1.499. — Cassation, 22 février 1869. *Dalloz*, 1869. 1. 515; *Sirey* 1869. 1.256; *Journal du Palais*, 1869. 634. — Cassation, 21 avril 1869. *Dalloz.*

On appliquera donc au chèque les règles du paiement données par le code de commerce pour la lettre de change (1) : le tiré qui paie le cheque qu'on lui présente sera valablement libéré si aucune faute n'est relevée à sa charge, même si le cheque a été trouvé ou volé (2).

Il n'enserait plus de même si le cheque présenté était faux ou frauduleusement détourné de sa destination, à moins qu'une faute ne soit imputée au tireur (3).

(1) MM. Lyon-Caen et Renault, n^o 282 et suiv., 293 et suivants et 583.

(2) Trib. civil Tours, 17 juin 1879 ; *Le Droit*, n^o du 27 juin 1779 ; il s'agissait d'un chèque soustrait par un fils à son père et présenté par le preneur au tiré, ce dernier n'avait pas commis de faute.

— Trib. civ. de la Seine, 10 juillet 1861 ; *Dalloz*, 1863.3.88 ; ce jugement constate que, si celui qui paie un chèque est valablement libéré, « cette présomption ne peut prévaloir contre la la preuve acquise d'une imprudence ou d'un défaut de précaution de la part du payeur. »

Cf. : Arrêt de Lyon du 11 février 1882, rapporté par Chastenet. *Des chèques*, p. 139 ; Lyon, 4 déc. 1889, *la Loi* n^o du 2 avril 0890 ; Trib. civil de la Seine, 5 mars 1892, *la Loi*, n^o du 11 juin 1892. — Bédarride, n^{os} 108 à 112* (Note 4. p. 403, du *Traité de D. Comm.* de MM. Lyon-Caen et Renault, n^o 588).

Trib. comm. de la Seine, 7 juin 1864. *Dalloz*, 1856.3.93 ; le déposant a été déclaré responsable de la négligence qu'il avait commise en laissant son carnet de chèques à la disposition de ses employés — Cf. ch. Req., 15 novembre 1845. *Dalloz*, 1845.1.32.

(3) *Commentaire de la Loi du 14 juin 1865 sur les chèques*. Paris 1874. Bibl. Nat. F. 28,995.

Le tiré est, en principe, responsable s'il paie un chèque revêtu d'une fausse signature, car il doit examiner le chèque qu'on lui présente. Mais, dans la pratique, le banquier se dégage souvent de certaines responsabilités par une entente préalable avec son client. Ce dernier supportera les risques de perte, à moins d'avertissement fait en temps utile entre les mains du banquier, lequel alors n'est plus responsable que des fautes lourdes (1).

1869. 1.407. — *Sirey*, 1869. 1.350 ; *Journal du Palais*, 1869. 886. — Caen, 17 juin 1873. *Dalloz*. 1875. 2.126 — Cassation, 16 janvier 1878, *Dalloz*. 1888. 1.69 ; *Sirey*. 1888. 1.457 ; *Journal du Palais*, 1.1134. — Tribunal comm. Seine, 22 avril 1892. *le Droit*. n° du 21 mai 1892. Ce jugement commet une véritable erreur en exigeant que l'aval, pour constituer un acte de commerce, soit donné dans un but de spéculation (Note 5 de MM. Lyon-Caen et Renault. *Traité de droit commercial*, Tome 4^e, 2^e édit. Paris, 1893, page 189 au n° 262. Voir les nos 256 à 266 et 537).

(1) Trib. civil de la Seine, 11 janvier 1870. *Dalloz*, 1870, 3.54. (Dans l'espèce, le carnet de chèques avait été volé et le jugement constate que la signature du déposant avait été assez bien imitée, pour qu'une personne non prévenue pût s'y tromper;) Paris, 27 octobre 1886, *la Loi*, n° du 14 nov. 1886. — Dans le même sens, Paris, 1^{er} juillet, 1870, *Dalloz*, 1871, 2, 42. — C. de Bruxelles, 20 janvier 1881, *Jurisprudence d'Anvers*, 1881-1-56 (le déposant et le banquier étant également en faute, la perte est répartie entre eux).

Le banquier, qui a payé un chèque faux et qui ne peut invoquer la responsabilité du déposant, peut-il agir en répétition contre le porteur de bonne foi qui a touché le chèque ? — Il y a divergence cf. Nonguier, *Des chèques*, n° 108, Paris, 1865, Bibl. Nat. F. 40.539 ; Bédarride, *commentaire de la loi de 1865 sur les chèques*. N° 118. Paris, 1874. Bibl. Nat. Inventaire F. 28.995.

Dans l'intérêt de la circulation des chèques, la répétition paraît devoir être exclue. Le porteur a ainsi plus de droit que son client. Mais c'est une conséquence des règles sur les titres au porteur et à ordre. Voir n° 130 (Note 2, n° 589. p. 404 de MM. Lyon-Caen et Renault. *Traité de D. Comm.* Tome 4^e, 2^e édit. Paris, 1893).

Dès qu'un chèque est perdu, on doit en avertir le tiré, et dans ce cas, une opposition au paiement est possible (art. 149, C. Com.) (1).

Si le chèque est effectivement présenté, un débat s'élève alors entre le porteur et celui qui a donné l'avertissement.

Mais, qu'arrive-t-il, si le chèque n'est pas présenté ? Il faudra alors appliquer les règles que la Loi a données pour le cas de perte d'une lettre de change (2) ; mais, comme le chèque n'est pas fait en plusieurs exemplaires et n'est pas accepté, on pourrait peut-être alors appliquer la règle donnée pour le cas de perte du seul exemplaire de la lettre de change, non acceptée (3).

(1) Voir MM. Lyon-Caen et Renault n^{os} 589 bis et suiv. qui renvoient aux n^{os} 320 et suiv. ; et 322 du Tome IV, 2^e édit., 1893 de leur traité de D. Comm.

— Trib. comm. Seine, 11 nov. 1834, *Journal des Tribunaux de commerce*, XXXIV, p. 143.

— Thaller, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1885, p. 287.

— Nougier, n^{os} 103 et 106.

— Le Mercier, p. 166 et 167.

— Bédarride, n^{os} 69, 103, 106.

— Chastenot, p. 121 etc.

(2) Trib. comm. Seine. 11 nov. 1884. *Journal des Tribunaux de commerce*, XXXIV, p. 143.

— Thaller, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1888, p. 287.

— Nougier : *Les chèques*, 2^e édit. Paris. 1874. Ecole de Droit 25.846.

(3) MM. Lyon-Caen et Renault : *Traité de droit commercial*. Tome IV, Paris. 1893, 2^e édition. N^{os} 589 bis, 320 et suiv.

— Le Mercier. *Étude sur les chèques*. Paris, 1874. Bibl. Nat. 8^o F. 3591.

— Bédarride. *Commentaire de la loi du 14 juin 1865 sur les chèques*. Paris 1874. Bibl. Nat. Inventaire F. 28.995.

De même pour la clause de *retour sans frais*, pour le droit de *saisie conservatoire* (art. 172, C. Com.) accordé au payeur à défaut de paiement, et pour le droit de *recourir* entre tous les signataires du chèque ou l'un d'eux, et enfin pour le droit de tirer une *retraite*.

Tous les modes d'extinction des obligations que nous énumère l'art. 1234 du Code Civil peuvent s'appliquer à l'obligation du tiré. Le paiement n'est donc pas le seul mode de libération que puisse invoquer ce dernier, et s'il est créancier du porteur, il pourra invoquer contre lui la compensation (1).

Le contraire a cependant été soutenu, bien à tort, sous prétexte que le porteur, bénéficiaire du chèque, n'a qu'un mandat pour en recevoir le paiement, alors qu'il devient créancier du tiré à la place du tireur.

Il ne faut pas oublier que la remise du chèque équivaut à un paiement et qu'il est de l'argent, ainsi que le disait M. Pouyer-Quertier. On ne saurait voir dans cet acte les éléments d'un mandat.

M. L. Mouchet (2) a également soutenu que l'affectation de la provision en paiement du chèque, implique une renonciation à la compensation.

Ici encore la réfutation sera la même : la compensation équivaut au paiement et désintéresse le porteur comme le paiement lui-même (3).

(1) Dijon, 6 mai 1887 ; *Sirey*. 1888, 2. 5 ; *Journal du Palais* 1888.1.86.

(2) *Annales de droit commercial*, III, p. 39 à 41.

(3) MM. Lyon-Caen et Renault. *Traité de droit commercial*. Tome IV. 2^e édit. 1893 n. 592.

Nous répèterons donc que la compensation doit être admise, quelle que soit la forme du chèque, qu'il soit à personne dénommée, au porteur ou à vue.

Nous l'avons vu admise en Angleterre où les chèques furent au porteur jusqu'en 1858, ce qui n'empêchait pas les *Clearing-Houses* de fonctionner et d'atteindre des chiffres énormes.

La compensation doit donc être admise dans tous les cas et on ne peut nous opposer l'art. 1293 — 2° du Code civil ainsi conçu : « *La compensation a lieu quelles que soient les causes de l'une ou l'autre dettes, excepté dans le cas :*

1°..... 2° *De la demande en RESTITUTION D'UN DÉPÔT et du prêt à usage.*

MM. Lyon-Caen et Renault (1) repoussent avec raison, dans le cas qui nous occupe, l'application de cet article, « qui paraît devoir régir, non le dépositaire irrégulier, mais le dépositaire régulier dont la dette de corps certain est, en tout ou en partie, transformée en dette de dommages-intérêts à raison de la détérioration de la chose déposée par suite d'une faute rendant le dépositaire responsable. »

Avec l'application de cet article, tout le système des *Clearing-Houses* et *Chambres de compensation* se trouverait ruiné, puisque les chèques qui passent par ces établissements sont justement créés par des *tireurs* ayant déposé chez les banquiers *tirés* des sommes d'argent que ces derniers reçoivent à titre de dépôt.

(1) *Traité de Droit comm.* tome IV, 2^e édit. 1893, n° 592, p. 406.

En Angleterre (1), c'est au banquier payeur qu'incombe le soin de voir qu'il n'y a fraude, ni dans la signature, ni dans le montant à payer (2).

En cas de négligence, de sa part, lui seul est responsable, à moins qu'il ne puisse prouver que le tireur lui-même a été coupable de négligence en laissant entre les mots et les chiffres un espace suffisant à l'insertion du mot qui constitue la fraude (3).

Le banquier qui paie, par erreur, un chèque sur sur lequel il a été mis opposition, n'en peut passer le montant au débit du tireur.

Lorsqu'un banquier refuse par erreur de payer un chèque régulièrement tiré et présenté, il est passible de dommages envers son client, sans que ce dernier ait à prouver que ce refus de paiement lui a été préjudiciable (4).

De même que les banknotes des banques de province, les chèques, une fois acceptés, sont considérés comme *paiements effectifs*, et le créancier ne peut poursuivre son débiteur que si le chèque a été régulièrement présenté mais *impayé*.

Quand il est présenté en même temps plusieurs

(1) *Banques et usages de banque en Angleterre* par A. Lecoffre. Londres. 1892.

(2) *Les effets de commerce dans le Droit anglais* par Barclay et Dainville. 1884. Paris. Bibl. Nat. 8° F. 3381.

(3) (Horace) Smith. *Law. of Negligence*. London. 1884. 2^e édit. Bibl. Nat. 8° F. 3673.

(4) Voir : *Bills. of Exchange Act* du 18 août 1882. 45 et 46. *Victoria. chap. 61, art. 73-82.*

chèques du même tireur, portant la même date, mais à ordres différents, et formant ensemble un montant supérieur à celui qui repose à son crédit, il est d'usage de les refuser tous, le banquier ne pouvant prendre sur lui de donner la préférence à tel ou tel chèque plutôt qu'à tel autre. Et si, dans l'intervalle, il est présenté d'autres chèques de moindre importance, le banquier est tenu de les payer tous jusqu'à épuisement de provision.

Mais, si les chèques présentés en même temps portent différentes dates, le banquier donne la priorité aux plus anciens, *prior tempore, potior jure*.

Dans le cas où ces chèques sont remis par correspondance, le banquier procède dans l'ordre de l'ouverture des lettres.

Quand ces mêmes chèques sont à l'ordre du même bénéficiaire, ou encore présentés par le même porteur, le banquier les paye tous en commençant par les plus forts montants et ne laisse que le dernier pour lequel la provision est devenue insuffisante.

Tout chèque mutilé, coupé en deux, ou déchiré à plusieurs endroits, et recollé ensuite, ne peut être payé sans explications suffisantes ou sans une lettre de garantie (1).

(1) Toutes ces explications sont données dans le livre de M. Lecoffre : *Banques et usages de Banque en Angleterre*. Londres. 31 mai 1892.

Nous avons vu que la loi du 24 juin 1865, dans un art. 4, alin. 2, renvoie à certaines dispositions du Code de commerce. Les dispositions sur cet objet se trouvent indiquées dans les législations étrangères.

Code *Italien*, art. 341.

Loi *Belge* de 1872, art. 3.

Nouveau Code *Espagnol*, art. 542.

Projet d'Anvers, art. 37, alin. 2.

Code de commerce de la *République Argentine*, art. 836.

Code *Mexicain*, art. 563.

Code *Portugais*, art. 343.

CHAPITRE XII

EXTENSION DU SYSTÈME DE COMPENSATION

D'après ce qui précède sur les méthodes employées par les différents Clearing-Houses et Chambres de Compensation pour arriver à régler un grand nombre de transactions sans déplacer le numéraire et cela grâce aux chèques, on pourrait croire que ce système des compensations est restreint aux affaires de banque, mais il n'en est rien, et il s'en faut de beaucoup (1).

En Angleterre, dès l'année 1842, Robert Stephenson et M. K. Maison avaient pensé que le principe du *Clearing-House* de la cité pouvait être appliqué avec avantage au règlement des comptes fort compliqués qu'avaient entre elles les Compagnies de chemins de fer, et qu'elles réglaient jusque là à l'aide de livres.

(1) Voir au sujet des diverses applications du principe du *Clearing*, un intéressant mémoire de M. Arthur Ellis :

The Clearing system applied to trade and distribution (journal of the Institute of Bankers, avril 1881.

C'est le *Railway Clearing-House*. Le travail qu'exécutent sans relâche une multitude de comptables dans le grand établissement d'*Euston Square*, est beaucoup plus compliqué et sans comparaison plus varié que celui d'un *Clearing-House* des banquiers ; mais le résultat final est d'établir combien chaque Compagnie doit à chaque autre. La balance due à ou par chaque Compagnie est alors soldée par un transfert chez les banquiers (1).

A Londres également, en 1874, a été fondé le *London Stock Exchange Clearing-House* (2), qui se charge, comme son nom l'indique, de balancer ensemble, non des sommes d'argent, mais des quantités de titres entre les agents et courtiers de Londres.

Comme les agents de change ne règlent leurs transactions que tous les quinze jours, et même que tous le mois pour les *consolidés*, il en résulte naturellement que, pendant ces intervalles, le même agent de change a d'ordinaire vendu pour un client et acheté pour un autre le même genre de titres. Le même titre peut avoir passé par plusieurs mains différentes, et les mêmes agents de change peuvent avoir conclu les uns avec les autres des ventes réciproques.

(1) Stanley Jevons : *Money and the Mechanism of Exchange* 1876. Bibl. Nat. 8° R. 81.

(2) Dont font partie presque tous les membres du *Stock Exchange*, à l'exception d'une centaine de *Brochings firms*, et qui liquide actuellement une centaine de fonds (*Economist*. 6 octobre 1883 London).

Alors, au lieu d'opérer pour chaque transaction des transferts de titres et de payer avec des chèques qui compliquent singulièrement la besogne du *Clearing-House* de Lombard Street, les jours de règlement (1), on a fait un arrangement en vertu duquel chaque membre du *London Stock Exchange Clearing-House* prépare un état du montant net de chaque espèce de titres qu'il doit recevoir de chaque autre membre ou lui délivrer.

Le *Directeur* de l'établissement, après avoir vérifié ces comptes dont l'ensemble doit se balancer parfaitement, invite les membres *débiteurs* à transférer aux membres *créanciers* les quantités de titres nécessaires pour terminer toutes les transactions.

Il faut remarquer que les transferts s'exécutent ici par l'échange des titres, directement d'agent de change à agent de change, et non par l'intermédiaire du *Directeur* de ce *Clearing-House*, comme dans les affaires de banques.

Il faut aussi établir une compensation particulière pour chaque genre de titres.

On a reconnu que les quantités de titres réellement transférées n'excèdent pas 10 % du total des transactions liquidées, et les chèques tirés diminuent de

(1) Mais les affaires traitées au *Stock-Exchange* n'en aboutissent pas moins au *Clearing-House* des banquiers, pour que les soldes définitifs se règlent en chèques. Aussi les sommes comptées au *Clearing-House* de *Lombard Street*, sont particulièrement importantes, les jours de liquidation (*settling days*).

10 millions de Livres sterling (soit 250 millions de francs), chaque jour de règlement (1).

A Liverpool, plus récemment encore, l'Association des courtiers en cotons a organisé un système dans le genre de celui du Clearing-House pour régler les affaires où il s'agit de ventes de cotons « à arriver » (2).

Avec cette nouvelle combinaison, le *premier* vendeur et le *dernier* acheteur sont mis en contact, et toutes les affaires intermédiaires, qui occasionnent parfois de grandes discussions et de longs délais à cause de contrats comprenant une foule d'intéressés, sont pour ainsi dire annulés par ce *Clearing-House*.

Les opérations s'étendent d'ailleurs de plus en plus, de sorte que tous les contrats, déclarations et paie-

(1) Tous ces détails sont pris dans le livre de M. Stanley Jevons : *Money and the Mechanism of Exchange*. 1876. Bibl. Nat. 8° R. 81.

(2) M. Stanley Jevons nous apprend qu'une tentative faite vers 1875, pour établir à Liverpool l'usage général des chèques, n'a pas réussi, et cependant il s'échange continuellement des sommes considérables, surtout dans le commerce des cotons. C'est ainsi qu'on voit souvent une maison de Manchester envoyer un commis à Liverpool, par le chemin de fer, avec une liasse de banknotes pour effectuer des paiements, les commerçants et les banquiers de Liverpool n'ayant jamais adopté l'usage des chèques en paiement !

Aujourd'hui, des effets de banque, payables à vue et envoyés par la poste, sont substitués aux billets de la Banque d'Angleterre.

Un négociant de Liverpool, qui a besoin de faire un paiement, tire de sa banque des fonds en or ou en billets, et ses commis les transportent à destination dans la ville. Tous les soirs, un grand nombre de petites caisses, contenant de fortes sommes d'argent,

ments seront effectués par l'intermédiaire de cette Association, véritable *Clearing-House* (1).

A Glasgow, une association s'est également formée sur le marché des fers, et un jour a été fixé en 1875 pour le règlement périodique des transactions mutuelles (1).

A Paris, nous avons déjà mentionné que les agents de change liquident eux-mêmes leurs affaires par voie de compensation, en tirant des mandats bleus sur la Banque de France qui leur affecte un caisse spéciale, et joue par conséquent à leur égard, le rôle de *Clearing-House*.

Ainsi donc le système des compensations s'est étendu des affaires de banque, à celles des chemins de fer, des agents de change et de certains courtiers.

On comprend fort bien que tout autres corps de marchands, de courtiers, ou d'autres personnes ayant souvent de l'argent à réclamer les uns des autres, ait intérêt à se réunir une fois ou deux par semaine, ou plus

sont déposées dans la boutique d'un orfèvre bien connu, en face de l'Hôtel de Ville, pour y être gardées pendant la nuit.

Il est regrettable que les banquiers ne puissent ajouter ces sommes à leur dépôts : Actuellement, on a l'habitude de prendre une commission de $\frac{1}{8}$ ou $\frac{1}{4}$ ‰, tandis que le coût réel du travail de comptabilité par lequel s'opère les transferts est presque purement nominal par rapport à l'importance des transactions (*Money and the Mechanism of Exchange*. 1876. Bibl. Nat. 8° R. 81).

(1) Stanley Jevons.

souvent selon les besoins, pour une séance de liquidation.

C'est du reste ce qui a été fait. Mais nous n'entrons pas dans les détails, nous contentant d'indiquer seulement que le système des compensations n'est pas resté strictement limité aux chèques et aux banques de dépôts.

Il est donc permis de dire qu'on n'a pas encore atteint les limites dans lesquelles l'application du principe des compensations reste avantageux, et de souhaiter que la France marche enfin hardiment dans cette voie de progrès.

CHAPITRE XIII

Conclusion

Il est maintenant facile de comprendre les immenses avantages que rendent les *Clearing-Houses* et les *Chambres de Compensation* partout où ils fonctionnent : temps gagné par les négociants, les banquiers, tous ceux que ces institutions, dispensent de mettre en mouvement des quantités plus ou moins considérables de monnaie ; utilisation et, par suite, valeur de ce temps gagné, moindre usure des monnaies, etc., etc.

M. Courcelle-Seneuil (1) a calculé qu'à Paris en 1864, pour recouvrer en une seule journée 100 millions dans 40.000 domiciles, les frais totaux du service de recouvrement ou de liquidation s'élevaient, en minimum, à 17 1/2 millions alors qu'avec les procédés anglais, le service de liquidation ne coûterait certainement pas plus de 1 million %.

(1) *Journal des Economistes*, août 1864.

M. Gustave François (1) appliquant les données de M. Courcelle-Seneuil aux transactions journalières du *Clearing-House* de Londres pour l'année 1885, évaluées en chiffres ronds à 400.000.000 de francs, le taux de l'intérêt étant compté à $2\frac{1}{2}\%$, et les heures de travail étant supposées croître de moitié seulement quand la somme compensée arrive en double, a trouvé :

Intérêts de 400.000.000 nécessaires aux	
paiements .	10.000.000
— — 520.000.000 qui seraient dé-	
posés à la	
Banque . .	13.000.000
Journées de travail perdues (2.699.730	
journées) pour.	13.500.000
Total . .	36.500.000

En prenant la moyenne journalière du *Clearing-House* de Londres, basée sur 307 jours de travail, et en supposant que pour faire leurs paiements, souvent à peu près imprévus, les négociants et surtout les banquiers auraient dû conserver en caisse ou à la Banque d'Angleterre une somme égale au montant de ces paiements (2). M. Gustave François obtient, pour la période de temps de 1868 à 1885, le résultat de 671.991.280.

Pour Paris, malgré le peu d'importance des opérations, le gain des intérêts, calculé comme ci-dessus

(1) *Clearing-Houses et Chambres de compensation.* 1886. Lille. Bibl. Nat. 8° V. 9551.

(2) M. Courcelle-Seneuil, dans son travail, considère les balances comme supérieures à la moyenne des paiements.

par M. Gustave François, s'est élevé, au 31 mars 1886, à 11.402.540 fr.

Faisant le même calcul pour l'année 1885, et additionnant les sommes compensées dans les *Clearing-House* et les *Chambres de Compensation*, dont les résultats sont connus, il est arrivé aux chiffres suivants :

Londres (Clearing et Country-Clear.)	148.426.775.000
Manchester.	2.794.780.000
Newcastle-sur-Tyne.	800.675.000
New-York.	140.761.006.000
Autres Clearing-House américains.	65.685.425.000
Allemagne	15.693.056.625
Italie.	5.951.128.934
Vienne	1.029.245.586
Melbourne	4.177.250.000
Paris.	3.983.149.388
Ensemble.	389.302.492.213

Ce qui fait, en comptant 307 jours de travail, une moyenne de 1.268.086.294 francs, représentant le capital que l'emploi des moyens perfectionnés du *Clearing-House* rend propre à d'autres usages, ce chiffre étant encore inférieur au chiffre réel, puisqu'il ne comprend pas les *Clearing-Houses* de l'Ecosse et de l'Irlande (1) ».

(1) Gustave François : *Clearing-Houses et Chambres de compensation*, 1886. Lille. Bibl. Nat. 8^e V. 9551.

En ajoutant aux chiffres précédents, le montant des virements opérés en 1885 par la Banque de France, la Wiener-Giro-und-Cassen-Vereines et la Bank des Berliner-Cassen-Vereines, on arrive à un total de 438.860.333.943 francs, et à une moyenne journalière de 1.429.512.488 fr. et, outre les Clearing-Houses dont les résultats ne sont pas connus, il y aurait encore à y ajouter le chiffre des compensations faites par les agents de change de Paris (1) ».

Il est donc permis de souhaiter, en face des résultats obtenus par cette institution si simple dans son fonctionnement et qui a tant contribué à l'épanouissement du commerce anglais, de voir la France adopter enfin le système de la compensation en développant l'usage des chèques et surtout des banques de dépôts sans lesquels ils ne sont rien.

Pour permettre aux chèques de se répandre dans le public, souhaitons que le chèque anglais barré, lequel ne peut être tiré que sur un banquier devienne enfin plus connu et plus apprécié chez nous. Sans souhaiter une nouvelle Loi sur les chèques, les lois créant peu d'usages, selon Berryer (2), on peut cependant réclamer la diminution, sinon l'affranchissement du droit de timbre qui frappe notre chèque.

Nous pouvons donc, sans modifications trop profondes, arriver à réaliser de réels progrès dans nos

(1) Gustave François.

(2) Séance du 23 mai 1865.

habitudes commerciales, auxquels nous avons le tort de tenir, en face des avantages dont jouissent si heureusement des banquiers, négociants et industriels anglais et américains.

Nous avons exposé les avantages que procurait le Clearing-House au temps de paix. Mais ils ont encore plus féconds les résultats obtenus en temps de guerre, car l'emploi du *Clearing-House* permet de mettre à la disposition du Gouvernement, sans que la circulation de la richesse en souffre, sans que la confiance publique soit ébranlée, toutes les ressources monétaires du pays.

C'est du reste ce que nous montre parfaitement M. Charles Berteaux (1), lorsqu'il nous dit : « C'est au *Clearing* déjà en plein fonctionnement au commencement de ce siècle, que l'Angleterre dut de pouvoir contracter les énormes emprunts que nécessitèrent ses longues guerres contre la République française et contre l'Empire ; c'est lui, c'est le Crédit, qui lui donna la force de supporter pendant des années le formidable Blocus Continental ; c'est lui enfin, qui lui assura, après vingt ans de luttes et de désastres presque ininterrompus, le triomphe final. Pitt eût-il pu soulager l'Europe entière et fomenter les coalitions sous lesquelles succomba enfin la France, seule contre toute l'Europe, s'il n'avait disposé de tout l'or de l'Angleterre et de ses colonies ? Qui peut

(1) *Etude sur la Chambre de compensation*. 1887. Paris. Bibl. Nat. 40. V. Pièce 2757.

dire que les événements n'eussent pas suivi un cours différent, que les destinées du Monde n'eussent pas été tout autres, si, au lieu des inépuisables trésors au moyen desquels il précipita l'Europe contre la France le Ministre anglais n'avait eu à opposer à la Grande Armée que ses régiments d'habits rouges, à Napoléon, que Wellington ?

Et lorsque nous voyons l'encaisse métallique de la Banque de France s'élever à 2,995,532,032 francs, dont 1,712,221,001 en or et 1,283,311,031 en argent (1), nous pouvons être fiers de posséder ainsi le plus grand stock de monnaie du monde, en souhaitant de lui voir enfin rendre au commerce, à l'industrie et à l'agriculture, c'est-à-dire à tout ce [qui procure force et richesses, des services digne de lui, en servant de provision aux milliards de chèques qui viendront développer et répandre en France l'usage des *Chambres de Compensation*.

(1) Chiffres atteints le 28 mai 1893. — *L'Economiste français* du 20 mai 1893.

POSITIONS

POSITIONS PRISES DANS LA THÈSE

DROIT ROMAIN

- 1° Ce n'est pas Justinien qui, le premier, a exigé la liquidité des créances en matière de compensation.
- 2° Sous Justinien, la compensation est restée judiciaire.
- 3° En matière de compensation, l'exception de dol, vérifiée par le juge, emportait, selon les cas, absolution du défendeur, ou diminution de la condamnation.
- 4° Ce n'est pas Marc-Aurèle qui, le premier, a donné au Juge de l'Action de Droit Strict, le pouvoir de tenir compte de la créance du défendeur contre le demandeur.

DROIT FRANÇAIS

- 1° Lorsqu'une compensation a libéré deux débiteurs, celui des deux qui a payé, ayant une juste cause d'ignorer la créance qui devait compenser sa dette, recouvre son ancienne créance ; il n'a pas seulement une créance en répétition de l'indu.
- 2° La compensation opère à l'insu des débiteurs, mais non malgré eux.
- 3° L'émission et la transmission du chèque, transportent la propriété de la provision, du tireur au bénéficiaire et aux porteurs successifs.
- 4° Le chèque peut être garanti au moyen d'un *aval*.

POSITIONS PRISES EN DEHORS DE LA THÈSE

DROIT ROMAIN

- 1° Il n'est pas conforme au droit romain de soutenir, avec Dumoulin, qu'entre débiteurs solidaires, la faute de l'un ait pour effet de perpétuer l'obligation à l'égard des autres, mais non de l'augmenter.
- 2° Sous Justinien, il y a encore un contrat *litteris*.

- 3° Dans les actions arbitraires, l'ordre du juge était exécutoire manu militari, dans l'hypothèse spéciale citée par Ulpien, dans la loi 68 au Digeste, de Rei Vindicatione, livre VI, titre I^{er}.
- 4° En matière de novation, la loi 30 au Digeste, de Novationibus, livre XLVI, titre II, ne vise pas, comme l'affirme Pothier, une réserve d'hypothèque in continenti, mais une réserve d'hypothèque ex intervallo.

DROIT CIVIL FRANÇAIS

- 1° Le disponible entre époux de l'art. 1094 est invariable lorsque l'époux donateur laisse pour héritiers réservataires des enfants communs.
- 2° Le bénéfice de la séparation des patrimoines accordé aux créanciers et aux légataires du défunt par l'art. 2111 c. civ. est un véritable privilège.
- 3° Le mineur ne peut pas demander la rescision des actes lésifs accomplis par son tuteur.
- 4° Le vendeur d'immeuble qui n'a transcrit l'acte de vente, qu'après le jugement déclarant la faillite de son acheteur, conserve son droit de résolution, bien qu'il ait perdu son privilège, si sa transcription a précédé l'inscription de l'hypothèque de la masse.

DROIT ADMINISTRATIF

- 1° Dans tous les cas où l'autorisation, soit du chef de

l'Etat, soit du Préfet, est nécessaire aux communes, en matière de dons et legs, ils peuvent autoriser pour partie. Toute clause contraire à ce droit de réduction doit être considérée comme non écrite.

2° Les cours d'eau, ni navigables, ni flottables, sont res nullius.

DROIT COMMERCIAL

1° Est valable la clause que l'intérêt des mises des actionnaires sera payé, même si la Société ne fait pas de bénéfices.

2° Le contrat par correspondance est parfait lorsque l'acceptation de l'offre a été manifestée de façon à ce qu'on ne puisse revenir sur elle, notamment par la mise à la poste d'une lettre la contenant.

Paris, le 10 Mai 1893

Le président de la thèse,
Ch. LYON-CAEN.

Vu par le doyen,
COLMET DE SANTERRE

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

DROIT ROMAIN

DE LA COMPENSATION

INTRODUCTION. — Notions générales . . .	3 à 10
CHAPITRE I. — De la compensation dans les actions	
de la loi	11
1° Actio sacramenti	11
2° Judicis Postulatio.	12
3° Actio per condictioem	16
CHAPITRE II. — De la compensation dans le sys-	
tème formulaire.	17
De la formule	17
SECTION I. — De la nature de compensation. . .	20
SECTION II. — Des conditions relatives aux ac-	
tions dans lesquelles la compensation pouvait	
être invoquée	24
<i>Paragraphe I.</i>	
1°. — Actions de Bonne foi.	24
2°. — Actions de droit strict.	28
I°. — De le compensatio de l'Argentarius . .	28
II°. — De la deductio du bonorum emptor. .	30
3°. — Actions arbitraires et Action in rem. .	40
<i>Paragraphe II. — Entre quelles créances la</i>	
compensation a lieu	44

<i>Paragraphe III. — Quelles sont les personnes qui peuvent invoquer la compensation. . . .</i>	53
1 ^{er} Principe : Le défendeur ne peut opposer en compensation que sa créance personnelle.	53
Exceptions à ce premier principe.	55
2 ^e Principe : La dette opposée en compensation doit être personnelle au demandeur. .	58
SECTION III. — Des effets de la compensation . .	59
<i>Paragraphe I. — La compensation éteint-elle les créances ipso facto</i>	60
<i>Paragraphe II. — Influence de la compensation sur les intérêts.</i>	61
<i>Paragraphe III. — Du paiement de l'indu . .</i>	63
SECTION 4.	
<i>Paragraphe 1. — De la compensation opposée au fisc</i>	64
<i>Paragraphe 2. — De la compensation conventionnelle</i>	70
CHAPITRE III. — De la compensation sous Justinien.	
Procédure extraordinaire.	75
SECTION 1. — De la nature de la compensation dans la Procédure extraordinaire sous Justinien.	75
SECTION 2. — Innovations de Justinien.	78
<i>Paragraphe 1. — La compensation est-elle enfin admise dans toutes les actions</i>	78
<i>Paragraphe 2. — La compensation ne peut avoir lieu qu'entre créances liquides</i>	80
<i>Paragraphe 3. — Quelles personnes ne peuvent invoquer la compensation</i>	83
SECTION 3. — Des effets de la compensation. . .	85

Justinien dit que la compensation s'opère	
Ipso Jure. Sens de ces mots	88
La compensation est-elle devenue légale . .	88
CHAPITRE IV. — De la Mutua Petitio	96
SECTION 1. — De la Mutua Petitio sous le sys- tème des actions de la Loi.	97
SECTION 2. — De la Mutua Petitio sous le sys- tème formulaire	98
SECTION 3. — De la Mutua Petitio sous la Pro- cédure extraordinaire	106

TABLE DES MATIÈRES

DES CHAMBRES DE COMPENSATION

CLEARING-HOUSES

	Pages
Introduction	5
CHAPITRE PREMIER	
Origine et Histoire du Clearing-House ou Cham- bre de Compensation.	15
1° Banque de Venise.	19
2° Banque de Barcelone.	20
3° Banque de Saint-Georges, à Gênes.	21
4° Banque d'Amsterdam.	21
5° Banque de Hambourg.	25
6° Banque de Nuremberg.	27
7° Chambre de Compensation de Lyon.	28
8° Clearing-House d'Edimbourg.	31
9° Clearing-House de Londres.	32
10° Autres Clearing-Houses Anglais.	34
11° Clearing-Houses Américains	34
12° Chambres de Compensation :	
I. En Allemagne	35
II. En Autriche.	36
III. En Italie.	36
13° Clearing-House Australien.	36
14° Chambre de Compensation de Paris.	37
Diverses applications du Clearing-House. . .	39

CHAPITRE II.

Banques et chèques.

SECTION I.

Le système de Banque de Londres. 41

SECTION II.

Le système du chèque anglais. 56

Paragraphe 1

Du chèque ordinaire anglais, ou chèque *ouvert, non barré* 56

Paragraphe 2

Du chèque barré (*crossed*) 60

CHAPITRE III.

Théorie du Clearing-House. 69

CHAPITRE IV.

Clearing-Houses et Chambres de compensation 80

SECTION 1.

Ancienne Chambre de compensation de Lyon. 80

SECTION 2.

Paragraphe 1.

Clearing-House de Londres. 90

Paragraphe 2.

Country-Clearing-House. 122

Paragraphe 3.

I. — Mouvements des affaires au Clearing-House de Londres. 128

II. — Mouvements des affaires en Country-Clearing-House. 138

Paragraphe 4.

Observations critiques et améliorations . . . 139

SECTION 3.

Divers Clearing-Houses Anglais.

Paragraphe 1.

Clearing-House de Manchester 144

Paragraphe 2.

Clearing-House de Newcastle-sur-Tyne . . . 160

SECTION 4.

Clearing-Houses d'Écosse

Paragraphe 1.

Clearing-House d'Édimbourg 168

Paragraphe 2.

Clearing-House de Glasgow 179

SECTION 5.

Clearing-House de Dublin. 182

CHAPITRE V.

Clearing-Houses Américains. 190

SECTION 1.

Clearing-House de New-York 199

SECTION 2.

Autres Clearing-Houses Américains 241

CHAPITRE VI.

Chambres de compensation de l'Allemagne . . 261

SECTION 1.

Chambre de Compensation de Berlin. 265

Paragraphe 1.

Bank des Berliner Cassen-Vereines. 278

SECTION 2.

Chambre de compensation de Hambourg. . . 282

SECTION 3.

Chambre de compensation de Francfort-sur-Mein. 284

SECTION 4.

Autres chambres de compensation Allemandes 289

CHAPITRE VII.

Chambres de compensation de l'Autriche-Hongrie 290

SECTION 1.	
Chambre de compensation de Vienne. . . .	294
SECTION 2.	
Wiener-Giro-und-Cassen-Vereines.	316
SECTION 3.	
La caisse d'épargne postale d'Autriche . . .	323
CHAPITRE VIII.	
Chambres de compensation d'Italie	327
SECTION 1.	
Chambre de compensation de Milan.	333
CHAPITRE IX.	
Clearing-House de Melbourne.	371
CHAPITRE X.	
Chambre de compensation de Paris	375
Accords et Règlement de la Chambre de com- pensation de Paris.	380
Statistique	393
CHAPITRE XI.	
Législation du chèque.	
SECTION 1.	
<i>Paragraphe 1.</i>	
Généralités.	417
<i>Paragraphe 2.</i>	
Du chèque barré anglais (crossed chèque). .	423
SECTION 2.	
Explication de la loi du 14 juin 1865 et de la loi du 19 février 1874.	428
<i>Paragraphe 1.</i>	
Définition et Nature du chèque français. . .	428
<i>Paragraphe 2.</i>	
Mentions que doit contenir le chèque. . . .	434

Paragraphe 3.

De la Provision. 447

Paragraphe 4.

Des droits et devoirs de porteur d'un chèque. 457

Paragraphe 5.

Des règles applicables aux chèques en dehors de celles que donnent les lois du 14 juin 1865 et du 29 février 1874. 469

CHAPITRE XII.

Extension du Système de compensation . . . 480

Conclusion. 486

Imprimerie H. JOUVE, 15, rue Racine, Paris.